

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL 2016

N°159

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</u> <i>(Conseil du 14 avril 2016)</i>	3
<u>PARTIE 2 : DECISIONS</u> <i>(Conseil du 14 avril 2016)</i>	421
<u>PARTIE 3 : ARRETES</u>	630

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	11
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	62
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	70
CULTURE	81
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	118
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	151
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	186
FINANCES	192
LOGEMENT	231
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	297
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	303
RESSOURCES HUMAINES	315
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	335
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	360
TRANSPORTS ET MOBILITE	371
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE	397
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	404

HORS COMMISSION

13697	Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - Approbation	12
13802	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Kitesurf & Windsurf Maguelone - Festival International de Kitesurf (FESTIKITE 2016) - Autorisation de signature	14
13803	Conseil de Développement - Prise en charge des frais de transports, d'hébergement, de restauration des membres du Conseil de Développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux - Approbation	16
13804	Organismes Extérieurs - Société Publique Locale d'Aménagement SAAM - Modifications Statutaires - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	19
13805	Convention constitutive de groupement de commandes - Marché de réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition, de stockage, maintenance et entretien - Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Engagement de la procédure - Autorisation de signature	22
13806	Convention constitutive de groupement de commandes - Marché d'Impression et de livraison, de Diffusion des magazines - Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Engagement de la procédure - Approbation - Autorisation de signature	25
13807	Convention constitutive de groupement de commandes - Marché de communication événementielle - Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Engagement de la procédure - Approbation - Autorisation de signature	29
13808	Article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Délégations permanentes - Modifications - Approbation	31
13809	Commissions du Conseil de Métropole - Modification de la composition	38
13810	Transfert de compétences Département - Métropole - Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées - Désignation	60

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

13708	Cession par Montpellier Méditerranée Métropole, à titre onéreux de matériels roulants et mobiliers à la SAEML SFMA - Approbation	63
13754	Marché n°3620MG14 de maintenance des ascenseurs, élévateurs pour personnes à mobilité réduite, monte-charges, portes et portails automatiques des équipements administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	67

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

13731	Contrat de ville - Attribution des moyens de fonctionnement aux conseils citoyens - Approbation	71
13732	Informatique Plus - Chantier d'Insertion - Subvention - Convention - Autorisation de signature	75
13733	Passerelles Insertion - Chantier d'Insertion Mécanique et Aide à la Mobilité - Subvention - Convention - Autorisation de signature	78

CULTURE

13710	Conservatoire à Rayonnement Régional - Lancement de l'opération - Approbation du programme, du planning et du budget de l'opération - Passation d'une convention de mandat - Autorisation du lancement du concours de maîtrise d'œuvre	82
13759	Commune de Murviel-lès-Montpellier - Convention de partenariat entre le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	86
13760	Association Cinémed - Désignation des membres représentants Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	89
13761	Musée Fabre - Convention de mécénat avec le Crowne Plaza Montpellier Corum - Autorisation de signature	91
13762	Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP) sur les utilisations numériques - Autorisation de signature	94
13763	Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Société du Figaro - Autorisation de signature	97
13764	Musée Fabre - Convention de partenariat dans le cadre de l'exposition "Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme" avec le Centre des Monuments Nationaux, la Commune d'Aigues-Mortes et le Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise - Autorisation de signature	100
13765	Musée Fabre - Contrat de coorganisation de l'exposition « Frederic Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » avec le musée d'Orsay et la National Gallery Of Art de Washington - Autorisation de signature	102
13766	Réseau des médiathèques - Convention de coopération avec l'association SOMIS pour la mise en place d'une permanence d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau - Autorisation de signature	105
13767	Comédie du Livre 2016 - Conventions de partenariats - Autorisation de signature	108
13768	Comédie du Livre 2016 - Convention de gestion de service de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	111
13769	Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier sur le dispositif "Carte Été Jeunes" - Autorisation de signature	113
13770	Convention relative au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) avec l'État et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	115

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT**

13713	Convention Cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe EDF - Approbation - Autorisation de signature	119
13724	Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA) - Adhésion - Désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	122
13725	Z.A.C. Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Garantie d'emprunt à la S.A.A.M. - Autorisation de signature	125
13726	Concession d'aménagement Euromedecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la S.E.R.M. - Autorisation de signature	128
13727	Zac Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la société d'équipement de la région montpellieraine (SERM) concessionnaire - Approbation	131
13728	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	134

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

13729	Cité intelligente - Expérimentation de services connectés santé du projet Eureka - Implication de la téléalarme - Accord de consortium - Autorisation de signature	144
13730	Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Languedoc Roussillon (CRESS LR) - Partenariat dans le cadre du 6ème salon COVENTIS - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

13696	Présentation du Rapport préalable au budget sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Développement Durable - Approbation	152
13714	Études de rénovation thermique de copropriétés - Groupement de commandes avec la SERM - Autorisation de signature	157
13715	Quartier de la Pompignane - Terrain de la « Maison Blanche » - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche - Autorisation de signature	160
13716	ZAC Cantausel - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation	163
13717	Convention Publique d'Aménagement - Renouvellement Urbain - Prades-le-Lez - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) Concessionnaire - Approbation	167
13718	Modification n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Pérols - Approbation	170
13719	Commune de Courdonterral - Convention de Projet Urbain Partenarial avec Promecia - Convention d'offre de concours avec le Département de l'Hérault - Convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial avec le Syndicat du Bas Languedoc - Autorisation de signature	173
13720	Commune de Montpellier - ZAD Pont Trinquat Méjanelle - Constitution d'une réserve foncière - Acquisition de la propriété cadastrée SR n°12 - Autorisation de signature	176
13721	Adhésion à l'Association SIG L-R (Système d'Information Géographique Languedoc-Roussillon) - Autorisation	179
13722	Adhésion au club Villes, Territoires et changement climatique - Renouvellement - Approbation	182
13723	Cotisation 2016 à l'association Architecture et Maître d'Ouvrages (AMO) Languedoc-Roussillon - Approbation	184

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

13752	Fixation des taux de redevances - Occupation du domaine public de la Métropole par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et occupation provisoire par les chantiers de travaux sur des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz - Approbation	187
13753	Marchés de fourniture d'électricité (tarif bleu) - Convention constitutive de groupement de commandes avec Hérault Energies - Autorisation de signer l'avenant à l'acte constitutif du groupement de commande et de participer à la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents	189

FINANCES

13698	Budget Primitif 2016 - Adoption	193
13699	Taux d'imposition des taxes directes locales pour 2016 - Adoption	206

13700	Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2016 – Adoption	209
-------	---	-----

FINANCES

13701	Affectation des subventions - Budget Primitif 2016 - Adoption	211
13702	Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement en lien avec le Budget Primitif 2016 - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation	221
13703	Budget annexe parking - M4 - Amortissement - Durée - Approbation	229

LOGEMENT

13709	Délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Bilan des conventions 2009-2015 - Approbation	232
13711	Délégation de compétence de l'État et de l'ANAH d'attribution des aides à la pierre - Conventions 2016-2021 - Autorisation de signature	236
13712	Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2016	240
13734	Construction de 50 logements sociaux à Castries et Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions - Autorisation de signature	243
13735	Construction de 47 logements sociaux - Résidence « Le Clos Védasien », route de Sète à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	246
13736	Construction de 7 logements en location-accession - Résidence « René Subias » 2, impasse du Stade à Castries - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	249
13737	Construction de 30 logements en location-accession - Résidence "Quai Liberté" rue Lafeuillade à Montpellier - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	252
13738	Construction de 30 logements en location-accession - Résidence "Rive gauche", ZAC Rive Gauche, lot 6A à Montpellier - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	255
13739	Réaménagement du prêt contracté par la Congrégation Les Petites Sœurs des Pauvres pour la reconstruction de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Ma Maison » à Montpellier - Renouvellement de garantie de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	258
13740	Reconstruction-extension de 66 lits - EHPAD « Jean Périquier » - rue Jacques Bounin à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Établissement Public Départemental "Maison de retraite de la Croix d'Argent - Jean Périquier" - Convention - Autorisation de signature	261
13741	Construction de 51 logements sociaux - Résidence « Jacaranda », ZAC Saint-Estève lot M3 à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	264
13742	Construction de 52 logements sociaux - ZAC de la Draye, lot 197 à Jacou - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	267
13743	Construction de 61 logements sociaux - ZAC du Domaine de Caylus Lot M1 à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	270

13744	Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Domaine de Zel » - ZAC Horizon, quartier Coste Rousse à Prades-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	273
-------	---	-----

LOGEMENT

13745	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Cœur Saint Jean », 1 rue Donnat à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	276
13746	Construction de 14 logements sociaux - Résidence « Le Gambetta », 31 cours Gambetta à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	279
13747	Travaux de réhabilitation de 62 résidences de logements sociaux à Montpellier, Vendargues, Baillargues et Jacou - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	282
13748	Construction de 16 logements sociaux - Résidence « Les terrasses Saint Loup », rue de Bionne à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Délibération n°13272 du 30 septembre 2015 - Modification - Autorisation de signature	285
13749	Construction de 35 logements sociaux - Résidence « Château Levat », Avenue Saint-Lazare à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	287
13750	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson - Convention - Autorisation de signature	290
13751	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Délibération n°13607 du 27 janvier 2016 - Modification	294

PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

13777	Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez - Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique - Approbation	297
13778	Marché n°4479EA16 - Contrôle des ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - Autorisation de lancer la procédure - Autorisation de signature	299

PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC

13797	Marché n°4041GD15 - Lot n°1 relatif aux prestations de nettoyage des espaces publics métropolitains - Avenant n°1 - Autorisation de signature	303
13798	Traitement des déchets ménagers - Avenant n°1 de prolongation au marché n°3434GD13 concernant la collecte et le traitement des déchets diffus spécifiques (DDS) déposés en déchèteries - Autorisation de signature	305
13799	Traitement des déchets ménagers - Marché de travaux n°2563GD11 pour la réalisation de l'installation de stockage de déchets non dangereux - Avenant n°2 au lot n°4 conclu avec la société RAZEL/BEC - Autorisation de signature	308
13800	Traitement des déchets ménagers - Marché de travaux n°3362GD13 pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux - Avenants n°4 au lot n°1 (BUESA) et n°3 au lot n°2 (SADE/POLEN) - Autorisation de signature	310
813801	Adhésion aux associations AMORCE et METHEOR pour l'année 2016 -- Approbation	313

RESSOURCES HUMAINES

13755	Ressources Humaines - Mutualisation de l'équipe de Direction Générale entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services - Modification - Autorisation de signature	316
13756	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs	321
13757	Ressources Humaines - Véhicules de fonction - Désignation des bénéficiaires - Approbation	331
13758	Ressources Humaines - Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) - Modalités de plafonnement - Modification - Approbation	333

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

13704	Raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la commune de Palavas-les-Flots - Amélioration des conditions de transfert - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or - Autorisation de signature	336
13705	Convention de raccordement à la station d'épuration Maera des communes d'Assas et Teyran - Autorisation de signature	339
13706	Vendargues - ZAC Via Domitia Nord Lien - Avenant n°1 à la convention tripartite - Convention de vente d'eau en gros avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Autorisation de signature	342
13707	Coopération décentralisée - Conventions pour la réalisation de 5 projets - Autorisation de signature	346
13779	Missions de maîtrise d'oeuvre "in house" - Convention entre la Régie des Eaux de Montpellier et la Métropole - Autorisation de signature	351
13780	Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable de la rue du Pont de Lavérune à Montpellier - Convention de Co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	354
13781	Mise en oeuvre du Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de la Station d'Épuration Intercommunale Gaia - Marché de Travaux N°2858EA12 - Avenant N°3 - Autorisation de signature	357

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES

13771	Tour de France - 13 et 14 juillet 2016 - Convention de partenariat avec la société Amaury Sport Organisation (ASO) - Autorisation de signature	361
13772	Réseau des piscines - Marché public - Appel d'Offres n°4182DS16 - Fourniture de produits de traitement de l'eau des piscines - Autorisation de signature	364
13773	Adhésion à l'association nationale des élus en charge du sport (ANDES) - Approbation	366
13774	Attribution de subventions - Fonds spécial sport - Autorisation de signature	368

TRANSPORTS ET MOBILITE

13782	Stationnement - Tarification appliquée aux parkings transférés - Approbation	372
13783	Exploitation du parking Jacques Cœur à Montpellier - Avenant n°1 au marché n°4414DM16 - Autorisation de signature	374
13784	Tramway bouclage ligne 4 - Marché n°8.631 des équipements énergie haute tension, basse tension, traction et de lignes aériennes de contact - Complément à la délibération n°12717 du 18 décembre 2014	376

TRANSPORTS ET MOBILITE

13785	Tramway bouclage ligne 4 - Marché n°8.641 de signalisation ferroviaire - Complément à la délibération n°12764 du 5 février 2015	378
13786	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Convention relative aux modalités d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole pour le transport scolaire - Autorisation de signature	380
13787	Groupeement pour l'insertion des personnes handicapées (GIHP) - Convention d'attribution de subvention concernant le transport des personnes à mobilité réduite - Autorisation de signature	382
13788	Marché n°4297DM16 de fournitures pour feux de signalisation - Avenant n°1 - Lot n°5 - Autorisation de signature	384
13789	Gestion des carrefours à feux des lignes tramway 2 et 3, hors Montpellier - Marché N° 4475DM16 de prestations de raccordements des carrefours à feux tramway au système centralisé de gestion du trafic Pétrarque - Autorisation de signature	386
13790	Jalonnement - Marché N° 4470DM16 de fournitures, pose et maintenance du jalonnement - Autorisation de lancer la consultation et de signer le marché	388
13791	Gestion des carrefours à feux, hors tramway - Marché N°4472DM16 de prestations de raccordements des carrefours à feux au système centralisé de gestion du trafic Pétrarque - Autorisation de signature	390
13792	Acquisition de bus au GNV - Commande auprès de l'UGAP - APPROBATION	393
13793	Montpellier Parking Gambetta - Convention d'amodiation de douze places de stationnement - Autorisation de signature	395

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE

13775	Planétarium Galilée - Convention de partenariat avec la Ville de Vaulx-en-Velin pour la production d'un film de planétarium - Autorisation de signature	398
13776	Marché de prestations de service n°4443VD16 pour l'exploitation de la fourrière animale - Convention de groupement de commandes - Autorisation de lancer la procédure - Autorisation de signer la convention et le marché	401

VOIRIE, ESPACE PUBLIC

13794	Aire piétonne - Secteur « BROUSSONNET - HENRI IV - VIALLETON » - Bilan de la concertation - Approbation	405
13795	Ancrages en façade - Mise en œuvre de l'article L 173-1 du Code de la Voirie Routière sur le territoire de la Métropole	407
13796	Marché n°4411EP16 - Fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds - Lancement de la consultation et autorisation de signature	409

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, est présenté au Conseil de Métropole, un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

En première partie, ce rapport appréhende tout d'abord cette question à l'échelle du territoire, et en particulier pour l'année 2015, sous l'angle du contrat de ville.

A la suite d'état des lieux conduit fin 2014 et présenté en janvier 2015 aux partenaires du contrat de ville, un « profil territorial » des inégalités hommes femmes a été établi, et mis en perspective par un zoom sur les quartiers « politique de la ville », comparatif dans le temps.

Dans un second temps, la question du développement économique, en tant que vecteur d'égalité est appréhendée, sous l'angle des femmes et de l'emploi, apportant un éclairage complémentaire. Des perspectives déjà très concrètes décrivent les prochaines étapes en cours vers plus d'égalité, grâce notamment au soutien des femmes chefs d'entreprise.

En seconde partie, le rapport établit un descriptif en matière de ressources humaines. En sa qualité d'employeur la Métropole opère progressivement, une politique visant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Elle porte en premier lieu, sur les conditions générales d'emploi, le recrutement, les effectifs, la formation. Pour qualifier la situation hommes-femmes, des indicateurs extraits du diagnostic territorial, qui concernent tout d'abord le temps de travail, puis la promotion professionnelle, illustrent les actuels progrès en cours. En troisième lieu, et afin de compléter le champ de l'observation, les évolutions de carrières, conditions de travail et rémunérations, ainsi que l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle sont analysés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2015 sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'égalité femmes hommes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123078-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION KITESURF & WINDSURF MAGUELONE - FESTIVAL INTERNATIONAL DE KITESURF (FESTIKITE 2016) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport aux niveaux local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole est déjà partenaire du FISE World Montpellier (Festival International des Sports Extrêmes), plus important festival de sports extrêmes au monde, qui réunit plus de 1800 athlètes internationaux, professionnels et amateurs et près de 550 000 spectateurs en 5 jours.

Aujourd'hui, afin de contribuer au rayonnement de son territoire en faveur de la promotion, de la valorisation et du développement des sports de glisse, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite associer son image au Festival International du Kitesurf (FESTIKITE) qui se déroule cette année à Villeneuve-lès-Maguelone du 12 au 16 mai 2016.

En effet, idéalement située sur le littoral Méditerranéen et bénéficiant de conditions météorologiques favorables Montpellier Méditerranée Métropole est le partenaire principal de ce festival qui regroupe une grande compétition de Kitefoil, un challenge Freestyle, un salon international de Kitesurf et de nombreuses animations pour les quelques 30 000 personnes qui viennent assister à ce spectacle chaque année.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil d'autoriser la signature d'une convention de partenariat avec l'association Kitesurf & Windsurf Maguelone (KWM), organisatrice du Festikite, afin de mettre à leur disposition trois ensembles de voiles de kitesurf et douze bouées de type « régate » décorés aux couleurs de Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention de partenariat prévoit les modalités d'utilisation des voiles de kitesurf pendant le festival, ainsi que leurs conditions de remise et de restitution à l'issue du Festikite 2016. Cette convention prend effet à compter de sa notification pour toute la durée de l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la mise à disposition du matériel de kitesurf et des bouées à l'association Kitesurf & Windsurf Maguelone dans le cadre du Festikite 2016,
- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association Kitesurf & Windsurf Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1123382-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HÉBERGEMENT, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTÉRIEURS INVITÉS À PARTICIPER À SES TRAVAUX - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de Métropole, par délibération n°12723, a adopté, à l'unanimité, la constitution du Conseil de Développement et de son Bureau lors de sa séance du 5 février 2015.

Par arrêté n°A2015-53 du 2 mars 2015, délégation a été attribuée à Mme Katia VIDIC pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre, elle exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement. Elle est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

Mme Katia VIDIC, dans le cadre de ses fonctions de Présidente du Conseil de Développement, ou son représentant, sera amenée à participer à des déplacements liés à sa fonction.

De même, des membres du Conseil de Développement pourront participer à des manifestations de la Métropole afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance. La Présidente du Conseil de Développement pourra également inviter des experts dûment désignés par elle ou son représentant lorsque leur expérience et leur compétence apparaissent nécessaires pour atteindre les objectifs attendus.

Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions, il est proposé de prendre en charge les frais réels de leurs déplacements, leurs hébergements et leurs restaurations, dans la limite des textes réglementaire de la Fonction publique territoriale, lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base de lettre d'invitation individuelle signée par la Présidente ou son représentant précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge. Concernant les déplacements de Madame la Présidente du Conseil de Développement, ses ordres de mission seront signés par le Président de la Métropole ou son représentant.

Le financement de ces déplacements est plafonné à 5 000 € H.T. en 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Présidente du Conseil de Développement ou son représentant et les membres du Conseil de Développement à participer à des missions pendant toute la durée du mandat,
- approuver la prise en charge des frais réels de transports, d'hébergement et de restauration concernant les membres du Conseil de Développement lors de leurs déplacements ainsi que pour les tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement, conformément aux dispositions ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13803

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122171-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SPLA SAAM au capital de 1 770 000 euros composé de 17 700 actions. Elle détient 50,79% du capital, soit 8 990 actions et occupe 9 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence en la personne de Monsieur Philippe SAUREL.

La SPLA SAAM est, de par sa nature juridique, détenue à 100% par des actionnaires publics. A ce titre elle est également composée de 21 autres collectivités que sont, la Région Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées (10,06%), les communes de Montpellier (22,60%), Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades le Lez, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone (détenant chacune entre 0,68% et 0,85% du capital). Ces 17 dernières communes composent l'Assemblée Spéciale des actionnaires représentée par Monsieur Jean-Luc Savy au Conseil d'Administration. Chaque commune disposant d'un poste de censeur au Conseil d'Administration.

La SAAM a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme : *« actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels »*.

Soucieux d'impulser une nouvelle dynamique à la société, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations dans des domaines plus étendus, le Conseil d'administration de la société, en date du 29 mars 2016, a proposé la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts.

Cette modification statutaire consiste à réviser les dispositions relatives à :

- **la dénomination de la société** (article 1 des statuts): la « SAAM » devient « SA3M »;
- **la forme de la société** (article 2 des statuts) par la transformation de structure juridique de SPLA (*société publique locale d'aménagement entièrement dédiée à l'aménagement*) en SPL (*société publique locale, dont les champs d'activité sont les plus étendus tels que l'aménagement, la construction, la gestion de services publics industriels et commerciaux, et toutes autres activités d'intérêt général*) ;
- **l'objet social de la société** (article 3 des statuts), en vue d'apporter une offre globale de services de qualité, en termes d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, de développement, économique, touristique et de loisirs.

Ces modifications statutaires exigent une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte*

locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Philippe SAUREL, représentant à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM, à voter en faveur de ces modifications statutaires, conformément à l'article L.1524-1 du CGCT ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1124111-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ DE RÉALISATION, AMÉNAGEMENT DE STRUCTURE ET MATÉRIEL D'EXPOSITION, DE STOCKAGE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de présence conjointe sur les manifestations de la métropole et la ville centre.

Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier ont récemment créé une direction de la communication mutualisée.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Préalablement à cette mutualisation, chaque direction a conclu ses propres marchés pour la réalisation de stand et le stockage des éléments d'exposition.

Ces derniers arrivent à échéance le 31/12/2016.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir sur les manifestations où les membres du groupement ont un stand commun.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de ce marché.

Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement. A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation du marché et c'est sa Commission d'Appel d'offres qui attribuera le marché.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché pour la partie qui le concerne.

Ce marché est estimé à 600 000 € HT par an (soit 300 000 € par an pour chaque collectivité)

Il prendra la forme d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum annuel, passé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

Les seuils annuels sont fixés comme suit : minimum 300 000€ HT maximum 1 200 000 € HT.

Sa durée sera de un an à compter du 1^{er} janvier 2017, reconductible tacitement trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition, de stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la métropole chapitres 930, 933, 936 et 937 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général

Délibération n° 13805

des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123154-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ D'IMPRESSION ET DE LIVRAISON, DE DIFFUSION DES MAGAZINES - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction de la communication mutualisée.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Préalablement à cette mutualisation, chaque direction a conclu ses propres marchés pour l'impression et la livraison, la diffusion de leur publication mensuelle, le MMMag pour la métropole et le MNV pour la ville. Ces derniers arrivent à échéance le 31/12/2016.

Depuis leur création, les publications mensuelles sont l'un des principaux outils de communication à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier car c'est un véritable vecteur de l'information auprès des administrés.

Dans cette optique de mutualisation, de rationalisation et d'économies financières, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir sur cette prestation.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la dévolution de ces prestations.

Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement. A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation des marchés et c'est sa Commission d'Appel d'offres qui attribuera les marchés.

Après signature et notification des marchés par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière des marchés pour la partie qui le concerne.

Ces prestations feront l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert comportant deux lots et prendront la forme de marchés à bons de commandes avec minimum et maximum définis comme suit :

Lot 1 – Impression et livraison des magazines :
Montant minimum annuel : 300 000 € HT ;
Montant maximum annuel : 1 200 000 € HT.

Lot 2 – Distribution des magazines :
Montant minimum annuel : 100 000 € HT ;
Montant maximum annuel : 400 000 € HT.

Lot 3 - Exécution graphique / Maquettage
Montant minimum annuel : 20 000 € HT - Montant maximum annuel : 80 000 € HT.

Le montant annuel de ces prestations est estimé à 1 100 000 € HT par an (soit 750 000 € HT pour la métropole et 350 000 € HT pour la ville).

Les marchés seront conclus pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2017 et reconductible tacitement 3 fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'impression et livraison, de diffusion des magazines ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la métropole chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123157-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ DE COMMUNICATION ÉVÉNEMENTIELLE - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de présence conjointe sur les manifestations de la métropole et la ville centre.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction de la communication mutualisée.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Préalablement à cette mutualisation, chaque direction a conclu ses propres marchés pour la communication événementielle. Ces derniers arrivent à échéance le 31/12/2016.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir sur les manifestations où les membres du groupement ont un stand commun et sur les manifestations où ils sont seul présent.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Ce marché estimé à 600 000 € HT par an (soit 300 000 € par an pour chaque entité) fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché sera conclu sans montant minimum annuel et sans montant maximum annuel.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de Communication événementielle ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la métropole chapitre 930, 933, 936 et 937 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

Délibération n° 13807

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123151-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics en vigueur depuis le 1^{er} avril 2016, modifient les dispositions applicables aux marchés publics et emportent, notamment, une nouvelle numérotation des références textuelles. Il convient donc de mettre à jour le point 4 « Commande publique » de la présente délibération, sous réserve des dispositions de l'ancien code, restant applicables aux marchés publics et contrats pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel à la concurrence a été envoyé à la publication avant le 1^{er} avril 2016.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- 1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention
- 1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- 1.12 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.13 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.
- 1.14 autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.
- 1.15 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole.

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.

4.6 approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.11 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.12 prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123162-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE –
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de nouveaux membres et le retrait d'autres membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122510-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GUIRAUD

Présidents Suppléants

Eliane LLORET

Didier MERLIN

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	GABORIT	France	Clapiers
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
DRAY- FITOUSSI	Michèle	Montpellier	MALLET-POUJOL	Nathalie	Jacou
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ANDREU	Francis	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	RATHUILLE MARTINEZ	Isabelle	Montaud
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle TOUZARD

Présidents Suppléants

Yvon PELLET

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MICHEL	Béatrice	Juvignac	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
RAYMOND	Joël	Montaud	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
COUR	Christophe	Montpellier	ESCURET	Serge	Castries
DANAN	Perla	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
FRECHE	Julie	Montpellier	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	LACHENAL	Renaud	Grabels
			MARINES	Jean François	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINCON	Sylvie	Pignan
			LE PRUNENNEC	Fabien	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Catherine DARDE

Présidents Suppléants

Noël SEGURA

Annie YAGUE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	BREDA	Isabelle	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
MALEK	Jérémie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrigues
HART	Clare	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			CASTELL	Alain	Juignac
			JIMENEZ	Danièle	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			GROS	Emilie	Montaud
			GIMENEZ	Anne	Murviel-lès-Montpellier
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAQUI	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRIO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Bernard TRAVIER

Président Suppléant

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
BARRAL	Guy	Montpellier	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
JAMET	France	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
YAGUE	Annie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
DANAN	Perla	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
TRAVIER	Bernard	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
FRECHE	Julie	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARINES	Jean-François	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	DEBONO	Bella	Jacou
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	MERLET	Hélène	Juvignac
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			BATIVELLI	Jacques	Lattes
			FRAISSE	Dély	Lavérune
			GAILLET	Murielle	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			DE SAINT JOUAN	Cédric	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
			TAIONI-KLOSTER	Béatrice	Murviel-lès-Montpellier
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Stéphanie JANNIN

Présidents Suppléants

Catherine DARDE**Cyril MEUNIER**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
DEMON	Véronique	Montpellier	MARTY	Robert	Cournonterral
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	LEMAIRE	Yannick	Grabels
BALAZUN	Geniès	Restinclières	MOULIN	Gaby	Jacou
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	BRAEMER	Luc	Juvignac
VERA	Joël	Saussan	CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			BRETON	Alain	Montferrier-sur-Lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoît	Pérols
			GALNIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, international, artisanat

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Chantal MARION

Présidents Suppléants

Caroline NAVARRE

Thierry BREYSSE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	BRISARD	Bernadette	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VERLIAC	Véronique	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VIDAL	Maurice	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	CASTELL	Alain	Juignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juignac
COTTE	Robert	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
NAVARRE	Caroline	Montpellier	LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
DANAN	Perla	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	GROS	Emilie	Montaud
DEMON	Véronique	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
PEREZ	Véronique	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-Hes-Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PIERRE	Denis	Murviel-Hes-Montpellier
ROUSSEL	Brigitte	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
			DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
			DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Genies-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			CROS	Magali	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslaine	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Michèle CASSAR

Présidente Suppléante

Titina DASYLVA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
BRISAUD	Anne	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
DASYLVA	Titina	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
JAMET	France	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LACOMBE	Guy	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PETIT	François	Lavérune
RICO	Jean-Pierre	Pérols	MILOSZYK	Francis	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PHILIPON	Pierre	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			DELAUZE	Daniel	Pignan
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Max LEVITA

Président(e-s) Suppléant(e-s)

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	AUFRANC	Thierry	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	NAZET MARSON	Magali	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	GREPINET	Alain	Juvignac
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	MARTIN	Eliane	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	PEREZ	Michel	Lavérune
LEVITA	Max	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
BRISAUD	Anne	Montpellier	ANGELVIN	Céline	Montaud
DASYLVA	Titina	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
JAMET	France	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérois
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des-Mourgues	DURAND	Philippe	Saint-Brès
GUIRAUD	Isabelle	Saint-Jean-de-Védas	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des-Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint-Georges-d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint-Jean-de-Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Régine ILLAIRE

Présidente Suppléante

Patricia MIRALLES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	DALAINE	François	Castries
MALEK	Jérémie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MIRALLES	Patricia	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
			MARTY	Robert	Cournonterral
			GINE	Martine	Cournonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			LARGUIER	Jérôme	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MAURY	Françoise	Lavérune
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			WASSELIN	Michèle	Pignan
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			GULLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Noël SEGURA

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	BARON	Monique	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	IMZOURI	Mohammed	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	BONNET	Marie-France	Jacou
MALEK	Jérémie	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	GRAVIER	Eugène	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
VERA	Joël	Saussan	LENOIR	Philippe	Lavérune
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	MAURY	Françoise	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MOYA ANNE	Claudine	Murviel-lès-Montpellier
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			CONESA	André	Pérols
			MIRAULT	Xavier	Pérols
			MORETEAU	Colette	Pérols
			RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOUI	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			SERRANO-WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Eliane LLORET

Président Suppléant

Max LEVITA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
HART	Clare	Montpellier	EHRlich	Célia	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	FLACHIER	Bruno	Grabels
LEVITA	Max	Montpellier	GAILLAC	Emmanuel	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JEAN	Bernard	Le Crès
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Jackie GALABRUN-BOULBES

Présidents Suppléants

Pascal KRZYZANSKI

René REVOL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
REVOL	René	Grabels	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Beatrice	Juvignac	DUTAU	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
JAMET	France	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint Drézéry	LOPEZ	Lionel	Lattes
			PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	François	Le Crès
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérols
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POTTEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Cyril MEUNIER

Présidents Suppléants

Henri DE VERBIZIER

Jackie GALABRUN-BOULBES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	DUTAU	Gilles	Clapiers
MICHEL	Béatrice	Juvignac	MARAVALL	Françoise	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	PISCOT	Marc	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	ALBERT	Marie	Cournonterral
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
COUR	Christophe	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PERVENT	Paloma	Lavérune
GIANIEL	Isabelle	Pérols	CARBONELL	Gérard	Le Crès
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	DE MONTLAUR	Georges	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PHILIPON	Pierre	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MIGNARD	Mathias	Murviel-lès-Montpellier
			GIL	Mickael	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EYOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Laurent JAOL

Président Suppléant

Lorraine ACQUIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
JAOL	Laurent	Saint-Brès	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VLAISLOIR	Edith	Castelnau-le-Lez
LLORET	Eliane	Sussargues	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
			BONNET	Marie-France	Jacou
			GRAVIER	Eugène	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Ressources Humaines

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Pierre BONNAL

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

Guy BARRAL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
BUONO	Rosy	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	AUFRANC	Thierry	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARBE	Patrick	Montaud
			BOULAND	Corinne	Montaud
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

René REVOL

Présidents Suppléants

Renaud CALVAT

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CALVAT	Renaud	Jacou	PISCOT	Marc	Cournonsec
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	FLACHER	Bruno	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	RUF	Thierry	Jacou
RAYMOND	Joël	Montaud	LENOIR	Philippe	Lavérune
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PETIT	François	Lavérune
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
GIANIEL	Isabelle	Pérols	PHILIPON	Pierre	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ALBERNHE	Luc	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ASSIE	Rémi	Montpellier
			VALLETTE VIALLLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			LITTON	Michel	Pérols
			PELLET	Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-Luc MEISSONNIER

Président Suppléant

Fabien ABERT

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
BARRAL	Guy	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
BRISSAUD	Anne	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
MARTIN	Hervé	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
QUILES	Thierry	Pignan	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CARNET	Olivier	Courmonterral
JAOL	Laurent	Saint-Brès	FRANCES	Trinité	Courmonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	TEISSIER	Michel	Courmonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			CASTELL	Alain	Juvignac
			THALY-BARDOL	Audrey	Juvignac
			CANDELA	Frédéric	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CARBONNEILL	Philippe	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			DE MONTLAUR	George	Montaud
			FABRI	Stéphane	Montaud
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			MOULIN	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GIANIEL

Président Suppléant

Jean-Luc MEISSONNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	FRANCES	Trinité	Cournonterral
CALVAT	Renaud	Jacou	PAGES	Jean-Louis	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	LACOMBE	Guy	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
CASSAR	Michelle	Pignan	LAZUTTES	Marie-André	Montferrier-sur-Lez
QUILES	Thierry	Pignan	CHARDES	Mylène	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
JAOL	Laurent	Saint-Brès	WASSELIN	Michèle	Pignan
PETT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Valorisation et protection animales, biodiversité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-François AUDRIN

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

François DELAINE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAIN	François	Castries
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
JAMET	France	Montpellier	GONDRAN	Claire	Grabels
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	GUILLIANELI	Anne-Marie	Pérols
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues

Commission Voirie, espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Rabii YOUSSEUS

Président Suppléant

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASCOUL	Julien	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
BALAZUN	Génies	Restinclières	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	JUEN	Claude	Fabrègues
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			PAGES	Jean-Louis	Grabels
			JOURDAN	Nicolas	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			MARTIN	Eliane	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			LOUCHE	Christian	Montaud
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			VIALLLARD VALLETTE	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – TRANSFERT DE COMPÉTENCES DÉPARTEMENT -
MÉTROPOLE - COMMISSION LOCALE POUR L'ÉVALUATION DES CHARGES ET DES
RESSOURCES TRANSFÉRÉES - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'article 133 V - de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, publiée au Journal Officiel le 8 août 2015, dite loi NOTRe, institue une Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées – Département – Métropole composée paritairement de quatre représentants du Conseil départemental et de quatre représentants de l'Assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement concerné.

Il convient donc de désigner 4 conseillers métropolitains pour siéger au sein de cette instance.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Président propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations à bulletin secret mais au vote à main levée.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- P. SAUREL,
- L. JAOUL,
- M. LEVITA,
- JP. GRAND.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations à bulletin secret mais au vote à main levée ;
- procéder à la désignation de Messieurs SAUREL, JAOUL, LEVITA, et GRAND, comme représentants la Métropole au sein de la Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser M le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1124599-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
CESSION PAR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, À TITRE ONÉREUX
DE MATÉRIELS ROULANTS ET MOBILIERS À LA SAEML SFMA - APPROBATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par la délibération n°12578 du 30 octobre 2014, a été acté le principe de la délégation de service public du service extérieur des pompes funèbres et de la gestion du crématorium.

Afin d'assurer la continuité du service public, le délégataire représenté par la SAEML SFMA, en tant que titulaire du contrat de délégation de l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium a besoin des moyens matériels immobiliers et roulants.

En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole cède à titre onéreux un ensemble de matériels mobiliers et roulants, dont la liste figure en annexe 1 de la présente délibération, à SAEML SFMA, sise Domaine de Grammont, avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier.

Le montant global de la cession s'élève à 231 941, 27 €. Il se décompose comme suit : le matériel roulant pour 173 830, 49 € et le matériel mobilier pour 58 110, 78 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la cession à titre onéreux de l'ensemble de matériels mobiliers et roulants à la SAEML SFMA tel que décrit en annexe,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe "Service Funéraire",
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122290-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

INVENTAIRE VEHICULES AU 31/12/2014

N° Immobilisation	N° mandat	Genre	Marque	Puissance	Type	Immatriculation	Date de mise en circulation	Service ou chauffeur	Valeur d'origine	Valeur de cession (VNC)
2008VEH00022	120292	VASP	RENAULT	8 CV	TRAFIC	334 BBM 34	23/01/2008	CORBILLARD	22 189,69	5 540,74
2011VEH00030	120551	VASP	RENAULT	9 CV	TRAFIC	BP 887 WH	01/10/2012	AMBULANCE	30 093,82	19 493,83
2011MAT00003	120011	RENAULT	RENAULT	10 CV	TRAFIC	BP 865 WH	01/10/2012	AMBULANCE		
2008VEH00028	120350	RENAULT	RENAULT	4 CV	CLIO	BG-572-HS	2011	VEH. EN POOL	3 500,00	2 123,00
2008VEH00045	120964	RENAULT	RENAULT	5 CV	MODUS	995 BBZ 34	28/02/2008	VAGMESTRE	9 251,71	2 936,71
2010VEH00039	120741	FOURGON	FORD	7 CV	TRANSIT	691 BFK 34	31/10/2008	A.CANAUD	10 750,57	4 121,57
2008VEH00022	120217 / 120292	VP	RENAULT	8 CV	SCENIC	BC-728-MZ	02/11/2010	FOSSOYEURS	15 414,05	9 006,05
2011MAT00002	120011	ENGINE CL3	JCB		PELLE MECA	340 BBM 34	23/01/2008	ACCOMP.FAMILLE	14 428,53	4 329,53
2011VEH00029	120550	CAMION BENNE	RENAULT	10 CV	MAXITY	CHENILLE	2011	VEH. EN POOL	24 500,00	14 857,00
2012VEH00046	120924	CAMION PLATEAU	RENAULT	11 CV	MAXITY	BG-683-JH	18/01/2011	FOSSOYEURS	28 826,60	17 434,60
2008VEH00044	120965	VASP	MERCEDES	9 CV	LIMOUSINE	CJ-630-QQ	01/09/2012	FOSSOYEURS	29 065,01	23 092,01
2010VEH00002	120001	VASP	MERCEDES	9 CV	LIMOUSINE	205 BFR 34	21/11/2008	CORBILLARD	65 635,45	25 747,45
TOTAL VEHICULES CEDES A TITRE ONEREUX									343 105,43 €	173 830,49 €

N° Immobilisation	N° mandat	Genre	Marque	Puissance	Type	Immatriculation	Date de mise en circulation	Service ou chauffeur	Valeur d'origine	VNC
1999-22	1	CAMION PLATEAU	HYUNDAI	10 CV	H 100	2992 YS 34	27/10/1999	FOSSOYEURS	13 985,50	
		ENGINE CL3	JCB		PELLE MECA	CHENILLE	2005	VEH. EN POOL		
		RENAULT	RENAULT	7 CV	KANGOO	46 ATP 34	2005	VEH. EN POOL		
2006-0010		UTILITAIRE	RENAULT	7 CV	EXPERT	154 ARJ 34	23/02/2006	THANATOPRACTEURS	11 333,00	
2003-34	1	UTILITAIRE	PEUGEOT	7 CV	MASTER	58 AFE 34	27/11/2003	FOSSOYEURS	11 333,00	
2003-260	1	VASP	RENAULT	7 CV	MASTER	959 ABF 34	24/01/2003	CORBILLARD	22 592,39	
2003-270	1	VASP	RENAULT	7 CV	MASTER	967 ABF 34	24/01/2003	CORBILLARD	22 592,39	
2003-300 et 2003-31	1	VASP	RENAULT	6 CV	TRAFIC	953 ABF 34	24/01/2003	CORBILLARD	24 206,50	
2003-33	1	VASP	RENAULT	6 CV	TRAFIC	146 AEP 34	13/10/2003	CORBILLARD	24 206,50	
		VP	CITROEN	4 CV	C3	138 AEP 34	13/10/2003	CORBILLARD		
TOTAL VEHICULES CEDES A TITRE GRATUIT									130 249,28 €	- €

INVENTAIRE MATERIELS AU 31/12/2014

Matériels avec VNC

Libelle immo	Date acquisition	Actif brut initial	VALEUR DE CESSIION VNC au 31/12/14	COMPTES	Intitulé comptes
CHARIOT CREMATION	19/01/2009	1 486,45 €	605,45 €	2151	INSTALLATIONS COMPLEXES
ACHAT REMPL COMPRESSEUR RK 5513E -E. 0315	10/11/2003	906,32 €	6,32 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
COMPARTIMENT FUNERAIRES+CHARIOTS	14/02/2008	4 530,00 €	1 414,00 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
1. DEFIBRILLATEUR	22/04/2008	1 295,99 €	432,99 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
1 APPAREIL DE DIAGNOSTIC	12/01/2010	4 350,00 €	2 189,00 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT COMPARTIMENT FUNERAIRES+CHARIOTS	03/03/2011	15 411,34 €	3 845,34 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT MATERIEL PR LABO DE THANATOPRAXIE	10/03/2011	2 753,82 €	1 706,82 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT COMPRESSEUR	05/01/2012	1 019,00 €	717,00 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT CHARIOT ELEVATEUR	10/01/2012	3 666,60 €	2 577,60 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT MATERIEL INDUSTRIEL GERBEUR	03/07/2012	3 890,00 €	2 920,00 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT CHARIOT BASCULANT	08/11/2012	3 579,00 €	2 813,00 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT FONTAINE DE DEGRAISSAGE	14/03/2013	2 560,20 €	2 100,20 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
ACHAT AUTOLAVEUSE	28/08/2013	3 827,72 €	3 315,72 €	2154	MATERIEL INDUSTRIEL
IMPRIMANTES LEXMARK MS810DN	21/05/2013	3 667,22 €	1 698,22 €	2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE
ZÈME ÉCRAN TFT 24" WIDESCREEN	07/08/2013	2 790,00 €	1 488,00 €	2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE
CHAÎNE PLATINE 5CD	09/03/2006	297,80 €	65,80 €	2188	MATERIEL DIVERS
MATERIEL AUDIO SANYO PIONEER	14/12/2006	1 649,50 €	337,50 €	2188	MATERIEL DIVERS
ENSEMBLE VIDEOPROJECTEUR SANYO	30/04/2007	1 649,25 €	501,25 €	2188	MATERIEL DIVERS
REFRIGERATEUR	29/10/2007	624,00 €	190,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
MACHINE A CIRER LES CHAUSSURES	03/12/2007	1 476,82 €	447,82 €	2188	MATERIEL DIVERS
VIDEO PROJECTEUR	31/01/2008	4 746,21 €	1 467,21 €	2188	MATERIEL DIVERS
DVD HOMMAGE ENFANT	14/02/2008	3 839,50 €	1 203,50 €	2188	MATERIEL DIVERS
MATERIEL DE SECURITE - FOSSEYEUR	17/06/2008	3 582,60 €	1 241,60 €	2188	MATERIEL DIVERS
BRANCARD PLIABLE	25/11/2008	1 135,90 €	446,90 €	2188	MATERIEL DIVERS
SONORISATION NUMERIQUE SALLE OMNISCULT	25/02/2009	10 485,00 €	4 354,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
CENTRALE ASPIRANTE VEHICULE	10/07/2009	3 071,00 €	1 391,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
MOTOPOMPE FOSSEYEURS	30/07/2009	1 030,41 €	472,41 €	2188	MATERIEL DIVERS
ÉCRAN LCD	10/11/2009	1 540,00 €	749,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
MACHINE A GRAVER	17/08/2010	5 800,01 €	3 265,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
CHARIOT ELEVATEUR 24.01.2011	24/01/2011	3 492,00 €	2 095,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
CHARIOT ELEVATEUR	26/07/2011	3 666,60 €	2 411,60 €	2188	MATERIEL DIVERS
TELEVISEUR	25/04/2012	4 235,49 €	3 100,49 €	2188	MATERIEL DIVERS
ACHAT VIDEOPROJECTEUR	23/08/2012	3 265,00 €	2 497,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
REALISATION 6 NAPRES TABLES SIGNALISATION	08/11/2012	1 572,48 €	1 235,48 €	2188	MATERIEL DIVERS
REALISATION NAPRES	21/02/2013	1 478,20 €	1 204,20 €	2188	MATERIEL DIVERS
ACHAT TELEPHONES MOBILES ALCATEL	26/02/2014	601,87 €	92,87 €	2188	MATERIEL DIVERS
RENOUVELLEMENT CHAÎNE MICRO	02/04/2014	1 490,00 €	1 379,00 €	2188	MATERIEL DIVERS
RENOUVELLEMENT CHAÎNE MICRO CONVIVIAL	16/04/2014	449,49 €	131,49 €	2188	MATERIEL DIVERS
			58 110,78 €		



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
MARCHÉ N°3620MG14 DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS, ÉLEVATEURS POUR
PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE, MONTE-CHARGES, PORTES ET PORTAILS
AUTOMATIQUES DES ÉQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°12245 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le marché de maintenance des équipements de levage (ascenseurs, monte-charge, élévateurs pour personnes à mobilité réduite) et de portes, portails automatiques des équipements administratifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015.

Après analyse des offres, ce marché n°3620MG14 a été octroyé à la Société OTIS pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour un montant total estimatif de 66 554€ HT. Concernant les prestations de base de maintenance, le montant global et forfaitaire est de 39 808 € H.T.

Montpellier Méditerranée Métropole devant assurer la maintenance d'un ascenseur supplémentaire dans un équipement, situé à Castelnau-le-Lez, il est nécessaire de l'ajouter à ceux déjà présents dans le cahier des charges.

Cet avenant représente une plus-value annuelle de 650 € HT. Le marché prenant fin le 31 décembre 2018, le montant global et forfaitaire du marché est ainsi porté à 41 541,33 € H.T. (soit 4, 35%) pour les prestations de maintenance, les prestations ponctuelles complémentaires associées à cette maintenance étant rémunérées sur la base du BPU ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°3620MG14,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122488-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

COHESION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION DES MOYENS DE FONCTIONNEMENT AUX CONSEILS CITOYENS - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Les conseils citoyens, issus de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, sont des instances de démocratie participative, mise en place à l'initiative des collectivités, de leurs groupements et de l'Etat, dans le cadre du contrat de ville. L'objectif cœur de la définition des conseils citoyens est le recueil de « l'expertise d'usage » par l'habitant dont on n'entend rarement la voix s'il ne s'inscrit pas dans les réseaux qu'ils soient associatifs ou autres. Le conseil citoyen est un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants. Douze principes généraux doivent guider son action : liberté, égalité, fraternité, laïcité, neutralité, souplesse, indépendance, pluralité, parité, proximité, citoyenneté et co construction.

Le contrat cadre du contrat de ville de Montpellier, signé le 10 juillet 2015, prévoit douze conseils citoyens, à l'image des 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville, ainsi que leur place dans les instances de pilotage du contrat de ville.

Ces 12 instances, avec un statut associatif, sont maintenant créées sur les quartiers. Leur composition est issue d'un tirage au sort pour le collège des habitants, et d'un appel à candidature pour le collège des associations et acteurs locaux, conformément à la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 19 février 2015.

Le nombre de représentants varie en fonction de la taille du quartier :

- Pour les quartiers de moins de 3 500 habitants : 20 représentants (Gély, Lemasson, Aiguelongue, Vert Bois, Figuerolles et Pompignane) ;
- Pour ceux compris entre 3 500 et 10 000 habitants : 30 représentants (Hauts de Massane, Petit Bard – Pergola, Cévennes, Pas du Loup Val de Croze, Près d'Arènes) ;
- Pour ceux de plus de 10 000 habitants : 40 représentants (Mosson – Celleneuve).

Au total 320 membres sont désignés.

La loi prévoit que les conseils citoyens doivent être autonomes et indépendants. Le cadre de référence, outil de méthode concernant la mise en place des conseils citoyens élaboré par le Ministère des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports en date du 24 juin 2014 rappelle que conformément à la loi du 21 février, de programmation pour la ville et la cohésion sociale, le contrat de ville doit prévoir un lieu de réunion et des moyens dédiés pour le fonctionnement courant.

Il est rappelé que la Métropole a la compétence politique de la ville. Il lui revient donc de mettre en place les moyens nécessaires au bon fonctionnement des 12 conseils citoyens. Ces moyens de fonctionnement seront de deux ordres :

- La mise à disposition de locaux équipés de tables, chaises, d'une armoire ainsi que d'un ordinateur portable et d'un téléphone portable. Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention spécifique qui précisera la valeur locative des locaux ainsi que l'évaluation du montant des charges. Le loyer sera minoré et limité à 35 € annuel dans la mesure où l'association conseil citoyen exerce une activité à but non lucratif qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général. Le loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle dont le montant sera estimé et reporté dans le compte administratif de la Métropole et de l'association du conseil citoyen concerné. Les charges ne seront pas exigées mais feront l'objet d'une remise, constitutive d'une subvention en nature dont le montant sera inscrit sur le compte administratif de la Métropole et de l'association du conseil citoyen concerné. Une convention de mise à disposition des locaux équipés sera conclue avec chaque association conseil de citoyen. Le montant total estimé de la valorisation des loyers, charges et mise à disposition de biens et matériels s'élève à 91 k€.

Délibération n° 13731

- Une subvention annuelle pour la prise en charge des dépenses inhérentes au fonctionnement courant de la structure associative créée, à l'organisation de réunions publiques, les éventuels frais de déplacement de ses représentants au sein des instances de pilotage, les outils de communication pour mobiliser les habitants.

Il est proposé d'établir le montant de cette subvention de fonctionnement selon le barème suivant :

- 3 000 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires de moins de 3 500 habitants ;
- 3 500 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires dont la population est comprise entre 3 500 et 10 000 habitants ;
- 4 000 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires de plus de 10 000 habitants.

Conseil citoyen	Nombre d'habitants concernés	Montant total subvention 2016 en euros
Vert Bois	1 000	3 000
Pompignane	1 170	3 000
Lemasson	1 170	3 000
Gély	1 265	3 000
Figuerolles	2 880	3 000
Aiguelongue	1 380	3 000
Près d'Arènes	4 000	3 500
Cévennes	5 570	3 500
Pas du Loup – Val de Croze	3 530	3 500
Petit Bard - Pergola	5 880	3 500

Mosson : Hauts de Massane	8 000	3 500
Mosson : Paillade et Celleneuve	14 600	4 000
TOTAL		39 500

Une convention financière sera conclue avec chaque association conseil citoyen.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à chaque conseil citoyen les moyens de fonctionnement dont une subvention pour l'année 2016 sur la base du tableau ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole chapitre 935
- approuver les projets de conventions susvisés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment les conventions susmentionnées.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
 Publié le : 18/04/16
 Déposé En Préfecture
 Le : 18/04/16
 Numéro de l'acte :
 034-243400017-20160414-lmc1122687-
 DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
 Pour extrait certifié conforme à
 l'original.
 Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

COHÉSION SOCIALE – INFORMATIQUE PLUS - CHANTIER D'INSERTION - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Développement Economique » dont relève l'insertion par l'Economique. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économie permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Informatique Plus » menée par l'Association Informatique Plus sur le territoire de la Métropole.

L'Association, financée par l'Etat et les collectivités territoriales a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation pré-qualification.

L'action d'« Informatique Plus », qui se déroule sur les communes de Castries et de Montpellier, consiste à récupérer du matériel informatique obsolète, réaliser un tri sélectif, évacuer vers des filières de traitement les déchets informatiques inutilisables, réhabiliter une partie du matériel et le mettre à disposition d'associations à prix modéré ou le vendre à des personnes suivant un parcours d'insertion professionnelle justifié. L'atelier principal de démantèlement et de reconstitution du matériel informatique est situé sur la commune de Castries, un point de vente et les bureaux administratifs restant sur la commune de Montpellier.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur informatique, des jeunes et adultes en insertion habitant Montpellier Méditerranée Métropole, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 14 postes de travail.

L'Association Informatique Plus assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

En 2015, sur 22 personnes sorties du dispositif, 18 d'entre elles ont connu une sortie dynamique : 7 en emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois), 1 personne a créé son entreprise, 7 en emplois de transition (CDD de moins de 6 mois) et 3 en formations qualifiantes.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 368 950 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 204 090€ de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi),
- 82 000 € du Département de l'Hérault (DIES)
- 67 860 € de ventes de produits (micros, périphériques, ...),
- 15 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole,

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13732

- accorder à l'association Informatique Plus une subvention de 15 000 euros pour continuer l'action du chantier d'insertion « Informatique Plus » durant l'année 2016, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Économique, de l'engagement des cofinanceurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la Convention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122469-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**COHESION SOCIALE – PASSERELLES INSERTION - CHANTIER D'INSERTION
MÉCANIQUE ET AIDE À LA MOBILITÉ - SUBVENTION - CONVENTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Développement économique », incluant l'insertion par l'Economique. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » menée par l'association Passerelles-Insertion sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'association Passerelles-Insertion, financée par l'Etat et les collectivités territoriales, a pour mission d'accueillir un public en difficulté d'insertion professionnelle et sociale, jeune et adulte, et de lui proposer des actions du type chantiers d'insertion et d'utilité sociale ou formations de pré-qualification.

Dans ce cadre, l'association Passerelles-Insertion porte le chantier d'insertion et d'utilité sociale « Mécanique et Aide à la Mobilité ». Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale, qui se déroule sur la commune de Saint Jean de Védas consiste à entretenir et à réparer des voitures et des cyclomoteurs (neufs) - mécanique, carrosserie, électricité - pour les mettre à disposition à prix modéré ou les vendre à des personnes elles-mêmes en insertion professionnelle.

Cette action d'insertion est financée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis 2002.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur automobile, des jeunes et adultes en insertion habitant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 12 postes de travail.

L'association Passerelles-Insertion assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

A fin décembre 2015, sur 23 bénéficiaires, 12 salariés sont sortis du dispositif ; 5 d'entre eux ont connu une sortie dynamique : un en emploi durable (une création d'entreprise), 2 en emploi de transition (un contrat aidé et un CDD de moins de 6 mois) et 2 en formation qualifiante.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 400 331,38 euros pour l'année 2016, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération sur Montpellier est le suivant :

- 193 132,00 € de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi),
- 60 690,00 € du Fonds Social Européen,
- 35 500,00 € du Département de l'Hérault,
- 15 000,00 € de Montpellier Méditerranée Métropole,
- 5 840,38 € de participation des adhérents et fonds propres Passerelles,
- 4 000,00 € de l'OPCA,
- 86 169,00 € de rémunération des services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Passerelles-Insertion une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier d'insertion « Mécanique et Aide à la Mobilité » durant l'année 2016, sous réserve de l'accord

Délibération n° 13733

de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Économique, de l'engagement des cofinanceurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la Convention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122470-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - LANCEMENT DE L'OPÉRATION - APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLANNING ET DU BUDGET DE L'OPÉRATION - PASSATION D'UNE CONVENTION DE MANDAT - AUTORISATION DU LANCEMENT DU CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Transféré en 2003, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Accueillant plus de 1 400 élèves, celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants, et de formation pré-professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

Équipement culturel majeur du territoire métropolitain, son label de « Conservatoire à Rayonnement Régional » a été renouvelé par le Ministère de la Culture et de la Communication en 2015.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR se déroule principalement sur deux sites à Montpellier, le site de Lisbonne sis 14 rue Eugène Lisbonne (1 600 m² de surface utile) et le site de Candolle sis 3 rue Candolle (1 800 m² de surface utile). Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent très complexe aujourd'hui le développement de l'activité du CRR. Or, celle-ci est liée d'une part à la dynamique démographique forte du territoire métropolitain, et d'autre part aux prescriptions qu'impose la labellisation CRR, en matière d'élargissement des disciplines d'enseignement notamment.

Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés, qui permettront de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques, en offrant des conditions de fonctionnement optimales pour les publics et les enseignants pour :

- développer de nouvelles activités en lien avec le label CRR : création d'un département théâtre-art dramatique et accueil de nouvelles disciplines (musique ancienne, musiques actuelles amplifiées, danse, jazz),
- accueillir 2 200 à 2 300 élèves à l'horizon 2 020 (1 400 élèves actuellement).

En vertu d'une décision n°D2015-156 du 2 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier » (SAAM) un mandat d'études préalables pour effectuer en son nom les études préalables relatives à l'implantation du futur CRR de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces études ont conforté le choix initial d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier sis 13 avenue du Professeur Grasset.

Le site accueillant actuellement ses bâtiments d'origine, la rénovation partielle des bâtiments situés au droit de l'avenue du Professeur Grasset a été étudiée, le reste de l'opération étant constitué par une construction neuve. Dans le cadre de ces études préalables sont étudiées :

- la possibilité de l'affectation de certains enseignements sur des sites tiers (plus particulièrement la discipline Art Dramatique au Théâtre du Hangar, rue Nozeran à Montpellier),
- la valorisation foncière d'une partie du parcellaire, par l'implantation de deux opérations de logements neufs.

Les différentes études ainsi menées ont permis de définir un niveau de faisabilité satisfaisant sur ce site, et de consolider le programme général de l'opération, dont les grandes caractéristiques sont les suivantes :

- **Surface** : de l'ordre de 8 800 m² (surface utile 6 700 m²), auxquels s'ajoutent 1 500 m² d'espaces extérieurs,
- **Axes de réflexion programmatique** :

- o le développement de l'urbanité du site et de ses alentours,
 - o l'architecture de l'édifice et sa lisibilité/visibilité, son intégration dans le site, sa symbolique,
 - o la fonctionnalité, comme réponse aux usages du CRR et comme outil d'optimisation de l'exploitation de l'équipement avec un objectif de minimisation des coûts de fonctionnement (Objectif BEPOS (Bâtiment à Energie POSitive)),
 - o une conception permettant un confort optimum pour les élèves, les enseignants et personnels du CRR, les publics, associé à une scénarisation des espaces intérieurs,
 - o la sectorisation fonctionnelle du CRR, pour une autonomie de différents secteurs, permettant ainsi des utilisations partielles de l'équipement.
- **Grandes fonctionnalités du futur équipement :**
- o la fonction d'accueil,
 - o les salles d'enseignement et de pratique musicale,
 - o les enseignements chorégraphiques,
 - o l'auditorium (400 places assises),
 - o les fonctions administratives,
 - o les fonctions logistiques et techniques.

Sur la base de ce programme général, le montant des travaux est évalué à 25,97 M€ H.T., pour un budget prévisionnel global estimé de l'opération de 34,56 M€ H.T. (valeur mars 2016), hors acquisition foncière. La livraison prévisionnelle du bâtiment et son ouverture au public interviendront à la fin de l'année 2019.

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), il est proposé de déléguer à la SAAM le soin de faire réaliser cet ouvrage au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

La convention à intervenir est exclue du champ d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, sur la base des trois conditions posées par l'article 17 III de ladite ordonnance, à savoir l'exercice par le pouvoir adjudicateur sur la personne morale concernée d'un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, la réalisation par cette personne morale de plus de 80 % de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui la contrôlent et l'absence pour la personne morale contrôlée de participation directe de capitaux privés, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage requises par la loi qui ne permettent pas d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée.

Cette convention porte sur la réalisation du futur CRR, pour une part sur une construction neuve et pour l'autre part en réhabilitant certains bâtiments du site de la maternité Grasset à Montpellier. Elle précise les attributions et les modalités d'intervention du mandataire, et définit sa rémunération, fixée provisoirement à un montant forfaitaire de 1 322 600 € H.T., représentant 4% des dépenses prévisionnelles à engager par le mandataire, évaluées à ce jour à 34,56 M€ H.T. moins 0,16 M€ H.T. d'études préalables, soit 33,065 M€ H.T. Elle est conclue pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement des travaux, soit, prévisionnellement, jusqu'au 1^{er} trimestre 2021.

Enfin, il convient également d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 12% à 15% du montant des travaux. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment, avec notamment les missions complémentaires OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux), SSI (coordination en matière de Système de Sécurité Incendie), et SYN (Synthèse) conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi "MOP") et ses décrets d'application.

Délibération n° 13710

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux dispositions de l'article 90 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. A l'issue du classement des candidatures, au maximum quatre candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse sur la base du programme technique détaillé de l'opération.

Le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 100 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de l'opération de construction du Conservatoire à Rayonnement Régional à Montpellier,
- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération,
- approuver la passation d'une convention de mandat avec la SAAM pour la poursuite de l'opération,
- autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions du Décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics,
- dire que les crédits relatifs aux études et au concours de maîtrise d'œuvre sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 100 000 €.
- approuver les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'État, la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et le Département de l'Hérault, en soutien à l'opération de construction du Conservatoire à Rayonnement Régional à Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mandat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114906-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE DE L'HÉRAULT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de la protection du patrimoine un des piliers de sa politique publique. Le site archéologique du Castellans de Murviel-lès-Montpellier, protégé sur une superficie totale de près de 40 ha, englobe les vestiges archéologiques d'une agglomération antique de la fin de l'époque gauloise et de l'époque romaine, des garrigues et quelques terres cultivées. Les travaux archéologiques, entrepris dès le XIX^e siècle, ont connu un développement important depuis 2001 dans le cadre d'un programme de recherches lancé par l'Université Paul Valéry.

Depuis 2010 Montpellier Méditerranée Métropole a mené une politique d'acquisition foncière sur le site, qui lui a permis de se rendre propriétaire de parcelles qui appartenaient auparavant au Département de l'Hérault ainsi qu'à des propriétaires privés. La commune de Murviel-lès-Montpellier a quant à elle mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles qu'elle possède, dans le cadre de sa compétence culture.

Par ailleurs la Métropole a désormais, dans le cadre du transfert de la compétence voirie, la gestion des chemins ruraux.

En 2015, à titre expérimental, il a été confié au Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de l'Hérault une mission de réfection de murs de soutènement jouxtant des parcelles propriétés de la Métropole. Cette mission a permis de sensibiliser une dizaine de stagiaires aux métiers de la pierre.

Afin de pérenniser ces actions d'entretien il est maintenant proposé de formaliser par convention le partenariat entre le CFPPA de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que, dans le cadre d'un programme pluri-annuel d'entretien et de remise en état des murs en pierres et dallages de chemins ruraux, Montpellier Méditerranée Métropole participe dans la limite de 15 000 € H.T. par an au financement de frais relatifs à la mise en œuvre des chantiers de formation. Un programme détaillé des travaux sera établi chaque année d'un commun accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de l'Hérault (CFPPA),
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 905 au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13759

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122502-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**CULTURE – ASSOCIATION CINÉMED - DÉSIGNATION DES MEMBRES
REPRÉSENTANTS MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Créée en 1979, l'association « Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier » (nom usuel Cinémed) a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui est principalement consacré, et de favoriser le développement de la création cinématographique et audiovisuelle en Méditerranée.

Compte tenu de la dimension, de la qualité et du rayonnement des manifestations organisées par Cinémed, avec notamment le Festival du Cinéma Méditerranéen transféré en 2002 à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Collectivité s'est affirmée comme le partenaire majeur de l'association. Elle est à ce titre représentée au sein des instances de Cinémed.

Par délibération n°12228 du 19 mai 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné les membres élus et personnalités qualifiées la représentant au sein des instances de Cinémed. Deux **des personnalités qualifiées** ainsi **désignées** ayant récemment notifié au **Président de l'association leur démission**, il **convient** de **procéder** à la désignation de deux nouvelles **personnalités** qualifiées représentant Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances de Cinémed.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé aux membres du Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- M. Gilbert KINER : Directeur de l'école ART FX inaugurée récemment à Montpellier, et Président du Réseau des Ecoles françaises de Cinéma d'Animation (RECA),
- Mme Aysegul ALGAN : Responsable d'édition à « Côté Ciné Group » pour les professionnels et le grand public, Fondatrice et Présidente de l'association d'éducation à l'image « Les 400 coups ».

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances de l'association Cinémed au scrutin secret mais à main levée,
- procéder à la désignation de M. Gilbert KINER et de Mme Aysegul ALGAN, comme représentants de la Métropole au sein des instances précitées et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122733-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE CROWNE PLAZA MONTPELLIER CORUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre prépare pour l'été 2016 une exposition événement *Frédéric Bazille, La jeunesse de l'impressionnisme* du 25 juin au 16 octobre 2016. Cette exposition est organisée en collaboration avec les prestigieuses institutions du musée d'Orsay à Paris et de la National Gallery of Art de Washington.

L'exposition réunit les trois plus importantes collections d'œuvres de Frédéric Bazille au monde, ainsi que les tableaux majeurs du peintre et de ses amis impressionnistes. Cette exposition exceptionnelle retrace la vie et l'œuvre du peintre montpelliérain Frédéric Bazille, partagées entre Paris et Montpellier. A travers dessins, textes, sculptures, peintures et costumes, de l'artiste mais aussi de ses amis tels que Renoir, Manet, Sisley..., le public pourra découvrir le mouvement impressionniste ainsi que la vie parisienne sous le Second Empire.

Souhaitant optimiser ses ressources et renforcer ses liens entre le milieu de la culture et le secteur entrepreneurial, le musée Fabre développe un programme de prospection de mécènes en direction des chefs d'entreprise du territoire local et régional. Cette proposition de mécénat a reçu un accueil favorable de la part des dirigeants de l'hôtel Crowne Plaza Montpellier Corum.

Avec plus de 400 hôtels dans 65 pays, Crowne Plaza Hotels & Resorts est l'une des enseignes haut de gamme les plus importantes au monde avec des hôtels dans les principaux centres urbains et destinations de villégiature. Son établissement de Montpellier Corum est idéalement situé à proximité du musée Fabre et dispose de 146 chambres et suites dans un cadre raffiné.

L'hôtel Crowne Plaza Montpellier Corum souhaite renforcer ses liens avec le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le soutenir pour son exposition de l'été 2016 en accueillant de manière privilégiée une partie des invités de marque du voyage de presse et du repas de vernissage (représentants du ministère de la Culture et de la Communication, du musée d'Orsay et de la National Gallery of Art, ainsi que des musées prêteurs). L'établissement s'engage à offrir 20 nuitées en chambres supérieures à 198€ l'unité pour les nuits des 23 et 24 juin 2016, sous la forme d'un mécénat en nature.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat en nature, évalué à 3 960 euros H.T, l'établissement du Crowne Plaza Montpellier Corum bénéficiera de contreparties sous forme de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de la présentation de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser l'établissement Crowne Plaza Montpellier Corum communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'établissement Crowne Plaza Montpellier Corum à reproduire et à utiliser le nom et le logo « Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition *Frédéric Bazille. La jeunesse de l'impressionnisme*.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec le Crowne Plaza Montpellier Corum,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat avec le Crowne Plaza Montpellier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13761

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122186-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES (ADAGP) SUR LES UTILISATIONS NUMÉRIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'objet est de sensibiliser le public aux arts plastiques, a notamment pour mission de favoriser la création artistique et sa diffusion.

A ce titre, il est amené dans le cadre de ses activités à éditer et exploiter des supports reproduisant des œuvres du répertoire de la société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP), notamment à des fins de communication et de valorisation de ses collections permanentes et expositions temporaires.

L'ADAGP est une société de perception et de répartition des droits dans le domaine des arts graphiques et plastiques. Elle gère les droits de reproduction et de représentation de ses membres (peintres, sculpteurs, designers, architectes, photographes, illustrateurs, vidéastes, affichistes...), qui lui en ont fait apport à titre exclusif pour l'ensemble de leurs œuvres. Les auteurs ont droit, conformément au Code de la propriété intellectuelle à des droits proportionnels aux recettes ou forfaitaires provenant de l'exploitation par reproduction ou représentation de leurs œuvres. L'ADAGP prend en charge l'ensemble des opérations de perception des droits pour le compte de ses membres selon le barème de perception en vigueur à l'ADAGP.

Une première convention concernant les supports imprimés a été conclue avec l'ADAGP par délibération n°13179 du Conseil de Métropole du 22 juillet 2015. Aujourd'hui il s'avère utile, compte tenu du développement des réseaux sociaux, du site Internet et des projets de dispositifs multimédias, de passer une convention relative à la diffusion numérique. La présente convention avec l'ADAGP a pour objet de pérenniser les relations de travail constructives établies avec le musée Fabre qui régulièrement formule des demandes d'autorisation auprès de l'ADAGP.

Elle concerne la reproduction et la diffusion des œuvres opérées par le musée sur tous supports numériques (site Internet, réseaux sociaux, dispositifs numériques ...), que ces supports soient ou non commercialisés au public.

L'ADAGP consciente de la mission dévolue au musée Fabre et désireuse d'encourager pleinement l'exercice de cette mission, s'engage, dans le respect du mandat qui lui est imparti, à donner au musée toute facilité pour l'utilisation des œuvres de ses associés et ce à des conditions tarifaires spécifiques. Une fois signée, la convention permettra notamment au musée Fabre de bénéficier de remises pouvant atteindre 75 % des barèmes en vigueur (unités de stockage numérique, lettres d'information électronique, cartes électroniques, ...), voire d'exonérations de droits pour certains supports (dossiers et communiqués de presse, dossiers pédagogiques, billets électroniques, ...).

La convention sera conclue pour une période courant de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2016. Elle sera ensuite tacitement reconduite par période de 1 an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre le musée Fabre et la Société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122183-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à

l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ DU FIGARO - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole organise conjointement avec le Musée d'Orsay à Paris et la National Gallery of Art à Washington une exposition intitulée « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » qui se déroulera au musée Fabre du 25 juin au 16 octobre 2016, au musée d'Orsay du 14 novembre 2016 au 5 mars 2017 et à Washington, du 9 avril au 9 juillet 2017. Le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole est donc la première étape de cette grande exposition.

L'exposition souhaite présenter l'œuvre de Bazille en questions et en contexte. Par des confrontations avec des œuvres d'autres artistes (Manet, Monet, Renoir, Delacroix, Courbet, Puvis de Chavannes etc.), elle montrera à quel point son travail participe activement aux problématiques picturales les plus avancées de son temps : le renouveau de la nature morte, le paysage réaliste, la figure en plein air, le nu moderne, etc., qui constitueront autant de sections du parcours.

Frédéric Bazille, mort sur le champ de bataille à vingt-neuf ans en 1870, fils de la grande bourgeoisie protestante montpelliéraine, destiné à la médecine, est devenu en quelques années un des membres les plus actifs du « groupe des Batignolles », tel que Fantin-Latour le dépeint dans son célèbre Atelier aux Batignolles (1870, musée d'Orsay.). L'exposition souhaite redonner toute sa richesse et sa complexité à une carrière parfois réduite à n'être qu'un jalon des débuts de l'impressionnisme.

Dans le cadre de cette exposition-événement, La Société du Figaro souhaite s'associer au musée Fabre pour la promotion de l'exposition. La société du Figaro comprend des titres «presse», comme Le Figaro, Le Figaro Magazine, Madame Figaro, Figaroscope, TV Magazine, Almagora, Propriétés de France, Le particulier... et également des sites Internet comme lefigaro.fr, journaldesfemmes.com, linternaute.com, keljob.com, lachainemeteo.com, explorimmo.com...

Cette action de partenariat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie. Cette convention précise notamment que Le Figaro bénéficiera de la présence de son logo sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition et qu'il lui sera remis des entrées gratuites à l'exposition et des catalogues pour une valeur de 500 €.

En contrepartie, la Société du Figaro s'engage à faire un large écho à l'Évènement, notamment :

- dans le journal Le Figaro (cahier ETVOUS), par Eric Bietry Rivière,
- sur lefigaro.fr, une mise en avant de l'évènement pour accompagner une vidéo « teaser » fournie par le musée Fabre.

La société Le Figaro s'engage aussi à appliquer une remise de 70 % sur une insertion dans Le Figaro EtVous. La valorisation des apports de part et d'autre est estimée à 13 200 €.

Cette opportunité exceptionnelle assurera un rayonnement médiatique sur le territoire national.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec la Société du Figaro,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13763

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122195-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "FRÉDÉRIC BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME" AVEC LE CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX, LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES ET LE SYNDICAT MIXTE DE LA CAMARGUE GARDOISE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre s'associe au musée d'Orsay et à la National Gallery of Art de Washington pour l'exposition *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* qui se tiendra du 25 juin au 16 octobre 2016 au musée Fabre, du 14 novembre 2016 au 5 mars 2017 au musée d'Orsay et du 9 avril au 9 juillet 2017 à la National Gallery of Art de Washington.

Un lien particulier unit Montpellier à Aigues-Mortes à travers la figure de cet artiste. En effet à l'été 1867, alors qu'il ne cesse de naviguer entre Paris et Montpellier, il décide de se rendre à Aigues-Mortes d'où il écrit à sa mère. Au cours de ce séjour, il réalise des croquis et une série de trois tableaux représentant les remparts et la Porte de la Reine, un des sommets de son œuvre. L'exposition au musée Fabre consacre une section à l'inspiration régionale dans laquelle seront présentés ces trois tableaux de l'artiste représentant le site d'Aigues-Mortes. Dès lors, le musée Fabre a proposé un partenariat au Centre des Monuments Nationaux, à la Commune d'Aigues-Mortes et au Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise, afin de valoriser le patrimoine de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées en incitant à sa découverte au travers de l'œuvre de Frédéric Bazille.

Grâce à cette mise en réseau, ce partenariat répond également à l'une des missions des musées énoncées dans la « loi musées » qui est de toucher le public le plus large possible.

Ce partenariat est formalisé dans une convention qui définit les actions de chaque partie pour la promotion de l'exposition et des divers sites d'Aigues-Mortes. Les visiteurs auront la possibilité d'obtenir un tarif préférentiel pour visiter les tours et remparts d'Aigues-Mortes, sur présentation du billet d'entrée à l'exposition « *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* ». De même, un tarif réduit sera appliqué par le musée Fabre aux visiteurs détenteurs d'un billet de visite des tours et remparts d'Aigues Mortes.

La présente convention prendra effet de sa signature jusqu'au terme de l'exposition, soit le 30 octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Centre des Monuments Nationaux, la Commune d'Aigues-Mortes et le Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc112221-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**CULTURE – MUSEE FABRE - CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION
« FREDERIC BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME » AVEC LE MUSÉE
D'ORSAY ET LA NATIONAL GALLERY OF ART DE WASHINGTON - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre s'associe au musée d'Orsay (EPMO) et à la National Gallery of Art de Washington (NGA) pour l'exposition *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* qui se tiendra du 25 juin au 16 octobre 2016 au musée Fabre, puis du 14 novembre 2016 au 5 mars 2017 au musée d'Orsay et du 9 avril au 9 juillet 2017 à la National Gallery of Art de Washington.

L'exposition, organisée de façon à la fois chronologique et thématique, souhaite présenter l'œuvre de Bazille en questions et en contexte. Par des confrontations judicieuses avec des œuvres d'autres artistes (Manet, Monet, Renoir, Delacroix, Courbet, Puvis de Chavannes etc.), elle montrera à quel point son travail participe activement aux problématiques picturales les plus **avancées de son temps** : le renouveau de la nature morte, le paysage réaliste, la figure en plein air, le nu moderne, etc., qui constitueront autant de sections du parcours. Elle rassemblera environ 120 œuvres (peintures, dessins, sculptures).

Pour fixer les modalités de cette co-organisation, les trois institutions partenaires se sont donc rapprochées pour la rédaction d'un contrat qui définit les **responsabilités, obligations et prérogatives** de chacune des parties dans la mise en œuvre d'un certain nombre **d'éléments communs à l'événement**, et plus particulièrement pour les missions telles que le transport et la conservation des œuvres.

La liste d'œuvres communes est élaborée en collaboration entre les trois institutions qui restent chacune libre d'ajouter toute œuvre pour leur seule étape, celle-ci restant de la seule responsabilité et aux frais exclusifs de ladite étape. Le musée Fabre, à l'initiative du projet, a établi et envoyé les **premières demandes de prêt**. A l'issue **de ces premiers envois**, l'EPMO se chargera des demandes de prolongation pour son étape et celle de la NGA. Chaque organisateur s'engagera à respecter les **exigences et conditions de conservation conformes aux normes internationales**.

Les parties sont encouragées à mentionner les autres partenaires dans les outils et opérations de communication.

Le musée d'Orsay et Flammarion éditent le catalogue de l'exposition, en versions française et anglaise. Chaque Organisateur s'engage à commander directement des exemplaires à l'éditeur.

Chaque Organisateur assumera intégralement et indépendamment les frais locaux afférents à sa seule étape, notamment les interventions de **restauration légères de ses œuvres**, l'**assurance**, la **conception** et la réalisation de la **muséographie**, la **communication**, la **médiation**, le **gardienage**, les autres partenariats, les événements protocolaires et tout autre événement en lien avec l'exposition.

Les frais dits partagés couvrent les dépenses liées aux demandes de prêt, à l'emballage, au transport, aux convoiements et aux frais d'achat et d'envoi du catalogue. A l'issue de l'exposition, ces frais seront confrontés et donneront lieu à une répartition équitable. Le montant estimatif du budget total de cette exposition est de un million d'euros, dont 350 000 euros environ pour les frais partagés.

Considérant l'importance de ce montant financier, il est proposé de formaliser des demandes de subventions les plus larges possible auprès de la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et de l'Etat en soutien à l'organisation de cette exposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat de coorganisation avec le musée d'Orsay et la National Gallery of Art de Washington,
- autoriser les demandes de subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

Délibération n° 13765

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de coorganisation susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122375-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC L'ASSOCIATION SOMIS POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PERMANENCE D'ÉCRIVAIN PUBLIC À LA MÉDIATHÈQUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Tenant compte du rôle prépondérant de Montpellier Méditerranée Métropole dans les politiques de la ville, le programme scientifique et culturel du réseau des médiathèques 2015-2020 réserve une part importante au développement du rôle de ses établissements dans la cohésion sociale. Ces équipements culturels ont de plus en plus vocation à constituer des lieux-ressources pour l'intégration et la vie citoyenne.

Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place, en partenariat avec l'association SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale), une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, située dans le quartier de la Mosson.

Cette proposition vient également résonner avec les actions menées par le réseau des médiathèques en matière de lutte contre l'illettrisme.

Cette permanence sera gratuite, sans rendez-vous, et pourra concerner toutes les demandes, sans contenu spécifique préétabli, à l'exception de celles liées au surendettement, à la naturalisation et aux dénonciations. L'activité des écrivains publics consiste essentiellement en une médiation administrative et sociale, afin de permettre aux usagers de faire valoir leurs droits.

La présente convention définit les modalités de sa mise en place et les engagements de chacune des parties.

L'association SOMIS s'engage à assurer une permanence d'écrivain public tous les mardis après-midi, de 13h30 à 16h30 dans les locaux de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, située au 230, avenue du Biterrois, 34080 Montpellier, et à prendre en charge le salaire et autres frais annexes (charges patronales, déplacements, assurance professionnelle...) liés à l'emploi d'un salarié pour assurer cette mission.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra à disposition de l'association des locaux situés au sein de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, dans le secteur destiné aux publics adultes, ainsi que diverses ressources nécessaires à la tenue de cette permanence (emprunt de documents, connexion wifi, impressions et photocopies etc.). Des prestations complémentaires pourront également être proposées aux usagers de ce service par la médiathèque : recherches documentaires en lien avec les demandes auprès de l'écrivain public notamment et, pour les personnes abonnées au réseau des médiathèques, service « J'emprunte un bibliothécaire », accès à Internet, emprunt de documents, ressources d'autoformation et ressources du portail Internet en général, ateliers multimédia etc.

Cette coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association SOMIS est consentie à titre gracieux, sans aucun flux financier entre les parties. La convention permettant sa mise en place sera effective de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être reconduite annuellement de manière tacite, dans la limite de deux reconductions, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération avec l'association SOMIS pour la mise en place d'une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13766

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1116385-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE 2016 - CONVENTIONS DE PARTENARIATS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole organise la Comédie du Livre 2016, manifestation littéraire majeure en France et rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa Région. Cette manifestation participe au rayonnement culturel de Montpellier au niveau national et international. Elle contribue à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région. Elle invite chaque année à la découverte de littératures étrangères grâce à une ambitieuse programmation littéraire et artistique.

Dans le cadre de cette manifestation, et aux fins de développer et valoriser sa programmation, il est proposé de conclure les partenariats suivants, en vertu de conventions réglant l'ensemble des modalités techniques, administratives, et financières le cas échéant, de leur mise en œuvre :

1/ Convention de partenariat avec la Société Editrice du Monde :

La Société Éditrice du Monde, qui édite le quotidien national français Le Monde et son supplément Le Monde des Livres, s'est montré intéressée par un partenariat lui permettant d'associer son image à cet événement et d'en assurer la communication. Dans le cadre de la collaboration envisagée, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à faire bénéficier Le Monde de la qualité de partenaire média de l'événement et faire figurer à ce titre le logo du Monde sur tous les supports de communication de l'événement (affiche, site Internet, programme, dossier de presse, cartons d'invitation, insertions publicitaires lorsque le format le permet...). De son côté, Le Monde s'engage à faire paraître un supplément de 4 pages dans le supplément Le Monde des livres, et à mettre à disposition deux journalistes qui animeront chacun deux tables rondes ou rencontres.

L'ensemble des obligations des parties est détaillé dans le contrat de partenariat dans lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre en charge financièrement les coûts de fabrication du dossier spécial de 4 pages dans le supplément Le Monde des livres en lien avec l'événement, à hauteur de 30 000 € H.T.

2/ Convention de partenariat avec Réseau Canopé :

Partenaire régulier de la manifestation, Réseau Canopé, placé sous tutelle du ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, édite des ressources pédagogiques transmédias répondant aux besoins de la communauté éducative. Par ces missions, Réseau Canopé entretient le lien fort et précieux existant entre le monde pédagogique et l'univers du livre.

Pour l'édition 2016 de la Comédie du Livre, Réseau Canopé proposera plusieurs moments de rencontres autour du livre durant la manifestation et mettra gracieusement à disposition une partie de ses locaux pour l'accueil des rencontres jeune public. En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole mettra gracieusement à la disposition du Réseau Canopé des espaces du Centre Rabelais, ainsi qu'un stand meublé sur la manifestation pour présenter à la vente un fonds de livres et plusieurs salles.

3/ Convention de partenariat avec l'Académie de Montpellier :

Le Rectorat d'Académie proposera plusieurs rencontres à destination du jeune public et des restitutions d'actions menées avec les scolaires tout au long de l'année. Montpellier Méditerranée Métropole mettra à la disposition du Rectorat différents espaces de rencontres et un stand meublé pour présenter au public l'ensemble des actions. Des ateliers et événements pour le jeune public seront également proposés dans le cadre de la Comédie du Livre, relayés par le Rectorat d'Académie auprès des enseignants.

4/ Convention de partenariat avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 :

L'Université Paul-Valéry proposera plusieurs événements en lien avec le livre (conférences, présentation de livrets, interviews d'auteurs...) **et sensibilisera** ses étudiants à la manifestation. Montpellier Méditerranée Métropole accueillera **ces événements** au sein de sa programmation et permettra à plus d'une trentaine d'étudiants de **participer** à la manifestation en tant que **bénévoles**. La Métropole participera à l'impression des documents édités par les étudiants, à concurrence d'une dépense évaluée à 1 500 € H.T.

5/ Convention de partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture (ENSAM) :

L'ENSAM concevra l'aménagement d'un espace de rencontres littéraires et de convivialité dans le jardin de l'office du tourisme. Montpellier Méditerranée Métropole valorisera cette réalisation au sein de sa programmation et participera financièrement à sa conception à hauteur de 2 000€ H.T.

6/ Convention de partenariat avec le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup :

Le Syndicat des Vignerons propose de mettre à la **disposition** de Montpellier Méditerranée **Métropole** le vin pour les 7 repas de la Comédie du Livre, **et d'accueillir** la soirée inaugurale **de la Comédie** du Livre dans la propriété du Haut-Lirou. Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge l'acheminement des convives ainsi que le repas, hors vin.

7/ Convention de partenariat avec l'Institut Culturel Italien et le Consulat d'Italie :

L'Institut Culturel Italien apportera son soutien et son conseil pour la programmation du volet étranger de la 31^e Comédie du Livre et participera à l'impression du catalogue des auteurs italiens à hauteur de 3000€. Le Consulat d'Italie organisera durant l'événement un cocktail pour les auteurs invités de la Comédie du Livre. La Métropole valorisera ce soutien au sein de ces documents de communication.

Enfin, toujours dans le cadre de cette manifestation, **le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole** souhaite inviter **Madame Vincenza PERDICHIZZI, universitaire et Maître** de conférences à l'Université de Strasbourg, le **samedi 28 mai 2016**, pour **une conférence** sur le poète Vittorio Alfieri. A ce titre, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à la venue de Madame Vincenza PERDICHIZZI à Montpellier, à concurrence d'une dépense maximum de 1 000 €.

En conséquence, il est **proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver **la conclusion des conventions de partenariat** avec **la Société Editrice du Monde, Réseau Canopé, l'Académie de Montpellier, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup, et l'Institut Culturel Italien de Marseille,**
- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement de Mme Vincenza PERDICHIZZI, à concurrence de 1000 € maximum,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser **Monsieur le Président** de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122927-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE 2016 - CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BÉNÉFICE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Comédie du Livre est une manifestation organisée chaque année à Montpellier, devenue en 30 ans un événement littéraire majeur en France. Rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa Région, elle est considérée comme une des grandes manifestations littéraires au niveau national par le Centre National du Livre. Elle réunit un large public - 21 000 visiteurs et 5 000 jeunes participants à des actions scolaires pour l'édition 2015 -, autour d'une programmation internationale riche et variée, faite de rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes. Seule manifestation littéraire de ce niveau sur le territoire métropolitain, elle contribue ainsi à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région, au premier rang desquels la librairie indépendante.

Par délibération n°13246 du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a décidé que la Comédie du Livre était une manifestation d'intérêt métropolitain. A ce titre, les droits, obligations et contrats relevant de la Ville de Montpellier pour la Comédie du Livre 2016, ont vocation à être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant les ressources nécessaires à l'organisation de la Comédie du Livre 2016, compte tenu que ces ressources sont à ce jour toujours présentes au sein des services de la Ville de Montpellier, il convient de conclure une convention de gestion de service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la Comédie du Livre 2016. Cette convention précise notamment les moyens humains, évalués à 2,87 ETP, matériels, les contrats et l'enveloppe financière allouée à cette opération, estimée à 616 500 € à ce stade. Elle définit l'ensemble des modalités d'intervention de la Ville pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les modalités de remboursement des dépenses engagées par la Ville.

Le projet de convention sera soumis aux Comités Techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole respectivement le 7 avril et le 14 avril prochains. Cette convention concerne uniquement l'édition 2016 de la Comédie du Livre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de gestion de service de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122877-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER
SUR LE DISPOSITIF "CARTE ÉTÉ JEUNES" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°10970 du 28 juin 2012, le Conseil a approuvé la conclusion d'une convention de partenariat avec la Ville de Montpellier relative au dispositif « Carte Été Jeunes ».

Initié et diffusé par la Ville de Montpellier, ce dispositif vise à améliorer l'accès aux activités culturelles et sportives des jeunes de 12 à 29 ans. D'une valeur de 25 €, la carte offre à son détenteur un chéquier comportant une cinquantaine de coupons, qui donnent accès gratuitement à une trentaine d'activités différentes à pratiquer dans la ville, avec notamment le Festival Montpellier Danse, le Festival de Radio France, des visites de la ville, des places pour des matches du MHSC, du MAHB et du MHR, des activités sportives et culturelles, des places de cinéma...

Parmi ces coupons figurent cinq entrées dans les piscines, dont une à la piscine Olympique Antigone, et une entrée au Planétarium Galilée, équipements gérés par Montpellier Méditerranée Métropole. Les entrées effectivement utilisées sont comptabilisées et font l'objet d'une facturation à la Ville de Montpellier à des tarifs préférentiels en fin d'opération.

La convention actuelle arrive à échéance à l'été 2016. Fort du succès rencontré par cette opération, il est proposé de reconduire le dispositif. Il convient en conséquence de conclure avec la Ville de Montpellier une nouvelle convention de partenariat, qui précise l'ensemble des modalités applicables en la matière.

Cette convention prévoit notamment l'obligation pour la Ville de Montpellier d'apposer sur tous les supports édités pour la « Carte Été Jeunes » le logo de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention sera conclue pour une durée maximum de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat relative à la "Carte Été Jeunes" avec la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122576-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

CULTURE – CONVENTION RELATIVE AU RACCORDEMENT D'UNE SIRÈNE ÉTATIQUE AU SYSTÈME D'ALERTE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS (SAIP) AVEC L'ÉTAT ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi les communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat, constitué de 3 900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont des sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Les préfetures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes, et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis. Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

Un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfetures, avec une coordination de l'application des critères assurée par les états-majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alerte prioritaires. Cette cotation prend en compte la population, sa densité ainsi que l'intensité, la cinétique et la prévisibilité du ou des risques. 640 zones d'alerte de priorité 1 ont ainsi été identifiées, sur un total de 1 744 zones pour l'ensemble du territoire métropolitain français.

Une sirène d'alerte, propriété de l'Etat, est installée sur la toiture de l'Opéra Comédie, équipement métropolitain. Elle est située sur l'une des zones d'alerte de priorité 1, et a à ce titre vocation à être raccordée au SAIP.

Dans cette perspective, il convient de conclure avec l'Etat et la Ville de Montpellier une convention fixant les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également de l'entretien ultérieur du système afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage notamment à garantir le raccordement au réseau électrique de l'équipement, à fournir l'énergie nécessaire à son fonctionnement, à laisser libre accès au personnel chargé de la maintenance du matériel, et à informer la préfeture de toute problématique technique.

La Ville de Montpellier s'engage quant à elle à assurer les actions de maintenance de premier niveau sur l'ensemble des équipements étatiques composant la sirène.

Enfin, l'Etat s'engage notamment à assurer le maintien en condition opérationnelle des matériels dont il a la propriété, à assurer le fonctionnement opérationnel de l'application SAIP à laquelle est raccordée la sirène, à permettre au Maire de faire un usage propre de la sirène, via les moyens de déclenchement locaux ou le SAIP, ou de solliciter auprès d'un tiers le déclenchement de la sirène, aux fins d'alerte des populations sur sa commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention relative au raccordement d'un sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) avec l'Etat et la Ville de Montpellier,

Délibération n° 13770

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122579-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE GROUPE EDF - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a l'ambition de devenir une des métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation et de l'excellence, de se positionner comme un territoire d'affaires et de décision, d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré, ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises. Elle souhaite contribuer ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois.

Elle veut concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation concernant le développement durable. Pour cela, depuis le 1er janvier 2015, la Métropole dispose de compétences clés lui permettant de développer un aménagement durable, innovant et attractif de son territoire avec notamment : l'aménagement du territoire, la politique de l'habitat, le rôle d'autorité concédante de la distribution d'électricité et de gaz, la contribution à la transition énergétique, l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Territorial, la gestion des déplacements en vue d'une mobilité durable, la création, l'aménagement et l'entretien des voiries et espaces publics, l'eau et l'assainissement, la cohésion sociale et le développement économique.

Son action a d'ores et déjà été reconnue au niveau national avec le Label Ecocité Ville de Demain, French Tech et TEPCV (Territoire à Énergie Positive et à Croissance Verte) notamment.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole tend à devenir une métropole décarbonée, bénéficiant d'une autonomie énergétique et constituant un territoire à énergie positive et à croissance verte.

Le Groupe EDF est très présent sur le territoire de la Métropole.

Ses activités dans le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole couvrent notamment la production, le transport et la distribution d'électricité, le négoce et la vente d'énergies et de services aux entreprises et aux particuliers.

Impliqués fortement dans le développement du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe EDF ont des intérêts communs qui se sont déjà manifestés au travers de nombreuses collaborations.

C'est sur cette base que Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupe EDF, constatant leur volonté commune d'agir dans le cadre du développement territorial de Montpellier Méditerranée Métropole et soucieux d'un développement efficace d'actions conjointes, décident d'inscrire leur démarche au sein d'une convention-cadre.

Les orientations générales du partenariat sont articulées autour de deux thèmes principaux

- Thème 1 : Une métropole durable et attractive ;
- Thème 2 : Une métropole innovante et participative (Innovation et living lab).

Ce partenariat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention et pourra se prolonger jusqu'à l'expiration des conventions d'application.

Délibération n° 13713

Afin de piloter ce partenariat, sera constitué un comité de pilotage composé du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant et du Directeur Régional du Groupe EDF ou de son représentant, qui se réunira autant que de besoin et au moins une fois par an afin :

- de fixer les actions et opérations à mettre en œuvre et faisant l'objet de signature de conventions d'application spécifiques ;
- d'assurer le pilotage et le suivi des résultats des actions engagées et de l'exécution du présent accord.

Des comités techniques (CT) dédiés aux conventions d'application thématiques composés des techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole et du groupe EDF pour assurer la réalisation des actions décidées.

Il sera procédé par conventions et contrats d'application de la présente convention-cadre à l'identification d'actions affinées de coopération. Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention cadre de partenariat entre le Groupe EDF et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122609-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) - ADHÉSION - DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

Mme C. NAVARRE, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Développement Economique et Attractivité, rapporte :

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit, constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle. Il conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement des réseaux numériques Très Haut Débit. D'une part, leur connaissance du terrain permet de mobiliser les infrastructures de génie civil dont elles disposent. D'autre part, elles exercent la compétence d'aménagement numérique de leurs territoires.

La prise de compétence « Très Haut Débit » le 1er juin 2010 par arrêté préfectoral a marqué une étape importante pour le développement économique et territorial de Montpellier Méditerranée Métropole. En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités et leurs groupements, mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prolonge son adhésion à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) pour l'année 2016.

Le montant de la cotisation s'élève à 6 750 € H.T. (TVA à 0%). Sous réserves de maintien du montant de ces cotisations et de leur inscription au budget, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'AVICCA par reconduction expresse pour les années 2017 et 2018.

A ce titre, la Métropole pourra à nouveau participer aux groupes de réflexion nationaux engagés par l'AVICCA, journées d'échanges privilégiés entre acteurs de l'aménagement numérique des territoires. Par ailleurs, la Métropole pourra également interroger l'association, qui, en relation avec les différents acteurs économiques et les pouvoirs publics, représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local.

L'association AVICCA est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.).

Il est aussi proposé de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales et colloques de cette association. Pour procéder à cette désignation, il est proposé de se prononcer à l'unanimité pour un vote à main levée et non au scrutin secret, conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Joël Raymond.
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AVICCA ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Délibération n° 13724

- désigner Monsieur Joël Raymond comme représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des assemblées générales de cette association et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114960-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. PARC 2000 2ÈME EXTENSION –
COMMUNE DE MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT À LA S.A.A.M. –
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Située sur la Commune de Montpellier dans le prolongement des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et parc 2000 extension, la Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} extension a été créée par délibération du Conseil du 21 avril 2011. A la suite de la délibération du 29 septembre 2011, la S.A.A.M. est désormais titulaire d'une concession d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2014, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole en date du 30 septembre 2015, prévoit un bilan de concession équilibré à 6 016 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation prévisionnel du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 189 000 € H.T., entièrement versé à ce jour.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 4 000 000 € dont 2 500 000 € ont déjà été emprunté par la S.A.A.M., aménageur et titulaire de la concession de la Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} extension. Tel que prévu par le Compte Rendu Annuel à la Collectivité et afin de garantir l'équilibre financier de l'opération, le concessionnaire souhaite contracter un emprunt supplémentaire de 1 500 000 € lors de l'exercice budgétaire 2016.

A la suite d'une consultation lancée par la S.A.A.M., cet emprunt est envisagé auprès de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE selon les modalités suivantes :

- Capital : 1 500 000 €
- Durée totale : 5 ans
- Taux fixe : 0.81%
- Pas de différé d'amortissement
- Amortissement linéaire
- Échéances trimestrielles
- Pas de frais de dossier
- Garantie à hauteur de 80% de Montpellier Méditerranée Métropole
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% soit un montant de 1 200 000 €. Dans l'hypothèse où la S.A.A.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 1 500 000 euros sollicité par la S.A.A.M. auprès de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, soit un montant garanti de 1 200 000 euros,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. NAVARRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13725

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1113154-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT
EUROMEDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE
D'EMPRUNT À LA S.E.R.M. - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. NAVARRE, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II (92 hectares) sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.). Cette concession intègre l'aménagement du parc Euromédecine II ainsi que la réalisation et l'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisés dans le domaine des biotechnologies, dénommé Biopôle (CAP GAMMA, CAP DELTA et CAP SIGMA).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II sur l'année 2014 qui a fait l'objet d'une délibération en date du 30 septembre 2015 du Conseil de Métropole, prévoit un bilan de concession équilibré à 97 830 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € H.T., entièrement versé à ce jour.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 41 106 000 euros de la part de la S.E.R.M., aménageur et titulaire de la concession d'aménagement de la Z.A.C. Euromédecine II. Au 31 décembre 2014, le concessionnaire a déjà emprunté 29 606 000 € dont 15 378 000 € ayant déjà été remboursés.

Afin de maintenir l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la S.E.R.M. souhaite réaliser un nouvel emprunt de 3 000 000 € au cours de l'exercice 2016 tel que prévu au Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

Suite à appel d'offre de la S.E.R.M., l'emprunt pour la concession Euromédecine est envisagé auprès la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE selon les conditions suivantes :

- Montant : 3 000 000 €
- Durée : 7 ans
- Taux fixe : 0.91%
- Deux ans de différé d'amortissement
- Échéances trimestrielles
- Amortissement linéaire
- Pas de frais de dossier
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant emprunté (soit 2 400 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la S.E.R.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 3 millions d'euros sollicité par la S.E.R.M. auprès de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE soit pour un montant de 2,4 millions d'euros,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13726

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1113152-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC EXTENSION EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Mme C. NAVARRE, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District de Montpellier a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eureka sur la commune de Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants successifs, à 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2022.

Elle couvre ainsi un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- le Parc d'activités Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont La pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator-, l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire),
- le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,
- l'extension du parc Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur une ZAC créée en 2008, visant l'accueil d'activités tertiaires d'affaires, de tertiaire technologique, d'activités mixtes, et de services aux entreprises, pour une Surface Hors Oeuvre Nette indicative de 250 000 m².

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Concession (CRAC) Eureka sur l'année 2014 qui a fait l'objet d'une délibération en date du 30 septembre 2015 du Conseil de Métropole, prévoit un bilan de concession équilibré à 107 511 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

Le montant total de la participation du concédant s'élève à 3 358 000 € H.T., entièrement versés à ce jour.

Par ailleurs, ce CRAC prévoit un emprunt total de 34 300 000 euros de la part de la SERM., aménageur et titulaire de la concession d'aménagement Eureka jusqu'en 2022. Au 31 décembre 2014, le concessionnaire a déjà emprunté 19 800 000 € dont 6 499 000 € ayant déjà été remboursés.

Afin de maintenir l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la SERM. souhaite réaliser un nouvel emprunt de 4 000 000 € au cours de l'exercice 2016 tel que prévu au Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

La convention d'aménagement prévoit en son article 3 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le CRAC.

En outre, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder des aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires celle-ci sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de la société ARKEA.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant attribué : 4 millions d'euros ;
- Taux fixe : 0,8% ;
- Durée : 5 ans ;
- Amortissement progressif sans différé ;

Délibération n° 13727

- Echéances trimestrielles ;
- Commission d'engagement : 0,10% du montant soit 4 000 € ;
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance sous préavis d'un mois avec une indemnité actuarielle fixe ;
- Garantie de la Métropole : 80%.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 4 millions d'euros sollicité par la SERM auprès de la banque ARKEA, soit 3 200 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUËL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122355-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÈCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2016, il est proposé d'affecter la subvention à la manifestation suivante :

Colloque MIS 2016 – Travailler avec un cancer du sein ? Un défi pour les femmes, les entreprises et la Société

Le Montpellier Institut du Sein (MIS), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Cécile ZINZINDOHOUE, a organisé le 29 janvier 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque MIS 2016 – Travailler avec un cancer du sein ? Un défi pour les femmes, les entreprises et la Société ».

Cet événement transdisciplinaire d'envergure nationale a proposé une réflexion collective sur le thème « travailler avec un cancer du sein : innovons ensemble ! ». Ce colloque a permis de faire un état des lieux, de confronter des données médicales, scientifiques, sociologiques et réglementaires à celles du terrain. Environ 250 personnes, professionnels de santé, représentants de la médecine du travail, responsables de l'assurance maladie, juristes, dirigeants d'entreprise et DRH, philosophes, sociologues et représentants d'associations se sont réunis.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

32^{ème} Congrès National de l'Uniopss

L'Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privées Non Lucratifs Sanitaires et Sociaux (UNIOOSS), sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick DOUTRELIGNE, a organisé du 30 mars au 1^{er} avril 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 32^{ème} Congrès National de l'Uniopss ».

Ce congrès a été une nouvelle étape de mobilisation pour les associations de solidarité et a permis, en collaboration avec l'Uniopss Languedoc Roussillon en tant que relais régional, de déterminer les grands enjeux et orientations prioritaires pour l'avenir. Des pôles de débat disséminés dans un Espace Agora ont privilégiés les échanges, les partages d'expérience, les réflexions et constructions collectives favorisant une interaction forte d'environ 1 500 congressistes sur les perspectives de l'économie sociale et solidaire.

Une subvention de 30 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2^{èmes} Journées Avenir de l'Eau

L'Institut Montpellierain de l'Eau et de l'Environnement de l'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric SERVAT, organisera du 25 au 26 mai 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 2^{èmes} Journées Avenir de l'Eau ».

Cet événement qui rassemble un réseau de jeunes professionnels du secteur de l'eau est porteur de promesses d'interactions, de connexions, de soutien de l'innovation et du transfert de technologie de cette filière économique. Cette 2^{ème} édition se tiendra à proximité immédiate du Salon International de l'Eau HydroGaïa ce qui contribuera à lui donner une dimension internationale. Environ 150 participants, chercheurs, universitaires, post-docs, doctorants, jeunes ingénieurs, techniciens des secteurs publics et privés sont attendus, dont 20% de participants étrangers.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Planète Rétine 2016

L'Association Voir en Méditerranée, sous l'autorité de son Président, Monsieur Pierre-André DUVAL, organisera le 04 juin 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Planète Rétine 2016 ».

Cette journée à Montpellier, haut lieu de la recherche et de la chirurgie de la rétine en France, propose de mettre en relation un panel d'experts de la rétine, qui doit exposer et expliquer clairement leurs connaissances, à un auditoire qui attend d'en retirer un enseignement pratique et applicable dans son activité quotidienne. Environ 250 ophtalmologistes sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

EUROCORR 2016

Le Centre Français de l'anticorrosion (CEFRACOR), sous l'autorité de son Président, Monsieur Marcel ROCHE, organisera du 11 au 15 septembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « EUROCORR 2016 ».

Ce congrès international organisé sous l'égide de la Fédération Européenne de la Corrosion, couvrira tous les aspects de la science, de la technologie et de l'ingénierie de la corrosion, en mettant l'accent sur un thème principal « De la science à l'ingénierie – les avancées ». Plus de 1 000 participants Français, Européens et internationaux, venant du monde académique ainsi que du monde industriel, sont attendus.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Inner Ear Biology 2016

L'INSERM Languedoc-Roussillon, sous l'autorité du Professeur d'Université de Montpellier, Monsieur Jean-Luc PUEL, organisera du 18 au 21 septembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Inner Ear Biology 2016 ».

Ce congrès Européen sur les recherches fondamentales consacrées à la physiologie et la physiopathologie de l'oreille interne va permettre de faire le point des derniers résultats scientifiques de la recherche sur l'audition, avec l'enjeu de favoriser les interactions entre la recherche fondamentale et la clinique humaine. Plus de 400 chercheurs et médecins ORL de renommée mondiale sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

XXIII^{ème} Colloque de l'Association des Cytogénéticiens de Langue Française – ACLF

L'Association des Cytogénéticiens de Langue Française (ACLF), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Martine DOCO-FENZY, organisera du 20 au 21 septembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « XXIII^{ème} Colloque de l'Association des Cytogénéticiens de Langue Française ».

Ce colloque va permettre aux cytogénéticiens des différents domaines (pré et postnatal) d'aborder des thèmes fondamentaux ou pratiques autour des chromosomes et de leur pathologie. Ce congrès contribue au développement de la Cytogénétique notamment dans ses aspects cliniques et scientifiques, en assurant le développement et l'organisation des Pratiques Professionnelles. Près de 400 personnes, chercheurs, cliniciens, pharmaciens, ingénieurs, techniciens, doctorants sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

43^{ème} Congrès de l'Association Internationale des Hydrogéologues (AIH) « Eaux souterraines et société : 60 ans de l'AIH »

Le Comité Français d'Hydrogéologie (CFH-AIH), sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel BAKALOWICZ, organisera du 25 au 29 septembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 43^{ème} Congrès de l'Association Internationale des Hydrogéologues (AIH) – Eaux souterraines et société : 60 ans de l'AIH ».

Ce congrès scientifique va permettre à la communauté internationale des hydrogéologues d'échanger avec la communauté scientifique française et particulièrement avec les nombreux spécialistes d'eau souterraine œuvrant à Montpellier (Université, CNRS, IRD, BRG) dans le cadre du Pôle de Compétitivité Eau à vocation mondiale, en interaction avec des entreprises. Environ 700 personnes, étudiants, ingénieurs, chercheurs, techniciens et gestionnaires d'eau souterraine venant de 60 pays (Europe, Amérique du Nord et du Sud, Maghreb, Afrique sub-saharienne, Moyen-Orient, etc.) seront présents.

Une subvention de 7 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14th Symposium International sur la Génomique fonctionnelle du riz – ISRFG 2016

Le CIRAD de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur Régional, Monsieur Michel SALAS, organisera du 26 au 28 septembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 14th Symposium International sur la Génomique fonctionnelle du riz – ISRFG 2016 ».

Cette manifestation internationale sur le thème du riz, principale céréale de consommation humaine, propose de traiter le triple défi de la sécurité alimentaire, de l'instabilité climatique et de la volatilité des prix sur les marchés internationaux. Les résultats obtenus sur le riz, dans des recherches multidisciplinaires, sont d'intérêt pour la riziculture Camarguaise et Africaine dans un contexte de plus en plus tendu d'insécurité alimentaire et d'instabilité climatique. Entre 300 à 400 participants d'une vingtaine de pays, principalement des chercheurs, des étudiants mais également des industriels des semences, sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Cytométrie 2016 – 20^{ème} Congrès Annuel de l'Association Française de Cytométrie

L'Association Française de Cytométrie, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marielle BOUIX, organisera du 07 au 10 novembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Cytométrie 2016 – 20^{ème} Congrès Annuel de l'Association Française de Cytométrie ».

Ce congrès international sur les techniques de Cytométrie en flux et/ou en image favorisera les échanges, les réflexions et l'action entre les chercheurs et les cliniciens qui tous utilisent la Cytométrie sur des applications diverses : hématologie, immunologie, microbiologie marine, microbiologie industrielle et alimentaire, biologie végétale, génomique ... aussi bien sur des aspects fondamentaux qu'appliqués. Environ 350 chercheurs français et étrangers sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

FBIAT 2016

Le CNRS, délégation régionale Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de sa Déléguée Régionale, Madame Ghislaine GIBELLO, a organisé du 18 au 22 janvier 2016, au Campus Arnaud de Villeneuve GENOPOLYS, une manifestation intitulée « FBIAT 2016 ».

Cette manifestation internationale a montré comment les questions biologiques clés pouvaient être traitées avec des techniques d'imagerie cellulaire de pointe, en proposant des ateliers, des conférences plénières et des séances pratiques d'analyse. Cette 3^{ème} session regroupant 20 experts de sept pays, a accueilli environ 70 participants sélectionnés, dont une vingtaine de jeunes scientifiques étrangers ainsi qu'une trentaine de doctorants et post-doctorants.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès Bio-Trace 11^{ème} édition – « Les systèmes hybrides : la synergie des sciences dans la course à l'innovation »

L'Association BioTrace, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Pirathina JEYAKUMAR, a organisé le 03 février 2016, à Polytech Montpellier, une manifestation intitulée Congrès Bio-Trace 11^{ème} édition – « Les systèmes hybrides : la synergie des sciences dans la course à l'innovation »

Cette édition a proposé un tour d'horizon de l'émergence des « systèmes hybrides » en abordant les notions de matériaux hybrides, de l'environnement avec les bioénergies issues de procédés de fabrication hybrides et l'essor des biocapteurs, en présence d'environ 150 étudiants et conférenciers locaux.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

15^{ème} Séminaire Eau de Polytech Montpellier

L'Université de Montpellier, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, a organisé du 15 au 17 février 2016, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « 15^{ème} Séminaire Eau de Polytech Montpellier ».

Ce congrès spécifique des technologies du secteur de l'eau a permis, à travers une succession de conférences présentées par des professionnels issus des grandes entreprises et des experts des organismes publics, d'aborder des thèmes porteurs innovants et actuels liés à la problématique de l'eau. Cette mise en contact des élèves avec le monde industriel et socio-économique a déplacé près de 300 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Les Négociales 2016

L'Association Les Négociales Languedoc Roussillon, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Sophie PITTIE, a organisé le 19 février 2016, à l'ESMA de Montpellier, une manifestation intitulée « Les Négociales 2016 ».

Ce challenge de Négociation Commerciale a permis de répondre à une question pédagogique de fond : « Comment permettre à des jeunes en formation de se tester et d'évoluer dans des situations de négociation proches de la réalité ? ». Cette journée de qualification de Montpellier a facilité la rencontre entre les entreprises régionales et nationales et les étudiants et a participé aux liens économiques.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Rencontres Internationales d'Anthropologie Linguistique – RIAL 2016

Le CNRS (PRAXILING UPVM3), sous l'autorité de la Déléguée Régionale du CNRS LR, Madame Ghislaine GIBELLO, a organisé du 23 au 25 mars 2016, à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontres Internationales d'Anthropologie Linguistique – RIAL 2016 ».

Cet événement international à vocation interdisciplinaire a confronté des chercheurs en sciences humaines (linguistes, anthropologues, philosophes ...) et sciences de l'ingénieur avec des professionnels de différents champs d'activité (robotique, informatique embarquée, industrie aéronautique ...). Outre des conférences, plusieurs ateliers et table-rondes, autour des problématiques des interactions homme-machine et de l'inscription corporelle de la pensée-langage ont été organisés. Environ 120 chercheurs, doctorants en sciences du langage et professionnels de l'ingénierie et des neurosciences se sont déplacés.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Les 4^{èmes} journées de FédOsoli

L'Association Les dispensaires de l'ostéopathie (Disos), sous l'autorité de son Président, Monsieur Eric PERRAUX, ont organisé du 01 au 02 avril 2016, au Domaine d'O et à La Canopé de Montpellier, une manifestation intitulée « Les 4^{èmes} journées de FédOsoli ».

Cette manifestation transdisciplinaire autour du thème « Les liens » a permis un échange scientifique entre divers publics et disciplines impliquées dans le domaine de la santé, des sciences humaines et du social en présence d'environ 800 participants venus de toute la France.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Workshop Europe-Maghreb sur les ressources naturelles « Innovation en géosciences dans le domaine des ressources naturelles »

L'Association Le Cluster Géosciences Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de son Président, Monsieur Frantz MAERTEN-SCHLUMBERGER, a organisé du 04 au 07 avril 2016, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Workshop Europe-Maghreb sur les ressources naturelles – Innovation en géosciences dans le domaine des ressources naturelles ».

Ce workshop international sur l'exploitation des ressources naturelles minérales et énergétiques a proposé des conférences, tables-rondes et expositions sur les thèmes des ressources minérales, des hydrocarbures (énergies fossiles), des géomatériaux, de l'aménagement, de la géotechnique et des risques. Une large part du programme a été consacrée aux rencontres BloB ainsi qu'à des visites

de sites pilotes générant de nouveaux projets collaboratifs. Cet événement a rassemblé environ 300 participants, entreprises et institutions.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Entrepreneuriat et Innovation durables : quelles perspectives pour la France ?

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, a organisé le 07 avril 2016, à l'UFR AES espace Richter de Montpellier, une manifestation intitulée « Entrepreneuriat et Innovation durables : quelles perspectives pour la France ? ».

Cet événement national entre décideurs politiques, dirigeants d'entreprises et chercheurs a permis de formuler des propositions pour la France concernant la thématique « entrepreneuriat et innovation durables » en présence d'acteurs de premier plan. Environ 200 personnes, chercheurs, dirigeants d'entreprise, praticiens, acteurs socio-économique, étudiants et grand public, sont attendues.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

XVIèmes Rencontres du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire – RIUESS 2016

Le CNRS de Montpellier, sous l'autorité de la Déléguée Régionale du CNRS LR, Madame Ghislaine GIBELLO, organisera du 25 au 27 mai 2016, à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, une manifestation intitulée « XVIèmes Rencontres du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire – RIUESS 2016 ».

Ce colloque propose d'explorer des thématiques qui s'inscrivent directement dans les préoccupations de notre région, comme l'agriculture, l'alimentation, la gestion de l'eau, mais aussi la santé, le logement, la culture ou l'éducation, thématiques où les questions de gestion et d'allocation des ressources sont centrales pour préparer l'avenir. Environ 200 participants, universitaires, étudiants et professionnels sont attendus.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque BRAFITEC – Brasil France Ingénieurs Technologie

L'Association Collegium d'Ingénierie des Grandes Ecoles du Languedoc-Roussillon (CODIGE), sous l'autorité de son Président, Monsieur Pascal DUMY, organisera du 01 au 04 juin 2016, au Centre de conférences SUPAGRO de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque BRAFITEC – Brasil France Ingénieurs Technologie ».

Ce colloque abordera le thème « Société du numérique, une transition industrielle et pédagogique ». Les débats porteront sur l'apport des technologies numériques pour le développement économique des sociétés dans de nombreux domaines (santé, chimie, environnement, industrialisation etc ...), mais aussi avec une vision plus pédagogique sur l'apport du numérique dans les formations d'ingénieurs. Entre 250 et 300 conférenciers français et brésiliens sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

XVème OPTIMA Meeting

Délibération n° 13728

L'Association Tela Botanica, Le Réseau des Botanistes francophones, sous l'autorité de son Président, Monsieur Daniel MATHIEU, organisera du 06 au 11 juin 2016, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « XVème OPTIMA Meeting ».

Cette rencontre scientifique de l'étude de la biodiversité végétale va réunir de nombreux spécialistes qui affronteront les thématiques de recherche les plus modernes de la botanique sur les territoires du bassin Méditerranéen. Plus de 250 personnes, chercheurs, enseignants, doctorants, étudiants, gestionnaires, experts conseils, botanistes amateurs, originaires principalement de tous les pays méditerranéens (Europe du Sud, Afrique du Nord et Proche-Orient), sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2èmes Doctoriales en Sciences Sociales de l'Eau

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, organisera du 16 au 17 juin 2016, à l'Université de Montpellier, Site Saint Charles, une manifestation intitulée « 2èmes Doctoriales en Sciences Sociales de l'Eau ».

Cet événement scientifique, rassemblant les meilleurs spécialistes des sciences sociales de l'eau, proposera de dresser un panorama des recherches récentes ou en cours sur les sciences humaines et sociales, fort enjeu sociétal avec une mise en réseau des jeunes chercheurs travaillant sur des thématiques communes. Environ 70 personnes, doctorants et jeunes chercheurs sont attendus.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2^{ème} DAVOS des PME – Edition 2016

L'Association des Anciens Elèves de l'Institut d'Administration des Entreprises de Montpellier – AAE – IAE, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, organisera le 09 juillet 2016, à Montpellier, une manifestation intitulée « 2^{ème} DAVOS des PME – Edition 2016 ».

Cette manifestation « Dernier Avis de Vigilance des Organisations Solidaires des Petites et Moyennes Entreprises » est une rencontre concrète entre professionnels, scientifiques, enseignants, formateurs et étudiants, dans le but de confronter les difficultés de développement des PME dans leur tissu économique local et régional, dans le contexte de la mondialisation, avec pour but l'émergence d'outils de création, de conduite, de transmission, de reprise et de développement en présence d'intervenants de niveaux régional, national et international. Environ 75 participants sont attendus.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

45^{ème} European Muscle Conference

L'Association AEROBIE (association pour l'étude clinique et la recherche ouverte en biologie de l'exercice), sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIÉ, organisera du 02 au 06 septembre 2016, à la Faculté de Droit de Montpellier, une manifestation intitulée « 45^{ème} European Muscle Conference ».

Ce congrès international va réunir des spécialistes qui travaillent sur tous les domaines scientifiques centrés sur le muscle. Il permettra de présenter et d'échanger sur les avancées médicales dans le domaine du muscle, son développement, ses performances, ses dégénérescences ainsi que les nouveaux traitements. Plus de 300 chercheurs, cliniciens et étudiants internationaux, en provenance d'Europe, USA et Asie principalement, sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

PIC meeting 2016

L'Association Qualiméditerranée, sous l'autorité de sa Directrice Générale, Madame Isabelle GUICHARD, organisera du 19 au 20 septembre 2016, à Agropolis de Montpellier, une manifestation intitulée « PIC meeting 2016 ».

Ce colloque annuel abordera trois grandes thématiques : agriculture de précision, bio contrôle et sélection variétale avec comme objectif de favoriser la coopération et les échanges entre clusters européens et entreprises, organismes de recherche et laboratoires. Une alternance de conférences sur l'état des connaissances scientifiques et d'ateliers de travail et BtoB sera proposée. Une soixantaine de participants européens travaillant sur la filière du végétal sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Transversalité et Innovation

La Filiale Montpellier Languedoc-Roussillon de la Société de Biologie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jacques MERCIER, organisera le 16 octobre 2016, à Montpellier, une manifestation intitulée « Transversalité et Innovation ».

Cette journée scientifique, animée par le Professeur Jules Hoffmann de Strasbourg, Prix Nobel de Physiologie-Médecine 2011, sera consacrée à l'impact de la transversalité (recherche et enseignements) sur l'innovation dans le domaine de la biologie. La présentation d'exemples de recherches et d'enseignements transdisciplinaires sera également programmée. Plus d'une centaine d'élèves, d'étudiants, de doctorants, de chercheurs et d'enseignants sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Salon de l'Ecologie 2016

L'Association Salon De l'Ecologie (SDE), sous l'autorité de son Président, Monsieur Antonin GIMARD, organisera du 03 au 06 novembre 2016, à Montpellier, une manifestation intitulée « Salon de l'Ecologie 2016 ».

Cet événement fédérateur pour l'ensemble de la filière Ecologie proposera un programme diversifié avec de nombreuses conférences, une journée de rencontres entre professionnels de l'écologie sous forme de congrès scientifique, une journée « formations et métiers » ainsi qu'une rencontre grand public enrichie d'un festival professionnel de photographies naturalistes de salon de l'Ecologie. Environ 8 000 visiteurs sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Cartographie et géomatique : un enseignement renouvelé

Le Comité Français de Cartographie, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Elisabeth HABERT, organisera du 17 au 18 novembre 2016, à l'Université Paul Valéry de Montpellier, site Saint Charles, une manifestation intitulée « Cartographie et géomatique : un enseignement renouvelé ».

Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique très forte liée à l'essor de la cartographie numérique et de façon concomitante à la naissance de la géomatique, qui marie géographie et informatique,

outils et méthodes qui ont véritablement changé la manière d'appréhender le territoire. De multiples secteurs disciplinaires, du milieu de l'enseignement, de la recherche et des mondes professionnels seront présents. Environ 200 participants français et étrangers sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. M. LEVITA, Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122518-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - EXPÉRIMENTATION DE SERVICES CONNECTÉS SANTÉ DU PROJET EUREKA - IMPLICATION DE LA TÉLÉALARME - ACCORD DE CONSORTIUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 5 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ».

Le numérique est bel et bien au cœur des modes de vie contemporains. Dans ce contexte, le rôle de la Métropole consistant à faire converger les données pour imaginer la ville durable de demain à travers les usages du numérique constitue l'essence même de la démarche globale de la Cité intelligente qui comprend :

- une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines,
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes, les PME et les start-up,
- le développement d'applications et services urbains innovants,
- l'expérimentation sur le territoire de l'EcoCité qui associe les exploitants des services urbains, les entreprises, et les usagers,
- une diffusion, valorisation locale, nationale et internationale.

Le nouveau quartier Eurêka, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez et sur le périmètre de l'EcoCité « De Montpellier à la mer », dessine une nouvelle cité, intergénérationnelle et solidaire, où le « bien vieillir » est une réalité. Il sera équipé de solutions innovantes dans le domaine de la gestion hydraulique, de la maîtrise de la consommation énergétique ou encore de la gestion de la mobilité. Montpellier Méditerranée Métropole a concédé l'aménagement de ce secteur de 39 ha à la SERM.

Véritable quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle de logements, de bureaux, de commerces et d'activités, Eurêka offrira des services nouveaux dédiés à la population senior et à la problématique du « bien-vieillir ».

Des réflexions ont été menées sur la question du vieillissement pour concevoir le nouveau quartier comme un lieu de vie offrant l'ensemble des aménités nécessaires au « bien-vieillir ».

Trois grands objectifs ont été fixés et des mesures proposées pour chacun d'eux :

- favoriser le maintien des seniors à domicile en mettant en place une offre de services dédiés (équipements, transports publics, services connectés, logements adaptés ou adaptables),
- encourager leur participation à la vie sociale en offrant un cadre de vie adapté et en favorisant les échanges intergénérationnels à l'échelle de l'immeuble (animation résidentielle) ou du quartier (réseau social de proximité, activités...),
- agir pour leur santé en favorisant l'implantation dans le quartier des acteurs économiques investis dans cette filière du vieillissement (hôtel d'entreprise « Silver Economy »).

Les réflexions développées dans cette démarche ont conduit à investir le champ des services connectés à l'habitat ; pour cette raison un dialogue compétitif a été mis en place. La SERM, concessionnaire d'aménagement a mené ce dialogue compétitif qui a été lancé dans le cadre de l'article 40 du décret 2005-1742 du 30 décembre 2005 (procédure formalisée).

La société ENGIE a été retenue à l'issue de ce dialogue compétitif pour mettre en place une plateforme de services connectés « MyEureka ».

Afin de préparer le déploiement de ces services, Montpellier Méditerranée Métropole, ENGIE à travers INEO Digital, la SERM, le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Castelnau-le-Lez, Héléris (promoteur immobilier) et les entreprises Solem, la Valériane, Avitam et Umanlife souhaitent réaliser une phase d'expérimentation au regard de leur activité respective. Cette expérimentation est formalisée à travers un Accord de Consortium.

L'expérimentation porte exclusivement sur les services santé du portail « MyEureka ».

L'expérimentation qui durera 12 mois sera menée avec une vingtaine de personnes de plus de 65 ans ayant donné leur consentement à participer à cette expérimentation.

Les personnes seront prioritairement identifiées en croisant la liste des personnes suivies par le service Téléalarme de Montpellier Méditerranée Métropole, ayant un accès internet et les personnes suivies par le CCAS de Castelnau-le-Lez.

L'expérimentation des services connectés de santé vise ainsi plusieurs objectifs :

- présenter et valoriser auprès des acteurs l'intérêt à travailler ensemble sur le projet afin de disposer d'une visibilité médiatique nationale sur un projet très innovant et avoir la possibilité d'accéder à des services/infra de l'éco-quartier Euréka (par exemple, l'organisation d'ateliers thématiques collectifs au sein de la maison des générations),
- réaliser une première sensibilisation et former les futurs utilisateurs,
- s'assurer de l'intégration réelle de la fonction téléassistance de la Métropole et collaborer avec le CCAS de Castelnau-le-Lez,
- développer un apprentissage des fonctionnalités de services de santé connectés,
- mettre en place une organisation et une coordination des acteurs pour déployer plus facilement les services,
- réaliser des enquêtes « terrain » auprès des utilisateurs afin de présenter des applications/des fonctionnalités disponibles et d'identifier les besoins, les souhaits et les freins,
- développer un premier « Produit Minimum Viable » (MPV) pour tester auprès des futurs utilisateurs,
- définir le meilleur parcours utilisateur par profil,
- fédérer les acteurs partie prenantes dans le « bien vieillir » tels que l'ARS, la CARSAT, les Services à Domicile, le Conseil Départemental ...

L'expérimentation permettra en particulier de tester les services suivants auprès des personnes âgées :

- l'outil de détection de la perte de l'autonomie (technologie de la Valériane) incluant les services du « Care Manager »

- le Dispositif d'Assistance Connecté (technologie de SOLEM) incluant les objets connectés suivants : le médaillon d'alerte, les badges d'acquiescement, le détecteur d'ouverture de porte, le parcours lumière, le carnet santé/bien-être (technologies de Umanlife et Avitam), la Luna watch (montre connectée)

La question de l'appropriation des services connectés par une population âgée sera abordée dans l'expérimentation notamment à travers l'implication de sociologues.

Montpellier Méditerranée Métropole est partie prenante de l'expérimentation et à ce titre, elle :

- s'assurera de l'intérêt des services connectés de santé qui seront développés sur le quartier Euréka et de leur acceptabilité par les personnes âgées,
- évaluera le niveau de services et de satisfaction des utilisateurs vis-à-vis du nouvel équipement proposé par SOLEM (Box Luna 4),
- s'assurera de l'intégration réelle de la fonction téléalarme de la Métropole dans la gamme de services connectés.

Montpellier Méditerranée Métropole participera à cette expérimentation par la mise à disposition :

- de matériel de téléassistance : Box Luna 4 et licences utilisateur Attentiv ou technologie équivalente en fonction du marché en cours,
- de la base « client » du service de téléalarme,
- d'expertises relevant de la gestion de la téléalarme, du champ de l'innovation, du développement de filière économique, en particulier santé, et de la ville intelligente.

Il est précisé qu'il n'est pas prévu d'échange financier entre les parties.

Un comité de pilotage et un comité de suivi assureront la mise en œuvre et le suivi de l'expérimentation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'Accord de Consortium ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'Accord de Consortium et tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. A. LARUE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13729

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de Pacte :
034-243400017-20160414-lmc1123007-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE LANGUEDOC ROUSSILLON (CRESS LR) - PARTENARIAT DANS LE CADRE DU 6ÈME SALON COVENTIS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. NAVARRE, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Métropole s'est engagée en 2015 en faveur du développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et a conclu un partenariat avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Languedoc-Roussillon (CRESS LR), axé sur la sensibilisation à la création d'entreprises de l'ESS, et la diffusion de ce nouveau mode d'entreprendre.

En 2016, la CRESS LR propose à la Métropole d'être partenaire de l'organisation du salon régional COVENTIS, le salon des affaires socialement responsables.

Rendez-vous incontournable des professionnels de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), COVENTIS, qui se déroulera les 19 et 20 mai 2016 au Corum de Montpellier, agit pour le développement économique des entreprises du territoire en facilitant les relations interentreprises.

Le thème de la 6^{ème} édition est l'**économie circulaire**, thème qui rassemble les acteurs de l'économie de l'ESS et l'économie classique.

Pour la première fois, le salon sera ouvert au grand public pour sensibiliser les consommateurs à l'économie verte. Des ateliers et conférences dédiés seront organisés à cet effet.

Des outils de développement de l'ESS seront aussi présentés autour de rencontres, interfilières, un COVENTIS club, ainsi qu'un pavillon dédié à la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Cette manifestation d'un budget global de près de 335 720 €, co-organisée avec la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, a pour objectif de devenir un rendez-vous incontournable de développement des affaires écoresponsables à l'échelle de la nouvelle grande région, et figure dans les axes de la stratégie de développement économique de la Métropole.

Une subvention de 5 000 € TTC de la Métropole est proposée à la CRESS LR pour l'édition 2016 du salon COVENTIS.

Le projet de convention a pour objet de définir le cadre de la collaboration entre la CRESS LR et la Métropole, concernant l'organisation du Salon COVENTIS, le salon des affaires socialement responsables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Languedoc Roussillon une subvention de 5 000 € dans le cadre du 6ème salon COVENTIS ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le projet de convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122437-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
PRÉSENTATION DU RAPPORT PRÉALABLE AU BUDGET SUR LA SITUATION DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Conformément aux dispositions du décret du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole, EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La circulaire du 3 août 2011 portant application de ce décret précise le contenu et les modalités d'élaboration du rapport qui doit comporter un bilan des actions conduites au titre des activités internes, de la gestion, du patrimoine, et du fonctionnement de la collectivité et le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le présent rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015. Il renseigne également annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi, entre les années 2009 et 2014. Il dessine enfin les perspectives envisagées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2016.

A la suite des évolutions institutionnelles en cours, que sont la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole et à la définition des sept piliers stratégiques et des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, par délibération du 29 juin 2015, de mettre en œuvre une démarche d'élaboration du projet « Montpellier Métropole Territoires » avec pour objectif principal de fixer un cap à un développement durable et équilibré du territoire, respectueux de l'échelle communale.

L'ambition de cette démarche est de concevoir un grand projet intégré pour aménager un territoire de référence au plan national en matière de développement durable, intégrant les objectifs fondamentaux d'aménagement du territoire, que sont :

- la préservation et la valorisation de son exceptionnelle richesse environnementale ;
- les évolutions démographiques attendues ;
- le développement économique ;
- et les adaptations nécessaires face à la vulnérabilité du territoire, notamment climatique, tout en préservant la ressource foncière.

Ce projet de territoire doit tenir compte des politiques publiques sectorielles de la Métropole tout en leur offrant une intégration spatiale qui puisse valoriser leurs effets.

En matière de lutte contre le changement climatique et parallèlement à la poursuite de la mise en application des orientations déterminées par ses documents de planification et de programmation territoriales existants (SCoT, PDU, PLH, Plan Climat), Montpellier Méditerranée Métropole engage, en 2015 et de manière intégrée, outre les réflexions relatives au projet « Montpellier Métropole Territoires », la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale et l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal ; elle poursuit également l'action de rénovation thermique des copropriétés, en sa qualité de lauréate de l'appel à projet EcoCité – rénovation thermique et de la

phase II du programme EcoCité Ville de Demain, ainsi que sa réflexion sur l'accompagnement des copropriétaires au travers de la mise en place de la plateforme territoriale de rénovation énergétique de l'habitat. La Métropole réalise, par la mise en œuvre du projet urbain Ode à la Mer, la reconquête d'une vaste périphérie commerciale, ainsi que la recherche de solutions innovantes, en particulier par le recours aux énergies renouvelables, à l'image de son programme d'accompagnement du projet d'aménagement de la ZAC Euréka-extension. En 2015, la requalification du parc d'activité du Salaison se poursuit, la première tranche de l'opération de requalification du parc ayant été certifiée le 5 mars 2015. Dans le domaine des transports, la Métropole mise sur les mobilités post-carbone. Ainsi il s'agit, au travers de son Schéma Directeur des Mobilités, d'imaginer « l'après tout tramway » en prenant en compte l'ensemble des modes de transport, en recherchant la meilleure adéquation entre ces modes et les caractéristiques des territoires à desservir, en particulier en apportant des réponses adaptées à la desserte des communes périurbaines. Lauréate de l'appel à projet « Villes respirables en 5 ans », Montpellier Méditerranée Métropole a axé sa candidature sur des actions coercitives et incitatives, parmi lesquelles la mise en œuvre d'une Zone à Circulation Restreinte ou encore une optimisation des flux de livraison, dans le but d'accélérer, sur son territoire, la mise en œuvre des actions prévues dans le Plan de Protection de l'Atmosphère.

Lauréate, en 2015, de l'appel à projet « territoire à énergie positive pour la croissance verte », Montpellier Méditerranée Métropole oriente ce programme d'action sur son fonctionnement au travers de la promotion de l'écomobilité dans les déplacements de ses agents, par la mise à disposition de vélos à assistance électrique ou encore la mise en place de formations à l'écoconduite. Elle poursuit et amplifie la gestion énergétique et climatique de son patrimoine en faisant le choix de l'expérimentation de l'autoconsommation sur trois de ses bâtiments.

En matière de préservation de la biodiversité, et de protection des milieux et des ressources, Montpellier Méditerranée Métropole se fixe, parmi les objectifs d'élaboration de son projet « Montpellier Métropole Territoires » de préserver et valoriser la richesse environnementale de son territoire. L'évaluation du SCoT, établie en novembre 2015, a confirmé l'arrêt de l'étalement urbain sur le territoire métropolitain. Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant pour la Métropole d'intégrer le respect de la biodiversité, le « grand paysage » et la mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence, comme des éléments déterminants du projet de territoire au même titre que les projets urbains. Ces composants fondamentaux du projet de territoire sont destinés à constituer le cœur des outils de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PCAET...) et devront être déclinés dans des projets innovants et durables répondant à la diversité des fonctionnalités (écologique, productif, récréatif...) de ces espaces naturels.

En matière de gestion du cycle de l'eau et de protection de la ressource, Montpellier Méditerranée Métropole, a préparé, durant l'année 2015, la mise en place de sa Régie publique des eaux, effective au 1^{er} janvier 2016. L'action de la Régie poursuit ainsi un triple objectif : une meilleure maîtrise du service, une prise en compte des préoccupations environnementales et patrimoniales, ainsi qu'une diminution des coûts et du prix de l'eau.

En termes de sensibilisation et d'éducation au développement durable, la Métropole organise son action notamment autour de l'Ecolothèque mais également avec l'appui de ses partenaires (ALE, SYBLE, SYMBO, agence de l'eau...).

En interne, les actions de maîtrise des consommations d'eau sont poursuivies, notamment dans les piscines, sur l'année 2015.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de pilote et de coordinatrice de la politique de la ville, a signé, le 10 juillet 2015, avec Mme la Secrétaire d'Etat en charge de la Politique de la Ville et de nombreux partenaires, le Contrat de Ville cadre 2015-2020, préparé en partenariat avec l'Etat et les acteurs locaux. Ce Contrat entend réduire les écarts de développement constatés entre les douze quartiers prioritaires, tous situés à Montpellier, et l'ensemble du territoire de la Métropole, par une action volontariste à conduire dans les domaines de l'activité économique et de l'emploi, de l'habitat, de l'éducation, et de l'accès aux droits notamment.

Conformément aux orientations fixés par son Programme Local de l'Habitat 2013-2018, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production, de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, des différents types d'offres (locatif social, logements spécifiques, accession à la propriété). La politique d'aménagement du territoire de la Métropole valorise la mixité fonctionnelle des nouveaux quartiers à l'image de son projet ambitieux EcoCité, au travers notamment d'opérations phares, telles que Ode à la mer et Eureka Extension. Enfin, l'offre culturelle, sportive et de loisirs représente un

véritable vecteur de cohésion sociale, comme en témoigne la multitude d'actions menées par les Médiathèques, dans et hors les murs, au profit du territoire métropolitain.

En interne, la Métropole mène, par exemple, une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents.

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion, par de nombreuses actions qui contribuent à améliorer la qualité de vie des publics en situation de handicap. C'est le cas par exemple du développement d'une offre culturelle et sportive adaptée en faveur de différentes catégories de handicaps, mais également par le biais d'une offre de transports publics de plus en plus accessible. Ainsi, en 2015, 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles (planchers bas avec palettes rétractables pour les bus, informations sonores et visuelles...). Côté aménagement de voirie, 75 % des arrêts de bus urbains et 38 % des arrêts suburbains ont été rendus accessibles. En matière d'emploi et d'insertion, Montpellier Méditerranée Métropole a placé le développement économique des quartiers prioritaires au cœur de son Contrat de Ville en affichant les volontés d'offrir une formation performante à tous les stades, d'améliorer l'accès à l'emploi, de lutter contre toutes les formes de discrimination et de communautarismes... L'objectif fixé à 5 ans est de réduire de moitié les écarts de taux d'emploi entre les quartiers prioritaires et le reste du territoire de référence.

Son action vise également à mettre en place des services et une offre adaptée aux besoins de publics spécifiques.

Dans son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole développe des clauses sociales dans ses propres marchés, ce qui se concrétise par la réservation d'heures de travail à des publics initialement éloignés de l'emploi (dans la construction d'équipements publics, dans le traitement de l'eau, le tri, la collecte de déchets, ...).

La dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est développée par Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 2015, au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine, impulsée autour des sept piliers, que sont : la Santé, le Numérique, les Transports et les Mobilités, le Développement économique le Tourisme, l'Industrie, l'Agroécologie et Alimentation, la Culture le Patrimoine et les Universités et le pilier transversal que constituent la Citoyenneté, le Développement social et l'Égalité des chances. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellences que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser. Cela se concrétise, par exemple, par le développement d'une offre performante de foncier, d'immobiliers adaptés, de services et d'infrastructures, et également par le soutien à l'innovation, avec en particulier le projet de Cité intelligente. S'agissant de la politique agroécologie et alimentation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite devenir un territoire démonstrateur de pratiques agricoles innovantes et durables pour une alimentation et un environnement de qualité en milieu périurbain. Pour conduire cette stratégie, la Métropole structure actuellement sa politique agroécologique et alimentaire, visant cinq finalités que sont : offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre, soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agro-alimentaires, préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles, limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux évolutions climatiques, favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature – lien entre ville et campagne.

Elle s'est également engagée dans la réduction de l'empreinte écologique liée à sa gestion des déchets en privilégiant les techniques innovantes, au niveau des processus mais également dans un objectif de prévention et de sensibilisation. Ainsi, en 2015, les habitants, commerçants et employés de deux îlots urbains situés sur la Ville de Montpellier, sont accompagnés dans la mise en pratique d'écogestes, au travers du développement d'un outil numérique permettant d'adapter leurs pratiques à la typologie des foyers.

L'écoexemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires. Ainsi, l'unité de méthanisation AMETYST a été certifiée ISO 14001 en décembre 2015.

Du point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre piliers :

- une relation repensée entre la Métropole et les communes, telle que le pacte de confiance métropolitain en dessine les contours ;
- une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants ;
- une nouvelle ambition pour la participation citoyenne ;

- un rôle renouvelé pour le Conseil de Développement.

Egalement, Montpellier Méditerranée Métropole, consciente de la nécessité de repenser sa relation aux territoires voisins, dans un contexte en profonde évolution du fait de l'émergence de la grande Région, a engagé, en 2015, deux chantiers, marqueurs d'une nouvelle approche des coopérations territoriales. Ainsi un partenariat étroit a été engagé entre les deux Métropoles de Toulouse et de Montpellier. L'année 2015 a également été l'occasion de poser les bases du Parlement des Territoires qui rassemble plus de 50 intercommunalités au service de potentielles coopérations entre mondes urbain, péri-urbain et rural.

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces 5 finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2015 sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Développement Durable ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1111027-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ÉTUDES DE RÉNOVATION THERMIQUE DE COPROPRIÉTÉS - GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Plan Climat Energie Territorial approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole inclut un axe phare en faveur de la rénovation thermique des logements, et en particulier l'action consistant à engager la rénovation thermique des copropriétés privées des trente glorieuses.

C'est pourquoi la Métropole de Montpellier a répondu à un appel à projets « ECOCITE Ville de demain » relatif aux opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014, par délibération n°12680. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux (BBC Rénovation). Cette démarche s'appuie sur ses opérateurs la SERM et la SAAM, dont la volonté est de structurer une offre de rénovation énergétique en Contrat de Performance Énergétique qui permette de faire aboutir des opérations de rénovation thermique en copropriété grâce à une prestation d'appui opérationnelle intégrée.

A l'issue de l'examen de notre candidature, le premier ministre a annoncé, par courrier au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir à hauteur de 6 082 585 € pour la rénovation thermique de 5 copropriétés, ainsi qu'une résidence SNL, pour un total de près de 600 logements privés.

Cette enveloppe inclut des subventions d'investissement à hauteur de 35%, cumulables avec les aides de droit commun, sous réserve que les copropriétés visées engagent d'ici 2 ans des plans de travaux permettant d'atteindre le niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation) rénovation.

Elle inclut aussi des subventions d'ingénierie à hauteur de 50% au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de réaliser les études complémentaires, financières, techniques et juridiques, nécessaires avant les votes de travaux par ces 5 copropriétés.

En effet, le processus de décision s'avère nettement plus long et complexe en copropriété que dans le cas d'un bailleur social, unique décisionnaire. Il n'est pas envisageable que les copropriétés votent les plans de travaux sur la seule base des audits. Un tel engagement nécessite que soit menées préalablement des études techniques plus approfondies, permettant d'établir un programme en vue de consulter et d'obtenir des devis des entreprises. C'est l'objectif des études techniques. Parallèlement, il est nécessaire de préciser pour chaque copropriétaire le montant des aides mobilisables et son reste à charge, lui permettant de voter le plan de travaux en connaissance de cause. C'est l'objectif des études d'ingénierie financière individuelle.

Ces études seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole, bénéficiaire des subventions d'ingénierie du fonds « Ecocité Ville de demain », après un vote de principe en Assemblée Générale de chaque copropriété concernée qui affirme son souhait de travailler sur le bouquet de travaux BBC identifié, et son accord pour financer un volet d'études complémentaires à sa charge.

Par délibération n°13258 du 30 septembre 2015, la Métropole a confié à la SAAM le soin de faire réaliser ces études préalables dans le cadre d'un mandat d'études d'une durée de 36 mois.

En complément, il apparaît nécessaire, pour assurer la continuité des prestataires tout au long des opérations, de lier en une commande unique les prestations de tiers prévues dans le cadre du mandat d'études et les prestations de tiers à commander par la suite par la SERM pour le compte des copropriétés (consultations d'entreprises et suivi de travaux).

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM souhaitent constituer un groupement de commandes pour la réalisation de ces prestations, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article L 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole sera le coordonnateur du groupement, avec pour mandataire la SAAM, et sera chargée, à ce titre, de signer le marché à intervenir, de le notifier et de l'exécuter en accord avec la SERM.

Les missions telles que définies ci-dessus se décomposent en une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui devra être assurée par un Bureau d'Etudes Spécialisé Thermique et une prestation juridique pour l'établissement des pièces administratives des cahiers des charges et le suivi des consultations.

Leur montant total maximal des prestations est estimé à 485 000€ T.T.C. dont 235 000 € T.T.C. en tranche ferme, correspondant aux études de tiers prévues au mandat d'études (rédaction du cahier des charges et du règlement de consultation) , et 250 000 € T.T.C. en tranches conditionnelles (TC 1 lancement des consultations et attribution des marchés ; TC2 suivi des travaux au niveau de chacune des copropriétés)

La répartition du financement est la suivante :

- Montpellier Méditerranée Métropole : le montant de la tranche ferme,
- La SERM : les tranches conditionnelles.

Donc ce groupement de commande n'implique pas d'engagement financier supplémentaire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention de groupement de commandes entre la Métropole et la SERM pour la rénovation thermique de bâtiments en copropriétés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de groupement ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- En application de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire et à signer le marché à intervenir, préalablement au lancement de la consultation à la fois pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (tranche ferme) et pour le compte de la SERM (tranches conditionnelles)
- autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes relatifs à l'exécution de la tranche ferme du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage tel que défini ci-dessus, y compris son éventuelle résiliation;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122468-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – QUARTIER DE LA POMPIGNANE - TERRAIN DE LA « MAISON BLANCHE » - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA SSCV LES TERRASSES DE LA MAISON BLANCHE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Situé au Nord du quartier de la Pompignane en limite de la commune de Montpellier et de la commune de Castelnau-le-Lez, le terrain dénommé « Maison Blanche » est bordé à l'Ouest par l'avenue de la Pompignane, au Nord par la rue de Salaison et à l'Est par la rue Jules Isaac. Il est constitué des parcelles CR 327, 328, 329 d'une superficie totale d'environ 5570 m².

Ce site remarquable par son paysage est occupé par l'hôtel-restaurant « La Maison Blanche » agrémenté d'un parc - classé pour partie en Espace Boisé Classé (EBC) - qui occupe le cœur d'ilot jusqu'en limite Ouest vers l'avenue de la Pompignane. Le propriétaire actuel souhaite céder ce terrain.

Dans ce contexte, le promoteur SSCV les Terrasses de la Maison Blanche propose de réaliser un projet immobilier constitué d'un ensemble collectif (5 905 m² de surface de plancher) de 108 logements (dont 23 logements sociaux) et un commerce. Ce projet a fait l'objet d'une demande de permis de construire enregistrée en mairie de Montpellier sous le n° 34PC 15 V0341, déposée le 31 décembre 2015.

Ce projet immobilier, par ses caractéristiques, nécessite le réaménagement du carrefour de la rue de Salaison avec l'avenue de la Pompignane, le réaménagement partiel de la rue Jules Isaac et de la rue de Salaison, ainsi que l'installation de mobilier urbain et la reprise des réseaux d'eaux pluviales.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche, les articles L.332-11-3 et suivants et R.332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche et Montpellier Méditerranée Métropole d'une convention de projet urbain partenarial (PUP). L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche d'une partie des aménagements de voiries et d'espaces publics que la collectivité réalisera sur le domaine public afin de desservir l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements permettant de répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre concerné sont décrits dans le projet de convention et la mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été estimée à la somme de 884 952 € HT dont le détail est précisé dans le projet de convention.

Il est proposé de mettre à la charge de la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche une part qui s'élève à 90% du coût de ces aménagements.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche s'élève ainsi à 796 457 € HT (non soumis à la TVA) correspondant au total de 90% du coût HT de l'opération d'aménagement.

Montpellier Méditerranée Métropole, prendra à sa charge le reliquat du coût des aménagements à réaliser, soit 88 495 € HT, correspondant à 10% du coût de ces aménagements, et fera l'avance de la TVA applicable à ces aménagements.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche. Elle précise toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière, ainsi que le délai de réalisation des équipements.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la SSCV les Terrasses de la Maison Blanche. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière dudit projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13715

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée ci-dessus et au regard des dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de SSCV Les Terrasses, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122434-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC CANTAUSEL – SAINT-BRÈS – GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION DE MONTPELLIER (SERM) – CONCESSIONNAIRE – APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 24 décembre 2004, la ville de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain sur le secteur prioritaire de développement de la commune, conformément aux grandes orientations d'aménagement définies dans le SCoT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole.

Cette opération d'aménagement « dite Aménagement du secteur Est du Territoire » dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération en date du 21 juin 2006.

Par délibération en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal a confirmé son intention de conduire le projet d'aménagement du secteur Est du territoire de Saint-Brès.

Le projet communal s'inscrit dans une perspective de croissance de population estimée à environ 3 600 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1400 logements à l'horizon 2025-2030, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de « Cantausel », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Cette opération publique d'aménagement (25 ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2006, par la commune en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- des équipements publics communaux (groupe scolaire) et métropolitain (piscine Héraclès),
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Le projet s'inscrit parfaitement dans les orientations générales portées par le SCoT en mettant en œuvre les objectifs d'intensité (30 logements par hectare à l'échelle de l'opération) et de mixité urbaines prévus.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La Commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une concession d'aménagement, signée le 30 mai 2007.

Cette concession d'aménagement, prévoit, en son article 19, qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder des aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises, destiné au financement des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement pour l'opération d'ensemble.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 1 000 000 €,
- Durée : 5 ans et un mois,
- Taux fixe : 1,22% l'an,
- Deux ans de différé d'amortissement,
- Echéances trimestrielles,
- Amortissement constant après différé,
- Commission d'engagement 0.1% soit 1 000 €,
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%,
- Remboursement anticipé : Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Préavis : 50 jours calendaires.

Cette offre a été présentée au Conseil d'Administration de la SERM en date du 29 mars 2016, lequel l'a approuvé.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole, accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat de Prêt n° LBP - 00000972 contracté par l'Emprunteur auprès du Bénéficiaire.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SERM, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Montpellier Méditerranée Métropole devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant. La Métropole s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

La Garantie est conclue pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois, soit au total 5 ans et 4 mois.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès de La Banque Postale Crédit Entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant de 1,000,000 €, à contracter auprès la Banque Postale Crédit Entreprises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122432-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION
PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT - RENOUVELLEMENT URBAIN - PRADES-LE-LEZ
- GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION
MONTPELLIÉRAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Commune de Prades-le-Lez, dans le cadre de son projet urbain, a décidé de lancer une intervention globale, dénommée « Renouvellement et Développement urbain du village » sur l'essentiel de la partie urbanisée du village concernant aussi bien le centre ancien que certains secteurs adjacents dont l'urbanisation constitue un élément indissociable et nécessaire du renouvellement du village.

L'ambition de la collectivité, au travers de l'opération d'aménagement, est d'améliorer le cadre de vie général des habitants et usagers du village. Dans cette optique, trois objectifs ont été définis :

- réactiver et diversifier le marché du logement par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes, par des constructions neuves, et par la remise sur le marché de locaux vacants, ainsi que l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs en liens étroits avec les parties actuellement urbanisées du village ;
- revitaliser le commerce et l'artisanat, avec notamment le renforcement et l'adaptation de l'offre immobilière dans ce domaine ;
- répondre à la demande des habitants pour un cadre de vie de qualité, durable et attractif grâce à la création d'équipements de proximité, l'aménagement ou le réaménagement d'espaces publics et la mise en valeur du patrimoine.

L'ensemble des démarches à conduire pour atteindre ces objectifs conjugue des actions de développement urbain, de renouvellement urbain et de réhabilitation, des interventions foncières incluant le relogement des occupants, y compris les occupants professionnels, des études technico-financières et la coordination avec les promoteurs, constructeurs et acteurs divers du marché immobilier ; la réalisation de ces actions nécessitent enfin l'intervention des hommes de l'art et de divers corps de métiers ainsi que leur coordination.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération du Conseil Municipal du 12 mai 2005, la commune de Prades-le-Lez a décidé de confier ces interventions à la SERM, via une convention publique d'aménagement signée le 16 juin 2005

Cette convention publique d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder des aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt : d'un montant de 3 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Épargne, destinés au financement des travaux d'aménagement pour l'opération de renouvellement et de développement urbain de la commune de Prades le Lez qui prévoit au moins 25% de logements sociaux.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €,
- Durée : 2 ans et 6 mois,

Délibération n° 13717

- Taux fixe : 0.81%,
- Différé d'amortissement d'un an,
- Echéances trimestrielles,
- Echéances Constantes,
- Commission d'engagement 0.1% soit 3 000 €,
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Cette offre a été présentée au Conseil d'Administration de la SERM en date du 29 mars 2016, lequel l'a approuvé.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de bien vouloir autoriser cette garantie d'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% des emprunts l'un d'un montant de 3 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Épargne,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122428-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



PRÉF 34
18.04.16

SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - 16
MODIFICATION N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE
PÉROLS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération en date du 6 novembre 2014, la Commune de Pérols a engagé la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de créer les conditions d'une intensification de la production de logements locatifs sociaux, de conforter plus globalement la diversification du parc résidentiel au bénéfice de la mixité sociale, notamment pour tenir compte des objectifs de production de logements sociaux fixés par la loi du 18 janvier 2013 dite loi « Duflot » et par le Programme Local de l'Habitat 2013-2018 définis pour son territoire, ainsi que d'accompagner les effets issus de la suppression du coefficient d'occupation des sols (COS) par la loi ALUR. L'objectif était en outre de prendre en compte le risque inondation et l'interdiction de toute construction dans les zones les plus exposées au risque.

Dans une moindre mesure, cette modification n°5 s'attache également à faire évoluer certaines règles qui présentent des difficultés d'application ou sont devenues obsolètes

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, par deux délibérations n°2015-09-23/10 et n°2015-09-23/11 du 23 septembre 2016, le Conseil Municipal de Pérols a confié la poursuite de cette procédure aux services de la Métropole et a émis un avis favorable sur le projet de modification n°5 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L153-40, ce projet a, par la suite, été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées à l'article L.132-7 du même Code, le 16 octobre 2015.

Le Conseil départemental de l'Hérault a ainsi émis un avis favorable sur le projet de modification N°5 le 1^{er} décembre 2015.

Par arrêté n°A2015-248 en date du 8 décembre 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a abrogé l'arrêté n°A2015-226 ordonnant l'ouverture, du 04 décembre 2015 au 04 janvier 2016 inclus, d'une enquête publique relative au projet de modification n°5 du PLU de Pérols et a ordonné l'ouverture d'une nouvelle enquête publique, du 04 janvier 2016 au 05 février 2016 inclus. L'arrêté n°A2015-247 du 08 décembre 2015 a porté désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique.

34 courriers ont été consignés dans le registre pendant la durée de cette enquête publique.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis par la Métropole à son attention le 26 février 2016 et élaboré en étroite collaboration avec la Commune de Pérols.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 03 mars 2016. Constatant que l'enquête publique s'est tenue de façon satisfaisante et dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable assorti des réserves suivantes :

- les personnes concernées par les emplacements réservés (ER) 1, 2, 3, 6, 7, 8, 11, 12, 13 et 23 devront effectivement être reçues séparément ou collectivement afin qu'une négociation soit menée pour que les projets soient mis en œuvre en prenant en considération les problèmes sociaux et humains de chaque famille ;
- pour le règlement, mise à jour et corrections sont à réaliser.

Concernant la première réserve, le rapport et les conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur font état de l'engagement de Monsieur le Maire de Pérols de poursuivre le dialogue avec les propriétaires intéressés par les emplacements réservés cités.

S'agissant de la seconde réserve, le dossier de modification n°5 du PLU a été modifié tout d'abord pour tenir compte de la demande expresse de Monsieur le Commissaire Enquêteur tendant à une réactualisation formelle.

Elle consiste, d'une part, à réactualiser les articles cités en référence dans le projet soumis à enquête publique au regard du décret du 28 décembre 2015 relatif à la modification du livre I du Code de l'urbanisme.

Elle s'attache, d'autre part, à intégrer dans le dossier de modification n°5 du PLU les modifications issues de la modification n°6 du PLU telles qu'approuvées précédemment par une délibération du Conseil de Métropole n°13472 du 16 décembre 2015.

Le dossier de modification n°5 du PLU a été ensuite rectifié pour tenir compte d'observations exprimées au cours de l'enquête, à savoir :

- Emplacement réservé n°19 ayant pour objet la création d'un espace vert entre la route de la mer et la RD 62^{E3} (parcelle AX 135) : cet emplacement réservé sera supprimé pour tenir compte d'une erreur matérielle affectant l'emprise exacte de l'espace vert et de l'inconstructibilité affectant cette parcelle (zone rouge PPRI) ;
- Emplacement réservé n°15 (Bir Hakeim) : Cet emplacement réservé visant la mise en œuvre d'un cheminement sera supprimé pour tenir compte d'une erreur matérielle intervenue sur la retranscription au niveau du plan de zonage et de la liste des emplacements réservés ;
- Emplacement réservé n°13. Il s'avère qu'une erreur matérielle est intervenue dans l'écriture du règlement, une rectification de la référence cadastrale a été réalisée puisqu'il s'agit de la parcelle AA37 et non de la parcelle AA251 ;
- Concernant la hauteur réduite des clôtures, il s'avère qu'une erreur matérielle est intervenue dans l'écriture du règlement, la hauteur devrait rester à 2 m et non pas à 1,60 m comme cela a été retranscrit.

Il est en effet jugé opportun de faire droit aux demandes exprimées sur ces trois sujets, en coordination avec Monsieur le Commissaire Enquêteur, qui a traduit son accord dans ses conclusions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°5 du PLU de la commune de Pérols ;
- approuver le dossier de modification n°5 du PLU de la Commune de Pérols et compte tenu des modifications apportées au document après enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire 19 AVR. 2016
 Publié le :
 Déposé En Préfecture 18 AVR. 2016
 Le :
 Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 18 avril 2016
 Pour extrait certifié conforme à l'original,
 Le Président,
 M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE COURNONTERRAL - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC PROMECIA - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DU PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La Société « Promecia » a déposé en date du 22 décembre 2015 un permis d'aménager sur une unité foncière, constituée par la parcelle cadastrée AO0123 et pour partie par la parcelle cadastrée AO0122. Celui-ci a pour objet l'aménagement de 8 lots à destination d'habitat et d'un macro-lot destiné à accueillir une micro-crèche ou des logements locatifs sociaux dans le cas où le projet de micro-crèche ne serait pas réalisé. Il apparaît que l'opération, objet du Permis d'Aménager n°34088 15 M0002, rend nécessaire :

- l'aménagement d'un accès et d'un trottoir sur la RD102 ;
- l'extension du réseau public d'adduction électrique ;
- la construction d'une nouvelle station d'épuration intercommunale ;
- l'extension du réseau public d'assainissement des eaux usées ;
- l'extension du réseau public d'adduction d'eau potable.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- 60% du coût total H.T de l'extension du réseau public d'adduction électrique, pour un montant égal à 13 521,64 € ;
 - 65 % du coût total H.T de l'aménagement d'un accès et d'un trottoir sur la RD102 , pour un montant égal à 18 707,00 € H.T.
 - 100 % du coût total H.T. de l'extension du réseau public d'assainissement des eaux usées et de l'extension du réseau public d'adduction d'eau potable pour un montant égal à 60 959,00 € H.T.
- Concernant la participation au financement de la nouvelle station d'épuration intercommunale, celle-ci a été fixée par délibération, du Conseil de Métropole, n° 12909 en date du 28 avril 2015 et s'élève à un montant égal à 5 286,43 € H.T.

À travers cette convention de PUP, la société « Promecia », s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution totale égale à 98 474,07€ H.T qui se décompose en une contribution numéraire égale à 97 694,07 € H.T et une contribution foncière égale à 780,00€.

L'aménagement d'un accès et d'un trottoir sur la RD102 et l'extension du réseau public d'adduction d'eau potable relevant de maîtrises d'ouvrages externes à Montpellier Méditerranée Métropole, une convention d'offre de concours doit être passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault et une convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial doit être passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat du Bas Languedoc.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial, établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Promecia ;
- approuver le projet de convention d'offre de concours, établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault ;

Délibération n° 13719

- approuver le projet de convention de reversement, établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Syndicat du Bas Languedoc ;
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les trois conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114559-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAD PONT TRINQUAT MÉJANELLE - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CADASTRÉE SR N°12 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'Utilité Publique (DUP) la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Gare TGV – Mogère et rendu les parcelles cessibles au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces parcelles représentent une superficie d'environ 50 hectares.

La parcelle cadastrée SR n°12, d'une surface totale de 7 021 m², située lieudit Le Tilleul, classée en zone A au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier et appartenant à Monsieur PANAFIEU Jean, a été déclarée cessible.

Après négociations, Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur PANAFIEU Jean ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'acquisition, par Montpellier Méditerranée Métropole, du terrain classé en zone A du PLU (agricole) à 10 €/m² de terrain, soit une valeur supérieure à celle estimée par France Domaine, mais conforme aux références des prix des transactions constatées antérieurement sur ce site et sur d'autres secteurs montpelliérains présentant des configurations similaires (zones A bénéficiant d'une situation qualifiée de « privilégiée » par le Juge de l'Expropriation, compte tenu de leur positionnement géographique urbain dans la commune centre de la Métropole),
- l'accord prévoit une clause de retour à meilleure fortune dans la perspective future de leur classement en zone AU0 (zone d'urbanisation future), en conformité avec le SCoT en vigueur, comme cela été déjà accepté pour des propriétaires voisins pour des parcelles situées dans des configurations similaires.

Le montant complémentaire qui sera versé par Montpellier Méditerranée Métropole à l'issue du changement de zonage sera de 20 €/m² de terrain, portant le montant unitaire total de l'acquisition de cette parcelle à 30 €/m², conforme au niveau des estimations de France Domaine pour des terrains classés en zone AU0 dans ce secteur

Le montant total qui en résulte est de 78 231 euros.

Il se décompose comme suit :

- 70 210 € au titre de l'acquisition du terrain dans le zonage actuel ;
- 8 021 € d'indemnité de remploi dans le cadre de la DUP.

Il pourra être augmenté à terme de 140 420 euros au titre d'une clause à meilleure fortune, payables au moment du changement de son zonage au PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la propriété de Monsieur PANAFIEU Jean, cadastrée à Montpellier SR n°12, aux conditions de la promesse de vente et au prix de 78 231 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus à charge de l'acquéreur, augmenté à terme le cas échéant de 140 420 euros au titre d'une clause de retour à meilleure fortune,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 905 au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la promesse de vente, l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13720

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122125-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à

l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION SIG L-R (SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE LANGUEDOC-ROUSSILLON) - AUTORISATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'association SIG L-R a été créée en 1994 dans le cadre du contrat de Plan Etat-Région pour promouvoir la politique de mutualisation en matière d'acquisition et de mise à disposition de données cartographiques numériques ainsi que le partage de savoir-faire entre organismes publics.

Elle a pour principaux objectifs :

- la diffusion et la promotion de l'information géographique,
- le partage des savoir-faire entre ses membres,
- l'assistance au montage et au portage de projets,
- l'acquisition et la mise à disposition de produits et bases de données géographiques.

Ces actions consistent pour l'essentiel en des mutualisations d'acquisitions de données et de réalisations de plateformes qui bénéficient à tous pour un coût bien moindre que des actions menées séparément.

Les principales collectivités et groupements de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon, dont Montpellier Méditerranée Métropole, sont membres de son Conseil d'Administration.

Il est proposé au Conseil de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2016.

Pour les services de l'État, les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre la cotisation est fonction de la population avec un tarif par habitant progressif variant de 0,06 € à 0,10 € avec un plafond de cotisation fixé à 15 000 €.

Le montant des cotisations 2016 résulte d'une réforme des adhésions adoptée en Assemblée Générale du 21 Juillet 2015. Elle a pour objectif de pérenniser les ressources financières de l'association, de permettre l'adhésion du secteur privé et d'optimiser les contributions publiques en permettant notamment aux 31 communes de territoire de la Métropole de bénéficier de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le montant annuel de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 15 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association SIG LR ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13721

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1113190-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHÉSION
AU CLUB VILLES, TERRITOIRES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE -
RENOUVELLEMENT - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, qui a adopté son Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018 en février 2014, doit maintenant le faire évoluer en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) afin d'intégrer la question de l'air à son programme d'action, conformément à la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015. Cette évolution lui permettra également d'intégrer pleinement les enjeux relatifs aux compétences transférées lors de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole, et notamment ceux relevant de la compétence « énergie et transition énergétique ». Cette évolution du PCET en PCAET doit s'accompagner, sur les années 2016 et 2017, d'un certain nombre de diagnostics et d'études.

Pour ce faire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier de tous les apports de la recherche et des expériences conduites par d'autres acteurs en mobilisant les informations et les expertises disponibles au niveau national, voire international.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole se propose de renouveler son adhésion au club « Villes, Territoires et Changement Climatique » (VITECC), mis en place par la filiale CDC-Climat de la Caisse des Dépôts et Consignations, en partenariat avec Météo France et l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (ONERC). Ce club est aujourd'hui porté par l'Institut de Recherche en Économie du Climat I4CE.

D'un montant de 4 200 € T.T.C., la cotisation annuelle au club VITECC permet à Montpellier Méditerranée Métropole de disposer de ressources et d'expertises utiles à la conception de son propre Plan Climat Air Energie Territorial et, plus globalement, à la mise en œuvre de politiques et de projets intégrant, de manière transversale, les enjeux du changement climatique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Club Villes, Territoires et Changement Climatique (VITECC) ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1116165-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COTISATION
2016 À L'ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGES (AMO)
LANGUEDOC-ROUSSILLON - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Créée en 1983, l'association « Architecture et Maîtrise d'Ouvrages » a pour vocation de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture et dans l'intégration des programmes à leur environnement.

Pour ce faire, cette association conduit des actions d'information, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres et à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées.

Ces actions ont plus précisément pour objet :

- de mieux informer et former les acteurs de la construction pour promouvoir la culture architecturale et urbanistique,
- de développer des actions de promotions de l'architecture,
- de poser la qualité architecturale comme support au dialogue et de l'action conjuguée du maître d'ouvrage et de l'architecte.

Chaque année, les membres des associations AMO (au nombre de 11 couvrant le territoire national) se réunissent pour leur « Journée nationale » annuelle, à l'initiative de l'une d'entre elles. Cette manifestation est un moment d'échanges s'appuyant sur des visites de réalisations architecturales et urbaines, en lien avec le territoire d'accueil ; elle rassemble en général de l'ordre de 350 à 400 participants, architectes et maîtres d'ouvrage.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion à l'association locale dont le montant annuel s'élève à 800 € T.T.C

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Architecture et Maître d'Ouvrage L-R pour l'année 2016 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de la Métropole, chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lme1122126-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – FIXATION DES TAUX DE REDEVANCES
- OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA MÉTROPOLE PAR LES OUVRAGES DE
TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ ET OCCUPATION PROVISOIRE PAR LES
CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION
D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ - APPROBATION**

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences prévues à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dont celle d'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie en lien avec les concessions de distribution publique d'électricité et de gaz.

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz.

Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer ladite redevance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de 0,035€/mètre.

Par la suite, annuellement, il sera procédé par la Métropole à l'émission d'un titre de recette au gestionnaire du réseau de transport du gaz et du réseau de distribution du gaz.

Le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 détermine les modalités de fixation des redevances dues pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer ladite redevance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de 0,35€/mètre.

Par la suite, annuellement, il sera procédé par la Métropole à l'émission d'un titre de recette au gestionnaire du réseau de transport du gaz, du réseau de distribution du gaz, du réseau de transport de l'électricité ou du réseau de distribution de l'électricité, lorsque qu'il aura été constaté des chantiers éligibles à ladite redevance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la fixation des taux de redevances tels que définis ci-dessus;
- dire que les recettes sont inscrites au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122512-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLYA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – MARCHÉS DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ (TARIF BLEU) - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC HÉRAULT ENERGIES - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT À L'ACTE CONSTITUTIF DU GROUPEMENT DE COMMANDE ET DE PARTICIPER À LA CONSULTATION DE L'ACCORD CADRE ET SES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

La loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité (loi NOME) a organisé la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) en électricité au 31 décembre 2015, pour les sites dont la puissance est supérieure à 36 kVA (tarifs jaune et vert). Montpellier Méditerranée Métropole a donc adhéré à un groupement de commandes dont le coordinateur est le Syndicat Hérault Energies afin de sélectionner les fournisseurs d'électricité à compter du 1^{er} janvier 2016. Ainsi, l'acte constitutif de groupement de commande a été approuvé par le Conseil Syndical de Hérault Energies le 8 décembre 2014 et par Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n°12945 du 28 avril 2015.

Constatant l'intérêt financier de cette démarche, la Métropole souhaite réaliser une mise en concurrence pour les contrats d'électricité dont la puissance est inférieure à 36 kVA (tarif bleu) qui sont actuellement au tarif réglementé de vente.

A noter que seule la fourniture d'électricité est concernée par cette ouverture à la concurrence. L'acheminement (transport et distribution) étant en situation de monopole, les règles et les barèmes publics des coûts d'acheminement s'imposent à tous les fournisseurs et à tous les consommateurs publics ou privés en France. Ces coûts d'acheminement, contrôlés par la Commission de Régulation de l'Energie, autorité administrative indépendante sont regroupés dans le TURPE : Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité.

Compte tenu de l'expertise nécessaire pour l'achat d'énergie et de l'intérêt de se regrouper pour accroître la taille de la consultation et ainsi intensifier son attractivité et la concurrence auprès des fournisseurs, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole participe au prochain accord cadre et marchés subséquents dans le cadre du groupement de commandes coordonné par le Syndicat Hérault Energies, pour les besoins suivants :

- Fourniture et acheminement d'électricité de l'éclairage public, de l'espace public, des bâtiments et équipements métropolitains dont la puissance est inférieure à 36 kVA (tarifs bleu).
- Fourniture de services associés.

Hérault Energies assurera en qualité de coordonnateur du groupement la procédure de mise en concurrence relative à l'accord-cadre et la conclusion des marchés subséquents ainsi que leur signature et notification. Les membres du groupement assurant leur exécution.

De plus, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole signe l'avenant n°1 à l'acte constitutif de groupement de commande qui apporte la modification suivante à l'article 8 – Frais de fonctionnement : la participation de chaque membre est calculée en fonction de la consommation annuelle de référence de l'année 2013.

Au second trimestre 2016, Hérault Energies lancera la consultation de fourniture et d'acheminement d'électricité.

Le marché sera constitué d'un accord cadre et de marchés subséquents. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant est estimé à 5 000 000 € TTC par an pour une consommation annuelle de 70 000 MWh.

Une participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents, est calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, la participation est estimée à 5000 € à la signature de l'accord cadre et des premiers marchés subséquents et 2500 € à la signature et à chaque renouvellement des marchés subséquents suivants.

Délibération n° 13753

Toutefois, le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes coordonné par le syndicat Hérault Energies ;
- autoriser le groupement de commandes à lancer les procédures de mise en concurrence permettant d'attribuer l'accord-cadre et les marchés subséquents ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122515-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme E. JAMET

FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 24 février 2016, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2016.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL :

- Section de fonctionnement : **424 669 984 euros**

- Section d'investissement : **216 217 301 euros**

Total **640 887 285 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	28 764 014		28 764 014
931	Sécurité et salubrité publiques	17 976 902		17 976 902
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et	86 470 010		86 470 010
935	Aménagement des territoires et habitat	17 868 389		17 868 389
936	Action économique	13 031 963		13 031 963
937	Environnement	96 915 920		96 915 920
938	Transports	62 230 195		62 230 195
940	Impositions directes	21 075 996		21 075 996
943	Opérations financières	13 141 353		13 141 353
946	Transferts entre les sections		28 597 267	28 597 267
953	Virement à la section d'investissement		38 597 975	38 597 975
Total		357 474 742	67 195 242	424 669 984

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	2 735 855		2 735 855
931	Sécurité et salubrité publiques	528 000		528 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et	9 492 485		9 492 485
935	Aménagement des territoires et habitat	859 311		859 311
936	Action économique	4 236 520		4 236 520
937	Environnement	9 494 600		9 494 600
938	Transports	17 673 881		17 673 881
940	Impositions directes	248 239 155		248 239 155
941	Autres impôts et taxes	69 763 777		69 763 777
942	Dotations et participation	53 100 000		53 100 000
946	Transferts entre les sections		8 546 400	8 546 400
Total		416 123 584	8 546 400	424 669 984

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	4 694 710		4 694 710
901	Sécurité et salubrité publiques	646 000		646 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et	27 756 353		27 756 353
905	Aménagement des territoires et habitat	57 970 562		57 970 562
906	Action économique	12 998 923		12 998 923
907	Environnement	11 760 717		11 760 717
908	Transports	42 826 223		42 826 223
921	Taxes non affectées	1 386 000		1 386 000
923	Dettes et autres opérations financières	47 561 513		47 561 513
925	Opérations patrimoniales		69 900	69 900
926	Transferts entre les sections		8 546 400	8 546 400
Total		207 601 001	8 616 300	216 217 301

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	27 900		27 900
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et	1 757 000		1 757 000
905	Aménagement des territoires et habitat	13 013 602		13 013 602
906	Action économique	8 008 793		8 008 793
907	Environnement	1 971 600		1 971 600
908	Transports	12 419 219		12 419 219
921	Taxes non affectées	3 839 625		3 839 625
922	Dotations et participations	8 871 090		8 871 090
923	Dettes et autres opérations financières	98 693 330		98 693 330
954	Produits des cessions d'immobilisations	350 000		350 000
925	Opérations patrimoniales		69 900	69 900
926	Transferts entre sections		28 597 267	28 597 267
951	Virement de la section de fonctionnement		38 597 975	38 597 975
Total		148 952 159	67 265 142	216 217 301

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement,
- approuver la subvention du Budget Principal au Budget Annexe Transport d'un montant maximum de 29 millions d'euros
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES :

- Section d'exploitation : 885 316 euros

- Section d'investissement : 326 376 euros

Total 1 211 692 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	250		250
012	Charges de personnel et frais assimilés	534 690		534 690
65	Autres Charges de gestion courante	4 000		4 000
66	Charges financières	20 000		20 000
023	Virement à la section d'investissement		326 376	326 376
	Total	558 940	326 376	885 316

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	400 000		400 000
75	Produits divers de gestion courante	485 316		485 316
	Total	885 316	0	885 316

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	33 000		33 000
21	Immobilisations incorporelles	293 376		293 376
	Total	326 376	0	326 376

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		326 376	326 376
	Total	0	326 376	326 376

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 des Services Funéraires par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT :

- Section d'exploitation ;	28 016 490 euros
- Section d'investissement ;	27 296 500 euros
Total	55 312 990 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	2 676 200		2 676 200
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 684 300		2 684 300
65	Autres charges de gestion courante	666 300		666 300
66	Charges financières	3 525 000		3 525 000
67	Charges exceptionnelles	285 100		285 100
023	Virement à la section d'investissement		9 817 590	9 817 590
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 362 000	8 362 000
Total		9 836 900	18 179 590	28 016 490

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	90 000		90 000
70	Ventes de produits	21 527 100		21 527 100
74	Subventions d'exploitation	3 825 290		3 825 290
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 574 100	2 574 100
Total		25 442 390	2 574 100	28 016 490

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	5 750 000		5 750 000
20	Immobilisations incorporelles	117 400		117 400
21	Immobilisations corporelles	95 000		95 000
23	Immobilisations en cours	18 760 000		18 760 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 574 100	2 574 100
Total		24 722 400	2 574 100	27 296 500

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	3 358 610		3 358 610
16	Emprunts et dettes assimilées	4 958 300		4 958 300
23	Immobilisations en cours	800 000		800 000
021	Virement de la section d'exploitation		9 817 590	9 817 590
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 362 000	8 362 000
Total		9 116 910	18 179 590	27 296 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

- Section d'exploitation : **55 090 euros**

- Section d'investissement : **62 800 euros**

Total **117 890 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	7 290		7 290
012	Charges de personnel et frais assimilés	40 000		40 000
65	Autres charges de gestion courante	4 000		4 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 800	2 800
Total		52 290	2 800	55 090

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	48 090		48 090
74	Subventions d'exploitation	7 000		7 000
Total		55 090	0	55 090

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	60 000		60 000
21	Immobilisations corporelles	2 800		2 800
Total		62 800	0	62 800

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	60 000		60 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 800	2 800
Total		60 000	2 800	62 800

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 du Service Public d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE :

- Section d'exploitation : **16 500 euros**

- Section d'investissement : **0 euros**

Total 16 500 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
65	Autres charges de gestion courante	11 500		11 500
67	Charges exceptionnelles	5 000		5 000
Total		16 500	0	16 500

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	5 000		5 000
75	Autres produits de gestion courante	11 500		11 500
Total		16 500	0	16 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 de l'Eau Brute par chapitre budgétaire en section d'exploitation conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire,

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer,

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE :

- Section d'exploitation : **1 638 155 euros**

- Section d'investissement : **1 219 950 euros**

Total **2 858 105 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	244 855		244 855
012	Charges de personnel et frais assimilés	455 950		455 950
65	Autres charges de gestion courante	4 500		4 500
67	Charges exceptionnelles	211 000		211 000
023	Virement à la section d'investissement		721 850	721 850
Total		916 305	721 850	1 638 155

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	120 000		120 000
74	Subventions d'exploitation	1 518 155		1 518 155
Total		1 638 155	0	1 638 155

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	481 600		481 600
20	Immobilisations incorporelles	168 350		168 350
21	Immobilisations corporelles	240 000		240 000
23	Immobilisations en cours	330 000		330 000
Total		1 219 950	0	1 219 950

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	498 100		498 100
021	Virement de la section d'exploitation		721 850	721 850
Total		498 100	721 850	1 219 950

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE TRANSPORT :

- Section d'exploitation : **118 924 000 euros**

- Section d'investissement : **85 046 000 euros**

Total **203 970 000 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	789 800		789 800
012	Charges de personnel et frais assimilés	642 813		642 813
014	Atténuations de produits	1 400 000		1 400 000
65	Autres charges de gestion courante	67 524 220		67 524 220
66	Charges financières	14 575 000		14 575 000
023	Virement à la section d'investissement		17 631 167	17 631 167
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		16 361 000	16 361 000
Total		84 931 833	33 992 167	118 924 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	6 000		6 000
73	Produits issus de la fiscalité	83 325 000		83 325 000
74	Subventions d'exploitation	29 000 000		29 000 000
75	Autres produits de gestion courante	1 100 000		1 100 000
77	Produits exceptionnels	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		5 492 000	5 492 000
Total		113 432 000	5 492 000	118 924 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	28 000 000		28 000 000
20	Immobilisations incorporelles	350 000		350 000
21	Immobilisations corporelles	4 040 000		4 040 000
23	Immobilisations en cours	22 861 000		22 861 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		5 492 000	5 492 000
041	Opérations patrimoniales		24 303 000	24 303 000
Total		55 251 000	29 795 000	85 046 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	8 209 759		8 209 759
16	Emprunts et dettes assimilées	17 659 074		17 659 074
23	Immobilisations en cours	300 000		300 000
27	Autres immobilisations financières	582 000		582 000
021	Virement de la section d'exploitation		17 631 167	17 631 167
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		16 361 000	16 361 000
041	Opérations patrimoniales		24 303 000	24 303 000
Total		26 750 833	58 295 167	85 046 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
 - approuver la subvention du Budget Principal au Budget Annexe Transport d'un montant maximum de 29 millions d'euros
 - autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.
- Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE PARKING :

- Section d'exploitation : 732 000 euros

- Section d'investissement : 227 000 euros

Total 959 000 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	435 000		435 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 000		70 000
023	Virement à la section d'investissement		102 000	102 000
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		125 000	125 000
Total		505 000	227 000	732 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	732 000		732 000
Total		732 000	0	732 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	227 000		227 000
Total		227 000	0	227 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		102 000	102 000
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		125 000	125 000
Total		0	227 000	227 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2016 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (7 abstentions).

Délibération n° 13698

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122880-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et TAxe sur les Surfaces COMmerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

Les bases nettes d'imposition notifiées par la Direction Départementale des Finances Publiques le 13 mars dernier s'établissent comme suit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 157 185 000€,
- Taxe d'Habitation : 683 863 000€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 582 109 000€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 2 198 000€.

Toutefois, la Direction Départementale des Finances Publiques a fait part de difficultés rencontrées pour l'établissement des bases prévisionnelles de taxe d'habitation pour 2016 qui ont conduit à une surestimation des bases notifiées. Ces difficultés sont liées aux dégrèvements permettant le maintien en exonération de taxe d'habitation 2015, des veufs, veuves et des personnes âgées de plus 60 ans taxés suite à la suppression d'une demi part. Dès lors, des bases simulées ont été notifiées, déduction faite des surestimations. Compte tenu de ces incertitudes, il est proposé de prendre en compte ces bases corrigées pour la définition du produit attendu de taxe d'habitation pour 2016, soit 672 594 000€.

En appliquant pour 2016 les taux identiques à 2015, soit une évolution de 0%, conformément aux engagements de stabilité de la fiscalité :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Le produit attendu s'élève à :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 57 498 273€,
- Taxe d'Habitation : 81 249 355€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 972 122€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 125 066€.

A titre d'information, la DRFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 4 547 421€,
- Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 650 822€,
- Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux : 1 553 182€,
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 28 593 091€,
- Taxe sur les Surfaces Commerciales : 5 677 508€.

Par ailleurs, la Métropole est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources à hauteur de 18 616 655€.

Synthèse des produits prévisionnels 2016

Taxes	Bases d'imposition 2016	Taux d'imposition 2016	% d'évolution des taux en 2016	Produit d'imposition 2016 (en euros)
Taxe d'habitation	672 594 000	12,08%	0%	81 249 355
Taxe sur le Foncier Bâti	582 109 000	0,167%	0%	972 122
Taxe sur le Foncier Non Bâti	2 198 000	5,69%	0%	125 066
Cotisation Foncière des Entreprises	157 185 000	36,58%	0%	57 498 273
Total				139 844 816

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58%,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12,08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123181-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM) POUR 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Les bases nettes de TEOM notifiées par la DRFIP s'élèvent à 598 885 903 €. Le produit attendu à taux constant s'élève à 67 374 664 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123182-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - BUDGET PRIMITIF 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Primitif 2016 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement telles que décrites dans le tableau ci-dessous : Ces montants intègrent les sommes affectées en décembre 2015 avant le vote du Budget Primitif (délibération n° 13504)

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	598 000
6574	AMICALE DES RETRAITES DE L'AGGLOMERATION	2 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	145 000
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	745 000

6574	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)	75 000
931	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SECURITE	75 000

657382	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES MURVIEL LES MONTPELLIER & LATTES	75 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	13 000 000
6574	MONTPELLIER DANSE	1 538 050
6574	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	700 000
6574	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER (CINEMED)	410 000
6574	FESTIVAL RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	394 000
6574	STAND'ART	166 250
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD)	153 425
6574	THEATRE THALERS - LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN (TIO)	40 000
6574	THEATRE JACQUES COEUR - LATTES	42 750
6574	ALDEBARAN	9 000
6574	CHRETIENS ET CULTURES	7 000
6574	LES AMIS DU MUSEE FABRE	4 000
6574	ART MIXTE	4 750
6574	ATTITUDE	28 500

Délibération n° 13701

6574	LA BARONNIE DE CARAVETES	2 000
6574	MAISON DE LA POESIE	2 000
6574	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (APEC)	800
6574	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	10 000
6574	JETEZ L'ENCRE	2 000
6574	LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	1 000
6574	LE REVEIL COURNONTERRALAIS	1 000
6574	LES AMIS DU FESTIVAL DE MAGUELONE	20 000
6574	UNI'SONS	15 000
6574	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM)	14 000
6574	FONDS SPECIAL CULTURE	11 000
6574	MISSION BANDES DESSINEES LR (mBDlr)	5 000
6574	LE CHEVALET DE COURNONTERRAL	1 000
6574	ETRE EN SCENE	5 000
6574	TOUT A FOND PRODUCTION (TAF PRODUCTION)	10 000
6574	CENTRE REGIONAL POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'OCCITAN (CREO)	1 000
6574	LES AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHEDRALE SAINT PIERRE	2 500
6574	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	4 000
6574	ASSOCIATION MHSC (FOOTBALL)	300 000
6574	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (FOOTBALL) CENTRE DE FORMATION (SASP)	1 235 813
6574	MONTPELLIER HANDBALL (ASSOCIATION)	600 000
6574	MONTPELLIER HANDBALL (SAS)	1 080 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (ASSOCIATION)	1 306 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	964 000
6574	MONTPELLIER WATER POLO	350 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION U.C (MANUC)	200 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	75 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SPORT DE GLACE	25 000
6574	ARC LAT'VEDAS	4 000
6574	KARATE ELITE PEROLS - LATTES	3 000
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	25 000
6574	MONTPELLIER GRS	100 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE L'HERAULT (CDOS)	7 000

6574	COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF (CROS)	7 000
6574	AQUALOVE SAUVETAGE	10 000
6574	ASA HERAULT CRITERIUM CEVENNES	40 000
6574	BALLE AU TAMBOURIN - GRAND PRIX	12 000
6574	KITE & WIDE SURFING MAGUELONE	40 000
6574	TROPHEE TAURIN METROPOLE	60 000
6574	JUMPING MONTPELLIER GRAMMONT	40 000
6574	FONDS SPECIAL SPORTS	50 000
6574	APPELS A PROJETS - ANIMATIONS ET ACTIONS SOCIALES	20 000
6574	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION	873 000
6574	MONTPELLIER BEACH VOLLEY (CLUB)	25 000
6574	BEACH VOLLEY MASTERS	10 000
6574	MONTPELLIER BASEBALL UC - LES BARRACUDAS	28 500
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UC	60 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TRIATHLON	30 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAE KWON DO	20 000
6574	MONTPELLIER NAT'SYNCHRO	10 000
6574	MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB	902 500
6574	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	80 000
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	163 000
6574	ECHECS CLUB MONTPELLIER	14 000
6574	TOURNOI DE TENNIS FEMININ	60 000
6574	BLUE FOX - CLUB DES SUPPORTERS HANDBALL	9 000
6574	FISE MONTPELLIER	300 000
6574	FEDERATION DE HANDBALL	65 000
6574	L'ODYSSEE DE LA PETANQUE	30 000
6574	CHAMPIONNAT D'EUROPE DE KARATE	25 000
6574	MONTPELLIER XIII	10 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS & LOISIRS	25 963 838

657381	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC - DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (GIP-DSU)	196 023
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	55 000
6574	AIR LR	47 029
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE LR (Ma'LR)	2 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	2 550
65733	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 ENQUETE MENAGES DEPLACEMENTS - AVENANT 1 A LA CONVENTION	125 000
6574	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE INFORMATION LOGEMENT (ADIL)	19 500
6574	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE (AIVS)	4 000
6574	URO HABITAT	8 000
6574	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV) INFORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DES HABITANTS (PRU)	1 000
6574	SOUTIEN ASSOCIATION COHESION SOCIALE	90 000
6574	CONSEILS CITOYENS	60 000
6574	GAMMES	20 000
935	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	630 102

6574	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOMMUNICATIONS EN EUROPE (IDATE) DIGIWORLD SUMMIT (DGWS)	22 500
6574	NOVAMEDICA	48 000
6574	MANIFESTATIONS CORUM	150 000
6574	MANIFESTATIONS HORS CORUM	15 000
6574	MAISON INTERNATIONALE	20 000
6574	EUPIC PLATEFORME VIN	40 000
6574	INDIGO D'OC	10 000
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) PARTENARIAT CCI - VISIO COMMERCE - FORUM DE LA CREATION, ETC	30 000
6574	PARTENARIAT LEADER	7 500
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) FORUM FINANCEMENT ET PARCOURS FINANCEMENT PACK CROISSANCE	20 000
6574	CHAMBRE PROFESSIONNELLE DU CONSEIL (CPC) LR	2 500
6574	ASSOCIATIONS NUMERIQUES	5 000
6574	TRANSFERT LR	19 000
6574	LABSUD (FABLAB)	5 000
6574	SOUTIEN MANIFESTATION MONTPELLIER METROPOLE NUMERIQUE	30 000
6574	KYOMED	80 000
6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM)	428 087

6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM) - CELLULE AMO	5 000
6574	CONTRAT DE VILLE	150 000
6574	CHANTIERS INSERTION	90 000
6574	CREALEAD	30 000
6574	ADIE	10 000
6574	ASSOCIATION INTERDEPARTEMENTALE ET REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ECONOMIE (AIRDIE)	50 000
6574	INITIATIVE MONTPELLIER	30 000
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE)	20 500
6574	BGE MONTPELLIER - AEDE	14 500
6574	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)	140 000
6574	CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (CRES LR)	10 000
6574	UNION REGIONALE DES SOCIETES COOPERATIVES (URSCOOP)	20 000
6574	COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE LR (COMIDER)	2 000
6574	CAP EMPLOI HANDIJOB	6 000
6574	CREER - MAISON DES CHOMEURS	5 000
6574	AGROPOLIS	38 113
6574	CHAMBRE DE L'AGRICULTURE 34	15 000
6574	SUP AGRO	15 000
6574	ASSISES DE L'AGRO - ECOLOGIE - ALIMENTATION	20 000
6574	TERRE ET HUMANISME	10 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	8 000
6574	OFFICE DE TOURISME	2 069 831
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	3 691 531

6574	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV) ANIMATIONS POUR LA REDUCTION DES DECHETS	4 000
6574	ACM HABITAT - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE MISE A DISPOSITION D'UN MESSENGER DU TRI	25 000
6574	CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES (#CROUS)	10 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	7 000
6574	ECOSEC	7 000
657341	COMMUNES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE DESEMBACEMENT	72 400
6574	PASSE MURAILLE	19 000
937	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENVIRONNEMENT	144 400

657382	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH)	10 000 000
938	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT TRANSPORTS	10 000 000

En outre, il est proposé d'affecter les subventions d'équipement suivant le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204122	CONSEIL REGIONAL POLE D'ECHANGES MULTIMODAL (PEM) - BAILLARGUES	44 000
204131	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 COFINANCEMENT - RESEAU ROUTIER SAINT JEAN DE VEDAS - RD 612 - CONVENTION	16 980
2041411	MURVIEL LES MONTPELLIER - AUTRES COMMUNES COFINANCEMENT ETUDES THEMATIQUES - ETUDE MAITRISE D'OUVRAGE COMMUNALE	25 000
2041411	SAINT JEAN DE VEDAS - PEROLS COFINANCEMENT ETUDES THEMATIQUES - ETUDES DU PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT (PLD)	19 600
204181	RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) POLE D'ECHANGES MULTIMODAL (PEM) - BAILLARGUES - QUAI ET PASSAGE A NIVEAU	590 000
20421	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC ROUSSILLON (CEN LR)	9 500
2041712	SNCF - GARES ET CONNEXIONS GARE SAINT ROCH	315 000
204113	DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL) CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER (COM) ET DEVIATION DE LA RN 113	200 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) COMPLEMENT DALLE GARE-TGV - DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL)	4 200 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LIGNE NIMES MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) - CONVENTION ACQUISITIONS FONCIERES	282 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LIGNE NIMES MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) - SOLDE CONVENTION N°2 - ETUDES PREALABLES	47 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LIGNE NIMES MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) - CONVENTION N°3 - ETUDES PREALABLES	156 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER (CNM)	9 500 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) RESEAU CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER (CNM) - GARE NOUVELLE MONTPELLIER	7 117 000
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) RESEAU CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER (CNM) - GARE NOUVELLE NIMES	43 000
20423	AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) CONVENTION SUR OUVRAGE D'ART A9	1 500 000
2041411	INGENIERIE - OPAH CEVENNES	13 000
2041411	INGENIERIE - OPAH RU GFNE	15 000
2041411	INGENIERIE - OPAH RU SGLSC	15 000
2041411	INGENIERIE - PDS - LE PETIT BARD	44 500
204182	PARC PUBLIC - OPHLM - AIDES A LA PIERRE - FONDS PROPRES	1 500 000
204182	PLAN DE RENOVATION URBAINE (PRU) - ETABLISSEMENTS PUBLICS	324 500
204182	PARC PUBLIC - OPHLM - AIDES A LA PIERRE - CREDITS ETAT	2 000 000
204182	PARC PUBLIC - SA-SEM - AIDES A LA PIERRE - CREDITS ETAT	2 000 000
20422	AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES PARC PUBLIC - OPERATEURS PRIVES	1 000 000
20422	PLAN DE RENOVATION URBAINE (PRU) - ETABLISSEMENTS PRIVES	136 500
20422	AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES PARC PRIVE - OPAH RU - TRAVAUX PIG	800 000

20422	AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES PERSONNES DE DROIT PRIVE - ANAH	4 000 000
905	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	35 913 580

20421	AIDES A L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES - MINIMIS	140 000
20421	POLE OPTITEC	15 000
20421	POLE EUROBIOMED	40 000
20421	POLE QUALIMED	30 000
20421	POLE EAU	40 000
20421	POLE DERBI	30 000
20421	CHAMBRE DES METIERS DE L'ARTISANAT (CMA) CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES (CAPEB)	20 000
20421	CLUSTER NUMERIQUE	35 000
204181	RESEAU DES TRANSPORTS D'ELECTRICITE (RTE)	436 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT)	160 000
906	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACTION ECONOMIQUE	946 000

20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS & DE POULES	5 000
204182	BAS RHONE LANGUEDOC (BRL)	520 000
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENVIRONNEMENT	525 000

204132	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 OFFRE CONCOURS SALAISON	250 000
2041412	MONTPELLIER FONDS DE CONCOURS - OPERATIONS CONNEXES TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4	81 000
908	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT TRANSPORTS	331 000

Budget Annexe Transport :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	1 200 000
6574	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	10 000
6574	VIEUX BICLOU	4 000
6574	AMICALE DES RETRAITES DE LA TaM	1 220
	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	1 215 220

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme S. JANNIN, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122841-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET PRIMITIF 2016 - CRÉATIONS - RÉVISIONS - CLÔTURES - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

I. Nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2016 :

Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	2 887 591	2 887 591	514 826	514 826	3 402 417	3 402 417
Cournonsec	242 091	242 091			242 091	242 091
Coumonterral	201 405	201 405	46 100	46 100	247 505	247 505
Fabrigues	570 800	570 800	110 607	110 607	681 407	681 407
Lavérune	455 876	455 876	36 631	36 631	492 507	492 507
Pignan	272 456	272 456	185 088	185 088	457 544	457 544
Saint Jean de Védas	928 421	928 421	62 000	62 000	990 421	990 421
Saussan	216 542	216 542	74 400	74 400	290 942	290 942

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	133 434	133 434	356 531	356 531	198 250	198 250	688 215	688 215
Cournonsec	30 000	30 000	37 500	37 500	46 500	46 500	114 000	114 000
Cournonterral	53 403	53 403	33 000	33 000	20 000	20 000	106 403	106 403
Fabrigues								
Lavérune			195 761	195 761	12 750	12 750	208 511	208 511
Pignan			24 000	24 000	15 000	15 000	39 000	39 000
Saint Jean de Védas					100 000	100 000	100 000	100 000
Saussan	50 031	50 031	66 270	66 270	4 000	4 000	120 301	120 301

Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	4 223 665	4 223 665	973 159	973 159	5 196 824	5 196 824
Grabels	1 570 781	1 570 781	115 367	115 367	1 686 148	1 686 148
Juvignac	1 759 438	1 759 438	765 610	765 610	2 525 048	2 525 048
Murviel-lès-Montpellier	397 520	397 520	51 182	51 182	448 702	448 702
Saint Georges d'Orques	495 926	495 926	41 000	41 000	536 926	536 926

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	1 368 639	1 368 639	66 000	66 000	216 544	216 544	1 651 183	1 651 183
Grabels	596 358	596 358	24 000	24 000	75 000	75 000	695 358	695 358
Juvignac	304 890	304 890			60 000	60 000	364 890	364 890
Murviel-lès-Montpellier	194 482	194 482	18 000	18 000	9 000	9 000	221 482	221 482
Saint Georges d'Orques	272 909	272 909	24 000	24 000	72 544	72 544	369 453	369 453

Pôle Vallée du Lez :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	3 677 012	3 677 012	1 234 625	1 234 625	2 073	2 073	4 913 710	4 913 710
Castelnau-le-Lez	1 404 638	1 404 638	860 142	860 142			2 264 780	2 264 780
Clapiers	526 789	526 789	71 000	71 000			597 789	597 789
Jacou	435 345	435 345	85 800	85 800	2 073	2 073	523 218	523 218
Le Crès	876 102	876 102	167 683	167 683			1 043 785	1 043 785
Montferrier-sur-Lez	189 900	189 900	15 000	15 000			204 900	204 900
Prades-le-Lez	244 238	244 238	35 000	35 000			279 238	279 238

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	885 542	885 542	100 768	100 768	791 831	791 831	1 778 141	1 778 141
Castelnau-le-Lez			100 768	100 768	668 315	668 315	769 083	769 083
Clapiers	254 500	254 500			65 316	65 316	319 816	319 816
Jacou	207 400	207 400			34 000	34 000	241 400	241 400
Le Crès	321 007	321 007					321 007	321 007
Montferrier-sur-Lez					8 000	8 000	8 000	8 000
Prades-le-Lez	102 635	102 635			16 200	16 200	118 835	118 835

Pôle Cadoule et Bérange :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Cadoule et Bérange	4 654 713	4 654 713	655 135	655 135	5 309 848	5 309 848
Baillargues	317 883	317 883	305 676	305 676	623 559	623 559
Beaulieu	136 988	136 988	43 500	43 500	180 488	180 488
Castries	881 773	881 773	40 000	40 000	921 773	921 773
Montaud	355 060	355 060			355 060	355 060
Restinclières	324 296	324 296			324 296	324 296
Saint-Brès	242 393	242 393	42 500	42 500	284 893	284 893
Saint-Drézery	322 228	322 228	62 000	62 000	384 228	384 228
Saint Geniès des Mourgues	339 672	339 672	29 087	29 087	368 759	368 759
Sussargues	249 917	249 917	48 100	48 100	298 017	298 017
Vendargues	1 484 503	1 484 503	84 272	84 272	1 568 775	1 568 775

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Cadoule et Bérange	1 594 185	1 594 185	238 965	238 965	327 000	327 000	2 160 150	2 160 150
Baillargues					50 000	50 000	50 000	50 000
Beaulieu	49 526	49 526	53 317	53 317	5 000	5 000	107 843	107 843
Castries	207 000	207 000	116 700	116 700	50 000	50 000	373 700	373 700
Montaud	212 266	212 266					212 266	212 266
Restinclières	122 657	122 657	20 949	20 949	20 000	20 000	163 606	163 606
Saint-Brès	113 399	113 399			8 000	8 000	121 399	121 399
Saint-Drézery	152 464	152 464	20 949	20 949	31 000	31 000	204 413	204 413
Saint Geniès des Mourgues	156 357	156 357	15 000	15 000	20 000	20 000	191 357	191 357
Sussargues	178 516	178 516	12 050	12 050	23 000	23 000	213 566	213 566
Vendargues	402 000	402 000			120 000	120 000	522 000	522 000

Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	4 065 918	4 065 918	807 717	807 717	4 873 635	4 873 635
Lattes	2 432 128	2 432 128	450 000	450 000	2 882 128	2 882 128
Pérols	1 221 871	1 221 871	349 417	349 417	1 571 288	1 571 288
Villeneuve-lès-Maguelone	411 919	411 919	8 300	8 300	420 219	420 219

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE (fonds de concours)		CHAP 905 : TAXE D'AMENAGEMENT		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	1 480 627	1 480 627	183 938	183 938	106 000	106 000	289 938	289 938
Lattes	1 417 338	1 417 338	165 938	165 938	44 000	44 000	209 938	209 938
Pérols					62 000	62 000	62 000	62 000
Villeneuve-lès-Maguelone	63 289	63 289	18 000	18 000			18 000	18 000

Pôle Montpellier :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	19 331 648	19 331 648	3 856 101	3 856 101	1 246 594	1 246 594	24 434 343	24 434 343
Montpellier	19 331 648	19 331 648	3 856 101	3 856 101	1 246 594	1 246 594	24 434 343	24 434 343

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	6 912 792	6 912 792	100 000	100 000	7 012 792	7 012 792
Montpellier	6 912 792	6 912 792	100 000	100 000	7 012 792	7 012 792

SPORTS

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019
Parc Gérard Bruyère	14 000 000		4 455 000	5 000 000	3 500 000	1 045 000

II. Révisions du montant d'autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2016 :

CULTURE

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Montant de la révision d'AP	Réalisations antérieures	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Accessibilité Culture	7 349 718	4 420 718	595 360,66	1 055 000	2 914 614	900 000	1 043 417,34	641 326
Médiathèque Aimé Césaire	5 220 000	1 338 000	298 157,43	420 000	3 382 734,40	1 119 108,17		

III. Clôtures d'autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2016 :

CULTURE

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations
Cage de scène Opéra Comédie	18 291 470	18 270 191
Commandes publiques pour le centre d'art contemporain	156 000	26 537

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des autorisations de programme relatives aux 6 pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole et celle relative au Parc Gérard Bruyère ;
- approuver la révision du montant des autorisations de programme relative à l'accessibilité des équipements culturels et à la construction de la Médiathèque Aimé Césaire ;
- approuver la clôture des opérations relatives à la cage de scène de l'Opéra Comédie et aux commandes publiques pour le centre d'art contemporain ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122895-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

FINANCES – BUDGET ANNEXE PARKING - M4 - AMORTISSEMENT - DURÉE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du transfert de compétence, la Métropole de Montpellier a créé, par délibération n°13505 du 16 décembre 2015, un budget annexe parking soumis à l'instruction budgétaire et comptable M4. En vertu de cette instruction, il est proposé au Conseil d'appliquer un seuil de 1000 € TTC en dessous duquel les immobilisations sont amorties en 1 an et d'amortir les immobilisations supérieures à ce montant selon le tableau suivant :

Article	Libellé	Durée
203	Frais d'étude, de recherche et développement et frais d'insertion	5
212	Agencement et aménagement de terrains	15
2131	Bâtiments	30
2135	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	15
2138	Autres bâtiments	30
215	Installation, matériel, outillage	10
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3
2184	Mobilier	10
2188	Autres	5

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la durée d'amortissement des immobilisations du budget annexe parking en M4 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1123002-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - BILAN DES CONVENTIONS 2009-2015 - APPROBATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans prolongée d'une année (2009-2015), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) en date du 20 avril 2012. Ces conventions ont pris fin au 31 décembre 2015.

L'évaluation de la délégation de compétence constitue une clause contractuelle et conditionne son renouvellement. Elle est l'occasion de s'assurer que les objectifs initiaux et leurs niveaux d'atteinte sont partagés, de dresser le bilan des réalisations et du fonctionnement de la délégation.

La délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre aura constitué un levier efficace dans la mise en œuvre des objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH), la convention délivrant 2009-2013 couvrant deux PLH successifs, sur la période 2007-2012 et sur 2013-2018 (en cours).

Création de logements sociaux : des résultats à la hauteur des objectifs fixés avec l'Etat

Le bilan quantitatif de la délégation de compétence 2009-2015 s'établit globalement à plus de 9 400 logements locatifs sociaux et 680 logements en location-accession financés, soit 1345 logements locatifs sociaux par an, à rapprocher de l'objectif de 1250 logements sociaux du PLH 2007-2012 et de 1500 du PLH actuel 2013-2018.

La délégation de compétence a permis de poursuivre les objectifs qualitatifs du PLH, dont celui de répartir de manière équilibrée les différentes offres de logements à l'échelle du territoire. Ainsi, de 2009 à 2015, 56% de la production de logements locatifs sociaux a été réalisée dans les communes périphériques, contre 44% s'agissant de la production Montpelliéraine, hors ANRU. Lors de la prise de compétence des aides à la pierre en 2006, la part des logements sociaux créés en dehors de la ville-centre ne pesait que pour 34%. Au global, 30 communes sur les 31 de la Métropole ont accueilli un ou plusieurs programmes de logements locatifs sociaux financés durant la période 2009-2015. 95% des logements financés l'ont été sur les 19 communes soumises aux obligations de production de l'article 55 de la loi SRU.

Par ailleurs, la délégation de compétence a contribué à une meilleure adaptation des logements agréés au profil des demandeurs. Durant la période 2009-2015, 82% des logements sociaux financés sont des logements familiaux, et 90% d'entre eux relèvent de la catégorie PLUS/PLAI dont les conditions d'accès répondent aux besoins de 96% des demandeurs.

La convention de délégation de compétence 2009-2015 organisait une montée en charge progressive de la production de logements locatifs sociaux, avec 1050 PLUS et PLA1 à réaliser par an au début de la période, pour atteindre un objectif annuel de 1 250 logements à financer à partir de 2014, soit l'objectif du PLH 2013-2018 de la Métropole.

Le taux de réalisation des objectifs PLUS et PLA1, constituant le cœur de cible de la feuille de route de l'Etat et du PLH s'établit de manière très satisfaisante à 95 % (7562 logements financés pour un objectif de 7933). Les objectifs sont dépassés en 2012, 2013 et 2015 avec respectivement 133 %, 117 % et 107 % de taux de réalisation. La moyenne annuelle s'établit ainsi à 1080 logements PLUS et PLA1 financés contre 531 entre 2001 à 2005 soit plus du double.

La part des logements financés en PLS qui était de 34% en 2006, est ramenée à 10% en moyenne sur la période, atteignant 3% seulement en 2012.

Enfin, conformément aux deux PLH successifs, la convention de délégation 2009-2015 a permis la production d'une offre spécifique dédiée à des publics particuliers : jeunes et étudiants (9 structures de type Foyer de Jeunes Travailleurs et résidences étudiantes gérées par le CROUS), personnes âgées (8 EHPAD), personnes en difficulté sociale et économique (12 résidences sociales ou Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale).

Le bilan financier témoigne d'une bonne gestion des enveloppes allouées, optimisée par la prise de l'instruction des aides à la pierre à compter de 2012. Entre 2009 et 2015, 24 036 847 € d'autorisations d'engagement ont été attribuées par la Métropole par délégation de l'Etat, soit une moyenne de 3,4 M€ par an. En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué sur ses crédits propres 14, 3 M€ d'aides complémentaires, soit en moyenne 2 M€ par an.

Rénovation de l'habitat privé : action forte sur les copropriétés dégradées et lutte contre la précarité énergétique

S'agissant de la rénovation de l'habitat privé ancien, la délégation de compétence a permis à la Métropole de mettre en œuvre les orientations stratégiques définies par son PLH concernant l'amélioration de la performance énergétique du parc, la production de logements à loyers maîtrisés, l'adaptation des logements aux personnes à mobilité réduite et la lutte contre l'habitat indigne. Faute de stabilité dans le temps des priorités d'intervention de l'ANAH, la convention conclue avec la Métropole n'aura toutefois pas constitué le cadre d'une vision pluriannuelle et partagée des actions à mettre en œuvre.

Le bilan quantitatif s'établit à près de 4 000 logements ou équivalents logements financés entre 2009 et 2015, soit une moyenne de 565 logements par an. Parmi ces 4 000 logements, près des deux tiers correspondent à des travaux réalisés dans les parties communes de 40 copropriétés dégradées, 1 142 appartiennent à des propriétaires occupants modestes ayant bénéficié d'une aide à l'amélioration de leur logement et 326 logements à des propriétaires bailleurs qui souscrivent un engagement de location pendant neuf ans. Parmi ces 326 logements, 226 ont été conventionnés à loyer maîtrisé, dont 155 décomptés au titre de l'article 55 de la loi SRU.

Au plan qualitatif, le nombre de logements indignes et très dégradés rénovés entre 2009 et 2015 s'élève à 169 pour le secteur locatif, et 64 pour les propriétaires occupants. Par ailleurs, 381 propriétaires disposant de ressources modestes ont pu adapter leur logement à une situation de handicap ou au vieillissement. Enfin, la réforme du régime des aides de l'ANAH intervenue en 2011 a fortement encouragé la rénovation thermique des logements occupés par leurs propriétaires. De 2011 à 2015, le nombre de logements financés dans ce cadre s'élève à près de 500, avec une forte progression à compter de 2013, date de relance de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

De 2009 à 2015, 25 816 989 € de subvention ont été attribuées par la Métropole par délégation de l'ANAH, soit en moyenne 3,7 M€ par an. En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué sur ses crédits propres 3 303 004 € d'aides complémentaires, soit en moyenne lissée, près de 475 000 € par an.

De façon générale, l'évaluation de la délégation de compétence a souligné les difficultés posées par le sous-calibrage et les délais de mise à dispositions, par l'Etat et l'ANAH, des crédits de paiement à la Métropole, afin qu'elle honore les engagements pris auprès des opérateurs et des particuliers. Ces dysfonctionnements impliquent des périodes de tension récurrentes, en particulier sur l'activité des paiements, qui ne sont pas sans conséquence pour les bénéficiaires, notamment les plus modestes d'entre eux.

Enfin, l'évaluation de la délégation de compétence a mis en exergue les effets positifs de la prise d'instruction des aides de l'Etat et de l'ANAH par la Métropole au 1er janvier 2012, notamment par l'amélioration du suivi de la programmation des opérations et des enveloppes budgétaires, et le développement d'une expertise technique essentielle à l'accompagnement des communes et des porteurs de projets. L'évaluation conclut sur les enjeux de la prochaine période de délégation de compétence des aides à la pierre qui devra, le cas échéant, permettre de poursuivre la mise en œuvre du PLH 2013-2018 et réunir les moyens, notamment financiers, nécessaires à l'atteinte des objectifs de la loi SRU renforcée par la loi dite « Duflot ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des conventions de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre 2009-2015, conclues avec l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat ;

Délibération n° 13709

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122706-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT ET DE L'ANAH D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CONVENTIONS 2016-2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguer par l'Etat la compétence d'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés pour une première période de trois ans, de 2006 à 2008, puis une seconde de 6 ans prolongée d'un an, de 2009 à 2015. Au 1er janvier 2012, elle a par ailleurs intégré la compétence d'instruction de ces aides, jusqu'alors assurée par les services de l'Etat dans le cadre d'une convention de mise à disposition.

Ces conventions ayant pris fin au 31 décembre 2015, la Métropole a sollicité auprès de l'Etat la reconduction de la délégation pour une durée de 6 ans (2016-2021), sur la base du Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté le 27 novembre 2013.

Pour rappel, les aides publiques déléguées concernent :

- la construction, l'acquisition, l'amélioration, la démolition, la reconstruction de logements locatifs sociaux, en dehors des secteurs d'intervention de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) ;
- l'agrément des opérations de location-accession ;
- l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- la création de places d'hébergement ;
- les prestations d'études et d'ingénierie associées.

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, ainsi que la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi MACRON, ont par ailleurs introduit dans le bloc des compétences obligatoires déléguées :

- l'instruction et la signature des conventions à loyers maîtrisés portant sur des logements non subventionnés sur crédits délégués de l'ANAH (« conventionnement sans travaux ») ;
- l'instruction et la délivrance des agréments relatifs aux logements intermédiaires, qui ne sont pas décomptés au titre de la loi SRU.

Le dispositif de délégation de compétences élargi constitue un levier déterminant afin d'orienter quantitativement et qualitativement la production de logement selon les orientations du PLH. Dans ce cadre, de 2009 à 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi financé plus de 9 400 logements locatifs sociaux et agréé environ 680 logements en accession sociale. Elle a également permis la réhabilitation de près de 1 500 logements, ainsi que le traitement des parties communes de quarante copropriétés représentant environ 2 500 logements. Le montant des dotations déléguées et attribuées pour ce faire s'élève au global à 47 millions d'euros, dont environ la moitié pour la production neuve de logements locatifs sociaux et l'autre moitié pour la rénovation des logements privés. Une présentation détaillée de l'évaluation de ces conventions fait l'objet d'une délibération spécifique proposée au présent Conseil de Métropole,

La mise en œuvre de délégation de compétence 2016-2021 s'organise contractuellement dans le cadre de deux conventions qui définissent notamment les objectifs de production et les engagements financiers souscrits entre les parties :

- une convention principale de délégation à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- une convention de gestion des aides à l'habitat privé à conclure avec l'ANAH.

La convention principale fixe un objectif total de 10 775 logements locatifs sociaux à réaliser en construction neuve ou acquisition amélioration d'ici 2021, dont 2 950 logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), 5 765 en prêts locatifs à usage social (PLUS) et 2 060 en prêts

locatifs sociaux (PLS). 1 500 logements locatifs sociaux seront ainsi financés en 2017 et 2018, conformément au PLH 2013-2018. Une montée en charge progressive des objectifs est intégrée à partir de 2019 au regard des obligations de rattrapage de la loi « DUFLLOT » du 18 janvier 2013 (50% du déficit pour la période triennale 2020-2022), pour atteindre 1 900 logements en 2021. 2 325 logement locatifs sociaux sont attendus en 2016, année de fin de période triennale 2014-2016 à l'issue de laquelle l'Etat évaluera le niveau d'atteinte des objectifs de rattrapage de production qu'il a fixé conformément au Programme Local de l'Habitat pour les 19 communes concernées.

La convention prévoit également la réalisation de 2 400 logements en location accession financés par un prêt social de location accession (PSLA), soit 400 en moyenne annuelle.

Pour le parc privé, les conventions prévoient la réhabilitation de 3 520 logements privés entre 2016 et 2021, dont 208 logements et 7 copropriétés représentant 150 logements en 2016, en tenant compte des priorités de l'ANAH qui privilégient la rénovation des logements indignes ou très dégradés, la requalification des copropriétés dégradées et l'amélioration de la performance énergétique des logements.

Le montant total des crédits alloués à Montpellier Méditerranée Métropole pour atteindre les objectifs ainsi définis est fixé à environ 50 M € pour 6 ans.

Sur ces bases, la Métropole s'engage quant à elle à poursuivre son effort au moins au niveau actuel de 2,5 M€ à 3M€ par an pour le parc public et de près de 2 M€ par an pour le parc privé.

Objectifs et dotations pour l'année 2016 :

Les aides à la réalisation de logements sociaux

La convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2016 un objectif de 2 325 logements locatifs sociaux à financer, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financement	Rappel objectifs 2015 délégation	Réalisé 2015	Objectifs 2016 délégation
PLAI	388	383	633
PLUS	862	955	1062
PLS ordinaire	138	95	140
PLS spécifique	123	100	490
TOTAL	1 511	1 533	2 325

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (logements familiaux, hors étudiants et foyers)

PLS spécifique : prêt locatif social spécifique (logements étudiants et foyers)

Les objectifs PLUS/PLAI s'élèvent à 1 695, dont 633 PLAI se décomposant en 443 logements familiaux et 190 logements d'insertion réalisés en structures collectives de type résidence sociale ou Foyer de Jeunes Travailleurs.

L'Etat délègue par ailleurs à Montpellier Méditerranée Métropole un contingent de 490 agréments PLS « spécifiques » permettant de financer la création de deux résidences étudiantes et d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

La convention principale de délégation de compétence prévoit enfin la réalisation de 141 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA) en 2016.

Pour atteindre ces objectifs, le montant global des crédits mobilisables par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 125 434 €, dont 442 734 € destinés à la production de petits logements (T1 et T2). En isolant les enveloppes spécifiques dédiées aux structures d'hébergement et de logement d'insertion, ou aux petits logements, la dotation moyenne par logement en 2016 est équivalente à celle de 2015.

Les enveloppes d'aide de l'État ont été établies sur la base d'un taux de 29% de logements financés en PLAI familiaux par opération (parmi les PLUS/PLAI), inférieur à celui de 2015 (31%).

En conséquence, il est proposé de fixer le montant des forfaits PLAI à 7 350 € sur toutes les communes de la Métropole, contre 7 000 € en 2015, et celui du PLUS à 0 € comme l'année passée.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2016, sur ses fonds propres, un budget global de 2,5 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

La convention de gestion des aides à l'habitat privé à conclure avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2016 un objectif de 208 logements à réhabiliter, dont 27 locatifs et 181 occupés par des propriétaires aux ressources modestes, ainsi que la réhabilitation de 7 copropriétés représentant environ 150 logements.

S'agissant des propriétaires occupants modestes, les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : 10 logements ;
- lutte contre la précarité énergétique : 110 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement) ;
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 61 logements.

L'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 27 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'ANAH, pour la rénovation de l'habitat privé, est fixé à 3 237 598 €, constitués d'une réserve de 1 305 624 € dédiée aux copropriétés dégradées et dont les fonds seront débloqués au fur et à mesure du dépôt des demandes de subventions auprès des services de la Métropole. La dotation 2016 de l'ANAH est en baisse de 8% par rapport à l'enveloppe consommée en 2015. A celle-ci s'ajoute la dotation du programme national « Habiter Mieux » d'un montant de 286 000 €, soit une baisse de 50% par rapport au consommé 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mobiliser pour 2016, sur ses fonds propres, un budget global de 800 000 € afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs, à comparer à 500 000 € en 2015 (+ 37,5 %).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer le projet de convention principale de délégation de compétence à intervenir pour une durée de 6 ans entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le projet de convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir pour une durée de 6 ans entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence nationale de l'habitat ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de la Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122866-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNÉE 2016

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis 2006, Montpellier Méditerranée Métropole attribue les aides à la pierre de l'Etat. La convention de délégation de compétence 2009-2015 ayant pris fin au 31 décembre dernier, une délibération proposée par ailleurs au présent Conseil fixe le principe et les modalités d'une nouvelle période de délégation sur 6 ans (2016-2021) des aides publiques à la création de logements sociaux et à la rénovation de l'habitat privé ancien.

Dans ce cadre, la Métropole établit en ce début 2016, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés dans l'année, sous réserve des dotations qui lui seront effectivement déléguées par l'Etat.

Faisant suite à un exercice 2015 comptabilisant 1 533 logements locatifs sociaux, ainsi que 149 logements en location-accession agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2016 se présentent nettement à la hausse, avec à 2 386 logements locatifs sociaux programmés, à rapporter à l'objectif du PLH de réaliser au moins 1500 logements :

- 1 706 logements sociaux familiaux se répartissent en 1 108 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 473 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 125 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ;
- 190 logements sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI ;
- 490 logements financés en Prêts Locatifs Sociaux (PLS) sont destinés à des publics spécifiques : personnes âgées dépendantes et étudiants.

S'y ajoutent 141 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA) qui, pour rappel, ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

Les 190 logements sociaux d'insertion PLAI programmés permettront la création de deux résidences sociales destinées aux jeunes actifs, prévus à Pérols et de Castelnau-le-Lez. Les 490 logements spécifiques PLS financeront la réalisation de 60 places en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Cournonterral (relocalisation-extension d'un établissement existant), de 80 logements étudiants à Montpellier, ainsi que de 350 logements destinés à des étudiants.

La production sociale globale se répartit spatialement à 39% pour la Ville de Montpellier et 61% pour les 30 communes périphériques. Les opérations recensées concernent ainsi 17 communes de Montpellier Méditerranée Métropole en 2016.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2016, sous réserve des dotations qui seront déléguées à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2016, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2016 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122854-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX À CASTRIES ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 50 logements sociaux correspondant à trois opérations situées à Castries 2 impasse du Stade, résidence « René Subias » et à Montpellier, rue Casseyrols résidence « l'Alba » et rue Raymond Dugrand ZAC Rive Gauche Lot 4, résidence « Pablo Picasso ».

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social et de 10 000 € par logement situé en zone 3, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« René Subias » 2 impasse du Stade CASTRIES	« L'Alba » rue Casseyrols MONTPELLIER	« Pablo Picasso » ZAC Rive Gauche Lot 4 MONTPELLIER
Zone	3	2	2
Caractéristiques :			
Architecte	Chicaud-Blouet	N.Lebunetel	W&A et IBM
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	48,00 m²	451,74 m²	2372,00 m²
Nombre de logement	1	8	41
Catégorie de financement	1 PLUS	6 PLUS / 2 PLAI	29 PLUS / 12 PLAI
Typologie	1 T2	3 T2 – 4 T3 – 1 T5	7 T2 – 24 T3 – 9 T4 – 1 T5
Plan de financement :			
Coût total de l'opération	97 250,07 €	900 948,01 €	4 997 307,33 €
Sub. Etat déléguée		7076,00 €	42 456,00 €
Sub. Etat surcharge foncière		6 462,00 €	38 772,00 €
Sub. Action Logement		6 462,00 €	38 772,00 €
Sub. Région	2 000,00 €	16 000,00 €	65 000,00 €
Prêt CDC	85 250,07 €	820 948,01 €	4 646 307,33 €
Prêt PEEC		28 000,00 €	84 000,00 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	10 000,00 €	16 000,00 €	82 000,00 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat

de 10 000 € pour la réalisation d'un logement locatif social, résidence « René Subias », 2 impasse du Stade à Castries ;

de 16 000 € pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « L'Alba », rue Casseyrols à Montpellier ;

Délibération n° 13734

et de 82 000 € pour la construction de 41 logements locatifs sociaux, résidence "Pablo Picasso", rue Raymond Dugrand, ZAC Rive Gauche lot 4 à Montpellier ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114566-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE CLOS VÉDASIEN », ROUTE DE SÈTE À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 47 logements sociaux résidence « Le Clos Védasien », route de Sète à Saint Jean de Védas. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs Pégase et Village d'Or, comprend 31 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 16 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture Atelier 5.

Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 972 634 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 752 402 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 925 497 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 812 310 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 482 425 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 752 402 €	925 497 €	812 310 €	482 425 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 979 475,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 972 634,00 € sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 47 logements sociaux, résidence « Le Clos Védasien », route de Sète à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114717-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION -
RÉSIDENCE « RENÉ SUBIAS » 2, IMPASSE DU STADE À CASTRIES - GARANTIE
D'EMPRUNT À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 7 logements en location-accession, résidence « René Subias » 2, impasse du stade à Castries.
Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Chicaud-Blouet.

ACM Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location Accession (PSLA) d'un montant total de 1 404 608 € qu'il sollicite auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels sont les suivantes :

Montant du prêt PSLA : 1 404 608 €
Durée totale du prêt : 5 ans
Amortissement : in fine
Décaissement : jusqu'au 31/03/2017
Périodicité : trimestrielle
Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + 1.30%
Remboursement anticipé : possible et gratuite à chaque date d'échéance

Au cas où ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :
- garantir le remboursement de la somme de 1 404 608 €, représentant 100 % du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 7 logements en location-accession, résidence « René Subias » 2, impasse du Stade à Castries ;

Délibération n° 13736

- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et ACM Habitat ainsi que tout document relatif à cette affaire.
Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114696-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION -
RÉSIDENTE "QUAI LIBERTÉ" RUE LAFEUILLADE À MONTPELLIER - GARANTIE
D'EMPRUNT À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 30 logements en location-accession, résidence « Quai Liberté », rue Lafeuillade à Montpellier. Le projet a été conçu par l'architecte A. Garcia-Díaz à Montpellier.

ACM Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location Accession (PSLA) d'un montant total de 3 970 775 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France,

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA LIBRE MULTI-OPTION consenti par Le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt : 3 970 775 €

Durée totale du prêt : 30 ans, dont :

Phase de Mobilisation des fonds :

- durée : 24 mois
- conditions financières : Euribor 3 mois + marge de 2,50 %

Phase de consolidation :

- 1^{ère} période de différé d'amortissement de 5 ans
- 2^{ème} période de 23 ans amortissable (amortissement progressif ou constant)
- périodicité des échéances pendant la phase de consolidation : annuelle ou semestrielle ou trimestrielle
- conditions financières :
 - Euribor 3, 6 mois ou Euribor 12 mois + 2,50%
 - ou
 - Taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur. Le taux fixe ne sera possible que dans le cas d'une transformation des logements en PLS
- taux de fonctionnement :
 - taux égal à l'index de la première période : Euribor (Tibeur) 3, 6 ou 12 mois arrondi au 1/100^{ème} de point supérieur, constaté deux jours ouvrés avant le point de départ du prêt, majoré de la partie fixe,
- modalité de révision du taux du prêt :

- à chaque échéance, nouveaux taux calculé sur la base de l'Euribor (Tibeur) 3, 6 ou 12 mois arrondi au 1/100ème de point supérieur, constaté deux jours ouvrés avant la date d'échéance, majoré de la partie fixe.

Au cas où ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et **place**, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt **correspondant** au logement **vendu**. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus **cours**. Par ailleurs, la **part** du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'**acquisition** du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 970 775 €, **représentant 100 %** du prêt PSLA sollicité par ACM Habitat auprès du Crédit Foncier de France **pour financer la réalisation** de 30 logements en location-accession, résidence « Quai Liberté », rue **Lafeuillade** à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et ACM Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, **Mme P. MIRALLES**, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114691-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION
- RÉSIDENCE "RIVE GAUCHE", ZAC RIVE GAUCHE, LOT 6A À MONTPELLIER
- GARANTIE D'EMPRUNT À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 30 logements en location-accession, résidence "Rive gauche", ZAC Rive Gauche, lot 6A à Montpellier.
Le projet a été conçu par l'architecte A. Garcia-Diaz à Montpellier.

ACM Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location Accession (PSLA) d'un montant total de 4 464 999 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA LIBRE MULTI-OPTION consenti par Le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt : 4 464 999 €

Durée totale du prêt : 30 ans soit,

Phase de Mobilisation des fonds :

- durée : 24 mois
- conditions financières : Euribor 3 mois + marge de 2,50 %

Phase de consolidation :

- 1^{ère} période de différé d'amortissement de 5 ans
- 2^{ème} période de 23 ans amortissable (amortissement progressif ou constant)
- périodicité des échéances pendant la phase de consolidation : annuelle ou semestrielle ou trimestrielle
- conditions financières :
 - Euribor 3, 6 mois ou Euribor 12 mois + 2,50%
- ou
 - taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur. Le taux fixe ne sera possible que dans le cas d'une transformation des logements en PLS
- taux de fonctionnement :
 - taux égal à l'index de la première période : Euribor (Tibeur) 3, 6 ou 12 mois arrondi au 1/100^{ème} de point supérieur, constaté deux jours ouvrés avant le point de départ du prêt, majoré de la partie fixe.
- modalité de révision du taux du prêt :

- à chaque échéance, nouveaux taux calculé sur la base de l'Euribor (Tibeur) 3, 6 ou 12 mois arrondi au 1/100ème de point supérieur, constaté deux jours ouvrés avant la date d'échéance, majoré de la partie fixe.

Au cas où ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 4 464 999 €, représentant 100 % du prêt PSLA sollicité par ACM Habitat auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 30 logements en location-accession, résidence "Rive gauche", ZAC Rive Gauche, lot 6A à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et ACM Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114684-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – RÉAMÉNAGEMENT DU PRÊT CONTRACTÉ PAR LA CONGRÉGATION
LES PETITES SŒURS DES PAUVRES POUR LA RECONSTRUCTION DE
L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES
(EHPAD) « MA MAISON » À MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT DE GARANTIE DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Par délibération n°7581 du 30 mars 2007 et n°8047 du 19 décembre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est portée garante de l'emprunt contracté par la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres auprès du Crédit Foncier de France, en vue de la reconstruction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) de 84 lits, résidence « Ma Maison », 15 rue Ferdinand Fabre à Montpellier.

Dans le cadre d'une renégociation auprès du Crédit Foncier de France du montant du prêt et du principe d'invariabilité du taux d'intérêt, la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie du prêt réaménagé qu'elle va contracter pour la reconstruction de la résidence « Ma Maison ».

La Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 50 % le prêt d'un montant total de 9 356 860,29 € représentant le capital restant dû de l'emprunt initial qu'elle sollicite auprès du Crédit Foncier de France pour refinancer le prêt n°40577192L, lui permettant ainsi de disposer d'une garantie publique à 100%.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du nouveau prêt consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

- Montant du prêt : 9 356 860,29 €
- Durée total du prêt : 12,75 ans
- Point de départ du prêt : 30/05/2016 au plus tôt
- Date de 1ère échéance : 30/07/2016
- Date de 2ème échéance : 30/10/2016
- Date de dernière échéance du prêt : 30/01/2029
- Amortissement du capital : progressif (échéances constantes)
- Périodicité des échéances : trimestrielle
- Base de calcul des intérêts : 30/360
- Conditions financières :
 - taux fixe issu de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur. A titre indicatif selon données de marché du 30/03/2016 : 2,05%
- Indemnité de remboursement anticipé :
 - indemnité actuarielle avec un minimum de 6 mois d'intérêts et perception de frais de gestion correspondant à 1 % du capital restant dû avant remboursement (minimum : 800 € maximum : 3000 €)

Délibération n° 13739

La garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles au titre de ses engagements contractuels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir à 50% le remboursement de la somme de 9 356 860,29 € représentant le capital restant dû de l'emprunt contracté par la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres auprès du Crédit Foncier de France, pour la reconstruction d'un Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) de 84 lits, résidence « Ma Maison », 15 rue Ferdinand Fabre à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123146-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – RECONSTRUCTION-EXTENSION DE 66 LITS - EHPAD « JEAN PÉRIDIER » - RUE JACQUES BOUNIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL "MAISON DE RETRAITE DE LA CROIX D'ARGENT - JEAN PÉRIDIER" - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent – Jean Péridier », a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la reconstruction d'un des deux bâtiments de L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Jean Péridier », situé 174 rue Jacques Bounin à Montpellier. Le projet consiste à regrouper les 151 lits de l'établissement, actuellement répartis sur deux bâtiments séparés par une rue, sur un même site : un nouveau bâtiment sera construit en mitoyenneté d'un des deux bâtiments conservé. L'opération permettra également la réalisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places, destinées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, ainsi que la réhabilitation de la cuisine et de la lingerie et la restructuration des locaux administratifs.

La construction neuve comprendra 66 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet est conçu par l'agence d'architecture Boyer Percheron Assus à Montpellier.

L'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent-Jean Péridier » demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 25 % les deux emprunts d'un montant total de 4 268 096 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 4 186 315 € ;
- un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE) d'un montant de 81 781 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PHARE
Montant du prêt	4 186 315 €	81 781 €
Durée	30 ans	30 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	trimestrielle	
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)	
Modalité de révision	simple révisabilité	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum	

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
--	---

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLS construction et PHARE suivis d'une période d'amortissement de 30 ans pour les prêts PLS construction et PHARE. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par L'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent – Jean Périquier », dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent – Jean Périquier » est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le bailleur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'Etablissement Public Départemental « Maison de retraite de la Croix d'Argent – Jean Périquier » pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie d'emprunt à hauteur de 25 % par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 067 024 €, représentant 25 % des deux prêts d'un montant total de 4 268 096 €, sollicités par l'Etablissement Public Départemental "Maison de retraite de la Croix d'Argent - Jean Périquier" auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la reconstruction-extension de 66 lits, EHPAD « Jean Périquier », 174 rue Jacques Bounin à Montpellier ;
 - autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Etablissement Public Départemental "Maison de retraite de la Croix d'Argent - Jean Périquier", et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. R. COTTE, Mme P. MIRALLES,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1112945-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 51 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « JACARANDA », ZAC SAINT-ESTÈVE LOT M3 À PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 51 logements locatifs sociaux, résidence « Jacaranda », ZAC Saint-Estève lot M3 à Pignan. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 36 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 15 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Antoine Garcia Diaz domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 182 566 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 005 762 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 440 056 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 163 224 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 573 524 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 005 762 €	1 440 056 €	1 163 224 €	573 524 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Durée du différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o
Périodicité des échéances	Annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 886 924,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 5 182 566 € sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 51 logements locatifs sociaux, résidence « Jacaranda », ZAC Saint-Estève lot M3 à Pignan ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1112841-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DE LA DRAYE, LOT 197 À JACOU - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 52 logements locatifs sociaux, ZAC de la Draye, lot 197 à Jacou. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 30 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 9 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Jean-Luc MARTINEAU domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 4 896 944 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 682 876 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 113 703 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 971 486 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 416 350 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 213 548 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 305 068 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 193 913 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants. Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS complémentaire	PLS foncier
Montant du prêt	1 682 876 €	1 113 703 €	971 486 €	416 350 €	213 548 €	193 913 €	305 068 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans		60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o			
Périodicité des échéances	annuelle						
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt						
	+ 0,60%	+ 0,51%	- 0,20%	+ 0,51%	+ 1,11 %		+ 0,51%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %						
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)						
Modalité de révision	simple révisibilité						
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum						

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
--	--

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 672 708 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 4 896 944 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 52 logements locatifs sociaux, ZAC de la Draye, lot 197 à Jacou ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1112850-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DU DOMAINE DE CAYLUS LOT M1 À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 61 logements locatifs sociaux, ZAC du Domaine de Caylus lot M1 à Castelnau-le-Lez. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 17 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 6 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Antoine Garcia Diaz domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 6 933 108 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 265 881 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 858 927 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 429 017 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 839 137 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 127 632 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 263 646 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 148 868 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS complémentaire	PLS foncier
Montant du prêt	2 265 881 €	1 858 927 €	1 429 017 €	839 137 €	127 632 €	148 868 €	263 646 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans		60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o			
Périodicité des échéances	annuelle						
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt						
	+ 0,60%	+ 0,42%	- 0,20 %	+ 0,42%	+ 1,11 %		+ 0,42%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %						

Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	simple révisabilité
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 199 831 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 6 933 108 € sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 61 logements locatifs sociaux, ZAC du Domaine de Caylus lot M1 à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc112828-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE «
DOMAINE DE ZEL » - ZAC HORIZON, QUARTIER COSTE ROUSSE À PRADES-LE-
LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL -
CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine de Zel », ZAC Horizon, quartier Coste Rousse à Prades-le-Lez. L'opération comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pragma (SCCV Prades Bleu Horizon) a été conçu par le cabinet d'architecture Serrado domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 613 072 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 134 154 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 293 459 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 185 459 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS complémentaire	PLS foncier
Montant du prêt	134 154 €	185 459 €	293 459 €
Durée	40 ans		60 ans
Durée de différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum		s/o
Périodicité des échéances	annuelle		
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %		
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Modalité de révision	simple révisabilité		
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %		

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire et

Délibération n° 13744

de 60 ans pour le prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 459 804 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 613 072 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine de Zel », ZAC Horizon, quartier Coste Rousse à Prades-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1113420-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CŒUR SAINT JEAN », 1 RUE DONNAT À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux résidence « Cœur Saint Jean », 1 rue Donnat à Saint Jean de Védas. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur CORIM, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architectes DGLA Sud à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 986 183 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 411 035 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 296 129 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 146 502 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 132 517 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	411 035 €	296 129 €	146 502 €	132 517 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,35 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,35 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 739 637,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 986 183 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements sociaux, « Cœur Saint Jean », 1 rue Donnat à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1112126-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE GAMBETTA », 31 COURS GAMBETTA À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 14 logements sociaux, résidence «Le Gambetta», 31 Cours Gambetta à Montpellier. L'opération, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

La SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 1 941 834 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant total de 811 543 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant total de 600 216 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire 2015 d'un montant de 530 075 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire 2015
Montant du prêt	811 543 €	600 216 €	530 075 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %		
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 %		
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%		
Modalité de révision	double révisabilité		
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum		
Périodicité des échéances	annuelle		
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire 2015 et de 60 ans pour le prêt PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE / Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 456 375,50 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 1 941 834 €, sollicités par la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 14 logements sociaux, résidence « Gambetta », 31 cours Gambetta à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1112785-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE 62 RÉSIDENCES DE LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER, VENDARGUES, BAILLARGUES ET JACOU - GARANTIE D'EMPRUNTS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de 62 résidences, situées à Montpellier, Vendargues, Baillargues et Jacou. Les travaux projetés diffèrent d'un programme à l'autre, et concernent l'amélioration ou la mise aux normes des menuiseries, de l'électricité, des ascenseurs, du chauffage, des équipements de sécurité, de l'étanchéité ou encore la réfection de certaines façades.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 6 329 462 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont le contrat est annexé à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 329 462 €, représentant 100 % du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la CDC pour financer les travaux de réhabilitation réalisés dans 62 de ses résidences, à Montpellier, Vendargues, Baillargues et Jacou, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°44960 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1112801-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à

l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSAIA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES TERRASSES SAINT LOUP », RUE DE BIONNE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - DÉLIBÉRATION N°13272 DU 30 SEPTEMBRE 2015 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°13272 du 30 septembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM PROMOLOGIS la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 16 logements sociaux, résidence « Les Terrasses Saint Loup », rue de Bionne à Montpellier.

L'opérateur ayant revu à la hausse la surface habitable acquise en VEFA et donc le coût d'acquisition de son programme au promoteur-constructeur, il est proposé de modifier le montant du Prêt Locatif Social (PLS) construction et du Prêt Locatif Social (PLS) foncier consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, objets de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole comme suit :

- Montant des Prêt Locatif Social (PLS) (délibération du 30 septembre 2015) :

Désignation	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	102 647 €	128 300 €

- Montant du Prêt Locatif Social (PLS) à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignation	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	89 068 €	183 375 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°13272 du 30 septembre 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1116889-

DE-I-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CHÂTEAU LEVAT », AVENUE SAINT-LAZARE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 35 logements locatifs sociaux, résidence « Château Levat », avenue Saint-Lazare à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage des co-promoteurs Pégase Immobilier et Kaufman and Broad, comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 4 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par les ateliers d'architecture Tourre Sanchis et Garcia Diaz domiciliés à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 3 599 779 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 229 391 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 161 369 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 515 641 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 292 729 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 96 636 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 208 636 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 95 377 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS complémentaire	PLS foncier
Montant du prêt	1 229 391 €	1 161 369 €	515 641 €	292 729 €	96 636 €	95 377 €	208 636 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans		60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o			
Périodicité des échéances	annuelle						
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt						
	+ 0,60%	+ 0,52%	- 0,20%	+ 0,52%	+ 1,11 %		+ 0,52%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %						

Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)				
Modalité de révision	simple révisibilité				
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum	0 à 1 % maximum	0 à 0,5 % maximum	0 à 1 % maximum	0 à 0,5 % maximum
Révisibilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %				

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 699 834,25 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 3 599 779 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 35 logements locatifs sociaux, résidence « Château Levat », avenue Saint-Lazare à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1112891-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme E. JAMET

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur » divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU).

Dans ce cadre, une OPAH RU-Copropriétés dégradées dénommée Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson a été engagée le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans, prolongée de 6 mois jusqu'au 29 février 2016. Elle avait pour objet de requalifier les copropriétés dégradées, résorber l'habitat insalubre, et améliorer les performances énergétiques des logements tout en permettant, lorsque cela était possible, de produire du logement locatif à vocation social.

Le suivi animation de l'opération a été confié par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre de la concession d'aménagement qui lie la collectivité à l'aménageur pour la réalisation du projet « Grand Cœur ».

Ce dispositif global d'intervention s'avère être un outil adapté et particulièrement efficace, alliant mesures incitatives et coercitives. Il a notamment permis, la réhabilitation de 89 logements dont 39 logements occupés par leurs propriétaires et 50 logements conventionnés à loyer maîtrisé, la remise sur le marché de 38 logements vacants, et la réhabilitation de 30 copropriétés dégradées ou insalubres.

Toutefois, les besoins et les potentiels en matière de réhabilitation sur ces secteurs restent importants, et nécessitent la poursuite des démarches entreprises, notamment sur les immeubles ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1^{er} janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence Politique locale de l'habitat, les actions pour l'amélioration du parc immobilier bâti, la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre se traduisant par des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat.

Aussi, la Ville de Montpellier, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole à titre transitoire en 2015, a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) à l'automne dernier une étude pré-opérationnelle permettant de définir les caractéristiques d'une nouvelle opération ciblée sur les îlots à restructurer prioritairement et un programme en lien avec les priorités de l'Anah.

Au terme de cette étude pré-opérationnelle, il est proposé la mise en œuvre d'une nouvelle OPAH RU-Copropriétés dégradées sur les secteurs Courreau, Figuerolles et Nord-Ecusson. Cette opération dénommée « Courreau, Figuerolles et Nord Ecusson », proposée pour une durée de 5 ans (2016-2021), vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Il est ainsi proposé de réhabiliter 201 logements privatifs et 65 parties communes de copropriétés fragilisées ou dégradées dont :

- 70 logements locatifs en loyer libre sans subvention au titre de la convention ;
- 48 logements locatifs en loyer maîtrisé (35 logements en loyer social et 13 en loyer intermédiaire) dont 35 au titre de l'habitat indigne ou travaux lourds ;
- 63 logements de propriétaires occupants dont 10 au titre de l'habitat indigne ;
- 25 parties communes de copropriétés dégradées dont 5 en sortie d'insalubrité ;
- 40 parties communes de copropriétés non subventionnables par l'Anah au titre de la dégradation ou l'insalubrité, mais nécessitant tout de même une intervention,

La convention à intervenir entre l'Anah et Montpellier Méditerranée Métropole prévoit que la Métropole s'engage à réserver un maximum de 3 488 328 € pour la totalité des subventions à attribuer

aux propriétaires bailleurs, aux propriétaires occupants et aux copropriétés pour la réalisation des travaux, soit 2 596 955 € par délégation de l'Anah, 50 000 € au titre du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) et 841 373 € sur ses fonds propres,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'OPAH RU - Copropriétés dégradées « Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson » de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver le tableau financier présentant les participations financières à l'OPAH RU – Copropriétés dégradées « Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson » de Montpellier Méditerranée Métropole sur fonds propres et crédits délégués de l'Anah ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123111-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PLAN DE FINANCEMENT ET OBJECTIFS PREVISIONNELS

	Imm.	Lgt	Loc	PO	Trx HT	Subventions ANAH			Subventions Métropole	
						Taux	Subventions	Prime	Taux	Subventions
PARTIES COMMUNES										
Copropriétés dégradées	65	390								
Insalubrité Parties communes	20	120			2 000 000€	40%	800 000 €			
Fluct 35% de gains = 1500 de prime SDC	5	30			500 000€	50%	350 000 €			
Primes mise aux normes de parties communes	0									
Primes audit énergétique	40	240								156 000 €
	5									9 000 €
PROPRIETAIRES BAILLEURS										
Travaux lourds LHI et TD			48							
Loyer social			35		(platefond = 1250€/m² - maxi 80m²) surface moyenne de 40m²					
Loyer intermédiaire			0		1 750 000€	45%	787 500 €	210 000 €	15%	262 500 €
dont Part			20		- €	40%	- €		10%	- €
Primes vacance conventionné			20						5%	50 000 €
Travaux pour la santé et la sécurité de l'habitat "petite LHI"										
Loyer intermédiaire			5		(platefond = 750€/m² - maxi 80m²) surface moyenne de 40m²				10%	15 000 €
Loyer social					150 000 €	40%	60 000 €			
Travaux logement dégradé										
Loyer intermédiaire			5		(platefond = 750€/m² - maxi 80m²) surface moyenne de 40m²					
Loyer social			0		150 000 €	35%	52 500 €		10%	15 000 €
Travaux logement procédure RSD ou décence										
Loyer intermédiaire			2		(platefond = 750€/m² - maxi 80m²) surface moyenne de 40m²					
Loyer social			0		40 000 €	35%	14 000 €		10%	4 000 €
Travaux transformation d'usage										
Loyer intermédiaire			1		(platefond = 750€/m² - maxi 80m²) surface moyenne de 40m²					
Loyer social			0		20 000 €	35%	7 000 €		10%	2 000 €
Travaux pour l'autonomie de la personne										
Loyer social			0		0 €	35%	- €			- €
Loyer intermédiaire										
PROPRIETAIRES OCCUPANTS										
Travaux lourds LHI et TD - Très Modestes			63							
Travaux lourds LHI et TD - Modestes			5		250 000€	50%	125 000 €		25%	50 000 €
Travaux de sécurité et salubrité - Très Modestes			5		250 000€	35%	87 500 €		20%	50 000 €
Travaux de sécurité et salubrité - Modestes			3		72 000 €	50%	36 000 €		25%	18 000 €
Precarité énergétique TM			2		48 000 €	35%	16 800 €		20%	9 600 €
Travaux pour l'autonomie de la personne TM			25		200 000 €	50%	100 000 €		25%	50 000 €
Travaux pour l'autonomie de la personne Modeste			2		23 636 €	50%	11 818 €		25%	5 909 €
Quote part CD - Très modestes			1		11 818 €	35%	4 136 €		20%	2 364 €
Quote part CD - modestes	15				240 000 €				25%	60 000 €
Autres travaux sécurité - TM	10				160 000 €				20%	32 000 €
Quote part copro prévention - TM			20		100 000 €				25%	25 000 €
					0 €				25%	25 000 €
TOTAL GENERAL	65		48	63			2 346 255 €	210 000 €		50 000 €
										841 373 €
Total subv ANAH										
										2 556 255 €
Dont primes de réduction de loyers										
										210 000 €
Total subv Métropole										
										841 373 €
Soit par an										
										511 251 €
Dont primes de réduction de loyers										
										43 000 €
Total subv Métropole										
										168 275 €
Logements locatifs y compris loyers libres										
										118
Logements en copropriété										
										390
Logements en Copropriétés dégradées ou insa										
										100
Logements en Copropriétés travaux partiels										
										240
Logements locatifs y compris loyers libres										
										118
dont conventionné social										
										35
dont conventionné intermédiaire										
										13
loyers libres										
										70
Propriétaires occupants										
										83
Logements de propriétaires occupants										
										63
sans subvention										
										20



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES /NORD ECUSSON - DÉLIBÉRATION N°13607 DU 27 JANVIER 2016 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°13607 du 27 janvier 2016, le Conseil de Métropole a décidé l'attribution d'une aide de 4 089 € à Monsieur GALLET DE VIVIE DE REGIE, pour la rénovation complète du logement qu'il occupe et dont il est propriétaire, situé 60 cours Gambetta à Montpellier.

A la suite d'une erreur matérielle, cette subvention n'avait pas été plafonnée alors que l'application des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain des quartiers Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson, dont relève ce logement et pour ce type de projet, conduit à l'attribution d'une aide de 4 000 € maximum.

Le reste de la délibération demeure inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°13607 du 27 janvier 2016 ;
- approuver l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 4 000 € à Mr Ernault GALLET DE VIVIE DE REGIE demeurant 60 cours Gambetta à Montpellier, en lieu et place des 4 089 € accordés initialement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1111276-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-E. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
- AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE
VALLÉE DU LEZ - DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ
PUBLIQUE - APPROBATION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

En 2006, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé le programme d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez. L'objectif de ce programme était de protéger les populations de la Commune de Lattes contre les inondations et notamment contre le risque majeur de rupture des digues du Lez. Les enquêtes publiques liées aux procédures administratives ont eu lieu entre janvier et février 2007, à l'issue desquelles le programme d'aménagement a notamment été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 30 mai 2007.

A la suite de l'annulation de cet arrêté préfectoral par le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 juillet 2009, pour vice de procédure au regard de l'absence de concertation préalable formalisée au sens de l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme, il a été décidé de reprendre la procédure afin de finaliser les travaux de confortement des digues du Lez sur le secteur aval.

Par délibération n°9479 en date du 1^{er} avril 2010, le Conseil a notamment approuvé les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire concernant le programme de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur le territoire des communes de Montpellier et Lattes et a sollicité Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault pour l'ouverture des enquêtes publiques correspondantes.

A l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 juin au 29 juillet 2011 et de l'avis favorable du commissaire enquêteur, les travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, sur les Communes de Lattes et de Montpellier ont été déclarés d'utilité publique et urgents, par arrêté préfectoral n° 2011-I-2067 en date du 7 décembre 2011. Depuis, tous les travaux du programme d'aménagement ont été réalisés et ils ont fait preuve de leur efficacité lors des crues du Lez et de la Lironde de septembre et octobre 2014.

Il reste toutefois à finaliser les dernières acquisitions foncières qui concernent une dizaine d'unités foncières sur les digues du Lez. L'acte déclarant l'utilité publique a une durée de validité de cinq ans et il arrive à expiration le 7 décembre 2016. Il convient donc de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault la prorogation des effets de la déclaration d'utilité publique conformément à l'article L.121-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, une prorogation des effets la Déclaration d'Utilité Publique du programme d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, conformément aux dispositions de l'article L121-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-N. FOURCADE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1115008-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
- MARCHÉ N°4479EA16 - CONTRÔLE DES OUVRAGES DE DÉFENSE EXTÉRIEURE
CONTRE L'INCENDIE - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Au regard de la compétence de la Métropole en matière de défense extérieure contre l'incendie, il est nécessaire que l'ensemble des points de fourniture d'eau soient contrôlés annuellement, ce conformément au décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie et à la note d'information du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 14 mai 2014.

Cette obligation induit la nécessité de désigner un prestataire capable de réaliser les contrôles de conformité selon les normes en vigueur : mesure de débit et pression, vérification de l'état physique (peinture, implantation,...). Les ouvrages à contrôler (poteaux incendie, bouches incendie) sont au nombre de 6000 environ répartis sur l'ensemble du territoire de la Métropole. En complément des contrôles annuels, des contrôles ponctuels doivent pouvoir être effectués.

Il est proposé de conclure un marché de prestations de service alloti en trois lots géographiques, selon les périmètres d'intervention des gestionnaires du réseau de distribution d'eau potable sur le territoire métropolitain, à savoir la Régie de l'eau de Montpellier Méditerranée Métropole, le Syndicat Bas Languedoc et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne :

- Lot 1 secteur Centre : Jacou, Juvignac, Grabels, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone ;
- Lot 2 secteur Ouest : Courdonterral, Courdonsec, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saussan, Saint-Georges d'Orques, Saint Jean de Védas ;
- Lot 3 secteur Est : Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry, Saint-Génies-des-Mourgues.

La procédure retenue pour cette consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles 66 et 67 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La procédure est également soumise aux articles 78 et 80 du Décret précité relatifs aux accords-cadres exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

La durée du marché sera de un an, à compter de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement pour 3 périodes annuelles.

Le marché sera conclu avec un seul opérateur économique pour chacun des lots :

- Lot 1 secteur Centre : montant minimum annuel 50 000 € HT, montant maximum annuel 200 000 € HT, montant prévisionnel annuel 169 000 € HT,
- Lot 2 secteur Ouest : montant minimum annuel 15 000 € HT, montant maximum annuel 60 000 € HT, montant prévisionnel annuel 34 250 € HT,
- Lot 3 secteur Est : montant minimum annuel 15 000 € HT, montant maximum annuel 60 000 € HT, montant prévisionnel annuel 31 975 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour le marché n°4479EA16 « contrôle de conformité des ouvrages de défense extérieure contre l'incendie » comportant 3 lots géographiques,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, article 615231
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d' Appel d' Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et

Délibération n° 13778

à signer tout document relatif à cette affaire, notamment concernant l'exécution et le règlement des marchés et leur éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114943-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- MARCHÉ N°4041GD15 - LOT N°1 RELATIF AUX PRESTATIONS DE NETTOYAGE
DES ESPACES PUBLICS MÉTROPOLITAINS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°13214 du 22 juillet 2015, le Conseil de Métropole a autorisé le lancement de l'appel d'offres relatif au marché n°4041GD15, lots 1 et 2, de prestations de services pour le nettoyage de l'espace public.

Ce marché à bons de commande sans minimum ni maximum permet ainsi de répondre depuis le 1^{er} janvier 2016 aux besoins de nettoyage des espaces publics métropolitains et de mettre en œuvre dans des délais appropriés tout type de prestations de nettoyage.

Le lot n°1 permet notamment la mise à disposition d'engins de nettoyage et du personnel associé (balayeuse, laveuse, BOM, aspire feuilles) qui sont utilisés pour la réalisation de prestations particulières. Il comprend également l'ensemble des autres moyens de nettoyage et d'évacuation des produits du nettoyage (groupe de lavage haute pression, caissons, camions, personnels).

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres a retenu lors de sa séance du 1^{er} décembre 2015, l'offre de la société SMN pour le lot n°1.

Le marché est conclu pour une durée d'un an et pourra être reconduit trois fois par nouvelles périodes d'un an.

Il apparaît, dans le cadre de la mise en œuvre de ces prestations, que le prix figurant au bordereau des prix unitaires pour la mise à disposition à la journée de caissons permettant l'évacuation des déchets de nettoyage n'est pas adapté pour des opérations nécessitant une immobilisation prolongée des matériels.

Il convient donc de créer par un avenant n°1 au lot n°1 du marché n°4041GD15 des prix nouveaux correspondants à la mise à disposition de caissons au mois et à l'année.

L'introduction de ces prix nouveaux au bordereau des prix unitaires n'a pas d'effet sur le montant estimé du marché, soit 300 000€ HT par an pour le lot n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°4041GD15 lot n°1 relatif aux prestations de nettoyage des espaces publics métropolitains,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°1 au marché n°4041GD15 lot n°1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122436-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - AVENANT N°1 DE PROLONGATION
AU MARCHÉ N°3434GD13 CONCERNANT LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT
DES DÉCHETS DIFFUS SPÉCIFIQUES (DDS) DÉPOSÉS EN DÉCHÈTERIES -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de protection de l'environnement, la Métropole a mis à disposition des usagers sur les Points Propreté DEMETER, des armoires spécifiques de stockage permettant de récupérer les déchets diffus spécifiques (DDS) des ménages. Ces déchets, constitués pour l'essentiel de produits chimiques pouvant présenter des risques pour la santé et l'environnement, doivent ensuite être pris en charge par des sociétés agréées et éliminés dans des filières particulières.

Dans ce cadre, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération n°11884, la signature du marché n°3434GD13 avec la société TRIADIS pour l'élimination de ces DDS. Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée initiale de 8 mois reconductible deux fois pour des durées identiques, d'un montant minimum de 150 000 € H.T. et maximum de 300 000 € H.T. pour chaque période. Les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix.

Ce marché arrive à échéance le 15 juin 2016.

La durée du marché avait été établie pour prendre en compte la mise à disposition échelonnée de nouvelles armoires par la société TAM, attributaire d'un marché séparé, ayant pour objet l'acquisition de bennes amovibles et armoires de stockage des déchets diffus spécifiques pour les déchèteries de la Métropole.

Toutefois, les récentes évolutions réglementaires liées à la prise en charge des Déchets Diffus Spécifiques (DDS) et la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise TAM ont retardé la livraison du matériel nécessaire à cette prestation. De nouvelles armoires de stockage des DDS, plus grandes, plus robustes et répondant aux dernières normes équiperont les déchèteries d'ici la fin de l'année. Ces circonstances ont également conduit à devoir reformuler les clauses techniques et financières du nouveau marché de traitement des DDS ainsi que la date de lancement de la nouvelle consultation d'entreprises.

Afin d'assurer la continuité du service public de collecte des DDS et permettre l'aboutissement de la nouvelle procédure d'appel d'offres, il est nécessaire de prolonger la durée du marché n°3434GD13 en cours d'une période de deux mois et demi. Le montant des dépenses liées à l'exécution des prestations durant cette période de prolongation du marché initial est estimé à 63 000 € H.T, soit 7 % du montant maximum global.

Toutes les pièces du marché de travaux n°3434 GD13 non modifiées par l'avenant n°1 restent valables. Cet avenant n°1 au marché n°3434GD13 a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 29 mars 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 de prolongation d'une durée de deux mois et demi au marché n°3434GD13 portant sur la collecte et le traitement des déchets diffus spécifiques (DDS),
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant précité, ainsi que le tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1111540-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2563GD11
POUR LA RÉALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON
DANGEREUX - AVENANT N°2 AU LOT N°4 CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ RAZEL/BEC
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°10044 du 10 mars 2011, le Conseil de la Métropole a autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour la réalisation des travaux de captage et traitement du biogaz (lot n°4) et de constitution de la couverture définitive (lot n°5) du casier n°1 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries et a autorisé la signature des marchés correspondants,

A l'issue de la procédure, lors de sa séance du 19 juillet 2011, la Commission d'appel d'offres a retenu pour le lot n°4 l'offre de la société RAZEL BEC, sise 111, avenue Justin BEC, 34 680 Saint Georges d'Orques pour un montant de 199 774,65 € H.T.

Le Conseil de Métropole a ensuite autorisé par délibération n°13125 en date du 29 juin 2015 la signature d'un avenant n°1 pour prolonger, sans modification de l'enveloppe financière, la durée du marché jusqu'au 31 août 2016.

Dans le cadre de la réalisation des travaux, il est apparu opportun d'apporter des adaptations au projet permettant d'améliorer la mise en dépression et le captage du biogaz. Ces modifications ont fait l'objet d'ordres de services par le maître d'œuvre pour l'établissement de prix nouveaux, sans modification du montant total des travaux.

Il convient donc de régulariser ces prix nouveaux par un avenant n°2, sans modification de l'enveloppe financière.

Toutes les pièces du marché de travaux n°2563GD11 lot n°4 non modifiées par l'avenant n°2 restent valables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au lot n°4 du marché de travaux n°2563GD11 pour la réalisation de l'installation de stockage de déchets non dangereux,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant précité, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1116277-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3362GD13 POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANTS N°4 AU LOT N°1 (BUESA) ET N°3 AU LOT N°2 (SADE/POLEN) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013, le Conseil a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013 et a autorisé le lancement de la consultation d'entreprises correspondante selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics .

Les avenants n°4 au lot n°1 et n°3 au lot n°2 du marché n°3362 ont pour objet de créer des prix nouveaux pour prendre en compte les sujétions nouvelles imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux.

S'agissant du lot n°1 terrassements généraux – VRD, le Conseil a autorisé par une nouvelle délibération n°11964 du 29 octobre 2013 la signature du marché avec la société BUESA Frères, sise rue René Gomez – ZI – 34500 Béziers, pour un montant de 2 982 654,75 € H.T. établi sur la base du détail quantitatif et estimatif du lot n°1 du marché n°3362, initialement estimé à 4 997 000,00 € H.T. Le Conseil a postérieurement autorisé la signature de trois avenants successifs pour prendre en compte notamment les conséquences des événements climatiques exceptionnels du 29 septembre 2014, portant le montant prévisionnel du marché n°3362 lot n°1 à 4 608 535,39 € H.T.

Le montant des prestations nouvelles, objet de l'avenant n°4, relatives notamment à l'installation d'équipements de contrôle supplémentaires des puits de pompage des lixiviats et des eaux de drainage s'élève à 71 192,00 € H.T., représentant 2,39% du montant initial fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement du marché de travaux.

Le montant total des sujétions nouvelles imprévues s'élève à 301 240,00 € H.T. représentant 10,10% du montant du marché initial. Par ailleurs, l'avancement des études d'exécution et des travaux permet d'ajuster les quantités prévisionnelles se traduisant par une augmentation de 338 191,91 € H.T. par rapport au montant prévisionnel antérieurement approuvé de 4 608 535,39 € H.T. Le Détail Quantitatif et Estimatif est modifié en conséquence pour un montant prévisionnel de 5 017 919,30 € H.T.

Concernant le lot n°2 – étanchéité, le Conseil a autorisé la signature du marché, réévalué à 1 860 000 € HT, avec le groupement SADE / POLEN pour un montant prévisionnel de 1 648 867,65 € H.T. Le Conseil a ensuite approuvé deux avenants successifs, le second traduisant les conséquences des événements climatiques exceptionnels du 29 septembre 2014, portant le montant prévisionnel de ce marché n°3362 lot n°2 à 2 331 444,41 € H.T.

Le montant des prestations nouvelles, objet de l'avenant n°3, relatives aux modifications d'intervention pour le traitement des parois rocheuses s'élève à 39 269,00 € H.T., représentant 2,38% du montant initial de 1 648 867,65 € H.T. fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement du marché de travaux.

Le montant total des sujétions imprévues s'élève à 495 371,94 € H.T., représentant 30,04% du montant du marché initial. Complémentairement, il convient de noter que l'avancement des études d'exécution et des travaux permet d'ajuster les quantités prévisionnelles aux quantités réellement exécutées conduisant à plus value de 133 179,17 € H.T. Le Détail Quantitatif et Estimatif est modifié en conséquence pour un montant prévisionnel de 2 503 892,58 € H.T.

Ces deux avenants ont également pour objet de prolonger les délais intermédiaires de réalisation des travaux pour tenir compte des modifications du phasage liées aux contraintes de co activité avec l'exploitation du site. Ces prolongations n'ont pas d'incidence sur la durée globale d'exécution des travaux.

Les projets d'avenant n°4 au marché n°3362 – lot n°1 et d'avenant n°3 au marché n°3362 lot n°2 ont reçu l'avis favorable de la commission d'appel d'offres lors de sa séance du 29 mars 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenants n°4 au lot n°1 et n°3 au lot n°2 du marché de travaux n°3362GD13 pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants précités, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122462-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
– ADHÉSION AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET METHEOR POUR L'ANNÉE 2016 -
APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités et leurs groupements, ainsi que les professionnels travaillant dans les domaines de la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur, et d'autre part à l'association METHEOR, regroupant les collectivités et leurs groupements engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation, ainsi que les professionnels concernés.

En effet, dans le cadre de ces adhésions, Montpellier Méditerranée Métropole peut échanger et profiter des retours d'expériences sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation technique de très grande qualité.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2016 à 6 661 € pour AMORCE et 2 000 € pour METHEOR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations AMORCE et METHEOR pour l'année 2016,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2016, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122288-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – MUTUALISATION DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION GÉNÉRALE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Après une année consacrée à la construction de la Métropole, et l'organisation concrète des transferts de compétence en provenance des communes, l'année 2016 sera consacrée à la mise en œuvre du schéma de mutualisation. Adopté par le Conseil métropolitain à l'issue d'avis unanimement favorables des 31 conseils municipaux, ce dernier prévoit :

- Le déploiement progressif d'une coopérative de services à destination des communes
- Une démarche de rapprochement entre les services de la Ville et de la Métropole partout où cela présente un intérêt.

Dénommée Convergence, cette dernière démarche, dont les fondamentaux ont été posés par la mutualisation du poste de Directeur Général des Services, a fait l'objet de nombreux travaux courant 2015, notamment au travers de binômes de Convergence dans l'ensemble des champs d'action partagés.

1. Objectifs : la feuille de route fixée par l'exécutif

Dans ce contexte, le Maire de la Ville de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a donné au début de l'année 2016 une feuille de route précise à l'administration pour « se donner les moyens de nos ambitions » et « faire autrement ».

■ « Se donner les moyens de nos ambitions » : 4 chantiers qui sont autant de marqueurs des priorités politiques

1 - Mutualisation de l'urbanisme / aménagement

Enjeu : se donner les moyens d'une politique cohérente et ambitieuse pour « réparer la ville » et pour porter le projet Montpellier Métropole Territoire.

2 - Montée en puissance de la cohésion sociale.

Enjeu : se donner les moyens d'une politique cohérente et ambitieuse pour « mieux vivre ensemble » sur le territoire. Sur ce point, des synergies fortes sont à créer entre la politique de la Ville, le CCAS et les éventuels transferts de compétences sociales du Département.

3 - Création d'un Département spécifique en charge du développement économique et de l'emploi

Enjeu : se donner les moyens de poursuivre notre montée en puissance sur ce champ là pour peser dans la grande Région et améliorer l'accès à l'emploi des habitants.

4 – Pilotage par le Maire de Montpellier au Quotidien et de la Mission Grand Cœur pour placer la qualité de la Ville au cœur des préoccupations.

■ « Faire autrement » : des inflexions pour moderniser les fonctionnements, mobiliser les énergies et mieux associer les citoyens

1 – Création d'un Département mutualisé en charge de la proximité et de la modernisation de l'action publique : *Enjeu : créer un élan porteur d'harmonisation et d'innovation dans les pratiques, placer l'évaluation et le pilotage au cœur de l'action publique.*

2 – Mutualisation des ressources humaines / relations sociales au sein d'un Pôle rattaché au DGS : *Enjeu : réussir le changement avec l'ensemble des agents, responsabiliser chacun, moderniser tous les processus qui peuvnt l'être.*

3 - Création d'une mission « dialogue public » pour placer la participation citoyenne au cœur des politiques publiques.

4 - Création d'une mission coopérations territoriales pour animer la relation avec les territoires voisins et Toulouse.

2. Déclinaisons pratiques : le déploiement progressif d'une organisation rassemblée

■ Principes de structuration de l'organisation

δ Une organisation rassemblée associant des services municipaux, métropolitains et mutualisés

- Des services municipaux pour les compétences purement municipales (exemples : éducation, petite enfance, tranquillité publique)
- Des services métropolitains pour les compétences totalement métropolitaines (exemples : eau et assainissement, valorisation des déchets et propreté, entretien de l'espace public.)
- Des services communs pour les compétences partagées (urbanisme et aménagement, cohésion sociale, culture et sport) et pour les fonctions supports partagées (ressources humaines, finances, informatique, bâtiments, affaires juridiques, pilotage et évaluation, etc.).

Ce modèle est celui qui est aujourd'hui en vigueur dans la majorité des Métropoles en France.

δ Une organisation rassemblée au service du développement solidaire des 31 communes

La construction d'une administration rassemblée entre la Métropole et sa Ville-centre s'opérera au bénéfice des 31 communes : mise en place de services communs « à la carte » (exemple : maintenance informatique, gestion des salles de spectacle communales), coordination accrue entre les politiques communales et métropolitaines sur des champs partagés (exemple : culture et sport).

δ Un déploiement progressif

Le déploiement de ce rapprochement entre la Métropole et la Ville interviendra en plusieurs étapes.

- Le premier acte de cette nouvelle organisation prendra la forme, au 2ème trimestre 2016, de la création d'une équipe de direction générale mutualisée.
- Une deuxième phase d'intégration sera mise en œuvre par la suite avec le rapprochement progressif des directions opérationnelles et fonctionnelles initialement présentes dans les deux collectivités. Cette intégration sera pilotée par chacun des DGA et des Directeurs de Pôles mutualisés.

■ Présentation détaillée

La présentation détaillée de l'organigramme rassemble et de sa déclinaison pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est jointe en annexe n°1 au présent rapport. Toutefois, les éléments suivants sont à souligner.

δ L'organisation rassemblée est articulée autour de Départements et Pôles mutualisés, et de Département municipaux :

- Un Département mutualisé en charge de la proximité et de la modernisation de l'action publique
- Un Département mutualisé en charge du Développement Territorial auquel est rattaché un Département municipal en charge de l'Urbanisme et de l'Aménagement
- Un Département mutualisé en charge de la Solidarité et du Vivre Ensemble
- Un Département mutualisé en charge de l'Administration Générale et des Finances
- Un Département mutualisé en charge de la Culture et du Sport
- Un Département mutualisé en charge des Services Publics de l'Environnement et des Transports
- Un Département mutualisé en charge du Développement Économique, de l'Emploi et de l'Insertion
- Un Département municipal en charge de la Réussite Éducative et du Patrimoine Immobilier
- Un Pôle mutualisé en charge des Ressources Humaines et Relations Sociales.

δ En complément, trois Missions sont directement rattachées au DGS :

- La Mission mutualisée coordination interne et vie de l'intercommunalité à laquelle est rattaché le Service guichet unique de proximité ;

- La Mission métropolitaine coopérations territoriales ;
- La Mission municipale Grand Cœur pilotée par le Maire et à ce titre rattachée au DGS.

Les deux premières auront notamment en charge l'animation de la coopérative de services aux communes et de la coopération avec les territoires voisins.

- o **L'ensemble des postes mutualisés font l'objet de créations de postes au tableau des emplois et des effectifs de la Métropole, les suppressions de postes n'ayant plus d'objet ayant vocation à intervenir ultérieurement.**
- o **L'ensemble des Directions et services conservent leur périmètre actuel et font l'objet d'évolutions de rattachement hiérarchique, telles que présentées en annexe n°1.** La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole voit le Service Politique de la Ville sortir de son périmètre pour être rattaché au Département Solidarité et Vivre Ensemble.

3. La méthode de travail pour accompagner ces évolutions : transparence, information et concertation, progressivité

■ Transparence

L'ensemble de ce processus de rapprochement des services de la Ville et de la Métropole sera cadré par un pacte de gouvernance et d'administration commune, qui comprendra :

- Des lettres de missions aux préfigureurs des différents Départements ou Pôles sur les chantiers prioritaires de leur secteur et sur la conduite du processus d'organisation des directions ou services dont ils ont la charge;
- La construction, dans le cadre de la convergence RH, et en lien avec les organisations syndicales, d'un agenda social pour une harmonisation progressive des politiques RH;
- Une charte financière de partage et de contrôle des charges entre les deux institutions pour assurer transparence et équité dans les clefs de répartition des postes mutualisés;
- Des outils de pilotage permettant d'évaluer l'impact de la mutualisation par rapport aux cinq objectifs présentés dans le schéma de mutualisation (cf. ci-dessous).

Les cinq objectifs du schéma de mutualisation

1. Améliorer le fonctionnement du bloc communal
2. Mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire
3. Préserver les équilibres financiers du bloc communal
4. Ouvrir aux communes l'accès à de nouveaux services
5. Améliorer le service rendu à l'usager

■ Information et concertation

Les préfigureurs des différents Départements ou Pôles auront la charge d'assurer l'information et de conduire la concertation avec les agents dont ils auront la responsabilité, en tenant compte des travaux d'ores et déjà réalisés par les binômes de Convergence.

Des espaces d'information / concertation transversaux sont également prévus :

- Les Adjoints au Maire de la Ville et les Vice-présidents de la Métropole seront associés aux réflexions relatives à l'organisation des Départements avec lesquels ils travaillent dans le cadre de leur délégation ;
- Les organisations syndicales sont invitées à participer à un comité de suivi de la mutualisation, au sein duquel l'ensemble des projets de mutualisation comme leurs modalités de mise en œuvre seront présentés et discutés en amont des comités techniques et CHSCT;
- Sous l'impulsion de l'équipe de Direction Générale unique, l'encadrement (directeurs et chefs de service le cas échéant) sera réuni tous les deux mois pour être informé des points d'avancement de la démarche et associé à leur mise en œuvre. Ces temps spécifiques

complèteront les partages d'informations réguliers au sein de l'équipe d'encadrement de chaque Département ou Pôle;

- Les agents seront directement informés au travers du support de communication interne Convergence (qui paraîtra autant que de besoin) et de réunions dédiées ouvertes à tous. Il leur sera également proposé de participer, sur la base du volontariat, à des ateliers de travail collaboratifs destinés à alimenter la rédaction d'un projet d'administration partagé et concerté.

■ **Progressivité**

Cette évolution sera conduite en deux temps :

- Une première étape de mutualisation de la ligne de Direction Générale => 2ème trimestre 2016
- Une deuxième étape d'organisation des Départements et Pôles qui sera déployée selon des étapes et délais adaptés aux possibilités de chacun d'entre eux dans la mesure où ceux-ci ne dépassent pas une mise en œuvre effective après le 31/12/2016 (pour le Pôle RH et le Département Développement Territorial) et le 31/12/2017 (pour les autres Départements).

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 9 mars 2016, pour avis sur l'avenant à la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique le 24 mars 2016 et son assemblée délibérante le 31 mars 2016, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de Direction Générale des Services,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122123-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de Directeur général adjoint des services, il convient de préciser que l'accès pourra être possible par voie de détachement pour les fonctionnaires conformément à l'article 4 du décret n°87-1101 du 30 décembre 1987, ou par recrutement direct pour les agents non titulaires conformément à l'article 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 7 avril 2016.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 7 avril 2016.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Confirmations de postes :

a/ Par délibération n°7677 du 27 juin 2007, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de projets structurants (n° du poste : 2007-073), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la propreté et de la valorisation des déchets,

- nature des fonctions : participer à l'évolution de la définition de la filière de traitement et de valorisation des déchets ménagers de la Métropole et procéder à l'élaboration technique de différents scénarios pour la réalisation des projets d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.) correspondants. Il détermine les procédés techniques, coordonne l'ensemble des activités et procédures administratives, financières humaines et techniques, jusqu'au parfait achèvement des travaux, en relation avec les différents partenaires externes et internes. Il assure également le contrôle de l'exploitation technique, administratif et financier de ces équipements.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être candidat de formation technique supérieure et disposant d'une expérience

confirmée dans la conduite d'opérations de maîtrise d'ouvrage complexes et de suivi et contrôle de contrats publics.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole d'assurer un service public d'élimination des déchets ménagers de qualité, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1123398-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
6	2016-466 2016-467 2016-468 2016-469 2016-470 2016-471	Direction Générale des Services	A	Temps Complet	Directeur général adjoint des services des EPCI de plus de 400 000 habitants	Directeur général adjoint des services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
1	2016-472	Direction Générale des Services	A	Temps Complet	Administrateur ou Ingénieur en chef	Directeur du pôle Ressources Humaines et relations sociales de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
1	2016-473	Direction Générale des Services	A	Temps Complet	Attaché ou Ingénieur	Responsable de mission Coordination interne et vie de l'intercommunalité de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
1	2016-474	Département Proximité et modernisation de l'action publique	A	Temps Complet	Attaché ou Ingénieur	Responsable de mission Dialogue public de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
1	2016-475	Pôle Ressources Humaines et relations sociales	A	Temps Complet	Attaché ou Ingénieur	Responsable de mission Projet managérial de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
1	2016-476	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	B	Temps Complet	Rédacteur territorial	Coordinateur des Aires d'accueil et des gens du voyage
1	2016-477	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	B ou C	Temps Complet	Adjoint administratif Ou Rédacteur	Gestionnaire administratif et comptable des Aires d'accueil et des gens du voyage

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2016-478	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	C	Temps Complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Agent technique et d'entretien Aire de Grand passage gens du voyage
1	2016-479	Direction des mobilités	C	Temps Complet	Adjoint administratif	Gestionnaire instruction et suivi des licences de Taxis
1	2016-480	Direction de la Culture	A	Temps Complet	Attaché	Chargé de mission gestion salles de spectacles

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)					Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste						
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2007-075	Développement territorial	Direction du Foncier et l'Aménagement Opérationnel	Temps complet	Ingénieur	Chargé d'opérations foncières	2007-075	Développement territorial	Direction du Foncier et l'Aménagement Opérationnel	Temps complet	Ingénieur Ou Technicien	Chargé d'opérations foncières
2011-037	Culture sport solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent de médiathèque J-Giono	2011-037	Culture sport solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine Ou Adjoint d'animation Ou Adjoint administratif	Agent de médiathèque J-Giono
2014-015	Cabinet	Direction du Protocole	Temps complet	Agent de maîtrise	Coordonnateur logistique à la Direction du Protocole	2014-015	Cabinet	Direction du Protocole	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Technicien	Coordonnateur logistique à la Direction du Protocole
2015-061	Ressources et moyens	Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	Temps complet	Rédacteur	Chargé de la gestion des achats au sein de la DMGB	2015-061	Ressources et moyens	Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	Temps complet	Rédacteur Ou Adjoint administratif	Chargé de la gestion des achats au sein de la DMGB
2013-010	Culture sport solidarité	Ecolothèque	Temps non complet 21 heures	Adjoint d'animation territorial	Adjoint d'animation territorial	2013-010	Culture sport solidarité	Ecolothèque	Temps complet	Adjoint d'animation territorial	Animateur en Environnement et Développement durable à l'Ecolothèque

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)					Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste						
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2004- 247	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Agent de maîtrise	Contrôleur de collecte en porte à porte	2004- 247	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Contrôleur territorialisé des prestations propreté
2007- 107	Culture sport solidarité	Direction des sports	Temps complet	Conseiller des activités physiques et sportives	Directeur de la Piscine Olympique Antigone	2007- 107	Culture sport solidarité	Direction des sports	Temps complet	Conseiller des activités physiques et sportives Ou Attaché territorial	Directeur de la Piscine Olympique Antigone

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2004- 606	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de mission service actions stratégiques à la DEA	2004- 606	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Attaché territorial	Responsable de l'unité Relation aux Usagers et Contrôle de gestion
2011- 065	Développement territorial	Direction du Développement Economique et de l'Emploi	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de mission marketing territorial à la DDEE	2011- 065	Développement territorial	Direction du Développement Economique et de l'Emploi	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de mission au sein de la cellule appui Grands projets stratégiques
2016- 277	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique	Agent de proximité	2016- 277	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Contrôleur territorialisé des prestations propreté
2004- 606	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique	Messageur demeter	2004- 606	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet Ou	Adjoint administratif Ou Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Chargé(e) du suivi patrimonial

ANNEXE 3 annotée Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 14 avril 2016- Modification du tableau des effectifs

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2002-355	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint administratif ou Adjoint technique	Messenger demeter	2002-355	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Contrôleur territorialisé des prestations propreté
2016-283	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique	Agent de proximité	2016-283	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Technicien	Adjoint au responsable de l'Unité de contrôle de prestation propreté
2005-035	-	-	Temps complet	Adjoint de maîtrise	Ordonnateur au SFMA	2016-481	Ressources Et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Temps complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Vaguemestre à la DAJCP
2016-279	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique	Agent de proximité	2016-279	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Contrôleur de déchetteries
2002-065	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la mobilité	Temps complet	Ingénieur	Chef de service infrastructures de transport	2016-482	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la mobilité	Temps complet	Ingénieur	Chargé d'études infrastructures nouvelles de transports

ANNEXE 3 annotée Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 14 avril 2016– Modification du tableau des effectifs

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2007- 045	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la mobilité	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent en charge du jalonnement directionnel	2016- 483	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la mobilité	Temps complet	Technicien ou Agent de maîtrise	Responsable de la cellule Jalonnement

ANNEXE 3 annotée Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 14 avril 2016– Modification du tableau des effectifs



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-E. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – VÉHICULES DE FONCTION - DÉSIGNATION DES BÉNÉFICIAIRES - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 un véhicule de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service à certains agents occupant un emploi fonctionnel au sein de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit notamment des emplois de Directeur Général des Services, de Directeur Général des Services Techniques, de Directeur Général Adjoint des Services et d'un emploi de collaborateur de cabinet du Président.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-13-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les conditions de cette attribution doivent faire l'objet d'une délibération annuelle.

Il est proposé au Conseil de fixer la liste des emplois de Montpellier Méditerranée Métropole donnant droit à un véhicule de fonction pour nécessité absolue de service comme suit :

- le Directeur Général des Services,
- le Directeur de Cabinet
- le Directeur Général des Services Techniques,
- les Directeurs Généraux Adjointes des Services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- établir la liste des emplois pouvant bénéficier d'un véhicule de fonction telle que précisée ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122142-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (I.H.T.S.) - MODALITÉS DE PLAFONNEMENT - MODIFICATION - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La délibération n°8074 du 30 janvier 2008 approuve l'indemnisation horaire des travaux supplémentaires (I.H.T.S.) et encadre les modalités de réalisation de ces heures supplémentaires, conformément aux dispositions du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié.

Ainsi, en application de l'article 6 du décret n°2002-60 précité, l'assemblée délibérante détermine notamment les conditions dans lesquelles est autorisé le dépassement du contingent maximum de 25 heures supplémentaires mensuelles par agent.

Il est proposé de compléter la liste des cas pour lesquels le dépassement du contingent maximum de 25 heures supplémentaires (semaine, nuit, dimanche ou jour férié) mensuelles par agent est autorisé à raison de la nature des fonctions exercées, eu égard :

- d'une part, aux nouvelles compétences directement exercées dans le cadre du transfert effectif de personnels, approuvé par la délibération n°13449 du 16 décembre 2015, consécutivement à la création de Montpellier Méditerranée Métropole par le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 ;
- et, d'autre part, aux besoins observés par la collectivité dans l'exercice de ses missions de service public.

Aux fonctions spécifiques recensées par les délibérations n°8074 du 30 janvier 2008 et n°13612 du 27 janvier 2016, après avis du Comité Technique du 7 avril 2016, sont ajoutés :

- la maintenance de l'éclairage public eu égard aux nécessités d'interventions quotidiennes, notamment en astreinte ;
- les interventions des pôles territoriaux de voirie afin de faire face, le cas échéant, à un accroissement exceptionnel et temporaire d'activité ;
- les agents mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole dès lors que l'organisme d'accueil le justifie ;
- le service de la Téléalarme ;
- les personnels d'équipements culturels et sportifs dès lors que les manifestations attachées à ces équipements le nécessitent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- actualiser la liste des exceptions au plafond de 25 heures supplémentaires mensuelles comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmcl122122-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EFFLUENTS DE LA COMMUNE DE PALAVAS-LES-FLOTS - AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRANSFERT - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE L'OR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

A la suite de la délibération n°8189 du Conseil, en date du 30 avril 2008, une convention a été conclue avec le SIVOM de l'Étang de l'Or, devenu Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, définissant les modalités administratives, techniques et financières du raccordement à la station d'épuration MAERA de la commune de Palavas-les-Flots.

Ce raccordement a été mis en service comme convenu au 30 juin 2009, suite à la construction des ouvrages de pompage sur la commune de Palavas-les-Flots, sous maîtrise d'ouvrage du SIVOM, et à la finalisation des ouvrages de transfert vers MAERA sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération, désormais Montpellier Méditerranée Métropole. Ces derniers travaux ont consisté notamment à construire une nouvelle cheminée d'équilibre, au lieu-dit Gramenet à Lattes, au droit des canalisations de transfert construites concomitamment à l'émissaire en mer et déjà partiellement mises en service pour le raccordement à MAERA de la commune de Lattes.

Or, depuis la mise en service du raccordement de Palavas, ces infrastructures ne fonctionnent pas de manière optimale (formation de sulfures et débordements par temps de pluie de la cheminée de Gramenet). Pour sa part, la commune de Palavas-les-Flots juge trop fréquents les débordements par temps de pluie des nouveaux ouvrages de pompage situés sur son territoire.

Ces dysfonctionnements sont à l'origine de nuisances tant pour le personnel d'exploitation que pour l'environnement.

Afin d'examiner ces problèmes et d'y remédier, la Métropole, en concertation avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, a confié au bureau d'études EC. Eau une étude préalable afin d'identifier et de trouver un consensus autour des causes de ces désordres et de proposer des solutions pour y remédier, en fonction d'un niveau d'ambition partagé.

Il s'agit aujourd'hui d'étudier à un niveau de précision plus avancé les solutions proposées en vue de la réalisation d'améliorations du fonctionnement et des capacités de transfert du dispositif raccordement.

Les travaux envisagés portant à la fois sur le patrimoine des deux entités et nécessitant une coordination des actions, il est proposé de mener les prestations nécessaires en groupement de commandes sur le fondement de l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or sera désignée coordonnateur du groupement conformément à l'article L 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts mis à la charge de chaque membre du groupement :

- le coût de la maîtrise d'œuvre est évalué à environ 200 000 € HT et serait assumé à 50% par chaque collectivité ;
- le coût des travaux est pour l'heure un coût d'ordre, variable selon les solutions retenues. Il devra être précisé à l'issue des études d'avant-projet. De ce fait, la convention envisagée ne fixe pas de

répartition financière concernant la prise en charge des travaux : elle fera l'objet d'un avenant à la convention à l'issue de la validation de l'avant-projet.

Les études seront menées par un maître d'œuvre externe et suivies conjointement par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Métropole. Elles aboutiront à la production de dossier de synthèse puis d'un dossier de consultation des entreprises validé officiellement par les 2 parties. La phase travaux fera l'objet d'un suivi conjoint identique entre les deux collectivités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas à la station d'épuration Maera,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1113088-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION DE RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES COMMUNES D'ASSAS ET TEYRAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n° 8188 en date du 30 avril 2008, le Conseil a autorisé la signature avec le Syndicat des Eaux Usées du Salaison d'une convention de raccordement à MAERA des communes d'Assas, Teyran et Saint-Aunès, membres du syndicat.

Les travaux nécessaires à ces raccordements ont été ensuite réalisés et mis en service le 1^{er} mars 2010 en ce qui concerne Assas et Teyran et le 1^{er} janvier 2011 pour Saint-Aunès. Ces raccordements ont permis la démolition de la station d'épuration intercommunale située sur la commune de Saint-Aunès, dont les équipements obsolètes ne permettaient plus un rejet conforme des eaux usées traitées vers l'Etang de l'Or. Le Syndicat des Eaux Usées du Salaison, constitué pour la gestion de cette station d'épuration a alors été dissous.

L'exécution de la convention de raccordement signée en 2008 pour une durée de 20 ans, concerne aujourd'hui, outre Montpellier Méditerranée Métropole, d'une part à chacune des communes d'Assas et Teyran, et d'autre part, à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour la commune de Saint-Aunès.

Les conditions tarifaires de la convention prévoyaient la perception auprès des abonnés au service d'assainissement collectif des deux communes et du groupement de commune d'une participation par mètre cube d'eau potable facturé décomposée en plusieurs termes :

- une part destinée à financer l'investissement initial à hauteur de 0,56 € HT/ m³ (tarif ferme non actualisable),
- une part destinée à couvrir les frais d'exploitation des réseaux de transfert vers MAERA de 0,14 € H.T./ m³ (valeur 2008),
- une part destinée à couvrir les frais de traitement des eaux usées par MAERA, de 0,32 € HT/ (valeur 2008) m³.

Ces deux dernières parts étaient jusqu'au 31 décembre 2014 perçues intégralement par le délégataire du service public relatif à l'exploitation de la station d'épuration MAERA et participaient à l'équilibre financier du contrat.

Or, les dispositions du nouveau contrat de délégation de service public relatif à la station d'épuration Maera, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, ne prévoient plus de recettes relatives aux frais d'exploitation des réseaux de transfert vers MAERA. Il n'y a donc plus lieu de facturer aux abonnés du service correspondant ces frais qui s'élèvent à 0,1665 H.T./ m³ en valeur 2015.

Toutefois, l'ensemble des parties conviennent que des améliorations des conditions de fonctionnement des réseaux sur les communes doivent être conduites afin de réduire voire supprimer certaines nuisances environnementales (odeurs, déversements par temps de pluie) et améliorer globalement l'efficacité de la collecte des eaux usées, en cohérence avec les dernières exigences réglementaires. Ces actions seront financées par une augmentation de 0,1665 € H.T./ m³ de la redevance communale pour la collecte des eaux usées, sans impact sur le prix actuel payé par les usagers.

Pour cela, il est aujourd'hui proposé une nouvelle convention ayant pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières liées au transfert et au traitement des effluents d'Assas et Teyran sur la station d'épuration « Maera ». Celle-ci, dont l'échéance serait le 31 décembre 2028, reprend l'essentiel des termes de la convention précédente, supprime la part relative aux frais d'exploitation des réseaux de transfert vers MAERA et instaure un comité de suivi des mesures préventives et curatives engagées par les communes, composé des représentants des parties,

En contrepartie, les communes d'Assas et Teyran se sont engagées à augmenter leur redevance communale d'assainissement du montant équivalent à la part abandonnée par Montpellier

Délibération n° 13705

Méditerranée Métropole dans la nouvelle convention à sa date d'entrée en vigueur. Les recettes perçues dans l'intervalle du 1^{er} janvier 2015 à cette date d'entrée en vigueur sont reversées au budget annexe de la Métropole et permettront le financement de travaux de réparation sur le collecteur intercommunal de transfert des effluents, propriété de la Métropole.

En ce qui concerne Saint-Aunès, une nouvelle convention sera également conclue dans les meilleurs délais. Dans l'attente, les modalités techniques et financières liées au transfert et au traitement des effluents de Saint-Aunès sur la station d'épuration « Maéra » restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention de raccordement à la station d'épuration Maera des communes d'Assas et Teyran,
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122479-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – VENDARGUES - ZAC VIA DOMITIA NORD LIEN - AVENANT N°1 À LA CONVENTION TRIPARTITE - CONVENTION DE VENTE D'EAU EN GROS AVEC LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12434 du 31 juillet 2014, le Conseil a donné son accord sur le programme des équipements publics relatifs aux réseaux d'assainissement des eaux usées, d'adduction en eau potable et en eau brute de la ZAC Via Domitia Nord LIEN, située sur la commune de Vendargues, ainsi que sur la convention tripartite entre le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economiques Via Domitia, la Société Languedoc Roussillon Aménagement (aménageur de la ZAC) et Montpellier Méditerranée Métropole, précisant les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières pour la réalisation des réseaux humides.

La ZAC Via Domitia Nord LIEN, implantée sur le territoire de Vendargues, se situe sur la rive Nord du LIEN (Liaison Intercommunale d'Evitement Nord). Elle prolonge à l'Ouest, la ZAC Via Domitia Nord LIEN déjà réalisée sur le territoire de Castries. L'ensemble des deux ZAC constitue la traduction du projet d'aménagement à vocation économique « Porte Est ».

Le périmètre de la ZAC englobe une superficie d'environ 13 hectares, dédiée à l'accueil d'activités économiques à dominante artisanale et industrielle. Elle permet la commercialisation de 100 000 m² cessibles pour 40 000 m² de surface de plancher maximum constructible.

La convention tripartite précitée a défini les travaux externes à la ZAC nécessaires au raccordement du projet aux réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eau brute :

- Eau potable : extension du réseau par une canalisation de diamètre 250 mm sur environ 1000 mètres, sous le chemin de Bannières pour un montant estimatif de 455 000 € H.T. car les réseaux existants situés en lisière de la ZAC ne permettent pas de garantir les importants besoins du projet d'aménagement en matière de défense incendie,
- Assainissement des eaux usées : extension du réseau par une canalisation de diamètre 200 mm sur environ 1000 mètres, posée en tranchée commune avec la conduite d'eau potable sous le chemin de Bannières, et renforcement d'une conduite existante sur 200 mètres linéaires environ, sous le Chemin de Bannières, pour un montant estimatif de 390 000 € H.T.,
- Eau brute : Aucun travaux à prévoir.

L'ensemble des coûts des travaux relatifs à la desserte de la ZAC en eau potable, eaux usées et eau brute ont été mis à la charge de cette dernière.

Au cours des études d'exécution (EXE), il est apparu que le réseau d'eau brute, initialement identifié pour une utilisation d'arrosage des espaces verts et à des fins industrielles, pouvait dorénavant servir à la défense extérieure contre l'incendie. En effet, l'alimentation des réseaux en eau brute est, depuis peu, garantie en service continu par BRL Exploitation. En conséquence, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault autorise dorénavant, au cas par cas, l'alimentation des hydrants (poteaux ou bouches incendie) par l'eau brute.

La possibilité d'assurer une partie de la défense incendie de la ZAC via le réseau d'eau brute permet d'appréhender une solution alternative de desserte en réseaux humides de la ZAC, et ainsi d'optimiser les travaux et de réduire significativement leur coût global.

En effet, les raccordements prévus sur le réseau du Syndicat Mixte Garrigues Campagne sont de capacité suffisante pour garantir l'ensemble des besoins en eau potable du projet situé sur la commune de Vendargues. Une convention de vente en gros sera établie à cet effet entre le syndicat et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est donc proposé un avenant à la convention tripartite tenant compte des modifications induites :

EAU POTABLE

Le projet est desservi en eau potable via les réseaux du Syndicat Garrigues Campagne existants sur le périmètre de la ZAC Via Domitia Nord LIEN de la Commune de Castries, en limite d'opération. Trois raccordements seront effectués, situés avenues de la Capelado, des Cocardières et des Guardians. Aucun travaux externe au périmètre de la ZAC n'est nécessaire pour le raccordement du projet.

EAUX USEES

Les réseaux d'eaux usées internes à la ZAC seront réalisés, le long des voiries du projet en fonctionnement gravitaire, jusqu'au poste de refoulement à créer dans le périmètre de la ZAC. Une conduite de refoulement renverra l'ensemble des eaux usées de la ZAC vers le réseau existant de la ZAC Via Domitia Nord LIEN de la commune de Castries, situé avenue des Gardians. Aucun travaux externe au périmètre de la ZAC n'est nécessaire pour le raccordement du projet.

EAU BRUTE

Le raccordement de la ZAC au réseau d'eau brute s'effectuera d'une part sur le réseau existant de la ZAC Via Domitia Nord LIEN de la commune de Castries, situé en l'ime du périmètre du projet. D'autre part, une extension du réseau d'eau brute par une canalisation de diamètre 200 mm sur environ 90 mètres linéaires sera réalisée, pour un montant estimatif de 35 000 € H.T.

Au final, le montant total de la convention tripartite est ainsi ramené de 845 000 € H.T. à 35 000 € H.T.,

L'incidence financière de réduction des montants des travaux, objets de la convention tripartite, a été intégrée au Compte Rendu Financier Annuel (CRFA) actualisé au 31 octobre 2015 par l'aménageur. Le présent CRFA a été approuvé par délibération du Conseil Syndical du Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economiques Via Domitia, en date du 9 mars 2016.

La modification des modalités prévisionnelles de financement des équipements publics et en conséquence la nécessité d'un avenant à la convention tripartite entre le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economiques Via Domitia, la Société Languedoc Roussillon Aménagement (aménageur de la ZAC) et Montpellier Méditerranée Métropole, a aussi été approuvée lors du Conseil syndical du 9 mars 2016.

Les modalités de financement des travaux par la ZAC et d'incorporation des équipements au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention tripartite entre le Syndicat Mixte Via Domitia, la Société Languedoc Roussillon Aménagement et Montpellier Méditerranée Métropole, qui précise les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières pour la réalisation des ouvrages d'eau brute hors ZAC ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC Via Domitia Nord LIEN,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, en particulier l'avenant, n° 1 susvisé et la convention de vente d'eau en gros avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122416-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE - CONVENTIONS POUR LA RÉALISATION DE 5 PROJETS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite Oudin-Santini, adoptée en 2005, autorise les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines.

Le Conseil de Métropole du 30 septembre 2015 a approuvé le contrat de Métropole avec l'Agence de l'eau et notamment sa convention d'application n°6, dédiée à la coopération décentralisée. L'ensemble de ces documents ont été signés le 28 janvier 2016. Cette dernière convention clarifie la méthodologie pour l'instruction des demandes, à savoir les échanges techniques entre l'Agence et la Métropole, et la priorisation des opérations qui sont en lien avec la Métropole et ses communes membres.

Après concertation et analyse, la Métropole a retenu cinq projets. Les quatre premiers consistent au versement d'une participation financière au porteur de projet. Le dernier projet positionne la Métropole en tant que maître d'ouvrage.

Commune d'Adar (Maroc) – Commune de Montaud :

Ce projet vise à équiper le village de Tamjaoute (**150 habitants**) des infrastructures d'équipement en eau, capables d'assurer un développement salubre et sécurisé pour les populations locales, de faire des formations à la gestion de l'eau, et de créer des échanges entre les élèves des communes de Montaud et d'Adar, où se trouve le village de Tamjaoute.

Ce projet, d'un coût de 75 000 € T.T.C. et d'une durée estimée à 12 mois, se décline en 3 axes, qui seront animés par l'association Experts-Solidaires :

- Axe 1 : Mise en place d'un **projet technique d'eau potable** dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène de la population.
- Axe 2 : Développer un **programme de formation** et d'échange sur la **gestion de l'eau** au Maroc et en France.
- Axe 3 : Animer un **partenariat éducatif** et des échanges entre des élèves des communes marocaine et héraultaise pour favoriser l'éducation sur l'eau.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 35 000 € (46,7 %)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 € (13,3%)
- Experts-Solidaires (valorisation) : 3 000 € (4%)
- Conseil Départemental 34 : 3 000 € (4%)
- Commune d'Adar (Maroc) : 23 500 € (31,3%)
- Commune de Montaud : 400 € (0,5%)

Commune de Ouidah (Bénin) – Association Eau pour la Vie (Prades-le-Lez) :

Le projet consiste à desservir en eau potable le village de Hounhanméné (6000 habitants) et deux quartiers du village de Pahou (1300 habitants) par la création d'une Adduction d'Eau Villageoise (AEV). Dans une première phase, l'AEV desservira **3300 habitants**. Il est également prévu la réalisation d'un diagnostic concernant l'assainissement sur ces villages. Ce diagnostic encouragera la commune de Ouidah à mettre en place son Plan d'Hygiène Communal.

Le coût de ce projet est de 163 549 € T.T.C. et la durée de sa réalisation est estimée à 18 mois.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Apports locaux : 51 317 € (31%)
 - o Mairie de Ouidah (Bénin) : 11 448 € (7%)
 - o Villages Hounhanmédé, Soglocodji : 30 490 € (19%)
 - o Mécène : 5 565 € (3%)
 - o Mécène et village Houndjava : 3 814 € (2%)
- Autres cofinanceurs : 112 232 € (69%)
 - o Fonds Eau du Grand Lyon (dont Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse) : 60 000 € (37%)
 - o Montpellier Méditerranée Métropole : 26 160 € (16%)
 - o Association Eau pour la Vie : 24 157 € (15%)
 - o Autres mécènes : 1 915 € (1%)

Commune de Kiffa (Mauritanie) – Association Corail (Lyon) :

Ce projet a pour but de résoudre les problèmes d'adduction en eau potable et d'assainissement (AEPA) des populations nouvellement sédentarisées dans les quartiers périphériques de la commune de Kiffa (37 500 habitants), en Mauritanie.

La première phase de l'opération, l'étude de faisabilité, conditionnera la réalisation du projet, elle vise à :

- Définir l'organisation, le contenu et le budget de la phase de réalisation, à partir des données institutionnelles, juridiques et techniques recueillies en Mauritanie (sur le plan national et local), à Kiffa et de l'expression des attentes des partenaires locaux ;
- Réaliser l'ingénierie financière de la phase de réalisation sur la base des résultats de l'étude de définition,

Le coût de cette phase 1 est estimé à 24 980 € T.T.C., et la durée de sa réalisation est estimée à 6 mois.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant (en euros T.T.C.) :

- o Association Corail : 7 243 € (29%)
- o Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 16 237 € (65%)
- o Montpellier Méditerranée Métropole : 1 500 € (6%)

La participation de la métropole permet d'atteindre le seuil minimal « collectivité » demandé par l'Agence de l'Eau pour qu'elle puisse intervenir sur cette opération (à savoir 5%), ce qui permet ainsi de boucler, sans attendre, le plan de financement de cette association.

Commune de Fouzan (Burkina Faso) – Association Eau de là (association étudiante de l'IUT de Montpellier) :

Ce projet consiste à envoyer 9 systèmes filtrants d'eau, pour équiper, pendant 2 ans, la totalité d'une école de **400 élèves** de la commune de Fouzan, au Burkina Faso. Les établissements prioritaires sont préalablement choisis en collaboration avec les équipes de l'association locale « Armanioc ».

Le coût de ce projet est de 8 000 € T.T.C., la livraison des systèmes filtrants et la formation du personnel est prévue de se faire d'ici la mi-2016.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Dons : 2700 € (34%)
 - o Collecte participative sur internet (plate-forme « Ulule ») : 2 000 €
 - o Dons directs : 700 €
- Événementiels (soirée étudiante, loto, etc.) : 1 300 € (16%)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 3 200 € (40%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 400 € (5%)
- Autre subvention ou Partenariat : 400 € (5%)

La participation de la métropole permet d'atteindre le seuil minimal « collectivité » demandé par l'Agence de l'Eau pour qu'elle puisse intervenir sur cette opération (à savoir 5%), ce qui permet ainsi de boucler le plan de financement de cette association.

Commune urbaine d'Abalak (Niger) – Montpellier Méditerranée Métropole :

Ce projet est proposé par la commune de Grabels, jumelée avec Abalak depuis 2013.

Le Niger dispose d'un fort potentiel en eaux souterraines, toutefois la profondeur des nappes, comme à Abalak (60 000 habitants), pose problème pour son exploitation.

Les objectifs, au terme du projet sont de :

- Augmenter la capacité de production d'eau potable, par la recherche d'un nouveau champ de captage et la réalisation d'un forage dans le nord de la ville d'Abalak ;
- Augmenter la capacité de stockage par la construction d'un nouveau réservoir ;
- Améliorer la desserte de l'eau potable par l'extension du réseau de distribution et la réalisation de branchements sociaux et de bornes fontaines.

Pour mener à bien ce projet, il est nécessaire de réaliser plusieurs études :

- La réalisation d'un Plan Local Eau et Assainissement (PLEA) sur Abalak. Ce plan constitue un outil de planification communale qui se base sur une vision approfondie de la situation (inventaire des ouvrages, analyse des besoins). Il fixe les priorités d'intervention pour le développement des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Il sert à identifier les moyens nécessaires (humains, financiers) pour sa mise en œuvre et facilitera la mobilisation de partenaires techniques et financiers.
- Puis, la réalisation d'un Avant Projet Détaillé (APD) de l'un des scénarios du PLEA, en particulier sur le volet ressource en eau potable. Il s'agira vraisemblablement d'aller chercher de l'eau en profondeur (entre 250 et 400m) et de proposer des moyens pour sa distribution à la population. L'impact du prélèvement et de cette mise à disposition sera également abordé.

Le coût de ce projet est estimé à 16 000 € T.T.C. et la durée de sa réalisation est estimée entre 8 et 12 mois.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 12 800€ (80%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 2 400 € (15%)
- Commune d'Abalak (Niger) : 800 € (5%)

Cette opération sera portée par une co-maîtrise d'ouvrage : commune d'Abalak, côté nigérien, et Montpellier Méditerranée Métropole, côté français. A ce titre, la métropole de Montpellier centralisera les aides financières des autres partenaires, et avancera les fonds en question auprès de la commune d'Abalak, qui est le maître d'ouvrage local.

Au total, le montant des dépenses prises en charge par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ces cinq conventions soit 41260 €, s'intègre dans les limites fixées par la loi Oudin-Santini, ainsi que dans les dotations annuelles prévues à cet effet dans les contrats de délégation de service public pour l'exploitation des réseaux de collecte et de la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les cinq projets de coopération décentralisée,
- approuver le projet de convention financière avec la commune de Montaud, pour la coopération décentralisée avec Adar (Maroc),
- approuver le projet de convention financière avec l'Association Eau pour la Vie, pour la coopération décentralisée avec Ouidah (Bénin),
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'Association Corail, pour la coopération décentralisée avec Kiffa (Mauritanie),
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'Association Eau de là, pour la coopération décentralisée avec Fouzan au Burkina Faso,
- approuver le projet de convention de coopération décentralisée avec la commune d'Abalak (Niger),
- solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau sur le projet de coopération décentralisée avec Abalak (Niger), ainsi que le principe d'avance de l'aide Agence de l'Eau,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122495-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à

l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLYA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISSIONS DE MAÎTRISE D'OEUVRE "IN HOUSE" - CONVENTION ENTRE LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER ET LA MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer d'une régie de l'eau potable et de l'eau brute, dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les statuts de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole prévoient que cette dernière réalise la conception, le financement et la réalisation des investissements en matière d'eau potable dans le cadre du programme de travaux du Schéma directeur d'eau potable de la Métropole, approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2014, et selon les modalités définies dans la convention d'objectifs approuvée par délibération n°13452 en date du 16 décembre 2015.

Toutefois, la Régie n'est pas structurée pour remplir l'intégralité de ces missions précédemment exercées par les services de la Métropole et souhaite pouvoir s'appuyer sur les compétences de ces derniers, pour une meilleure efficacité des actions et des moyens.

Pour ce faire, le Conseil de Métropole a autorisé, par délibération n°13454 en date du 16 décembre 2015, la signature d'un accord-cadre avec la Régie définissant les conditions dans lesquelles la Régie entend confier à la Métropole la maîtrise d'ouvrage déléguée de la réalisation de certains investissements du Schéma directeur d'eau potable.

Toutefois, cette contractualisation n'est pas adaptée à la réalisation des investissements de moindre complexité ou d'importance, ou nécessitant une forte réactivité, pour lesquels les prestations de maîtrise d'œuvre peuvent être assurées par les services de la Métropole en propre.

Il est ainsi proposé de conclure une nouvelle convention ayant pour objet de préciser les modalités générales au travers desquelles la Régie confie à la Métropole des prestations de services portant sur des missions de maîtrise d'œuvre.

Les missions de maîtrise d'œuvre sont définies conformément à :

- la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- l'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Pour chaque opération confiée par la Régie à la Métropole, un bon de commande spécifique sera passé entre les parties sur la base de la convention envisagée. Ce bon de commande précisera :

- les missions de maîtrise d'œuvre confiées à la Métropole (AVP, PRO, ACT, VISA, DET, ou AOR);
- la nature des travaux envisagés avec l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux hors T.V.A.

Les prestations feront l'objet d'un forfait de rémunération établi par bon de commande sur la base des dispositions suivantes :

- la rémunération est arrêtée à un taux de 10 % pour une mission complète de maîtrise d'œuvre pour tous travaux inférieurs ou égaux à 200 000 € H.T., hors mission ACT
- la rémunération est arrêtée à un taux de 8 % pour une mission complète de maîtrise d'œuvre pour tous travaux supérieurs à 200 000 € H.T, avec mission ACT

Délibération n° 13779

En cas de maîtrise d'œuvre incomplète, la rémunération de Montpellier Méditerranée Métropole sera définie, sur la base des modalités définies ci-dessus en fonction de la pondération des missions (exprimée en pourcentage d'une mission complète) établie en annexe de la convention.

Ce forfait sera provisoire et égal au produit du taux de rémunération défini ci-dessus par l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux qui sera fixée dans le bon de commande. Il deviendra définitif à l'issue de la fin des travaux.

Le délai d'exécution des prestations commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande. La mission de la Métropole s'achève à la fin du délai de «Garantie de parfait achèvement».

La conclusion de ces prestations ne relève pas des obligations de mise en concurrence et de publicité définies dans l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en application de son article 17 concernant les exclusions applicables aux relations internes au secteur public, notamment aux prestations de quasi-régie, la présente convention intervenant en effet entre la Régie des Eaux de Montpellier agissant en tant qu'entité adjudicatrice et Montpellier Méditerranée Métropole autorité organisatrice de l'eau en charge du contrôle de ce pouvoir, agissant en tant que prestataire (chapitre II de l'article susvisé).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de maîtrise d'œuvre « in house » entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122926-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES ET D'EAU POTABLE DE LA RUE DU PONT DE LAVÉRUNE À MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette création a eu pour effet de transférer l'exercice de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute à la Régie.

A la suite à des travaux d'urgence réalisés courant 2015 sur une conduite d'assainissement effondrée et la mise en évidence d'une conduite d'eau potable corrodée et fuyarde à proximité, il est apparu nécessaire, sur la portion Nord de la rue du Pont de Lavérune de :

- renouveler le réseau eaux usées actuellement en amiante-ciment, sur une longueur de 245m,
- renouveler en parallèle le réseau eau potable en fonte DN300,
- reprendre l'ensemble des branchements eau potable et eaux usées.

Ces travaux sont indispensables pour garantir la continuité de service et la qualité sanitaire de l'eau distribuée aux riverains de la rue du Pont de Lavérune.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 216 370 € H.T. soit 259 644 € T.T.C. pour la part assainissement à la charge de la Métropole,
- 171 930 € H.T. soit 206 316 € T.T.C. pour la part eau potable à la charge la Régie.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et leur coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

C'est pourquoi, il est proposé que la Régie délègue à la Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable dans les conditions définies par convention.

Celle-ci fixe les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques et géotechniques mises à la charge de chacune des parties. La Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Les études seront menées en 2016. Les travaux démarreront en fin d'année et se poursuivront sur 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable de la rue du Pont de Lavérune sur la commune de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Métropole de Montpellier Méditerranée à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114924-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISE EN OEUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE GAIA - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2858EA12 - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'assainissement, la Métropole a raccordé en juillet 2005, les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Courdonterral et s'est engagée à renforcer à terme cette installation pour les besoins futurs de ces deux communes. L'avant-projet de l'extension de la station d'épuration intercommunale a été approuvé et le montant prévisionnel des travaux arrêté à 3,45 millions d'euros H.T par délibération n°10435 du Conseil lors de sa séance du 29 septembre 2011.

La capacité nominale de la station est portée à 15 000 équivalents-habitants. Les nouveaux ouvrages sont construits sur les parcelles voisines qui ont été acquises. Le site est longé par le Coulazou, affluent de la Mosson, qui continuera à constituer le lieu de rejet des effluents traités.

Par délibération n°11657 du 26 juin 2013, le marché de travaux n°2858EA12 a été attribué à l'entreprise AQUALTER (anciennement TERNOIS) domiciliée à la Seyne sur Mer (83), pour un montant de 2 948 181,54 € H.T. (valeur septembre 2012).

Début 2014, les travaux d'extension de la station d'épuration ont été engagés. Par délibération n°12537 du 1^{er} octobre 2014, le Conseil a approuvé la conclusion de l'avenant N°1 au marché de travaux 2858EA12. Cet avenant augmentait de 1,24% le montant initial des travaux et prolongeait le délai d'exécution de 11 semaines.

Par délibération n°13195 du 22 Juillet 2015, le Conseil approuvait l'avenant N°2 nécessaire pour des sujétions d'ordres administratifs et techniques, qui portait l'augmentation du montant du marché à 3,80% du montant initial et prolongeait le délai de 3,8 semaines.

Aujourd'hui les travaux de construction sont achevés et il convient de régulariser des sujétions d'ordre technique et contractuelles liées aux intempéries subies en 2015 pour pouvoir finaliser le décompte général définitif.

Pour la partie technique, la bonne exploitation du silo à boues nécessite de disposer en supervision d'une indication du remplissage de ce silo. Une sonde est à ajouter et à raccorder à la supervision.

Pour la partie contractuelle, les événements pluvieux de 2015 ont généré deux types de problématiques :

- Les conditions météorologiques enregistrées sur la période de réalisation du marché ont donné lieu à un décompte de journées d'intempéries supérieur à la durée normalement prévisible intégrée au marché, ce qui a conduit à la nécessité de conserver les installations de chantier sur une durée supérieure à celle initialement prévue,
- Une crue du Coulazou lors de la mise en place des élévations de la bache de pompage du poste de refoulement Beaulieu a eu pour conséquence la reprise de l'opération de clavetage des éléments préfabriqués.

Ces sujétions et imprévus imposent la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Un avenant n°3 au marché de travaux n°2858EA12 est proposé à cet effet.

Délibération n° 13781

Cet avenant génère une plus-value de 10 337,26 € H.T. (valeur septembre 2012), soit 12 404,71 € T.T.C. (TVA 20%).

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 3 070 501,42 € H.T., soit une augmentation de 4,15 % par rapport au montant initial.

Le délai d'exécution du marché (hors période de préparation) porté à 16,6 mois dans le cadre des avenants n° 1 et 2 reste inchangé.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le projet avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 au marché n°2858EA12 des travaux de la station d'épuration intercommunale Gaia portant son montant à 3 070 501,42 € H.T sans prolongement de la durée d'exécution ,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122409-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLYA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – TOUR DE FRANCE - 13 ET 14 JUILLET 2016 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ AMAURY SPORT ORGANISATION (ASO) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les manifestations d'envergure nationale et internationale, dont l'audience et l'impact médiatique contribuent à promouvoir son image et participent au développement local de son territoire.

Fort de son expérience dans l'accueil d'événements sportifs majeurs et passage obligé entre les Pyrénées et les Alpes, Montpellier est une ville étape très appréciée par les organisateurs de la grande boucle.

Compte tenu des retombées économiques de cette manifestation pour le territoire de la Métropole et de son audience auprès du public, estimée à près de 3.5 milliards de téléspectateurs dans 190 pays du monde, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage régulièrement pour favoriser l'accueil du Tour de France à Montpellier.

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier et la Métropole souhaitent accueillir la 103^{ème} édition du Tour de France cycliste qui se déroulera du samedi 2 juillet au dimanche 24 juillet 2016. Montpellier sera la ville d'arrivée de la 11^{ème} étape Carcassonne/Montpellier le 13 juillet et la ville de départ de la 12^{ème} étape Montpellier/Mont Ventoux le 14 juillet 2016.

Afin de mettre en œuvre ce partenariat, un engagement doit être formalisé par une convention d'accueil conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'organisateur et titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du Tour de France, la société Amaury Sport Organisation (ASO) chargée de développer des relations de partenariat avec les collectivités d'accueil de l'épreuve.

Cette convention définit les conditions d'organisation de l'événement sur le territoire de la Métropole, les conditions de mise à disposition des sites d'arrivée et de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques, les buvettes, les kiosques officiels, l'aménagement des locaux et parkings, ainsi que tous les moyens nécessaires à la sécurité.

L'ensemble des modalités de communication, de promotion et d'animation de l'événement à l'initiative de la Métropole et de la Ville de Montpellier sont décrites dans cette convention de partenariat.

La convention d'accueil prévoit également une contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 105 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention de partenariat relative à l'accueil et l'organisation du Tour de France cycliste à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13771

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmcl122674-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - MARCHÉ PUBLIC
- APPEL D'OFFRES N°4182DS16 - FOURNITURE DE PRODUITS DE TRAITEMENT DE
L'EAU DES PISCINES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Afin d'assurer une parfaite qualité des eaux de baignade des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole il convient de procéder au renouvellement du marché relatif à la fourniture des produits de traitement de l'eau des piscines.

A ce titre, une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux dispositions des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics de 2006, relatives à la procédure d'appel d'offres ouvert et aux marchés à bons de commande.

Ce marché concerne la fourniture des produits de traitement d'eau (chlore, acide, javel...) permettant de maintenir une qualité des eaux de baignade des bassins de l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole conforme aux règles d'hygiène imposées par l'agence régionale de la santé.

Le marché sera conclu pour une période d'un an et prendra effet à compter de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement par période successive d'une année, pour une durée maximale de reconduction de 3 années.

Il sera conclu sous la forme d'un marché à bons de commande avec un seuil annuel minimum de 25 000 € H.T. et un seuil annuel maximum de 100 000 € H.T.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence la Commission d'Appel d'Offres a attribué ce marché à la société SOMEDI, lors de sa séance du 15 mars 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché n°4182DS16 de fourniture de produits de traitement de l'eau des piscines ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché à intervenir avec la société SOMEDI ainsi que tout document relatif à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1119396-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ADHÉSION À L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le sport en général et le sport professionnel en particulier est en constante évolution. Son approche par les collectivités territoriales nécessite d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif.

C'est dans cet esprit que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire bénéficier toutes les communes membres d'une adhésion à l'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES).

Cette association a pour but :

- de renforcer les échanges entre les communes par l'intermédiaire de leurs élus chargés des sports et de l'animation sportive, afin de favoriser le partage des expériences en matière de développement des activités sportives ;
- d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels de ses membres en toute matière relative aux activités et aux infrastructures sportives, y compris par voie d'action ou d'intervention en justice ;
- d'assurer la représentation collective de ses membres auprès de l'Etat, du mouvement sportif, des organismes d'aménagement des normes des équipements sportifs et d'homologation des enceintes sportives et de sécurité des manifestations sportives ;
- de constituer un organe de réflexion consultatif en matière de gestion, d'organisation des activités physiques et sportives, de concertation et négociation avec tous les organismes ayant une influence sur la vie sportive de la collectivité.

La cotisation pour l'année 2016, calculée en fonction du nombre d'habitants de chaque commune est fixée à 4 683 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ANDES ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de la Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1115014-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - FONDS SPÉCIAL SPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Organisation du Forum de la Fédération Internationale du Sport Universitaire (F.I.S.U)

Fort de son attractivité et de son dynamisme, la ville de Montpellier a été choisie par la Fédération Internationale du Sport Universitaire pour succéder à Madrid, Lisbonne ou Cracovie afin d'organiser la 13^e édition du « FISU FORUM » qui se déroulera du 4 au 9 juillet 2016.

Cette manifestation rassemblera tous les acteurs clés mondiaux du sport universitaire et sera relayée par les médias (TV et presse) dans l'objectif de développer et de renforcer le mouvement sportif international universitaire.

Afin d'aider la Fédération Française du Sport Universitaire, en lien avec le comité Régional du Sport Universitaire de la Région Languedoc Roussillon coorganisateur de cet événement, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier à cette opération à hauteur de 2 000 €.

2/ Organisation de l'évènement « 1 000 joueurs d'échecs font leur Comédie ».

Les 2 et 3 juillet prochain, Montpellier sera la Capitale mondiale du jeu d'échecs. En effet, la ligue et le comité départemental d'échec organiseront cet événement d'envergure internationale sur la place de la Comédie à Montpellier.

A cette occasion, le montpelliérain Christian BAUER champion de France 2015 et Grand Maître International (GMI) de la discipline, tentera de battre le record du monde de parties simultanées enregistrées, soit plus de 600 parties en 24 heures. Les GMI affronteront 1000 joueurs venus de tous les horizons. Parallèlement des ateliers, initiations et animations aux échecs seront proposés au grand public durant toute la manifestation.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'autoriser l'attribution d'une subvention à l'association organisatrice « 1000 joueurs » pour un montant de 2500 €.

3/ Organisation de la Coupe de France de Monocycle.

Du 27 octobre au 1^{er} novembre 2016, le Comité Départemental Sportif Léo Lagrange (CDSLL 34), en partenariat avec les trois clubs locaux, organisera la 12^{ème} Coupe de France de monocycle qui se déroulera sur quatre communes de la Métropole : Montpellier, Pérols, Lattes et Saint-Drézery.

Près de 400 participants sont attendus pour s'affronter dans 8 disciplines qui se joueront dans des espaces intérieurs (gymnases) et extérieurs (arènes) de nos communes. L'évènement est ouvert gratuitement au public.

A cette occasion, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'apporter son soutien financier à hauteur de 2 000 € au comité départemental sportif Léo Lagrange.

4/ Organisation de « Montpellier à l'Heure ».

Le Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole et le Montpellier Décathlon Elite organisent le 16 avril prochain le premier « Montpellier à l'Heure ». Au cours de ce meeting innovant visant à promouvoir la pratique de l'athlétisme sous forme d'épreuves combinées en une heure (traditionnellement réalisées sur deux jours), divers champions d'Europe et du Monde s'affronteront.

Le champion d'Europe 2014 du 50 km marche Yohann DINIZ tentera de battre le record du monde de la plus grande distance parcourue en une heure (actuellement de 15 300 m).

A ce titre, il est proposé au conseil d'apporter une aide financière d'un montant de 1500 €.

5/ Organisation du « Vidéo Street Challenge 2016 ».

L'association Attitude, référence montpelliéraine en matière de sports et de cultures urbaines, organisera du 5 au 10 septembre 2016 le « Vidéo Street Challenge 2016 », compétition de Skateboard appréciée par le canal numérique (réalisation de vidéos).

Cette compétition se déroulera sur les sites de la Mosson, de la place des Grands Hommes à Odysseum et sur l'esplanade du cinéma Gaumont Multiplexe à Montpellier. L'objectif pour les compétiteurs est de réaliser en 6 à 8 minutes la plus belle vidéo de skateboard, appréciée par un jury de spécialistes du skateboard et du numérique.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une aide financière exceptionnelle à cette association d'un montant de 1 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de subventions aux associations susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat correspondantes, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122295-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÈCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – STATIONNEMENT - TARIFICATION APPLIQUÉE AUX PARKINGS TRANSFÉRÉS - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre du transfert de compétence dans le domaine « voirie et espaces publics » des communes vers Montpellier Méditerranée Métropole, les parkings publics en ouvrage sont désormais gérés par la Métropole. Il s'agit des parkings suivants :

- Sur la commune de Montpellier : parkings Antigone, Europa, Comédie, Gare Saint-Roch, Gambetta, Jacques Cœur, Les Arceaux, Foch-Préfecture –Marché aux fleurs, Arc de Triomphe, Hôtel de Ville et Pitot-Peyrou ;
- Sur la commune de Castelnau-le-Lez : parking du Vicarello ;
- Sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone : parking Le Prévost, en bord de plage.

La tarification appliquée constitue un enjeu important pour la Métropole. Elle doit ainsi constituer un des leviers d'actions d'une politique globale et cohérente en matière de Mobilité et de Déplacements qui soit respectueuse de l'environnement tout en préservant le développement économique et l'attractivité du territoire. Au-delà, la politique tarifaire qui s'applique dans les parkings doit également préserver les intérêts financiers de la Métropole afin de maintenir la capacité d'entretien et d'exploitation de ces parkings transférés.

Une réflexion globale devra être menée par la Métropole, en lien avec les communes et les différents acteurs concernés, pour une mise en cohérence des différents tarifs appliqués par catégorie de parkings.

Dans l'intervalle, il est proposé de reconduire les tarifs qui s'appliquaient fin 2015 dans les différents parkings concernés (tarification horaire et abonnements).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- reconduire les tarifs (abonnements et tarifications horaires) qui s'appliquaient fin 2015 dans les différents parkings qui ont fait l'objet d'un transfert des communes vers la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122908-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – EXPLOITATION DU PARKING JACQUES CŒUR À MONTPELLIER - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°4414DM16 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le parking de stationnement du bassin Jacques Cœur à Montpellier répondait à un besoin important de stationnement dans l'attente de la livraison du parking « La Mantilla » situé à proximité. Il a été aménagé et mis en exploitation dans le cadre d'un marché public conclu par la Ville de Montpellier avec l'entreprise TaM qui a pris effet le 17 mai 2013 pour une durée initiale de 3 ans, soit jusqu'au 17 mai 2016.

Ce marché a été transféré à Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2016.

Le parking « La Mantilla » a été mis en service en juin 2015. Toutefois, dans l'attente du démarrage des travaux relatifs au projet d'aménagement qualitatif de l'espace public prévu par la Ville de Montpellier en lieu et place du parking Jacques Cœur, il est envisagé de poursuivre l'exploitation de ce parking. Pour ce faire, il est proposé de conclure un avenant entre la Métropole et TaM afin de prolonger la durée du marché de sept mois, soit jusqu'au 17 décembre 2016.

Le montant de l'avenant n°1 s'élève à 20 419 € HT, soit 24 502,80 € TTC, ce qui représente une augmentation de 19,45 % du montant du marché initial.

Lors de sa séance du 29 mars 2016, la commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4414DM16 exploitation du parking Jacques Cœur,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant précité et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122135-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.631 DES ÉQUIPEMENTS ÉNERGIE HAUTE TENSION, BASSE TENSION, TRACTION ET DE LIGNES AÉRIENNES DE CONTACT - COMPLÈMENT À LA DÉLIBÉRATION N°12717 DU 18 DÉCEMBRE 2014

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil communautaire a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil communautaire a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération (devenue Métropole), les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Enfin, par délibération n°12717 du 18 décembre 2014, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°8.631 avec le groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIAIRE / INEO UTS / SPIE Sud-Ouest, mandataire INEO SCLE FERROVIAIRE de Toulouse (31), avec sa variante V22, pour un montant de 2 978 119,74 € H.T.

Il convient de compléter cette délibération n°12717 pour autoriser TaM mandataire à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément et dans les conditions définies par la délibération n°11816 du 24 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser TaM à signer, dans le cadre de l'exécution du marché n°8.631, toutes les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément aux dispositions du contrat,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122344-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. E. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.641 DE SIGNALISATION FERROVIAIRE - COMPLÉMENT À LA DÉLIBÉRATION N°12764 DU 5 FÉVRIER 2015

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil communautaire a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil communautaire a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Enfin, par délibération n°12764 du 5 février 2015, le Conseil de Métropole a autorisé TaM mandataire, à signer le marché n°8.641 des travaux de signalisation ferroviaire du Bouclage de la ligne 4, des Centres de maintenance des Hironnelles et de Jeune Parque et des zones Corum et Moularès, avec l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67), avec sa variante, pour un montant de 1 542 799 € H.T.

Il convient de compléter cette délibération n°12764 pour autoriser TaM mandataire à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément et dans les conditions définies par la délibération n°11816 du 24 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser TaM à signer, dans le cadre de l'exécution du marché n°8.641, toutes les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément aux dispositions du contrat,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122345-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. E. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme E. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - CONVENTION RELATIVE AUX MODALITÉS D'UTILISATION DU RÉSEAU URBAIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH), Montpellier Méditerranée Métropole a transféré à ce dernier l'organisation du transport scolaire de la Métropole. A ce titre, elle contribue au budget du SMTCH.

En zone urbanisée, conformément à l'article 8-3 des statuts, le Syndicat Mixte utilise les moyens existants des réseaux urbains pour assurer le transport des scolaires. En conséquence, le Syndicat Mixte et les Autorités Organisatrices de Transport Urbain doivent convenir des modalités d'utilisation de ce réseau.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, les scolaires sont transportés sur le réseau urbain et notamment le réseau de tramway avec ses 4 lignes, en application du règlement de transport scolaire adopté par délibérations du SMTCH.

Pour l'exercice 2016, il est convenu que le coût d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole par les scolaires soit fixé forfaitairement à 8 602 575 € (pour mémoire, le montant forfaitaire de 2015 était de 8 467 407 €).

Une convention annuelle précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention définissant les modalités d'utilisation du réseau urbain par le Syndicat Mixte des Transports en commun de l'Hérault pour le transport scolaire pour l'exercice 2016,
- dire que la recette est prévue au chapitre 938 du budget principal 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1122478-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (GIHP) - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Malgré les efforts importants réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole pour rendre son réseau de transports urbains accessible au plus grand nombre de personnes à mobilité réduite, les aménagements réalisés ne permettent pas toujours à certains usagers présentant des handicaps lourds d'y accéder.

Compte tenu de l'ensemble des contraintes spécifiques liées à certains handicaps (aide personnalisée adaptée, service porte à porte avec prise en charge au domicile, accompagnement), ces personnes ont besoin d'un service de transport spécialisé dont le niveau de qualité ne peut pas être assuré dans le cadre d'un réseau de transport traditionnel.

Le service de transport adapté du Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques en Languedoc-Roussillon (GIHP-LR) qui relève d'une initiative associative privée reconnue d'utilité publique, organise et exécute ce service depuis de nombreuses années auprès des personnes affligées d'un handicap physique lourd.

La qualité du service proposé peut se mesurer tant par la satisfaction des utilisateurs que par le nombre de transports réalisés qui s'est élevé à 74 818 en 2015, sur le territoire de la Métropole. C'est le résultat de la qualité et de l'efficacité des services mis en œuvre par le GIHP pour le compte de ses adhérents et que souhaite soutenir Montpellier Méditerranée Métropole.

La précédente convention de partenariat avec le GIHP est arrivée à échéance le 31 décembre 2015. Il convient donc de passer une nouvelle convention qui définit les conditions d'octroi d'une subvention annuelle à l'association, sur présentation des éléments financiers et du budget prévisionnel. Cette nouvelle convention d'une durée d'un an pourra être renouvelée deux fois pour une durée de 12 mois par avenant, selon les modalités précisées dans la convention.

Pour l'année 2016, la subvention versée par Montpellier Méditerranée Métropole s'établira à 1 200 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre le GIHP et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le transport des personnes à mobilité réduite,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget Transport 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 65,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122466-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-E. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – MARCHÉ N°4297DM16 DE FOURNITURES POUR FEUX DE SIGNALISATION - AVENANT N°1 - LOT N°5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, le marché n°4297DM16 « fournitures et équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation » a été transféré à la Métropole.

Le lot n° 5 « contrôleur de feux type 9600 » a été attribué à la société AXIMUM, pour un montant minimum de commande de 10 000€ H.T et maximum de 150 000€ H.T pour la durée initiale du marché et les périodes de reconduction.

La société AXIMUM ne peut plus assurer la fourniture des contrôleurs de feux de type « CASTOR 9600 » prévus au marché, certains de leurs composants électroniques n'étant plus fabriqués au niveau international. Il convient de remplacer ce matériel par la dernière génération de contrôleurs de type « MAESTRO ».

Il est donc nécessaire de substituer, par avenant, au BPU les nouveaux contrôleurs type MAESTRO aux anciens du type CASTOR, afin de continuer à maintenir le parc existant.

Les caractéristiques techniques de ces nouveaux contrôleurs (type MAESTRO) sont conformes au CCTP et sont aux mêmes conditions tarifaires que celles du marché en cours. Les modalités de livraisons et de configurations techniques restent inchangées.

Les prix nouveaux sont annexés à l'avenant.

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur les montants minimum et maximum du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la passation de l'avenant n°1 au marché n°4297DM16 de fournitures pour feux de signalisation, à conclure avec la société AXIMUM, sans incidence financière,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant précité, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1113116-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – GESTION DES CARREFOURS À FEUX DES LIGNES TRAMWAY 2 ET 3, HORS MONTPELLIER - MARCHÉ N° 4475DM16 DE PRESTATIONS DE RACCORDEMENTS DES CARREFOURS À FEUX TRAMWAY AU SYSTÈME CENTRALISÉ DE GESTION DU TRAFIC PÉTRARQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences voirie et mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole gère sur l'ensemble de son territoire 450 carrefours à feux.

Afin de renforcer la régulation et l'efficacité des 38 carrefours à feux en interaction avec les lignes de tramway 2 et 3 sur les communes de Castelnau- Le- Lez, Juvignac, Lattes, Pérols et Saint Jean de Védas, il est proposé de les raccorder informatiquement au poste central de régulation multimodale des trafics de la métropole (PC PETRARQUE).

Les prestations de raccordements informatiques de ces équipements au PC PETRARQUE et d'optimisation de leur fonctionnement, notamment pour délivrer la priorité au tramway, ne peuvent être confiées qu'au fabricant de la solution d'informatique industrielle permettant la gestion en temps réel des carrefours à feux raccordés au poste central de régulation de la Métropole. C'est en effet le seul opérateur économique en capacité de répondre aux besoins, en raison de l'exclusivité de sa solution et des brevets qu'il détient. Ces prestations sont exclusives des travaux de génie civil nécessaires à la fourniture et la pose des équipements physiques permettant d'assurer les transmissions et le rapatriement des signaux.

Il est donc proposé d'avoir recours à un marché à prix unitaires, sans publicité ni mise en concurrence, passé selon une procédure négociée en application de l'article 30-I-3° du Décret 2016-360 relatif aux marchés publics, avec la société GERTRUDE, fabricant de la solution d'informatique industrielle installée au poste central de régulation de la Métropole.

Le montant du marché est évalué, sur la base du Détail Quantitatif Estimatif, à 270 000 € HT soit 324 000 TTC, la durée des prestations étant fixée à 6 mois à partir de la date de notification du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de lancer la procédure négociée en application de l'article 30-I-3° du Décret 2016-360 relatif aux marchés publics avec la société GERTRUDE pour conclure un marché de prestations de raccordements des carrefours à feux du tramway au système centralisé de gestion du trafic Pétrarque ;
- dire que les crédits nécessaires à ces dépenses sont et seront inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114672-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à

l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÉCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – JALONNEMENT - MARCHÉ N° 4470DM16 DE FOURNITURES, POSE ET MAINTENANCE DU JALONNEMENT - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, sur l'ensemble de son territoire, la mise en place et la gestion des équipements de jalonnement directionnel (environ 3 800 mâts), en cohérence avec les schémas directeurs existants,

Pour assurer ces missions, Montpellier Méditerranée Métropole fait appel à des entreprises dans le cadre de deux marchés annuels à bons de commande :

- un marché de fourniture et pose de matériel, qui s'achève le 31 décembre 2016,
- un marché d'entretien et de maintenance, qui s'achève également le 31 décembre 2016.

La poursuite de l'exécution de ces prestations nécessite de relancer la procédure d'appel d'offres, en optimisant le besoin de Montpellier Méditerranée Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine, pour attribuer un marché alloti en deux lots distincts :

- lot n°1 : Exécution des prestations de fourniture et pose du matériel de jalonnement, dont le montant annuel est fixé à un minimum de 300 000 € H.T. et un maximum de 1 200 000 € H.T. ;
- lot n°2 : Exécution des prestations d'entretien, dont le montant annuel est fixé à un minimum de 50 000 € H.T. et à un maximum de 200 000 € H.T.

Ces marchés seront attribués au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 25, 66 et 67 du Décret n° 2016-360 du 25/03/2016, ils prendront la forme d'un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de l'émission des bons de commande conformément aux articles 78 et 80 du Décret précité. Ils prendront effet au 1^{er} janvier 2017 ou à compter de leur date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée d'un an et pourront être reconduits tacitement pour trois périodes annuelles. Les marchés seront conclus avec un seul opérateur économique pour chacun des lots.

L'estimation annuelle s'élève à 800 000 €HT pour le lot n° 1 et 150 000 €HT pour le lot n° 2,.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif au marché n°4470DM16 « fournitures, pose et maintenance du jalonnement » comportant deux lots ;
- dire que les crédits nécessaires à ces dépenses seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 938 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à soussigner et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114677-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – GESTION DES CARREFOURS À FEUX, HORS TRAMWAY - MARCHÉ N°4472DM16 DE PRESTATIONS DE RACCORDEMENTS DES CARREFOURS À FEUX AU SYSTÈME CENTRALISÉ DE GESTION DU TRAFIC PÉTRARQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences voirie et mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole gère sur l'ensemble de son territoire les carrefours à feux, dont le patrimoine est estimé à 450.

Afin de renforcer la régulation et l'efficacité des carrefours à feux nouvellement créés sur le périmètre de la métropole (lors de création de ZAC ou d'opérations d'aménagement par exemple) il est nécessaire de pouvoir les raccorder informatiquement au poste central de régulation multimodale des trafics de la métropole (PC PETRARQUE). De même pour les carrefours existants aujourd'hui mais non raccordés au PC PETRARQUE, il est nécessaire de pouvoir profiter de toutes les opportunités d'opérations de travaux sur voirie (pose de réseaux, réaménagement de voies) pour raccorder informatiquement ces équipements au poste central de régulation.

Ces prestations de raccordements informatiques au PC PETRARQUE et d'optimisation de leur fonctionnement ne peuvent être confiées qu'au fabricant de la solution d'informatique industrielle permettant la gestion en temps réel des carrefours à feux raccordés au poste central de régulation de la Métropole. C'est en effet le seul opérateur économique en capacité de répondre aux besoins, en raison de l'exclusivité de sa solution et des brevets qu'il détient. Elles sont exclusives des travaux de génie civil nécessaires à la fourniture et la pose des équipements physiques permettant d'assurer les transmissions et le rapatriement des signaux.

Il est donc proposé d'avoir recours à un accord-cadre à prix unitaires sans publicité ni mise en concurrence, passé selon une procédure négociée en application des articles 30-I-3°, 78 et 80 du Décret 2016-360 relatif aux marchés publics avec la société GERTRUDE, fabricant de la solution d'informatique industrielle installée au poste central de régulation de la Métropole. Il prendra effet dès sa notification en 2016 jusqu'au 31 décembre de cette même année. Il pourra ensuite être reconduit tacitement trois fois par période d'un an.

Son montant est fixé à un minimum annuel de 40 000 € H.T, et à un maximum de 160 000 € H.T. Le montant global pour la durée du marché est ainsi estimé entre 192 000 € TTC et 768 000 € TTC. L'estimation des besoins annuels est évaluée à 100 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de lancer la procédure négociée en application de l'article 30-I-3° du Décret 2016-360 relatif aux marchés publics avec la société GERTRUDE pour la passation d'un marché de prestations de raccordements des carrefours à feux hors tramway au système centralisé de gestion du trafic Pétrarque ;
- dire que les crédits nécessaires à ces dépenses sont et seront inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114682-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ACQUISITION DE BUS AU GNV - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique en matière de déplacements et de transports publics qui articule étroitement le développement de l'offre de transport avec le développement urbain. Face à l'augmentation de la population et des besoins de mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole répond aux attentes de la population par le développement d'une offre de transports publics de qualité, pertinente, respectueuse de l'environnement, économisant le temps et l'espace et présentant ainsi une véritable alternative à la voiture particulière.

L'offre de transport sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole se compose actuellement de 4 lignes de tramway et de 36 lignes de bus en connexion directe avec le tramway. Le contrat de la Délégation de Service Public 2010-2017 pour l'exploitation des transports publics urbains prévoit le renouvellement des bus urbains par la Métropole.

Par délibération n°12454 du 31 juillet 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain.

Pour l'année 2016, le programme d'investissements pour la gestion du service des transports publics comprend l'acquisition de 9 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

En application de la convention susvisée, ceux-ci seront acquis auprès de l'UGAP. Dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV et ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs (écrans, bandeaux lumineux et haut-parleurs intégrés). De plus, les nouveaux bus sont conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de commande de 9 bus au GNV à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande sont inscrits au budget annexe des transports 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 21,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette commande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/04/16
Déposé En Préfecture
Le : 18/04/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160414-lmc1110097-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – MONTPELLIER PARKING GAMBETTA - CONVENTION D'AMODIATION DE DOUZE PLACES DE STATIONNEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le parking Gambetta à Montpellier a été transféré à Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2016. La gestion de ce parking est confiée à l'entreprise TaM dans le cadre d'un contrat de concession, qui s'achève le 31 décembre 2029.

Dans le cadre de la réalisation de son projet culturel et social cours Gambetta, rue Brueys, la Fondation du Protestantisme souhaite souscrire une convention d'amodiation de longue durée dans le parking Gambetta pour répondre aux besoins de stationnement prévus par les règles d'urbanisme.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole consent des amodiations sur les emplacements situés dans le parc de stationnement Gambetta.

La convention d'amodiation est souscrite pour une durée de 16 ans et porte sur 12 places de stationnement.

En contrepartie, la Fondation du Protestantisme s'engage à verser une redevance, calculée sur la base du chiffre d'affaires moyen par place, constaté sur l'exercice 2015.

Le montant global à payer s'élève à 328 320 € TTC.

Cette redevance sera versée par la Fondation du Protestantisme à Montpellier Méditerranée Métropole. La redevance jusqu'au 31 décembre 2029 sera versée, au prorata temporis, par la Métropole au concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'amodiation de douze places de stationnement dans le parking Gambetta à Montpellier,
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122591-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE,
BIODIVERSITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITÉ – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN POUR LA PRODUCTION D'UN FILM DE PLANÉTIARIUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

Le Planétarium de la Ville de Vaulx-en-Velin a pour projet de coproduire un film de Planétarium pour les enfants de 3 à 6 ans, « La Grande Tortue », à partir d'un livre pour enfants qui a été réalisé par les artistes Sophie Pouille et Amandine Kedzierski. Ce livre a été présenté lors d'événements destinés à la petite enfance au Planétarium de Vaulx-en-Velin où il a reçu un accueil extrêmement favorable du public.

Il raconte une aventure inspirée d'une légende iroquoise. L'histoire se déroule dans plusieurs lieux successifs, depuis l'intérieur d'un arbre jusqu'à dans l'espace. Son univers onirique et sa très grande qualité graphique illustrent parfaitement l'imaginaire enfantin, le questionnement des enfants sur le monde, son environnement et sa formation.

L'intention du film est de faire découvrir et développer l'imaginaire autour du ciel, des étoiles, de l'océan, de phénomènes physiques comme les trous noirs, aurores boréales et météorites, en abordant les notions d'apparition et de disparition, des milieux (terre, ciel, mer, espace), de spatialisation (haut, bas), et en transmettant des valeurs écologiques et humaines.

Le Planétarium Galilée de la Métropole propose de s'associer à la production de ce film, adapté aux enfants de 3 à 6 ans, dans l'objectif de le présenter dans les salles de spectacles des deux planétariums au format hémisphérique ou « pleine voûte » (projection à 360 °). Dans cette perspective, il est projeté de passer une convention de partenariat qui met en place une première phase de production qui se terminera le 1er décembre 2016. Le financement de cette première phase est évalué à 15 000 euros par producteur.

Cette première phase concerne la conclusion des contrats avec les auteurs (scénariste, musicien, réalisateur et illustrateur), l'écriture du scénario et celle du story-board, la fabrication d'éléments audiovisuels, et l'illustration sonore nécessaire à la production de la version française.

Les éventuelles phases suivantes concerneront l'adaptation du film à d'autres formats de projection (4/3, 16/9, ...).

La convention prévoit les diverses modalités du partenariat et, en particulier, le principe que les frais de production, y compris la valorisation du travail des salariés, seront partagés à parts égales entre les producteurs.

Au terme de la première phase de la production, le bilan financier définitif sera établi afin d'équilibrer financièrement les opérations entre les producteurs. Des versements pourront être effectués entre les producteurs pour ajuster le partage à parts égales des frais de production entre eux.

Chacun des coproducteurs gardera l'opportunité de s'engager ou de ne pas s'engager dans une phase ultérieure de production au vu des résultats atteints et des investissements nécessaires. Le producteur qui déciderait de ne pas continuer garderait son droit de producteur proportionnellement à l'investissement financier qu'il a réalisé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Ville de Vaulx-en-Velin pour la production du film "La grande tortue",
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114820-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITÉ – MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE N°443VDI6 POUR L'EXPLOITATION DE LA FOURRIÈRE ANIMALE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION ET LE MARCHÉ

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « service de fourrière, service de conduite en fourrière des animaux errants, service d'accueil des animaux errants en attente de cession gratuite à des organismes habilités à les proposer à l'adoption » comprenant la récupération, la conduite en fourrière et le service d'accueil des animaux errants, en attente de cession gratuite à des organismes habilités à les proposer à l'adoption.

Dans ce cadre, la Métropole de Montpellier a réalisé le complexe animalier NOE, qui a fait l'objet en 2009 d'un cofinancement avec la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau, ainsi que les communes de Palavas les Flots et de Mauguio. Cet accord a été traduit par une convention de financement d'une durée de vingt ans à compter de la date de réception de l'installation (fin de la convention en 2029).

Le conseil de la Métropole de Montpellier a par ailleurs approuvé par délibération n°8633 du 15 janvier 2009 une convention constitutive d'un groupement de commandes avec les cofinanceurs de l'équipement pour l'exploitation de la fourrière et a autorisé le lancement de la procédure de consultation d'entreprises correspondantes. La convention a été conclue pour une durée identique à celle du marché d'exploitation fixée à sept ans. Elle définit les principes de répartition des coûts d'exploitation du complexe animalier, ainsi que ses conditions d'exploitation.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le marché de prestations de service a été conclu avec la SPA pour un montant annuel forfaitaire révisé de 500 K€ H.T. Ce marché arrivant à terme le 2 janvier 2017, il convient donc d'en préparer d'ores et déjà le renouvellement.

Il est donc proposé d'adopter une nouvelle convention de groupement de commandes entre les mêmes partenaires et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, afin d'assurer la passation et l'exécution du futur marché relatif à l'exploitation du service de la fourrière animale.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et sa Commission d'appel d'offres est compétente pour l'attribution du marché. Conformément à l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président de la Commission d'appel d'offres pourra désigner une personnalité compétente représentant chacun des membres du groupement pour siéger à la commission. La convention de groupement de commandes est conclue pour une durée courant jusqu'à la fin du marché d'exploitation à venir.

Il convient donc de lancer une consultation d'entreprises en application de la procédure d'Appel d'offres ouvert des articles 66 et 67 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, en vue de la désignation d'un prestataire de service pour l'exploitation de la fourrière animale, objet du groupement de commandes. Les prestations de ce marché concernent pour les animaux errants :

- leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- leur accueil ;
- la recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification ;
- leur inspection sanitaire et vaccination si nécessaire ;
- leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

Les prestations objet du marché seront rémunérées par un prix global et forfaitaire, révisé en fonction de l'évolution des indices définis par le marché selon la nature des prestations.

Le marché sera conclu pour une période initiale de 3 ans à compter du 2 janvier 2017. Il pourra être reconduit par périodes successives de 2 ans dans la limite de 2 reconductions (durée maximale de reconduction de 4 ans).

Délibération n° 13776

Le montant global annuel du marché est estimé dans une fourchette comprise entre 500 000,00 € H.T. et 600 000 € H.T. La rémunération du prestataire sera répartie entre les membres du groupement de commande au prorata de la population.

La répartition entre les différents partenaires des recettes issues du remboursement par leurs propriétaires des frais de prise en charge des animaux identifiés et de la prime d'intéressement liées à l'activité fourrière interviendra également au prorata de la population pour chacun des membres du groupement

Suite à l'attribution du marché, Montpellier Méditerranée Métropole signera, notifiera et exécutera le marché à intervenir au nom de l'ensemble des membres du groupement, et ce sur la base de la convention de groupement de commandes

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive du groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau, les Communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots ;
- autoriser le lancement de la procédure de consultation des entreprises nécessaire à conclusion du marché relatif à l'exploitation de la fourrière animale ;
- dire que les crédits sont et seront inscrits aux budgets métropolitains des exercices 2016 et suivants au chapitre 921 ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1113148-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AIRE PIÉTONNE - SECTEUR « BROUSSONNET - HENRI IV - VIALLETON » - BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Lors du Conseil Municipal du 5 novembre 2015, la Ville de Montpellier a défini les objectifs poursuivis dans le cadre du projet de création d'une aire piétonne sur le secteur Broussonnet-Henri IV-Vialleton ainsi que les modalités de concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'urbanisme.

Dans le cadre de cette concertation, du projet d'extension de l'aire piétonne sur le secteur " BROUSSONNET – HENRI IV – VIALLETON », une réunion publique s'est déroulée le 20 janvier 2016 et a rassemblé environ quatre-vingt personnes. A l'issue de cette réunion, certains résidents de l'aire piétonne ont demandé des précisions et compléments d'informations sur le projet.

Dans le même temps un registre était mis à disposition du public du 04 au 29 janvier 2016, permettant à chaque administré d'exprimer son opinion sur le sujet. Une seule personne a fait part de son avis sur les dispositions envisagées.

En complément, des réunions, organisées avec les différentes institutions, associations et riverains impactées directement ou indirectement par le projet, ont également permis de recenser les contraintes et les besoins spécifiques de chacun pour une meilleure prise en compte dans le projet définitif.

Sans ignorer les inquiétudes de certains résidents et les contraintes engendrées par le projet, on constate qu'il se dégage néanmoins un consensus général pour la piétonisation de ce secteur.

Il est à préciser également qu'aucune remarque ou intervention de résidents n'appelle à des améliorations ou à des modifications du projet de piétonisation et des modalités de fonctionnement qui l'accompagne.

Les dispositions relatives au fonctionnement de l'aire piétonne seront mises en œuvre par voie d'arrêté municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation,
- adopter le périmètre de l'aire piétonne telle que défini dans la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 5 novembre 2015,
- autoriser la diffusion publique du compte rendu de la réunion publique du 20 janvier 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1122323-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ANCRAGES EN FAÇADE - MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE L 173-1 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIÈRE SUR LE TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

L'article L 173-1 du Code de la voirie routière prévoit que les articles L 171-2 à L 171-11, initialement réservées à la Ville de Paris, peuvent être applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie et d'éclairage public.

Dans ses articles L 171-2 à L 171-11, le Code de la voirie routière permet l'établissement de supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public, de signalisation routière sur les façades des propriétés riveraines tant qu'ils n'entraînent pas pour les riverains de dépossession définitive.

De manière à pourvoir aux besoins d'installations de l'éclairage public, de signalisation de police – y compris les plaques de rue et numéros de rue - ou d'information locale et à limiter les obstacles sur les circulations piétonnes au bénéfice de la mobilité des piétons et de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, il est pertinent de demander l'application des articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Une fois cette délibération adoptée, la Métropole pourra procéder à l'établissement et à l'entretien des appareils d'éclairage public et de signalisation de police selon les modalités prévues aux articles susvisés. Ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive.

A noter que ces prérogatives ne peuvent faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de se clore ou bâtir son bien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'appliquer au territoire de la Métropole les articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la Voirie Routière, en application de l'article L 173-1 de ce même code ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114964-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-M. DI RUGGIERO à Mme L. ACQUIER, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, Mme S. KERANGUEVEN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme I. TOUZARD à M. R. REVOL.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°4411EP16 - FOURNITURE DE LANTERNES D'ÉCLAIRAGE PUBLIC À LEDS - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Pour assurer ses missions dans le cadre de sa nouvelle compétence en matière de voirie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir des lanternes d'éclairage public équipées des nouvelles technologies à LEDS, afin de procéder au renouvellement de son parc d'éclairage. L'acquisition de ces équipements nécessite de lancer une procédure d'appel d'offres en optimisant le besoin de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine.

Il convient donc d'engager au plus tôt une consultation en application du décret 2016-360 du 25.03.2016, relatif aux marchés publics, sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert (articles 25.1.1° et 67 à 68) pour attribuer un marché portant sur la fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un accord-cadre (articles 78 et 80 du décret susvisé), alloti en 5 lots, sans minimum ni maximum,

- Lot 1 : Lanternes leds voies pavillonnaires – hauteur de feu 6m,
- Lot 2 : Lanternes leds voies pavillonnaires – hauteur de feu 8m,
- Lot 3 : Lanternes leds voies inter-quartiers – hauteur de feu 6m,
- Lot 4 : Lanternes leds voies inter-quartiers – hauteur de feu 8m,
- Lot 5 : Lanternes leds espaces piétons – hauteur de feu 4m.

A l'issue de la procédure, les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses pour chaque lot seront choisis par la Commission d'Appel d'Offres.

Ce marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'un an et pourra être tacitement reconduit par période de un an pour les 3 années suivantes. Le besoin annuel est estimé à 400 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres portant sur la fourniture de lanternes d'éclairage public à Leds sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations sont et seront inscrits au budget 2016 et suivants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/04/16

Déposé En Préfecture

Le : 18/04/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160414-lmc1114968-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 18/04/16

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

PARTIE 2

DECISIONS

Conseil du 14 avril 2016
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°D2015-377 - 10/02/16 - Direction de la Culture

Pages
428

Décision relative à une donation de M. Jean Michel Meurice de 14 de ses œuvres

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Jean Michel Meurice de 14 de ses œuvres d'une valeur de 81 000 €. Ces 14 œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2015-684 - 14/03/16 - Direction de la Culture

430

Décision relative au marché n°4156DC15 - Contrat de maintenance pour le système de simulation astronomique DigitalSky du Planétarium Galilée de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché n°4156DC15 de prestation de service de maintenance pour le système de simulation astronomique Digital Sky est conclu avec la société Sky-Skan Europe GmbH sise en Allemagne. Il concerne la maintenance matérielle et logicielle du système audiovisuel de simulation astronomique en temps réel Digital Sky 2, de tous les sous-systèmes de projection, des systèmes de sonorisation, d'automation et de découpage des images du planétarium Galilée (hors vidéoprojecteurs). Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016 et peut être renouvelé deux fois par période annuelle, de manière expresse. Le montant annuel HT de la prestation s'élève à 17 750 € HT, soit un montant total, en cas de reconduction, de 63 900 € TTC.

N°D2015-713 - 22/02/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

432

Décision relative à la convention de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Une convention de dépotage pour les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif, pour les déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques et pour les matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec la société GAMADA MTP, dont le siège social est situé à Vendargues 34740. Elle concerne la station d'épuration de Maera à Lattes, la station d'épuration de Baillargues et la station d'épuration de Fabrègues.

N°D2015-742 - 16/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

434

Décision relative à un contrat n°CM/BM025/2016 de maintenance, mise à jour, support technique et support à l'utilisateur du logiciel de gestion de service social BUREAU MOBILE

Objet : Un contrat de maintenance informatique, mise à jour, support technique et support à l'utilisateur est conclu avec la société ACSIE, sise à CHALON-SUR-SAONE. Il concerne le logiciel de gestion de service social BUREAU MOBILE installé au service relations sociales et conditions de travail. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016 et il est renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 357,43 € TTC, soit un total de 1 072,30 € TTC pour 3 ans.

N°D2015-755 - 16/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

436

Décision relative à un contrat n°C035567.0/D441726 de maintenance du système de réservation de véhicules

Objet : Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société GIR, sise à VILLEURBANNE. Il concerne le logiciel et le matériel du système de réservation des véhicules, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments pour la gestion du parc des véhicules de service de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016, et sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 936 € TTC.

N°D2015-767 - 16/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

438

Décision relative à un contrat de maintenance du progiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE

Objet : Un contrat de maintenance et de support informatiques est conclu avec la société ATEXO, sise à PARIS. Il concerne le progiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE utilisé par les Directions des Marchés Publics de Montpellier Méditerranée Métropole et des communes ayant signé une convention de mise à disposition de ce service. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016, et sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 5040 € TTC.

N°D2015-774 - 04/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	440
Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux parcelle section AW n°247 - Base de vie - Commune de Castelnau-le-lez	
Objet : Une convention d'occupation temporaire est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Copropriétaires de la parcelle section AW n°247, située sur la commune de Castelnau-le-Lez afin de permettre l'implantation d'une base de vie pour la réalisation des travaux de pose de canalisation d'eaux usées. Cette convention est consentie et acceptée pour une durée de six mois moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 10 000 €.	
N°D2015-781 - 10/02/16 - Direction de la Culture	442
Décision relative à la donation à la Médiathèque centrale de la Métropole Emile Zola d'un fonds "Joseph Delteil" par M. Nicolas Vernier	
Objet : Une convention relative au don d'un fonds de documents, constitué de livres et articles de journaux, hebdomadaires et revues, concernant Joseph Delteil est conclue entre M. Nicolas Vernier et Montpellier Méditerranée Métropole. La donation est consentie à titre gracieux, la Métropole prendra à sa charge les frais liés au déménagement des documents. Cette donation permettra la mise en valeur des œuvres littéraires de l'écrivain Joseph Delteil et enrichira les collections patrimoniales conservées à la Médiathèque centrale de la Métropole Emile Zola, qui s'attache depuis 1992 à réunir un fonds consacré à cet écrivain.	
N°D2015-802 - 15/03/16 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	444
Décision relative à une prise à bail du local commercial situé ZA Multiparc du Salaison, 145 rue de la Marbrerie - 34740 Vendargues	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole prend à bail un local commercial situé ZA Multiparc du Salaison, 145 rue de la Marbrerie à Vendargues. Ce bail est consenti par la société SHEET ANCHOR DELTA représentée par Monsieur Antoine LABOUREUR, dont le siège social est situé à PARIS. Un dépôt de garantie de 14 775 € HT sera versé au bailleur à la signature du bail conclu pour un montant annuel de 59 100,00 € HT et HC, dépôt de garantie en sus, et pour une durée de 12 ans à compter de la date de réception des travaux.	
N°D2015-803 - 14/03/16 - Direction des Ressources Informatiques	446
Décision relative à un contrat n°1317/1115/SF-REN-PLAT de maintenance du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS	
Objet : Un contrat de maintenance informatique du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS est conclu avec la société SALVIA DEVELOPPEMENT, sise à Aubervilliers. Il concerne une licence d'utilisation limitée à 5 utilisateurs du progiciel SALVIA FINANCEMENTS, options Dette, Expertise, Couvertures, Crédit Revolving, Récupération des Taux et Dématérialisation des Actes Budgétaires. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016 et sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 814,80 € TTC.	
N°D2016-12 - 26/02/16 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	448
Décision relative à l'avenant n°1 de transfert du marché n°3876GD15 lots 1 et 2, conclu avec la société SNIH, à la société PRO IMPEC	
Objet : Un avenant n°1 au marché n°3876GD15 lots n°1 et lot n°2 est conclu pour le transfert à la société PRO IMPEC qui a fait l'acquisition de la société SNIH en charge des prestations de nettoyage des locaux de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole.	
N°D2016-20 - 22/02/16 - Direction des Ressources Informatiques	450
Décision relative à un contrat n°0003101-16 d'assistance et de maintenance du logiciel de gestion de télésurveillance MEGALARM3	
Objet : Un contrat n°003101-16 d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société VISUAL-SYSTEMES, sise à Mougins. Il concerne le logiciel de gestion de télésurveillance MEGALARM3 installé au service téléalarme et prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 934,40 € TTC.	
N°D2016-23 - 15/02/16 - Direction des Mobilités	452
Décision relative à l'attribution du marché n°8.42H portant sur les travaux de machinerie des ascenseurs du Peyrou pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway	
Objet : Le marché n°8.42H est conclu avec l'entreprise THYSSENKRUPP sise à Montpellier. Il porte sur des prestations de travaux de machinerie des ascenseurs du Peyrou dans le cadre du bouclage de la 4ème ligne de tramway.	
Le prix global et forfaitaire d'un montant de 254 000 € HT, décomposé comme suit :	

- tranche ferme (fourniture, pose et mise en service) : 242 000 € HT,
 - tranche conditionnelle (maintenance des 2 ascenseurs) : 12 000 € HT.
 La durée prévisionnelle globale d'exécution du marché est de 5 mois à compter de sa notification, s'agissant des travaux de la tranche ferme et la durée de la tranche conditionnelle est de 5 ans à compter de son affermissement.

N°D2016-27 - 15/02/16 - Direction de la Culture

454

Décision relative à un contrat de cession avec la Compagnie Aime l'Air pour la réalisation de trois Work'shop et trois concerts

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec la Compagnie Aime l'Air sise à La Courneuve (93120). Il concerne la cession des droits d'exploitation de trois prestations intitulées « Workshops et concerts solo » avec Claude Tchamitchian, contrebasse, Eric Echampard, batterie, et Andy Emler, piano. Le marché prendra fin à l'issue du dernier concert solo, programmé le 2 mai 2016. Le montant du marché s'élève à 3 300 € TTC.

N°D2016-31 - 15/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

456

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'association FACE HERAULT pour l'occupation temporaire de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association FACE HERAULT pour l'occupation temporaire du local répertorié bureau 0.16 d'une surface de 30,08 m² situé au rez-de-chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une courte durée de 4 mois et demi soit jusqu'au 15 juillet 2016 pour une redevance mensuelle HT et HC de 380,21 € conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

N°D2016-33 - 15/02/16 - Direction de la Culture

458

Décision relative à un fonds d'Aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "Les rêves perdus"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle "Les rêves perdus" diffusé début 2016 à Murviel-lès-Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Tango Théâtre et la Compagnie Art Mixte, diffuseur et pour un montant de 2 000 € TTC.

N°D2016-34 - 15/02/16 - Direction de la Culture

460

Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "Carmen Opus 1"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle "Carmen Opus 1" diffusé début 2016 au théâtre Jacques Cœur. Ce marché est conclu avec la Compagnie Faux Magnifico et le Théâtre Jacques cœur, diffuseur pour un montant de 2 500 € TTC.

N°D2016-35 - 15/02/16 - Direction des Mobilités

462

Décision relative à l'attribution du marché n°8.867 portant sur la valorisation en amont de la mise en service du bouclage de la 4ème ligne de tramway

Objet : Le marché n°8.867 est conclu avec l'entreprise JUST HAPPINESS sise à Montpellier. Il porte sur des prestations d'accompagnement de la valorisation de la 4ème ligne de tramway sur le plan stratégique et graphique, en amont de son inauguration et de sa mise en service commerciale. Ce marché à prix unitaires et à bons de commande avec un maximum de 50 000 € HT, est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 12 mois à compter de sa notification.

N°D2016-39 - 16/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

464

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°4142TV15 - Contrôle extérieur en construction routière

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant de transfert concernant le marché de contrôle extérieur en construction routière de ACR MEDITERRANEE à SOD.IA suite à un transfert d'activités.

N°D2016-44 - 22/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

466

Décision relative à un marché n°4101RI15 de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers

Objet : Un marché n°4101RI15 d'assistance et de développement sur site pour la structuration de l'infocentre existant et la création de nouvelles data bases métiers est conclu avec la société PRODWARE sise à PARIS. Il concerne les tableaux de bord relatifs à de nombreuses directions (Environnement, Transport, Culture, Sport, Contrôle de Gestion, Ressources Humaines, Finances, ...). La durée de ce marché est d'un an à compter de sa notification pour un montant compris entre un minimum 20 000 € HT et un maximum de 85 000 HT.

N°D2016-46 - 16/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

468

Décision relative à un avenant n°1512-6539 au contrat n°1310-5477 de maintenance du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française)

Objet : Un avenant n°1512-6539 au contrat n°1310-5477 de maintenance informatique du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) est conclu avec la société VEREMES sise à Saint-Estève. Il concerne la licence MAJIC pour FME utilisée par le service SIG de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Il prend effet à sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2016 pour le montant de 240 € TTC portant le nouveau montant annuel du contrat initial à 2 112 € TTC.

N°D2016-48 - 04/03/16 - Direction des Ressources Informatiques

470

Décision relative à un marché n°4063RI15 d'utilisation en mode hébergé, de maintenance et d'évolution du logiciel EUDONET

Objet : Un marché n°4063RI15 d'utilisation en mode hébergé, maintenance et évolution du logiciel EUDONET de gestion des contacts et des projets avec les entreprises est conclu avec la société EUDOWEB sise à Courbevoie. Il concerne le logiciel EUDONET utilisé par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016 et sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 15 000 € HT et un maximum de 28 000 € HT.

N°D2016-49 - 16/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

472

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, signée en date du 22 janvier 2011, est conclu avec la société COLCOM pour une période de douze mois, jusqu'au 31 janvier 2017 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 609,39 € à payer par ladite société conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

N°D2016-51 - 15/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

474

Décision relative à la cession à titre gratuit de mobiliers vétustes de bureau à l'association "Les amis et Compagnons Emmaüs"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à titre gratuit, pour cause de vétusté, un ensemble de mobiliers de bureau d'une valeur estimée à 1 100 euros à l'association "Les amis et Compagnons Emmaüs".

N°D2016-54 - 07/03/16 - Direction des Finances

476

Décision relative au transfert de garanties d'emprunts accordées à la SERM par la Ville de Montpellier suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole entraîne le transfert à cette dernière de la compétence relative à la « Création, Aménagement, Entretien et Gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ». Dans le cadre de ce transfert, les garanties d'emprunts accordées par la commune de Montpellier à la SERM sont transférées à la Métropole. Quatorze contrats sont concernés pour un capital restant dû garanti de 12 173 886,37 €

N°D2016-55 - 04/03/16 - Direction de la Culture

478

Décision relative au marché n°4177DC15 de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition "Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme"

Objet : Un marché n°4177DC15 de conception et maîtrise d'œuvre de l'exposition "Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme" du musée Fabre est passé avec Loretta GAITIS scénographe - Agence Charrat Gaïtis sise à Paris. Il comprend une tranche ferme et une tranche conditionnelle. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 13 mois et un montant total de 25 500 € HT, soit 29 700 € TTC.

N°D2016-57 - 04/03/16 - Direction des Ressources Informatiques

480

Décision relative à un contrat d'hébergement du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE prévu le pour musée de l'Histoire de la France en Algérie

Objet : Un contrat d'hébergement du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE est conclu avec la société EVER TEAM, sise à Lyon. Il concerne le logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE prévu pour le musée de l'Histoire de la France en Algérie. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 mars 2016 et sera renouvelable par reconduction expresse par périodes successives de 3 mois, sans pouvoir excéder trois renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant trimestriel de ce contrat s'élève à 1 980 € TTC.

N°D2016-61 - 09/03/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

482

Décision relative à un marché n°4075EA15 de mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de dévoiement de canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier

Objet : Un marché n°4075EA15 est passé avec la société DEKRA sise à Montpellier. Il concerne la réalisation des missions de contrôle technique « L » et « S » en phase réalisation pour les travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois dont 6 semaines de période de préparation et un montant de 4 597,50 € HT.

N°D2016-64 - 16/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

484

Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société SYNAIRGIS

Objet : La société SYNAIRGIS souhaite bénéficier d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI. Cette domiciliation est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable deux fois sur avis du BIC de la Métropole et pour un coût mensuel hors taxes de 18,73 € à payer par l'entreprise domiciliée conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

486

N°D2016-69 - 15/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession du véhicule DN-662-FF en état techniquement et économiquement irréparable à la suite d'un sinistre

Objet : A la suite d'un sinistre survenu avec un véhicule de service immatriculé DN-662-FF, il a été procédé à son expertise qui a conclu à l'état de véhicule économiquement irréparable. Selon l'estimation de l'expert, la valeur du véhicule s'élève à 3 600 € TTC. Le véhicule est revendu à l'assurance pour le montant résultant de l'expertise - Cabinet KPI expertises.

488

N°D2016-70 - 15/02/16 - Direction des Mobilités

Décision relative à la résiliation du marché n°3.42P portant sur les travaux de mise en place de vannes martelières au droit des zones de rejet des eaux pluviales issues du ruissellement sur les RD21 et RD66 pour la 3ème ligne de tramway

Objet : Il s'agit de résilier, pour motif d'intérêt général conformément à l'article 46-4 du CCAG Travaux, le marché n°3.42P portant sur les travaux de mise en place de vannes martelières au droit des zones de rejet des eaux pluviales issues du ruissellement sur les RD21 et RD66. Ce marché est conclu avec SOLATRAG sis à Agde pour un montant de 86 658,40 € HT.

490

N°D2016-78 - 16/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail

Objet : Un contrat de licence et de service Horoquartz est conclu avec la société HOROQUARTZ, sise à Paris.

Il comprend l'assistance téléphonique, la maintenance informatique des matériels et le suivi du logiciel

« eTemptation » composant le système de gestion dynamique du temps de travail. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 20 976 € TTC.

492

N°D2016-79 - 26/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession à titre onéreux d'un véhicule agricole vétuste immatriculé BD-930-WS

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à titre onéreux un tracteur vétuste à Monsieur Richard Giné, domicilié route de Fabrègues 34660 - Courmonterral. Le prix de cession est de 300 €.

494

N°D2016-80 - 15/02/16 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°3.213 portant sur la mise en place des équipements d'un carrefour à feux à Juvignac pour la 3ème ligne de tramway

Objet : Le marché n°3.213 du carrefour à feux CC10 de Juvignac est conclu avec à l'entreprise SNEF sise Avignon (84). Il porte sur la mise en place des équipements d'un carrefour à feux à Juvignac. C'est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 19 469,25 € HT. La durée prévisionnelle d'exécution de ce marché est d'un mois à compter de sa notification.

496

N°D2016-85 - 04/03/16 - Direction de la Culture

Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « Dom Juan désossé »

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle "Dom Juan désossé " diffusé début janvier 2016 pour un montant ferme et définitif de 3 600 € TTC dans le cadre de son Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale.

N°D2016-88 - 25/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	498
Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole - Bureaux Responsable de Pôle Territorial	
Objet : La commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole signent une convention d'occupation temporaire du domaine public. La convention porte sur des locaux d'une surface de 114, 50 m ² destinés à accueillir le Responsable du Pôle Territorial. La durée de la convention est de 6 ans renouvelable une fois pour la même durée par reconduction expresse. La redevance annuelle est de 12 595 euros HT et hors charges, payable semestriellement à terme échu.	
N°D2016-89 - 15/02/16 - Direction des Mobilités	500
Décision relative à l'attribution du marché n°8.582 portant sur les travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway	
Objet : Le marché n°8.582 relatif aux travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou est conclu avec l'entreprise SERRURERIE ROMANO sise à Combas (30). Le montant de ce marché à prix global et forfaitaire est de 110 293 € HT pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 5 mois à compter de sa notification.	
N°D2016-90 - 15/02/16 - Direction des Mobilités	502
Décision relative à l'attribution du marché n°8.485 portant sur les travaux préparatoires d'équipements nécessaires au bouclage de la 4ème ligne de tramway	
Objet : Le marché à bons de commande n°8.485 relatif aux travaux préparatoires d'équipements nécessaires au bouclage de la 4ème ligne de tramway est conclu avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest de Saint Jean de Vedas (34). Le montant des prestations calculées sur la base de la grille d'analyse est de 641 919 € HT. La durée prévisionnelle globale d'exécution est de 24 mois à compter de sa notification.	
N°D2016-91 - 07/03/16 - Direction des Finances	504
Décision relative au transfert des emprunts du budget annexe eau potable suite à la création de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Les contrats d'emprunts du budget annexe de l'eau potable de la Métropole sont transférés à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. la Régie des Eaux s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû à la date du transfert.	
N°D2016-92 - 15/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	506
Décision relative à la convention d'occupation précaire du domaine privé avec l'EARL Grès Saint Pierre des parcelles cadastrées section RN n° 6p - 20p et 35 - Commune de Montpellier	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent par convention à l'occupation précaire pour une durée d'une année au profit de l'EARL Grès Saint Pierre pour l'exploitation des parcelles cadastrées section RN n°6p20p et 35, lieu-dit « Valdau », situées sur la commune de Montpellier, pour une surface totale de 4 ha 80 a 37 ca. Cette convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance globale et forfaitaire de 2 882,22 €.	
N°D2016-93 - 19/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	508
Décision relative à la convention d'occupation précaire du domaine privé avec la SCEA Domaine Tissot des parcelles cadastrées section RN n°6p - 7 - 10 -20p - 21 et 25 Commune de Montpellier	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent une convention d'occupation précaire d'une durée d'une année à la SCEA Domaine Tissot pour l'exploitation des parcelles cadastrées section RN n°6p ; 7 ; 10 ; 20p ; 21 et 25, lieu-dit « Valdau », situées sur la commune de Montpellier, pour une surface totale de 5 ha 09 a 65 ca. Cette convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance globale et forfaitaire de 3 057,90 €.	
N°D2016-94 - 25/02/16 - Direction des Finances	510
Décision modificative de la régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée	
Objet : L'encaissement par cartes bancaires en ligne sera opérationnelle prochainement au Planétarium Galilée. Ce nouveau mode d'encaissement doit être inscrit dans l'acte de création de la régie. Il s'agit d'un module du logiciel IREC réservé aux clients "partenaires" (comités d'entreprises, autocaristes, etc.) Cette décision a été validée par le comptable.	
N°D2016-95 - 22/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	512
Décision relative au paiement de l'indemnité de emploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n°16, 20, 25, 26, 468, 470 et 472 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	
Objet : Les parcelles cadastrées section AS n° 16, 20, 25, 26, 468, 470 et 472 , situées lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone sont comprises dans le périmètre de la DUP portant création du projet d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension, DUP au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.	

La convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF portant sur la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De part ses statuts, l'EPF ne peut pas payer les indemnités de remploi lorsqu'il n'est pas bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties : le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi (dont le montant s'élève à 23 857,90 €) qui reste à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2016-97 - 22/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

514

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AS n° 14 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La parcelle cadastrée section AS n° 14, située lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone est comprise dans le périmètre de la DUP portant création du projet d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension, DUP au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. La convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF portant sur la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De par ses statuts, l'EPF ne peut pas payer les indemnités de remploi lorsqu'il n'est pas bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties : le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi (dont le montant s'élève à 1897,75 €) qui reste à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2016-98 - 25/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

516

Décision relative à un marché n°4153RI15 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de balises interactives (tags NFC/ QR codes / Beacon) et de diffusion de contenus contextualisés sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation

Objet : Un marché à bons de commande n°4153RI15 est conclu avec la société CONNECTINGS, sise à Paris. Il concerne la fourniture et la maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de balises interactives (tags NFC / QR codes / Beacon) et de diffusion de contenus contextualisés sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation de la solution. Le montant maximum de ce marché est de 90 000 € HT sur sa durée qui est de 24 mois à compter de sa notification.

N°D2016-100 - 04/03/16 - Direction de la Culture

518

Décision relative à une convention de mise à disposition d'un espace du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'association CHAMP LIBRE

Objet : Dans le cadre du festival des Architectures Vives, et d'un partenariat culturel entre les deux structures, le Conservatoire à Rayonnement Régional s'engage à mettre à disposition, gracieusement, la cour intérieure du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, site de Sainte Anne Montpellier du 9 au 20 juin 2016. La cour sera ouverte au public du Festival des Architectures Vives du 15 au 19 juin 2016 sous surveillance de personnels mis à disposition du Conservatoire par l'association.

N°D2016-104 - 14/03/16 - Direction de la Culture

520

Décision relative au marché n°4209DC16 - Mises à jour, paramétrages et adaptations du simulateur astronomique DIGITAL SKY 2 de Sky-Skan et acquisition d'une nouvelle ferme de diffusion sur les nouveaux vidéoprojecteurs du Planétarium Galilée de Montpellier

Objet : Un marché n°4209DC16 de prestation de services est conclu avec la société Sky-Skan Europe GmbH, domiciliée en Allemagne. Il concerne la mise à jour, le paramétrage, l'adaptation du simulateur astronomique DigitalSky 2 de Sky-Skan et l'acquisition d'une nouvelle ferme de diffusion nécessaire au bon fonctionnement des vidéoprojecteurs SONY GTZ 280 Laser du Planétarium Galilée de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois et pour un montant de 110 551,20 € TTC.

N°D2016-105 - 29/02/16 - Direction des Ressources Informatiques

522

Décision relative à un marché n°3905RI15 de fourniture, d'installation et de maintenance d'un logiciel de gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Objet : Un marché mixte (forfaitaire et à bons de commande) n°3905RI15 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est conclu avec la société MESOTECH SARL, sise à QUIMPER. Il concerne les prestations suivantes :

- la fourniture d'un logiciel de gestion du parc de réceptifs et de facturation de la redevance spéciale, les licences d'utilisation, les prestations de livraison, d'installation et de mise en œuvre du logiciel sur le serveur, l'assistance au démarrage et au paramétrage sur site, la formation des agents sur site, l'assistance utilisateur (téléphone, mail, plateforme de centralisation des incidents), pour la partie forfaitaire ;
- la maintenance du logiciel pour les 3 années consécutives à la première année de garantie, la mise à

jour du produit, les demandes d'évolutions et ou d'adaptations pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les développements d'interface, les compléments et modifications de paramétrages, la mise à disposition d'une application mobile, l'assistance technique sur site, l'acquisition de modules complémentaires, l'acquisition de licences supplémentaires ou d'une licence site, pour la partie à bons de commande. Ce marché est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa notification et pour un montant global de 62 345 € HT., décomposé comme suit : 17 345 € HT pour la partie forfaitaire, et un seuil maximum de 45 000 € HT pour la partie à bons de commande.

N°D2016-107 - 19/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

524

Cession du véhicule 543 AFT34 en état d'épave

Objet : A la suite des problèmes récurrents de pannes du véhicule immatriculé 543 AFT 34, il a été jugé qu'il devenait économiquement non fondé de poursuivre la conservation de ce véhicule. Le véhicule est cédé à l'état d'épave au GARAGE SUD VO, Montpellier. La cession est effectuée à titre gratuit compte tenu des frais engendré par le recyclage.

N°D2016-108 - 22/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

526

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AW n°120p - Commune de Vendargues

Objet : La Métropole acquiert auprès de Monsieur Claude GRANIER, la parcelle cadastrée section AW n°120p lieu-dit « Lous Horts » sur la commune de Vendargues pour une contenance de 336 m². La parcelle est acquise à l'amiable dans le cadre du raccordement à Maera des effluents de la commune de Castries. La vente est consentie et acceptée pour un montant de 1 680 €.

N°D2016-109 - 19/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

528

Décision d'ester en justice " Taxe sur les surfaces commerciales TASCOM "

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP "PARME Avocats" près le Tribunal Administratif de Montpellier contre les décisions prises par le Préfet de l'Hérault de déduire de la dotation globale de fonctionnement au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 le produit de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

N°D2016-111 - 09/03/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

529

Décision relative au marché 3862EA15 de réalisation d'un forage pour la fourniture en eau d'irrigation du domaine de Fangouse à Lattes

Objet : Un marché n°3862EA15 de réalisation d'un forage pour la fourniture en eau d'irrigation du domaine de Fangouse à Lattes est passé avec la société STPB sise à SAINT SERIES. Il concerne l'exécution d'un forage destiné à alimenter en eau d'irrigation les propriétés de trois ayants droits constituant le Syndicat des eaux de Fangouse en remplacement de l'installation de pompage supprimée. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée globale de 6 semaines dont 1 semaine de préparation à compter de la notification et 5 semaines de travaux à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux et pour un montant de 62 311 € HT.

N°D2016-112 - 19/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

531

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau brute - Commune de Montpellier

Objet : Les canalisations d'eau brute qui alimentent la station de traitement des eaux « Arago » sont implantées en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section AL n° 229 et 230 appartenant à Monsieur ALATI. Cette implantation constitue une servitude passive qu'il convient de régulariser. Une convention de servitude de passage perpétuelle en tréfonds des dites parcelles est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2016-113 - 09/03/16 - Direction de la Culture

533

Décision relative à la gratuité de la formation pédagogique pour des enseignants du secondaire organisée par la Délégation académique à la formation des personnels de l'éducation nationale (DAFPEN) au Planétarium Galilée

Objet : la Délégation Académique à la Formation des Personnels de l'Education Nationale (DAFPEN) organise au Planétarium Galilée une matinée de présentation du potentiel scientifique et pédagogique du Planétarium auprès d'enseignants du second degré. Cette formation aura lieu début 2016 en présence du directeur adjoint du Planétarium qui interviendra conjointement avec l'enseignant formateur de la DAFPEN. Dans la mesure où cette animation peut motiver de nombreux enseignants à venir avec leurs classes, la gratuité de la mise à disposition de l'équipement et de l'animation produite par le Planétarium est prévue.

N°D2016-114 - 26/02/16 - Direction des Mobilités

535

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Snack Albert 1er

Objet : La Métropole indemnise Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane, gérants représentant la SARL ZALEX exploitant le commerce « Snack Albert 1er » au 4 Place Albert 1er à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway, avec une 2nde indemnité de 6 991 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016 (pour une période de 2 mois). Montants non soumis à la TVA.

N°D2016-115 - 26/02/16 - Direction des Mobilités	537
Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Bar Le Black Pearl II	
Objet : La Métropole indemnise Monsieur BOFFETTI représentant le Bar le BLACK PEARL II au 2 Boulevard Pasteur à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway, avec une 2nde indemnité de 5 477 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016 (pour une période de 4 mois). Montants non soumis à la TVA.	
N°D2016-116 - 09/03/16 - Direction de la Culture	539
Décision relative au marché de maîtrise d'œuvre - Travaux de réaménagement du PC sécurité du musée Fabre à Montpellier	
Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre est passé avec le groupement conjoint Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout, (mandataire sis à Montpellier) et BET Christophe Verda. Il concerne une mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux de réaménagement du PC sécurité du musée Fabre, à Montpellier. Il prend effet à compter de la réception par le titulaire d'un ordre de service de démarrage des prestations. Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 18 mois et pour un montant de 9 855,00 € HT.	
N°D2016-117 - 22/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	541
Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Baillargues dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Baillargues dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L-5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2016-118 - 26/02/16 - Direction des Mobilités	543
Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - La Comtesse à Montpellier	
Objet : La Métropole indemnise Madame OLMOS Marie Véronique, gérante représentant la SARL LOLIGO exploitant le commerce « La Comtesse » au 7 Place Albert 1er à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway, avec une 2nde indemnité de 12 451 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016 (pour une période de 2 mois). Montants non soumis à la TVA.	
N°D2016-120 - 04/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	545
Décision relative à un avenant N°1 au marché n°3841EA14 - Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis	
Objet : Un avenant n°1 au marché n°3841EA14 de réaménagement de la Rue Paul Rimbaud entre la Rue d'Alco et la Rue de l'Oasis est passé avec le Groupement EIFFAGE TP (mandataire) / SOLATRAG / SOTEM et UPEE7 en sous-traitance. Il concerne une indemnisation pour arrêt de chantier au profit des entreprises titulaires et sous-traitantes, et une plus-value financière liée aux sujétions techniques imprévues. Le présent avenant s'élève à un montant de 254 172,43 € HT réparti comme suit :	
. Travaux de voirie, réseau pluvial et réseaux secs : 150 066,74 € HT.	
. Travaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement : 104 105,69 € HT.	
Le nouveau montant du marché s'élève à 1 533 344,29 € HT.	
N°D2016-121 - 19/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	547
Décision de constitution de partie civile	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°14155000319 devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier. Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 909,92 € T.T.C. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.	
N°D2016-122 - 15/03/16 - Direction des Mobilités	549
Décision relative au marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway - Complément à la décision n°D2015-165 du 5 mai 2015	
Objet : Par décision n°2015-165 le marché n°8.642 des travaux de courants faibles a été attribué au groupement d'entreprises ROIRET / SPIE Sud-Ouest, mandataire ROIRET de Rilleux la Pape (69) pour un montant de 799 008,07 € HT. Il convient d'apporter un complément à cette décision afin d'autoriser TaM mandataire à signer les décisions de poursuivre relatives à ce marché, dans la limite de 5 % de son montant.	

N°D2016-123 - 26/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	551
Décision relative à la désaffectation des chemins ruraux dit « du Roué à Lansargues » et « n°24 » sur la commune de Saint-Brès	
Objet : Désaffectation des chemins ruraux dits « de Roué à Lansargues » et « n° 24 », sis sur la commune de Saint Brès, situés dans l'emprise de la ZAC de CANTAUSSEL. Ces chemins sont compris dans le projet et doivent être cédés à la SERM.	
N°D2016-124 - 19/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	553
Décision d'ester en justice "Référé préventif - Médiathèque de Castelnau-le-Lez"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier en référé préventif afin de faire constater l'état des propriétés jouxtant le chantier de construction de la médiathèque "Aimé Césaire" à Castelnau-le-Lez.	
N°D2016-125 - 26/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	554
Décision relative à un avenant de co-utilisation du marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la commune de Cournonsec et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la commune de Cournonsec entraîne, pour le marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la Commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe et de préciser les effets de celle-ci, pour ce marché est conclu jusqu'au 31 mars 2017, pour un montant global estimé à 57 214 € HT.	
N°D2016-126 - 26/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	556
Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique, par la commune de Jacou et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la commune de Jacou entraîne, pour le marché de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la Commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de la Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe et de préciser les effets de celle-ci, pour ce marché conclu jusqu'au 20 mars 2018, pour un montant global maximum de 180 000 € HT.	
N°D2016-127 - 15/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	558
Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien - maintenance - rénovation des installations d'éclairage public et des illuminations festives, par la commune de Saint-Brès et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la commune de Saint-Brès entraîne, pour le marché d'entretien - maintenance - rénovation des installations d'éclairage public et des illuminations festives, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe et de préciser les effets de celle-ci, pour ce marché conclu jusqu'au 02/01/2017, pour un montant global de 762 092, 80 € HT.	
N°D2016-128 - 04/03/16 - Direction de la Culture	560
Décision relative à la cession à titre onéreux d'un matériel agricole de type gyrobroyeur de marque JOPER	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un gyrobroyeur de marque Joper au Groupement agricole d'exploitation en commun Rojas, 12 Allée Gustave Eiffel, ZA St Michel, 34770 Gigean. Le prix de la cession est de 1 650 €.	
N°D2016-129 - 11/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	562
Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole	

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la commune de Prades-le-Lez entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où les marchés comportent des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la Commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle. Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe et de préciser les effets de celle-ci. Les marchés sont les suivants :

- Maintenance des réseaux d'éclairage public, conclu jusqu'au 25/12/2016 à prix mixte : 34 599 € HT / an (forfaitaire) + 50 000 € HT /an (maximum).

- Dératisation et désinsectisation des bâtiments communaux et du réseau pluvial, conclu jusqu'au 12/03/2017, pour un montant de 2050 € HT.

N°D2016-131 - 15/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

564

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la commune de Saint Georges d'Orques et Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la commune de Saint Georges d'Orques entraîne, pour le marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe et de préciser les effets de celle-ci, pour ce marché conclu jusqu'au 08/01/2017, pour un montant global estimé à 42 018, 10 € HT.

N°D2016-132 - 22/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

566

Décision de constitution de partie civile

Objet : Décision de constitution de partie civile dans l'affaire n°1410000286 pour le préjudice subi par Montpellier Méditerranée Métropole s'évaluant à 480 € pour la détérioration de deux bacs à ordures ménagères brûlés le 10 avril 2014.

N°D2016-135 - 03/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

567

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°3712MG15 - Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3712MG15 - Acquisition, livraison et maintenance de Photocopieurs, est passé avec la société Canon Fac-Simile Grand Sud. Il a pour objet de compléter le cahier des charges afin d'être en capacité de commander le produit suivant : Connexion carte fax : type super G3. Cela induit une ligne supplémentaire au BPU (Bordereau des Prix Unitaires) Le présent avenant n° 1 n'a aucune incidence financière sur le montant du marché public.

N°D2016-137 - 07/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

569

Décision relative à la résiliation, pour motif d'intérêt général, du marché N°4398 AT 16 portant sur une mission de Maîtrise d'oeuvre pour la PAE Marqueroze - Ouvrages génie civil conception réalisation suite alignement

Objet : Résiliation pour motif d'intérêt général du marché de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de murs de soutènement suite à l'alignement de 2 propriétés (parcelles EK 303 ; 305 et 307). Ces murs de soutènement étaient prévus dans les actes d'acquisition des terrains alignés. Aujourd'hui les propriétaires concernés par cet alignement demandent des modifications sur la réalisation de ces murs car ils envisagent des projets sur leurs terrains. Ces projets modifient largement la prestation initiale de la mission de maîtrise d'œuvre confiée à INTERVIA et seront également de nature à modifier les actes de cession.

N°D2016-138 - 15/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

571

Décision relative à un marché n°3912EA15 de travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement par technique sans tranchée

Objet : Un marché n°3912EA15 de travaux est passé avec le groupement EUREA (mandataire sis à Fronton -31620)/DPSM/SCAM TP. Il concerne la réhabilitation des réseaux d'assainissement par technique sans tranchée. Il prend effet à compter de sa notification pour un an et peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de deux ans. Le montant maximum annuel du marché s'élève à 450 000 € HT, soit 1 350 000 € HT sur la durée totale du marché.

N°D2016-139 - 09/03/16 - Direction de la Culture

573

Décision relative à un marché de prestation de création chorégraphique avec la Cie HORS COMMERCE

Objet : Dans le cadre du spectacle annuel, des classes de danse classique et contemporaine du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de la Métropole, le 16 avril 2016, la Cie Hors Commerce, réalisera la création d'une oeuvre chorégraphique à l'Opéra Comédie de Montpellier. Madame Hélène CATHALA, chorégraphe de danse contemporaine et Jean-Pierre AVIOTTE, chorégraphe de danse classique, seront les chorégraphes invités.

N°D2016-141 - 09/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

575

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, des chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Murviel-lès-Montpellier dans le domaine public métropolitain

Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Murviel-lès-Montpellier dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.

N°D2016-142 - 11/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

577

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMAG dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société SMAG est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire. Son activité est la création de logiciels innovants pour tous les acteurs du monde agricole et agro-industriels. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B10 de 169.30 m² jusqu'à démolition de l'immeuble le 31/12/2017. SMAG emploie actuellement 80 personnes et projette d'atteindre 95 personnes à 3 ans.

N°D2016-143 - 04/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

579

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCALEO dans la ZAC PARC 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SCALEO est agréée en vue d'une acquisition dans la ZAC PARC 2000. Elle est candidate à l'acquisition de la parcelle cadastrée TY317 du lot 16 de 450 m² pour la réalisation d'aménagements paysagers. L'utilisateur sera la société SCALEO MEDICAL qui a pour activité la fabrication de matériel médical et qui prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

N°D2016-147 - 15/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

581

Décision relative à la cession à titre gratuit de vélos électriques vétustes à l'association "Les amis et compagnons d'Emmaüs"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède, pour réforme et à titre gratuit, à l'association "Les Amis et Compagnons d'Emmaüs" sise à Saint-Aunès, 3 vélos électriques vétustes n° de série :

MD06CN03BL03MF1GID11D3990 ;

MD06CN03BL03MF1GID11D4060 ;

MD06CN03BL03MF1GID11D3986.

N°D2016-149 - 07/03/16 - Direction de la Culture

583

Marché n°4176DC15 de fourniture de produits frais et denrées sèches certifiés issus de l'Agriculture Biologique - cuisine pédagogique à l'Ecolothèque

Objet : Au regard de la nécessité de fournir des denrées issues de l'Agriculture Biologique pour la mise en œuvre d'ateliers de cuisine pédagogique à l'Ecolothèque, un marché n°4176DC15 est passé avec la société BIOCOOP RESTAURATION sise à Saint Grégoire. Ce marché à bons de commande, sans minimum et d'un maximum de 22 000 € HT par an prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, renouvelable trois fois par reconduction expresse.

N°D2016-151 - 15/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

585

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier-Agglomération Volley UC concernant un local situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier-Agglomération Volley UC concluent une convention d'occupation du domaine public. La convention concerne un local à usage de bureau, propriété de la Métropole, situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La convention est conclue pour 6 ans, renouvelable une fois pour la même durée par reconduction expresse. La surface louée est de 76 m², pour une redevance annuelle de 9 120 euros HT et hors-charges.

N°D2016-154 - 09/03/16 - Direction de la Culture

587

Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion théâtrale pour le spectacle Lullinight

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Lullinight » diffusé courant 2016 au théâtre de la Vista à Montpellier pour un montant de 1400 €.

N°D2016-155 - 11/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	589
Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'Association PÔLE EAU pour une extension de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	
Objet : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public du 1er mai 2013 est conclu avec l'Association PÔLE EAU pour une extension sur la surface de 12,20 m² constituée du module B2.34 situé au 2° étage du bâtiment MIBI à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016 pour une redevance mensuelle HC et HT de 1512,88 € pour la surface de 111,90 m² qu'elle occupe dans le MIBI conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°13462 du Conseil du 16 décembre 2015.	
N°D2016-158 - 26/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	591
Décision d'ester en justice "Société SEDES et ARTEBA, Société ATE, Société A+ Architecture - Cassation"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats Garreau, Bauer-Violas, Feschotte-Desbois contre l'arrêt n°14MA02146, 14MA02662 et 14MA02633 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 14 décembre 2015 condamnant les sociétés A+ Architectures, Sedes, Ate et Arteba à verser solidairement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux droits de laquelle vient Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 373 566,66 euros en réparation des désordres affectant le terrain du stade de rugby.	
N°D2016-159 - 09/03/16 - Direction de la Culture	593
Décision relative à un fonds d'Aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « La tempête »	
Objet : La Métropole participe à l'achat de deux représentations du spectacle « La tempête » diffusé en mars 2016 au théâtre de la Vista à Montpellier pour un montant de 8600€ TTC dans le cadre de son fonds d'Aide à la diffusion théâtrale.	
N°D2016-160 - 26/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	595
Décision d'ester en justice 'occupation illicite - PORTALY"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à l'occupation illicite par des Gens du Voyage de la parcelle OM n°67 sise à Montpellier constituant la station de potabilisation de l'eau Portaly.	
N°D2016-161 - 26/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	596
Décision relative à un avenant de co-utilisation du marché de travaux d'entretien, de grosses réparations et de maintenance des réseaux d'éclairage public, sportif et prestations associées, par la commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la ville de Grabels entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où le marché de travaux d'entretien, de grosses réparations et de maintenance des réseaux d'éclairage public, sportif et prestations associées comporte des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ce marché sera partielle. L'avenant a pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe du marché et de préciser les effets de celle-ci. Ce marché est conclu jusqu'au 31/12/2017, à prix mixte.	
N°D2016-162 - 04/03/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	598
Décision relative à l'avenant au marché de travaux "Programme de voirie 2014/2017" sur la commune de Restinclières	
Objet : Le marché "Programme de voirie 2014/2017 a été transféré par la commune de Restinclières à Montpellier Méditerranée Métropole. Suite à la décision de refus émise par le Département de l'Hérault pour réaliser les travaux sur la voirie départementale, au motif qu'une étude est en cours sur ces routes, il est proposé de reventiler les tranches de ce marché de manière à reporter les travaux des routes départementales en 2017. Afin de rééquilibrer les prestations à commander au prestataire, les quatre tranches ont été modifiées de manière à réaliser en 2016 les travaux des tranches fermes, conditionnelles 1 et 2. Le montant global du marché reste inchangé, en revanche, la reventilation entraîne une évolution du montant pour chaque tranche.	
N°D2016-163 - 09/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	600
Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n°15 et 28 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	
Objet : Les parcelles cadastrées section AS n°15 et 28, situées lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone sont comprises dans le périmètre de la DUP portant création du projet d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension, DUP au bénéfice de la Métropole. La convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF-LR portant sur la ZAC Parc d'Activités	

Charles Martel Extension prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut pas payer les indemnités de remploi lorsqu'il n'est pas bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties : le principal qui est financé par l'EPF-LR et l'indemnité de remploi (dont le montant s'élève à 3 558,40 €) qui reste à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2016-164 - 09/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

602

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AS n° 24 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La parcelle cadastrée section AS n° 24, située lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone est comprise dans le périmètre de la DUP portant création du projet d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension, DUP au bénéfice de la Métropole. La convention cadre entre la Métropole et l'EPF-LR portant sur la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut pas payer les indemnités de remploi lorsqu'il n'est pas bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties : le principal qui est financé par l'EPF-LR et l'indemnité de remploi (dont le montant s'élève à 3 306,20 €) restant à la charge de la Métropole.

N°D2016-165 - 07/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

604

Décision relative à une convention de prise de possession anticipée pour les parcelles cadastrées section AV n° 250 et 251 - Commune de Cournonterral

Objet : Dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, une promesse de vente a été signée pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles situées sur la commune et cadastrées section AV n°250 et 251, d'une contenance totale de 1 792m². Une convention de prise de possession anticipée des parcelles précitées est consentie par le propriétaire, permettant une occupation des lieux avant la réitération de l'acte authentique moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 4 030 €.

N°D2016-168 - 04/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

606

Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux parcelle section AW n°247 - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Une convention d'occupation temporaire est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et les copropriétaires de la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez afin de permettre la réalisation des travaux de pose de canalisation de l'intercepteur Est à Castelnau-le-Lez. Cette convention est consentie et acceptée pour une durée de six mois moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 12 960 €.

N°D2016-170 - 09/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

608

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AV n° 250 et 251 - Commune de Cournonterral

Objet : Dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, une promesse de vente a été signée pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles situées sur la commune et cadastrées section AV n°250 et 251, d'une contenance totale de 1 792m². L'acquisition est consentie et acceptée moyennant une somme globale et forfaitaire de 21 970 €.

N°D2016-172 - 14/03/16 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

610

Décision relative à l'avenant de transfert, avenant n°1 du marché 4057GD15 conclu avec la société TERRA NOVA, à la société SYSOCO

Objet : Un avenant n°1 au marché n°4057GD15 doit être conclu pour le transfert à la société SYSOCO des prestations exercées jusqu'alors par la société TERRA NOVA en charge de l'équipement de géo localisation et de guidage dynamique, avec maintenance, et fourniture de cartes G.P.R.S. pour la régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2016-176 - 09/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

612

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n° 10, 13 et 29 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : Les parcelles cadastrées section AS n°10, 13 et 29, situées lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone sont comprises dans le périmètre de la DUP portant création du projet d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension, DUP au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. La convention cadre entre la Métropole et l'EPF-LR portant sur la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut pas payer les indemnités de remploi lorsqu'il n'est pas bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties : le principal qui est financé par l'EPF-LR et l'indemnité de remploi (dont le montant s'élève à 9 256,30 €) qui reste à la charge de la Métropole.

N°D2016-177 - 29/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	614
Décision d'ester en justice "occupation illicite - commune de Castelnau-le-Lez"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près le TGI de Montpellier tendant à l'expulsion de gens du voyage occupant illicitement les parcelles cadastrées section AN n°38,40,50,82 et 83 sises sur la commune de Castelnau-le-Lez propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.	
N°D2016-179 - 09/03/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	615
Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonterral dans le domaine public métropolitain	
Objet : Il s'agit du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonterral dans le domaine public métropolitain conformément aux dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales.	
N°D2016-180 - 11/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	617
Décision relative à l'agrément de candidature de la société SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES dans la ZAC Euromédecine II à Grabels	
Objet : La candidature de la société SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Euromédecine II. Elle est candidate à l'acquisition du lot 35B de 351 m² pour la réalisation de 12 places de stationnements. Les utilisateurs finaux seront l'association A.P.A.R.D (association pour l'assistance et la réhabilitation à domicile) et la société FINIDEV (expertise en finances publiques).	
N°D2016-185 - 04/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	619
Décision d'ester en justice "Occupation illicite - parkings du stade de rugby "Altrad stadium"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de gens du voyage occupant illicitement les parcelles sises sur la commune de Montpellier constituant des parkings du stade de Rugby "Altrad stadium".	
N°D2016-186 - 04/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	620
Décision d'ester en justice "Bonnier de la Mosson - Occupation illicite"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de gens du voyage occupant illicitement les parcelles cadastrées LN n°32, 33, 45 et 47 du Domaine "Bonnier de la Mosson" situé à Montpellier.	
N°D2016-193 - 15/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	621
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 6 mois soit jusqu'au 30 septembre 2016, pour une redevance mensuelle HT et HC de 2 562,70 € pour la surface de 176,01 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°13462 du Conseil du 16 décembre 2015.	
N°D2016-194 - 15/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	623
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TOUCHMODS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société TOUCHMODS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2017 pour une redevance mensuelle HT et HC de 1 195,16 € pour la surface totale de 88,40 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil du 16 décembre 2015.	
N°D2016-197 - 15/03/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	625
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRDYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société VIRDYS pour une période de douze mois soit jusqu'au 31 mars 2017 pour une redevance mensuelle HT et HC de 1 089,08 €, pour la surface de 74,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil du 16 décembre 2015.	

N°D2016-207 - 15/03/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

627

Décision relative à la cession à titre gratuit d'un photocopieur vétuste

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède, à titre gratuit et pour réforme, un photocopieur vétuste de marque Toshiba e-studio 2880C, n° de série CWF 020328, à l'association "Les amis et compagnons d'Emmaüs, sise Zac Saint-Antoine à Saint-Aunès.

N°D2016-217 - 11/03/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

629

Décision d'ester en justice "Squatt, impasse du buffet d'eau"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à l'occupation illicite de la voirie métropolitaine, impasse du Buffet d'Eau sise à Montpellier, par un individu.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation de M. Jean Michel Meurice de 14 de ses œuvres

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean Michel Meurice domicilié 27, rue Ancien Puits 11 100 Bages propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole 14 de ses œuvres d'une valeur de 81 000 € (quatre-vingt-un mille euros),
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de monsieur Jean Michel Meurice de 14 de ses œuvres d'une valeur de 81 000 € (quatre-vingt-un mille euros).

ARTICLE 2 : Ces 14 œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-377
Reçue en Préfecture le	10 FEV. 2016
Affichée le	10 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1108205 AU

Fait à Montpellier, le 10 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4156DC15 - Contrat de maintenance
pour le système de simulation astronomique DigitalSky du
Planétarium Galilée de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance matérielle et logicielle du système audiovisuel de simulation du ciel en temps réel Digital Sky 2, de tous les sous-systèmes de projection, des systèmes de sonorisation, d'automation et de découpage des images du planétarium Galilée,
- **CONSIDÉRANT** que la société SkySkan Europe GmbH a installé ce système de simulation du ciel en temps réel,
- **CONSIDÉRANT** que la société SkySkan Europe GmbH dispose du monopole au niveau des brevets et licences des logiciels installés et de certains matériels audiovisuels de synchronisation,
- **CONSIDÉRANT** que la société SkySkan Europe GmbH est la seule habilitée à effectuer des mises à jour et des modifications sur le logiciel DigitalSky 2 et sa base de données.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4156DC15 de prestation de service de maintenance pour le système de simulation astronomique Digital Sky de tous les sous-systèmes de projection, des systèmes de sonorisation, d'automation et de découpage des images du Planétarium Galilée est conclu avec la société Sky-Skan Europe GmbH, domiciliée au 2 Osterseenstrasse, dans la ville de Seeshaupt 82402 en Allemagne.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maintenance matérielle et logicielle du système audiovisuel de simulation astronomique en temps réel Digital Sky 2, de tous les sous-systèmes de projection, des systèmes de sonorisation, d'automatisation et de découpage des images du planétarium Galilée (hors vidéoprojecteurs).

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016. Il peut être renouvelé deux fois par période annuelle, de manière expresse deux mois avant sa date de fin, jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce marché s'élève à dix-sept mille sept cent cinquante euros H.T. (21 300,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget prévisionnel 2016 de Montpellier Métropole Méditerranée.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-684
Reçue en Préfecture le	1 4 MAR. 2016
Affichée le	1 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Anc 1107079 AU

Fait à Montpellier, le

1 4 MAR. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes du Conseil au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en vue d'autoriser la signature de convention de dépotage des sous-produits de l'assainissement,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction accordée à Monsieur René REVOL dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de dépotage pour les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif, pour les déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques et pour les matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec la société :

Pour la station d'épuration de Maera à Lattes

GAMADA MTP, dont le siège social est situé au 5 C Impasse des Millepertuis à Vendargues 34740,

Pour la station d'épuration de Baillargues

GAMADA MTP, dont le siège social est situé au 5 C Impasse des Millepertuis à Vendargues 34740,

Pour la station d'épuration de Fabrègues

GAMADA MTP, dont le siège social est situé au 5 C Impasse des Millepertuis à Vendargues 34740.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de la date fixée par la notification de la convention à l'entreprise. Sa validité est de 3 ans à compter de la date de notification de la dite convention.

ARTICLE 3 : Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1^{er} janvier 2015)

Station d'épuration de Maera à Lattes :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne.

Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté A 2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-713
Reçue en Préfecture le	2 2 FEV. 2016
Affichée le	2 2 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107531 AV

Fait à Montpellier, le 2 2 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°CM/BM025/2016 de maintenance,
mise à jour, support technique et support à l'utilisateur du
logiciel de gestion de service social BUREAU MOBILE**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion de service social BUREAU MOBILE auprès de la société ACSIE,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance et l'assistance de ce logiciel,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°CM/BM025/2016 de maintenance informatique, mise à jour, support technique et support à l'utilisateur est conclu avec la société ACSIE, 9 rue Jacques Copeau, 71100 CHALON-SUR-SAONE.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel de gestion de service social BUREAU MOBILE installé au service relations sociales et conditions de travail.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à trois cent cinquante-sept euros et quarante-trois centimes T.T.C. (357,43 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-742
Reçue en Préfecture le	1 6 FEV. 2016
Affichée le	1 7 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc Mo 8131-AU

Fait à Montpellier, le 1 6 FEV. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°C035567.0/D441726 de maintenance du système de réservation de véhicules

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du système de réservation des véhicules auprès de la société GIR (GIAUME INDUSTRIE & RECHERCHE),
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce système à la société GIR au regard de l'exclusivité qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°C035567.0/D441726 de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société GIR, 21 rue Alfred de Musset, 69100 VILLEURBANNE.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel et le matériel du système de réservation des véhicules, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments pour la gestion du parc des véhicules de service de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à neuf cent trente-six euros T.T.C. (936 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-755
Reçue en Préfecture le	16 FEV. 2016
Affichée le	17 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108191-AU

Fait à Montpellier, le 16 FEV. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de maintenance du progiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du progiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE auprès de la société ATEXO,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce progiciel à la société ATEXO au regard de l'exclusivité qu'elle détient concernant ce produit,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance et de support informatiques est conclu avec la société ATEXO, 17 boulevard des Capucines, 75002 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le progiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE utilisé par les Directions des Marchés Publics de Montpellier Méditerranée Métropole et des communes ayant signé une convention de mise à disposition de ce service.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à cinq mille quarante euros TTC. (5 040 € TTC.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-767
Reçue en Préfecture le	16 FEV. 2016
Affichée le	17 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc1108329-AV

Fait à Montpellier, le 16 FEV. 2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux
parcelle section AW n°247 - Base de vie - Commune de Castelnau-le-lez**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Copropriétaires de la parcelle AW n° 247 représentés par la société FLASH Immobilier, sur la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrée section AW n° 247, d'une contenance totale de 22 078m² et une emprise de 2 300m²,

CONSIDERANT que la période des travaux relative à la pose de la canalisation d'eaux usées par micro tunnelier doit s'étendre sur 6 mois en raison du délai d'instruction du dossier « Loi sur l'Eau », et que la mise en œuvre desdits travaux nécessite l'installation d'une base de vie sur la parcelle précitée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de six mois, entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Copropriétaires de la parcelle AW n° 247, représentés par la société FLASH Immobilier, sur la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrée section AW n°247, d'une contenance totale de 22 078m² et une emprise de 2 300 m²,

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de dix mille euros (10 000 €).

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-774
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl 1108358-AJ

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la donation à la Médiathèque centrale de la Métropole
Emile Zola d'un fonds "Joseph Delteil" par M. Nicolas Vernier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la proposition de donation de M. Nicolas Vernier d'un fonds « Joseph Delteil » constitué de livres et articles de journaux, hebdomadaires et revues,
- **CONSIDERANT** que cette donation permettra la mise en valeur des œuvres littéraires de l'écrivain Joseph Delteil qui a vécu, de 1934 à 1978, dans les garrigues de Montpellier, à la Tuilerie des Massane, et enrichira les collections patrimoniales conservées à la Médiathèque centrale de Métropole Emile Zola, qui s'attache depuis 1992 à réunir un fonds consacré à cet écrivain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention relative au don d'un fonds de documents concernant Joseph Delteil est conclue entre M. Nicolas Vernier et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La donation prend effet à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 3 : La donation est consentie à titre gracieux. Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge les frais liés au déménagement des documents. Les crédits sont prévus chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-781
Reçue en Préfecture le	10 FEV. 2016
Affichée le	10 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc108413-cc

Fait à Montpellier, le

10 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une prise à bail du local commercial situé ZA
Multiparc du Salaison, 145 rue de la Marbrerie - 34740 Vendargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au le Président par le Conseil de la Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n° A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,
- VU le bail locatif par lequel la société SHEET ANCHOR DELTA représentée par Monsieur Antoine LABOUREUR, dont le siège est situé à PARIS (75116), 7 rue de l'Amiral d'Estaing, consent à louer à Montpellier Méditerranée Métropole, le local situé dans la ZA Multiparc du Salaison, 145 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES, pour une durée de douze ans à compter de la date de réception des travaux, au prix annuel de 59 100 € HT, dépôt de garantie en sus,
- VU l'avis favorable de France Domaine en date du 05 février 2016,

CONSIDÉRANT que ce local est nécessaire pour héberger le site d'exploitation Est de la Régie de collecte et valorisation des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prend à bail un local commercial situé ZA Multiparc du Salaison, 145 rue de la Marbrerie - 34740 VENDARGUES. Ce bail est consenti par la société SHEET ANCHOR DELTA représentée par Monsieur Antoine LABOUREUR, dont le siège social est situé à PARIS (75116), 7 rue de l'Amiral d'Estaing.

ARTICLE 2 : Un dépôt de garantie de 14 775,00 € HT sera versé au bailleur à la signature du bail.

ARTICLE 3 : Le bail est conclu pour un montant annuel, hors charges, de cinquante-neuf mille cent euros hors taxes (59 100,00 € HT), dépôt de garantie en sus, et pour une durée de douze ans à compter de la date de réception des travaux. Une franchise locative d'un montant cumulé de 87 500,01 € HT viendra minorer ce loyer sur les années 1, 3, 4 et 5.

ARTICLE 4 : Les travaux d'aménagement du site d'un montant de 637 200,00 € HT, feront l'objet d'un amortissement lissé sur les douze années du bail.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 6 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-802
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl 160426-AU

Fait à Montpellier le

15 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°1317/1115/SF-REN-PLAT de maintenance du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du progiciel de financements SAGE FINANCEMENTS auprès de la société SAGE,
- VU le transfert de la gamme de progiciels destinée aux collectivités territoriales de la société SAGE vers la société SALVIA DEVELOPPEMENT, dont SAGE FINANCEMENTS ainsi devenu SALVIA FINANCEMENTS,
- VU la décision n°D2013-596 approuvant le contrat n°1317/1112/SF-REN-PREM de maintenance du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance du progiciel SALVIA FINANCEMENTS à la société SALVIA DEVELOPPEMENT au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance informatique du progiciel de financement SALVIA FINANCEMENTS est conclu avec la société SALVIA DEVELOPPEMENT, 45 avenue Victor Hugo, 93534 AUBERVILLIERS Cedex.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne une licence d'utilisation limitée à 5 utilisateurs du progiciel SALVIA FINANCEMENTS, options Dette, Expertise, Couvertures, Crédit Revolving, Récupération des Taux et Dématérialisation des Actes Budgétaires.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à trois mille huit cent quatorze euros et quatre-vingt cents TTC (3 814,80 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-803
Reçue en Préfecture le	14 MAR. 2016
Affichée le	14 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc 11093/10AV

Fait à Montpellier, le 14 MAR. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 de transfert du marché n°3876GD15
lots 1 et 2, conclu avec la société SNIH, à la société PRO IMPEC**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 20,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Cyril MEUNIER dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public »,
- VU le marché n°3876GD15 concernant le « Nettoyage des locaux de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole » conclu avec la société SNIH,
- VU la cession, avec effet au 01 décembre 2015 du marché n°3876GD15 lot n°1 et lot n°2 à la société PRO IMPEC immatriculée sous le n° RCS 379 129 497,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1, au marché n°3876GD15 lots n°1 et lot n°2 doit être conclu pour le transfert à la société PRO IMPEC des prestations exercées jusqu'alors par SNIH.

ARTICLE 2 : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président, est autorisé à signer les avenants visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-12
Reçue en Préfecture le	2 6 FEV. 2016
Affichée le	2 6 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine 1109396 AU

Décision n° D2016-12

Fait à Montpellier, le

2 6 FEV. 2016

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°0003101-16 d'assistance et de maintenance du logiciel de gestion de télésurveillance MEGALARM3

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion de télésurveillance MEGALARM3 auprès de la société VISUAL-SYSTEMES,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier l'assistance et la maintenance de ce logiciel à la société VISUAL-SYSTEMES au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°003101-16 d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société VISUAL-SYSTEMES, E.Space Park, Bâtiment D, 45 allée des Ormes, 06250 MOUGINS.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel de gestion de télésurveillance MEGALARM3 installé au service téléalarme.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille neuf cent trente-quatre euros et quarante centimes TTC, (1 934,40 € TTC.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 931.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-20
Reçue en Préfecture le	22 FEV. 2016
Affichée le	22 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc1109710-AU

Fait à Montpellier, le 22 FEV. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.42H portant sur les travaux de
machinerie des ascenseurs du Peyrou pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 13 octobre 2015 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du code des marchés publics pour le marché n°8.42H portant sur les travaux de machinerie des ascenseurs du Peyrou pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** que les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une information préalable de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 5 janvier 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.42H est attribué à l'entreprise THYSENKRUPP de Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur des prestations de travaux de machinerie des ascenseurs du Peyrou dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway.

ARTICLE 3 : Le marché n°8.42H est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 254 000 € H.T, décomposé comme suit :

- tranche ferme (fourniture, pose et mise en service) : 242 000 € H.T.

- tranche conditionnelle (maintenance des 2 ascenseurs) : 12 000 € H.T.

ARTICLE 4 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 5 mois à compter de sa notification, s'agissant des travaux de la tranche ferme. La durée de la tranche conditionnelle est de 5 ans à compter de son affermissement.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-23
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/109735-AJ

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

Mme I. GLANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de cession avec la Compagnie Aïme l'Air pour la réalisation de trois Work'shop et trois concerts

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole des prestations artistiques et pédagogiques de qualité, témoignant d'un haut niveau d'exigence requis au sein de l'établissement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestation de service est passé avec la Compagnie Aïme l'Air sise 3, rue des écoles à La Courneuve (93120).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation de trois prestations intitulées « Workshops et concerts solo » avec Claude Tchamitchian, contrebasse, Eric Echampard, batterie, et Andy Emler, piano, les 15 février, 21 mars et 2 mai 2016.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin à l'issue du dernier concert solo, programmé le 2 mai 2016 à 20h00.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 3 300 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-27
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl109778ee

Fait à Montpellier, le

15 FEV. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'association FACE HERAULT pour l'occupation temporaire de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** que l'association FACE HERAULT a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour occuper temporairement un local au sein du bâtiment MIBI afin d'y mener une formation de courte durée destinée à des personnes sans emploi préalablement sélectionnées pour leur compétences dans le domaine du numérique
- **CONSIDERANT** que cette population pourrait tirer bénéfice de l'environnement entreprises du numérique présentes au sein du MIBI et qu'un local libre de toute occupation peut être mis à disposition pour une courte durée.

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FACE HERAULT pour la location d'un bureau de 30,08 m².

ARTICLE 2: La surface occupée est constituée du module B.0.16 situé au rez de chaussée du MIBI - 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3: La convention est conclue pour une courte durée à compter du 1^{er} mars 2016 pour se terminer le 15 juillet 2016.

ARTICLE 4: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association FACE HERAULT pour la surface de 30,08 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour

Décision n° D2016-31
à 380,21 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION déléguée dans le domaine est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-31
Reçue en Préfecture le	1 5 FEV. 2016
Affichée le	1 5 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1109840-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 5 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un fonds d'Aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "Les rêves perdus"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Les rêves perdus » diffusé le 23 janvier 2016 à Murviel-lès-Montpellier,

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Tango Théâtre et la Compagnie Art Mixte, diffuseur,

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2 000 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-33
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109872AU

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un fonds d'aide à la diffusion
théâtrale pour le spectacle "Carmen Opus 1"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Carmen Opus 1 » diffusé les 28, 29, 30 janvier 2016 au théâtre Jacques Cœur.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Faux Magnifico et Le Théâtre Jacques Cœur, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-34
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc/109875 AU

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.867 portant sur la valorisation en amont de la mise en service du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 5 novembre 2015 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du code des marchés publics pour le marché n°8.867 portant sur la valorisation en amont de la mise en service pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.867 est attribué à l'entreprise JUST HAPPINESS de Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur des prestations d'accompagnement de la valorisation de la 4^{ème} ligne de tramway sur le plan stratégique et graphique, en amont de son inauguration et de sa mise en service commerciale.

ARTICLE 3 : Le marché n°8.867 est un marché à prix unitaires et à bons de commande avec un maximum de 50 000 € H.T.

ARTICLE 4 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 12 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-35
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc1109882AU

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°4142TV15 - Contrôle extérieur en construction routière

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°12015-18 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,
- VU le marché n°4142TV15 concernant le contrôle extérieur en construction routière,
- VU la cession, avec effet au 1^{er} janvier 2016 du marché n°4142TV15 à la société SOD.IA immatriculée sous le n° RCS 392 417 689 dans le cadre du transfert d'activités,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°4142TV15 doit être passé en vue du transfert à la société SOD.IA des prestations exercées jusqu'alors par ACR Méditerranée.

ARTICLE 2 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°12015-18 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-39
Reçue en Préfecture le	1 6 FEV. 2016
Affichée le	1 6 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ime1110218-AU

Fait à Montpellier, le 1 6 FEV. 2016

M. R. YOUSSEUS



Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4101RI15 de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'infocentre de Montpellier Méditerranée Métropole dont les données sont exploitées pour la création de tableaux de bord et le suivi d'activités,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 30 octobre 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de développer l'infocentre existant en créant de nouveaux tableaux de bord et de nouveaux univers métiers, d'élaborer des scripts dynamiques d'interfaçage des différentes bases métiers et d'alimenter l'entrepôt de données,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4101RI15 d'assistance et de développement sur site pour la structuration de l'infocentre existant et la création de nouvelles data bases métiers est conclu avec la société PRODWARE, 45 quai de la Seine, 75019 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les tableaux de bord relatifs à de nombreuses directions (Environnement, Transport, Culture, Sport, Contrôle de Gestion, Ressources Humaines, Finances, ...).

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant du marché est compris entre un minimum de vingt mille euros HT, (20 000 € HT) et un maximum de quatre-vingt-cinq mille euros H.T. (85 000 HT.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-44
Reçue en Préfecture le	22 FEV. 2016
Affichée le	22 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110047-AV

Fait à Montpellier, le 22 FEV. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1512-6539 au contrat n°1310-5477 de maintenance du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française)

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 20,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2014-517 approuvant le contrat n°1310-5477 de maintenance informatique du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française), d'un montant annuel s'élevant à 1 872 € TTC, conclu avec la société VEREMES,
- VU l'acquisition d'une licence MAJIC pour FME auprès de la société VEREMES, permettant d'extraire les données du cadastre graphique fournies par la Direction Générale des Finances Publiques et de les transformer au format du Système d'Informations Géographiques FME,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance de cette licence,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1512-6539 au contrat n°1310-5477 de maintenance informatique du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) est conclu avec la société VEREMES, 9 rue de la Courregade, 66240 SAINT-ESTEVE.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la licence MAJIC pour FME utilisée par le service SIG de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, permettant d'extraire les données du cadastre graphique fournies par la Direction Générale des Finances Publiques et de les transformer au format du Système d'Informations Géographiques FME.

ARTICLE 3 : Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2016, le contrat initial arrivant à terme à cette même date.

ARTICLE 4 : Le montant du présent avenant s'élève à deux cent quarante euros TTC (240 € TTC).

ARTICLE 5 : Le nouveau montant annuel du contrat initial s'élève donc à deux mille cent douze euros TTC (2 112 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-46
Reçue en Préfecture le	1 6 FEV. 2016
Affichée le	1 7 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	ImM0189-AU

Fait à Montpellier, le 1 6 FEV. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4063RI15 d'utilisation en mode hébergé, de maintenance et d'évolution du logiciel EUDONET

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat », *UN PROJET 3M*
- VU le contrat d'assistance permettant d'utiliser la solution EUDONET en mode hébergé pour la gestion des contacts et des projets avec les entreprises, signé le 16 juin 2011 par Montpellier Méditerranée Métropole avec la société EUDOWEB,
- VU la procédure de consultation utilisée étant celle d'un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence conformément à l'article 28.II du Code des Marchés Publics,
- CONSIDERANT que la société EUDOWEB éditeur du logiciel EUDONET détient la propriété intellectuelle de l'outil, l'ensemble des sources et conserve les droits d'adaptation, de modification et de cession du logiciel,
- CONSIDERANT au regard de ces droits exclusifs, qu'aucune autre société n'est en mesure légalement et techniquement d'assurer la maintenance de ce logiciel,
- CONSIDERANT qu'un investissement important a déjà été réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce logiciel et qu'un changement de technologie induirait un investissement humain, financier et technique exorbitant,
- CONSIDERANT qu'il est indispensable pour le bon fonctionnement de la gestion des contacts et des projets avec les entreprises au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, à la fois de continuer de disposer du service de suivi et de support existant aujourd'hui pour assurer la maintenance corrective, légale et évolutive du produit, mais également de développer les évolutions nécessaires aux besoins apparus,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4063RI15 d'utilisation en mode hébergé, maintenance et évolution du logiciel EUDONET de gestion des contacts et des projets avec les entreprises est conclu avec la société EUDOWEB, Immeuble Le Doublon - bât. A, 11 avenue Dubonnet, CS 50001, 92407 COURBEVOIE Cedex.

ARTICLE 2 : Les prestations de ce marché concernent le logiciel EUDONET utilisé par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de quinze mille euros HT (15 000 € HT) et un maximum de vingt-huit mille euros HT. (28 000 € HT). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-48
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1110197-AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 22 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société COLCOM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 28 novembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 janvier 2016 et que la société COLCOM n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COLCOM pour une période de douze mois, jusqu'au 31 janvier 2017.

ARTICLE 2: A compter de la signature de l'avenant, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COLCOM pour la surface de 106,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 609,39 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-49
Reçue en Préfecture le	16 FEV. 2016
Affichée le	17 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc/M0213-AU

Fait à Montpellier, le 16 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession à titre gratuit de mobiliers vétustes
de bureau à l'association "Les amis et Compagnons Emmaüs"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de « l'Administration Générale, du Contentieux et Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des mobiliers vétustes de bureau,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un ensemble de mobiliers vétustes de bureau d'une valeur estimée à 1 100 euros, à l'association Les Amis et Compagnons Emmaüs, ZAC Saint-Antoine, 34 130 Saint-Aunès.

ARTICLE 2 : La liste des mobiliers concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 3 : La cession est effectuée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-51
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 140226-AV

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de garanties d'emprunts accordées à la SERM par la Ville de Montpellier suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; procéder dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature,
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- CONSIDERANT que le régime des transferts de compétences défini aux articles L. 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,

- **CONSIDERANT** que la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les garanties d'emprunts accordées par la commune de Montpellier à la SERM dans le cadre du financement du Réseau Montpelliérain Chaleur Froid (RMCF) sont transférées à la Métropole.

ARTICLE 2 : Les 14 contrats concernés sont listés dans l'annexe jointe.

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 3 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives aux contrats visés aux articles 1 à 2 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-54
Reçue en Préfecture le	- 7 MAR. 2016
Affichée le	- 7 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc M0278 AV

Fait à Montpellier, le - 7 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4177DC15 de conception
scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie
de l'exposition "Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13581 du 27 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de conception et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » au musée Fabre,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 3 décembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4177DC15 de conception et maîtrise d'œuvre est passé avec Loretta GAITIS scénographe - Agence Charrat Gaïtis - 67 rue Desnouettes - 75015 PARIS

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la conception et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » au musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 13 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 25 500 € HT (tranche ferme : 22 500 € HT ; tranche conditionnelle : 3 000 € HT). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-55
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 110282 AV

Fait à Montpellier, le

- 4 MAR 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat d'hébergement du logiciel de gestion des œuvres
FLORA MUSEE prévu le pour musée de l'Histoire de la France en Algérie**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE auprès de la société EVER TEAM,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'hébergement de ce logiciel,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier cette prestation à la société EVER TEAM au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat d'hébergement du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE est conclu avec la société EVER TEAM, immeuble le QG, 17 quai Joseph Gillet, 69004 LYON.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE prévu pour le musée de l'Histoire de la France en Algérie.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 mars 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par périodes successives de 3 mois, sans pouvoir excéder 3 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 4 : Le montant trimestriel de ce contrat s'élève à mille neuf cent quatre-vingt euros T.T.C. (1 980 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-57
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc1110327-AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

Mme C. MARION



C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4075EA15 de mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de dévoiement de canalisations d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser les missions « L » et « S » de contrôle technique pour les travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°4075EA15 de mission de contrôle technique est passé avec la société DEKRA sis 725 rue Louis Lépine 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation des missions de contrôle technique « L » et « S » en phase réalisation pour les travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées sur le site du CHRU à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois dont 6 semaines de période de préparation.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 4 597,50 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-61
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ime 140388 - AU

Fait à Montpellier, le

- 9 MAR. 2016

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société SYNAIRGIS

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la demande formulée par la société SYNAIRGIS qui souhaite implanter une agence à Montpellier en bénéficiant d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI,
- **CONSIDERANT** que la domiciliation au MIBI de la société SYNAIRGIS pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification entre la société SYNAIRGIS et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société SYNAIRGIS à établir son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 18,73 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-64
Reçue en Préfecture le	16 FEV. 2016
Affichée le	17 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110400AV

Fait à Montpellier, le 16 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession du véhicule DN-662-FF en état
techniquement et économiquement irréparable à la suite d'un sinistre**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'un véhicule de service immatriculé DN-662-FF a été endommagé suite à un accident de la circulation,
- **CONSIDERANT** que suite au rapport d'expertise du cabinet KPI Expertises, le véhicule a été jugé économiquement irréparable,
- **CONSIDERANT** qu'à la lecture du rapport d'expertise, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule immatriculé DN-662-FF est cédé à la compagnie SAUVEGARDE ASSURANCE SA situé 76 rue de Pony 75017 Paris.

ARTICLE 2 : Le prix de cession, conforme au rapport d'expertise du cabinet KPI Expertise s'élève à 3 600€ T.T.C.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-69
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 110514-AU

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la résiliation du marché n°3.42P portant sur les travaux de mise en place de vannes martelières au droit des zones de rejet des eaux pluviales issues du ruissellement sur les RD21 et RD66 pour la 3ème ligne de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par la Métropole, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** le marché n°3.42P portant sur les travaux de mise en place de vannes martelières au droit des zones de rejet des eaux pluviales issues du ruissellement sur les RD21 et RD66, lancé par TaM le 3 juillet 2014 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics,
- **CONSIDERANT** que ce marché a été conclu, à l'issue de la procédure, avec la société SOLATRAG sise Agde (34) pour un montant de 86 658,40 € H.T. tel qu'il résulte du Cadre du Détail Estimatif,
- **CONSIDERANT** que le dispositif technique prévu au marché doit être modifié pour une totale conformité, notamment sécuritaires, avec les prescriptions de l'arrêté Loi sur l'eau,
- **CONSIDERANT** qu'il est donc nécessaire de résilier ce marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 46-4 du CCAG Travaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°3.42P portant sur les travaux de mise en place de vannes martelières au droit des zones de rejet des eaux pluviales issues du ruissellement sur les RD21 et RD66 est résilié pour motif d'intérêt général conformément à l'article 46-4 du CCAG Travaux.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision la Société SOLATRAG, titulaire du marché.

ARTICLE 3 : TaM est autorisé à procéder au solde du marché à hauteur des travaux réalisés et, le cas échéant, à procéder au versement de l'indemnité contractuelle de résiliation de 5 %.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-70
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc 110507-AU

Fait à Montpellier, le

15 FEV. 2016

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de licence et de service Horoquartz
pour le système de gestion dynamique du temps de travail**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition d'un système de gestion dynamique du temps de travail, composé de matériels (lecteurs de présence) et du logiciel « eTemptation », auprès de la société HOROQUARTZ,
- **CONSIDERANT** que seule la société HOROQUARTZ, unique éditeur de ce système, est habilitée à réaliser des prestations de maintenance de ces matériels et de suivi de ce logiciel au regard des brevets dont elle dispose,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de licence et de service Horoquartz est conclu avec la société HOROQUARTZ, Tour CIT, 3 rue de l'Arrivée, 75015 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce contrat comprend l'assistance téléphonique, la maintenance informatique des matériels et le suivi du logiciel « eTemptation » composant le système de gestion dynamique du temps de travail, installé en réseau au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les sites extérieurs tels que l'Ecolothèque, la Piscine Olympique d'Antigone, Cap Alpha, Cap Omega, les médiathèques Federico Fellini, Emile Zola, Victor Hugo, Jean-Jacques Rousseau, Federico Garcia Lorca, William Shakespeare, « La Gare » de Pignan, François Giroud de Castries, Aimé Césaire de Castelnau le Lez, Albert Camus de Clapiers et Jean Giono de Pérols, le musée Fabre, le musée archéologique Henri Prades, le Conservatoire à Rayonnement Régional et son annexe de Candolle et le Planétarium Galilée.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à vingt mille neuf cent soixante-seize euros T.T.C. (20 976 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article I conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-78
Reçue en Préfecture le	16 FEV. 2016
Affichée le	17 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/110571-AU

Fait à Montpellier, le 16 FEV. 2016

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession à titre onéreux d'un
véhicule agricole vétuste immatriculé BD-930-WS**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et bien immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule agricole immatriculé BD 930 WS du fait de sa vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule agricole de marque Massey Ferguson immatriculé BD-930-WS à Monsieur Richard GINE, Route de Fabrègues, 34660 - Courmonterral.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession est de 300 euros.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-79
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ime_110582-AJ

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

26 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°3.213 portant sur la mise en place des équipements d'un carrefour à feux à Juvignac pour la 3^{ème} ligne de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 17 décembre 2015 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du code des marchés publics pour le marché n°3.213 portant sur la mise en place des équipements d'un carrefour à feux à Juvignac dans le cadre de la 3^{ème} ligne de tramway,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°3.213 du carrefour à feux CC10 de Juvignac est attribué à l'entreprise SNEF sise Avignon (84).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur la mise en place des équipements d'un carrefour à feux à Juvignac.

ARTICLE 3 : Le marché n°3.213 est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 19 469,25 € HT tel qu'il résulte de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de un (1) mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-80
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc 110596-AU

Fait à Montpellier le 15 FEV. 2016

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion
théâtrale pour le spectacle « Dom Juan désossé »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Dom Juan désossé » diffusé en février 2016 au théâtre de la Vista à Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Machine Théâtre et, le théâtre de la Vista, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 3 600 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-85
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1110718-AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation temporaire
du domaine public entre la commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier
Méditerranée Métropole - Bureaux Responsable de Pôle Territorial**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n° A2015-242 du 03/12/2016 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des transferts de compétences, il est nécessaire d'établir une convention d'occupation temporaire de locaux pour installer un Responsable de Pôle Territorial,
- **CONSIDERANT** que la commune de Castelnau-le-Lez dispose de locaux de bureaux disponibles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre la commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les locaux concernés, d'une surface globale de 114,50 m² sont situés 485 avenue des Compagnons, 34 170 Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature et pourra être prolongée une fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance annuelle est de 12 595 euros HT et hors charges, payable trimestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 à adapter conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,

Décision n°	D2016-88
Reçue en Préfecture le	25 FEV. 2016
Affichée le	25 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	IncM10795AV

Fait à Montpellier, le 25 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.582 portant sur les travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 12 octobre 2015 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du code des marchés publics pour le marché n°8.582 portant sur les travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** que les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une information préalable de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 2 février 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.582 est attribué à l'entreprise SERRURERIE ROMANO de Combas (30).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur des prestations de travaux de serrurerie des ascenseurs de la station « Peyrou-Arc de Triomphe » dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway.

ARTICLE 3 : Le marché n°8.582 est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 110 293 € HT. Cette dépense est prévue au Budget Transport de la Métropole chapitre 23.

ARTICLE 4 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 5 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-89
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110800-AU

Fait à Montpellier le

15 FEV. 2016

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.485 portant sur les travaux préparatoires d'équipements nécessaires au bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 28 octobre 2015 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du code des marchés publics pour le marché n°8.485 portant sur les travaux préparatoires d'équipements nécessaires au bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** que les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une information préalable de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 2 février 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.485 est attribué à l'entreprise SPIE Sud-Ouest de Saint Jean de Vedas (34).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur des travaux préparatoires d'équipements nécessaires au bouclage de la ligne 4 de tramway et comprend en particulier la pose et la dépose d'équipements notamment d'éclairage public, d'enseignes lumineuses, de bornes escamotables, de caméras vidéo, de barrières automatiques, de totems, guichets, armoires et de feux tricolores.

ARTICLE 3 : Le marché n°8.485 est un marché à bons de commande d'un montant de minimum de 400 000 € H.T. et d'un montant maximum de 950 000 € HT. Cette dépense est prévue au Budget Transport de la Métropole chapitre 23.

ARTICLE 4 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 24 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article I.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-90
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc M10803 AU

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

Mme I. GIANIBL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert des emprunts du budget annexe eau potable suite à la création de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature,
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 portant création de une régie de l'eau potable et de l'eau brute, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, modifiée par la délibération n°13624 du 27 janvier 2015,
- **CONSIDERANT** que la création de la Régie emporte de droit le transfert des contrats d'emprunts concernés,

DECIDE

ARTICLE 1 : Les contrats d'emprunts du budget annexe de l'eau potable de la Métropole sont transférés à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : la Régie des Eaux s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû à la date du transfert.

ARTICLE 3 : Les contrats concernés sont listés en annexe jointe.
Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-91
Reçue en Préfecture le	- 7 MAR. 2016
Affichée le	- 7 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc/110807-AU

Fait à Montpellier, le - 7 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention d'occupation précaire du
domaine privé avec l'EARL Grès Saint Pierre des parcelles
cadastrées section RN n° 6p - 20p et 35 - Commune de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention d'occupation précaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de l'EARL Grès Saint Pierre représentée par Monsieur ROUQUAIROL Ludovic, les parcelles cadastrées section RN n°6p ; 20p et 35, lieu-dit « Valdau », situées sur la commune de Montpellier, pour une surface totale de 4 ha 80 a 37 ca,
- CONSIDERANT que ces parcelles, acquises dans le cadre de réserves foncières par Montpellier Méditerranée Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- CONSIDERANT que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions des articles L 411-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime, met à disposition de l'EARL Grès Saint Pierre représentée par Monsieur ROUQUAIROL Ludovic, dont le siège social est 3 rue du Petit Nice au Crès (34920), les parcelles cadastrées section RN n° 6p ; 20p et 35, lieu-dit « Valdau », situées sur la commune de Montpellier, pour une surface totale de 4 ha 80 a 37 ca.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée d'une année.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de deux mille huit cent quatre-vingt-deux euros vingt-deux centimes (2 882,22€).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-92
Reçue en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affichée le	15 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Im 110899-AU

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention d'occupation précaire du domaine
privé avec la SCEA Domaine Tissot des parcelles cadastrées
section RN n°6p - 7 - 10 -20p - 21 et 25 Commune de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention d'occupation précaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SCEA Domaine Tissot représentée par Monsieur TISSOT Denis, les parcelles cadastrées section RN n°6p ; 7 ; 10 ; 20p ; 21 et 25, lieu-dit « Valdau », situées sur la commune de Montpellier, pour une surface totale de 5 ha 09 a 65 ca,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles, acquises dans le cadre de réserves foncières par Montpellier Méditerranée Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions des articles L 411-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime, met à disposition de la SCEA Domaine Tissot représentée par Monsieur TISSOT Denis, dont le siège social est Mas du Ministre à Mauguio (34130), les parcelles cadastrées section RN n°6p ; 7 ; 10 ; 20p ; 21 et 25, lieu-dit « Valdau », situées sur la commune de Montpellier, pour une surface totale de 5 ha 09 a 65 ca.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de trois mille cinquante-sept euros quatre-vingt-dix centimes (3 057,90 €).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-93
Reçue en Préfecture le	19 FEV. 2016
Affichée le	19 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ince110903-AU

Fait à Montpellier, le 19 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE

Décision modificative de la régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2003-88 modifiée, en date du 24 mars 2003, portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Planétarium Galilée, situé allée Ulysse, Odysseum à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 1^{er} février 2016, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, le complément apporté à l'encaissement par cartes bancaires, la décision est modifiée comme suit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par cartes bancaires sur place et à distance,
- par chèques vacances,
- par internet,
- par le reversement des droits d'entrées encaissés par la société GETATICKET,
- par virement sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-94
Reçue en Préfecture le	2 5 FEV. 2016
Affichée le	2 5 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc M0928-AU

Fait à Montpellier le 2 5 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n°16, 20, 25, 26, 468, 470 et 472 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable; par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-1-1962 en date du 17 novembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc d'Activités Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU l'avenant n°1 à la convention cadre économique entre l'EPF-LR et Montpellier Méditerranée Métropole signé le 2 juin 2015 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt métropolitain, parmi lesquels figure la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension,
- VU le bon pour accord en date du 28 décembre 2015 par lequel les Consorts MENELLA acceptent de céder à l'amiable à Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon intervenant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles cadastrées AS n° 16, 20, 25, 26, 468, 470 et 472 situées Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une contenance totale de 17 583 m²,
- VU l'avis de France domaine en date du 27 janvier 2016,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR est habilité par Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir pour son compte, conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée,
- **CONSIDERANT** que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 252 436,90 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
 - 228 579 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;

- 23 857,90 euros au titre de l'indemnité de remploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc.) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,

- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,

- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

DECIDE

ARTICLE 1 : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées AS n° 16, 20, 25, 26, 468, 470 et 472 situées Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone d'une contenance totale de 17 583 m².

ARTICLE 2 : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 252 436,90 € toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 228 579 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;

- 23 857,90 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par Montpellier Méditerranée Métropole, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-95
Reçue en Préfecture le	22 FEV. 2016
Affichée le	22 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc11109514V

Fait à Montpellier, le 22 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition
de la parcelle cadastrée AS n° 14 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités
Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-I-1962 en date du 17 novembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc d'Activités Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU l'avenant n°1 à la convention cadre économique entre l'EPF-LR et Montpellier Méditerranée Métropole signé le 2 juin 2015 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt métropolitain, parmi lesquels figure la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension,
- VU le bon pour accord en date du 19 novembre 2015 par lequel Monsieur Claude AGUILAR domicilié 521 Boulevard Carrières Pèlerines 34750 Villeneuve-lès-Maguelone accepte de céder à l'amiable à Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF LR) intervenant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée AS n° 14 située Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une contenance totale de 845 m²,
- VU l'avis de France domaine en date du 4 janvier 2016,
- CONSIDERANT que l'EPF LR est habilité par Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir pour son compte, conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée,
- CONSIDERANT que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 12 882,75 € toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
 - 10 985 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;

- 1 897,75 euros au titre de l'indemnité de emploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de emploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de emploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc.) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,

- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,

- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de emploi,

DECIDE

ARTICLE 1 : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée AS n°14 située Liendit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone d'une contenance totale de 845 m².

ARTICLE 2 : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 12 882,75 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 10 985 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;
- 1 897,75 euros au titre de l'indemnité de emploi, payés par Montpellier Méditerranée Métropole, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-97
Reçue en Préfecture le	22 FEV. 2016
Affichée le	22 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1110966-AV

Fait à Montpellier, le 22 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4153RI15 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de balises interactives (tags NFC/ QR codes / Beacon) et de diffusion de contenus contextualisés sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU le projet de Recherche et Développement Ecocité/Cité Intelligente visant à enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, mesurer et contrôler ces services, ainsi qu'à réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 17 Novembre 2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de mise en place d'une plate-forme de gestion de balises interactives dans le cadre de ce projet,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4153RI15 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de balises interactives (tags NFC/ QR codes / Beacon) et de diffusion de contenus contextualisés sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation de la solution est conclu avec la société CONNECTHINGS, 10 rue de Rochechouart, 75009 PARIS.

ARTICLE 2 : L'objectif du présent marché est que chaque objet public puisse disposer de sa propre page mobile. Les pages mobiles sont connectées entre elles de manière transversale et permettent ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de proposer aux habitants et aux touristes une sorte de portail web mobile contextuel et universel accessible depuis le mobilier urbain du domaine public en un seul geste et qui apporte la bonne information au bon moment, de la bonne manière.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant maximum de ce marché à bons de commande est estimé à quatre-vingt-dix mille euros H.T. (90 000 € H.T.) sur la durée du marché. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-98
Reçue en Préfecture le	25 FEV. 2016
Affichée le	25 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ime M0993-AU

Fait à Montpellier, le 25 FEV. 2016

Mme C. MARION

Chantal Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de mise à disposition d'un espace du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'association CHAMP LIBRE

- VU L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture»,
- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la 10^{ème} édition du Festival des Architectures Vives, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée par l'association CHAMP LIBRE, organisatrice du festival, afin d'occuper la cour intérieure, du site Sainte Anne, du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention, l'occupation temporaire, par l'association CHAMP LIBRE, d'un espace situé au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre d'un partenariat entre les deux structures culturelles.

ARTICLE 2 : L'espace, dont l'occupation est autorisée, est la cour intérieure du site Sainte Anne du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : L'occupation est autorisée du 9 au 20 juin 2016.

ARTICLE 4 : Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux compte tenu de l'intérêt général.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-100
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Line M1018-AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4209DC16 - Mises à jour, paramétrages et adaptations du simulateur astronomique DIGITAL SKY 2 de Sky-Skan et acquisition d'une nouvelle ferme de diffusion sur les nouveaux vidéoprojecteurs du Planétarium Galilée de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment les articles 28.II et 35,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la «Culture»,
- VU la procédure de consultation utilisée, celle d'un marché à procédure adaptée, négocié sans publicité et sans mise en concurrence, conformément aux articles 28.II et 35 du Code des marchés publics,
- **CONSIDÉRANT** : qu'il est nécessaire de prévoir l'environnement informatique nécessaire au bon fonctionnement des nouveaux vidéoprojecteurs de type SONY GTZ 280 Laser qui font l'objet du marché n°4036DC15 et seront installés au Planétarium Galilée,
- **CONSIDÉRANT** qu'il est dans ce cadre nécessaire d'effectuer le paramétrage, la calibration et l'adaptation du progiciel de simulation astronomique DigitalSky 2 et de tout le système audiovisuel et technique s'y référant (fichiers, programmation, interfaces, ordinateurs, etc.),
- **CONSIDÉRANT** que la société SkySkan Europe GmbH, qui a installé le système de simulation du ciel en temps réel DigitalSky 2, dispose du monopole au niveau des brevets et licences des progiciels installés et de tout le matériel audiovisuel de synchronisation, et qu'elle est en conséquence la seule habilitée à effectuer des mises à jour et des modifications sur le logiciel DigitalSky 2 et sa base de données.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4209DC16 de prestation de services sur les nouveaux vidéoprojecteurs du Planétarium Galilée situé à Montpellier est conclu avec la société Sky-Skan Europe GmbH, domiciliée au 2 Osterseenstrasse, Seeshaupt, 82402, Allemagne.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la mise à jour, le paramétrage, l'adaptation du simulateur astronomique DigitalSky 2 de Sky-Skan et l'acquisition d'une nouvelle ferme de diffusion

Décision n° D2016-104
nécessaire au bon fonctionnement des vidéoprojecteurs SONY GTZ 280 Laser du Planétarium Galilée de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 92 126,00 € HT, soit 110 551,20 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-104
Reçue en Préfecture le	1 4 MAR. 2016
Affichée le	1 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 111057AV

Fait à Montpellier, le

1 4 MAR. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°3905RI15 de fourniture, d'installation et de maintenance d'un logiciel de gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la nécessité d'assurer une meilleure gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) en se dotant d'un outil performant,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des marchés publics lancée le 16 septembre 2015,
- CONSIDERANT la nécessité de passer un marché de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif qui devra pouvoir s'intégrer dans le système d'information actuel de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3905RI15 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif est conclu avec la société MESOTECH SARL, 37 chemin du Moustoir, 29000 QUIMPER.

ARTICLE 2 : Le présent marché est un marché à prix mixte (forfaitaire et à bons de commande) et concerne les prestations suivantes pour le Service Public d'Assainissement Non Collectif de Montpellier Méditerranée Métropole :

- La partie forfaitaire comprend :
 - la fourniture d'un logiciel de gestion du parc de réceptifs et de facturation de la redevance spéciale,
 - les licences d'utilisation,

- . les prestations de livraison, d'installation et de mise en œuvre du logiciel sur le serveur,
- . l'assistance au démarrage et au paramétrage sur site,
- . la formation des agents sur site,
- . l'assistance utilisateur (téléphone, mail, plateforme de centralisation des incidents),
- La partie à bons de commande comprend :
 - . la maintenance du logiciel pour les trois années consécutives à la première année de garantie,
 - . la mise à jour du produit,
 - . les demandes d'évolutions et ou d'adaptations pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
 - . les développements d'interface,
 - . les compléments et modifications de paramétrages,
 - . la mise à disposition d'une application mobile,
 - . l'assistance technique sur site,
 - . l'acquisition de modules complémentaires,
 - . l'acquisition de licences supplémentaires ou d'une licence site.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant global du marché s'élève à soixante-deux mille trois cent quarante-cinq euros H.T. (62 345 € HT.), décomposé comme suit :

- la partie forfaitaire s'élève à dix-sept mille trois cent quarante-cinq euros H.T. (17 345 € HT.) ;
- la partie à bons de commande est limitée par un seuil maximum de quarante-cinq mille euros H.T. (45 000 € HT.).

Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, plan 03, chapitre 20.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-105
Reçue en Préfecture le	2 9 FEV. 2016
Affichée le	2 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1111081-AV

Fait à Montpellier, le 2 9 FEV. 2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Cession du véhicule 543 AFT34 en état d'épave

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente et inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole»,
- **CONSIDERANT** que le véhicule 543 AFT 34 est l'objet de pannes récurrentes nécessitant d'importantes réparations,
- **CONSIDERANT** qu'à nouveau le véhicule 543 AFT 34 présente des problèmes de boîtes à vitesses impactant ses fonctions de levage engendrant des coûts de maintenance élevés,
- **CONSIDERANT** que le véhicule 543 AFT 34 génère un montant important de devis de réparation, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à la conserver,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le véhicule immatriculé 543 AFT 34 est cédé à l'état d'épave au GARAGE SUD VO, 470 avenue Etats du Languedoc 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : La cession est effectuée à titre gratuit compte tenu des frais engendrés par le recyclage.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-107
Reçue en Préfecture le	1 9 FEV. 2016
Affichée le	1 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 111106-AU

Fait à Montpellier, le 1 9 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AW n°120p - Commune de Vendargues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le projet de promesse unilatérale de vente consenti par Monsieur Claude GRANIER au profit de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la vente de la parcelle sise commune de Vendargues, cadastrée section AW n°120p, lieu-dit Lous Horts d'une contenance de 336 m²,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est nécessaire à la pose d'une canalisation des eaux usées dans le cadre du raccordement à Macra des effluents de la Commune de Castries.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Claude GRANIER domiciliée 13 place de l'Eglise à Villeneuve-lès-Maguelone qui a accepté de céder à l'amiable la parcelle sise commune de Vendargues, cadastrée section AW n°120, d'une contenance de 336m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de MILLE SIX CENT QUATRE VINGT EUROS (1 680 €) toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-108
Reçue en Préfecture le	2 2 FEV. 2016
Affichée le	2 2 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Loc M1103-AU

Fait à Montpellier, le

2 2 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice " Taxe sur les surfaces commerciales TASCOM "

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier contre les décisions prises par le Préfet de l'Hérault de déduire de la dotation globale de fonctionnement (DGF) au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 le produit de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-109
Reçue en Préfecture le	19 FEV. 2016
Affichée le	19 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ime 11118 AU

Fait à Montpellier le 19 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 3862EA15 de réalisation d'un forage pour la fourniture en eau d'irrigation du domaine de Fangouse à Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de remplacer une installation de pompage supprimée lors des travaux de recalibrage du cours d'eau « Lironde »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3862EA15 de réalisation d'un forage pour la fourniture en eau d'irrigation du domaine de Fangouse à Lattes est passé avec la société STPB sise 130 rue des trois pins 34400 SAINT SERES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'exécution d'un forage destiné à alimenter en eau d'irrigation les propriétés de trois ayant droit constituant le syndicat des eaux de Fangouse en remplacement de l'installation de pompage supprimée.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la notification du marché. Sa durée globale est de 6 semaines dont 1 semaine de préparation à compter de la notification et 5 semaines de travaux à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 62 311 € HT. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-111
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc11111-AJ

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de deux canalisations d'eau brute - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuelle en tréfonds d'une canalisation d'eau brute consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Robert ALATI, propriétaire des parcelles situées sur la Commune de Montpellier, et cadastrées section AL n°229 et 230,
- **CONSIDERANT** que les canalisations d'eau brute qui alimentent la station de traitement des eaux « Arago » à Montpellier traversent les parcelles visées ci-dessus, appartenant à Monsieur ALATI et qu'il convient de régulariser cette situation en établissant, par acte notarié, une servitude réelle et perpétuelle en tréfonds des parcelles concernées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage perpétuelle en tréfonds des canalisations d'eau brute est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Robert ALATI, propriétaire des parcelles situées sur la Commune de Montpellier, et cadastrées section AL n°7229 et 230, d'une contenance totale de 235m² et d'une emprise totale de servitude de 25m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie à titre gratuit s'agissant de la régularisation de servitudes existantes depuis plus de vingt ans pour l'une et cinquante ans pour l'autre. Les frais d'actes sont à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-112
Reçue en Préfecture le	1 ^{er} FEV. 2016
Affichée le	1 ^{er} FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	LMC111171AU

Fait à Montpellier le 1^{er} FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la gratuité de la formation pédagogique pour des enseignants du secondaire organisée par la Délégation académique à la formation des personnels de l'éducation nationale (DAFPEN) au Planétarium Galilée

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de la Métropole ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois,
- **CONSIDERANT** que, fort des compétences acquises depuis de nombreuses années dans la formation des enseignants du 1^{er} degré et d'étudiants de l'Université, et en vue de développer la fréquentation scolaire il est opportun de proposer gratuitement une demi-journée de formation pour des enseignants du second degré au Planétarium Galilée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une matinée de présentation du potentiel scientifique et pédagogique du Planétarium, en lien avec les programmes de l'Éducation Nationale, organisée par la Délégation académique à la formation des personnels de l'éducation nationale (DAFPEN) pour les enseignants du second degré (professeurs de sciences physiques, mathématique, sciences de la vie et de la Terre) se déroulera courant février 2016 au Planétarium Galilée.

ARTICLE 2 : Compte tenu de son caractère informatif et strictement pédagogique l'accès au Planétarium et aux services afférents sera gratuit.

ARTICLE 3 : La DAFPEN s'occupera de l'organisation générale de cette action, diffusion de l'information à ses personnels, inscriptions, convocations.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-113
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc111185-AV

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Snack Albert 1er

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- VU la décision n°2015-672 du 23 novembre 2015, qui a proposé une indemnisation de 2 301 € pour la période de juillet à septembre 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016, qui propose d'accorder à Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane, gérants représentant la SARL ZALEX exploitant le commerce « Snack Albert 1^{er} » au 4, Place Albert 1^{er} à Montpellier, une 2^{ème} indemnité provisionnelle correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet 2015 à novembre 2015, soit 5 mois évaluée à 9 292 €, déduction faite de la somme de 2 301 € déjà versée, le solde s'élève à 6 991 € pour 2 mois (octobre et novembre 2015).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2^{ème} indemnisation à Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane pour le commerce « Snack Albert 1^{er} », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de la 2^{ème} indemnisation est fixé à 6 991 € d'octobre à novembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-114
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	InceM1213-AU

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation de dommage
de travaux public - Bar Le Black Pearl II**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** la décision n°2015-582 du 28 octobre 2015, qui a proposé une indemnisation de 9 094 € pour la période de janvier à juin 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016, qui propose d'accorder à Monsieur BOFFETTI, représentant le Bar le BLACK PEARL II, 2 Boulevard Pasteur à Montpellier, une 2^{ème} indemnité correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à octobre 2015 (10 mois) évaluée à 14 571 €, déduction faite de la somme de 9 094 € déjà versée, le solde s'élève à 5 477 € pour 4 mois (de juillet à octobre 2015).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2nde indemnisation à Monsieur BOFFETTI pour le commerce Bar Le Black Pearl II au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de la 2nde indemnisation est fixé à 5 477 € de juillet à octobre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-115
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc111221AA

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché de maîtrise d'œuvre - Travaux de réaménagement du PC sécurité du musée Fabre à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de conclure un marché de maîtrise d'œuvre relative à des travaux de réaménagement du PC sécurité du musée Fabre, à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de maîtrise d'œuvre est passé avec le groupement conjoint : Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout (premier cotraitant, mandataire) et BET Christophe Verda (second cotraitant).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux de réaménagement du PC sécurité du musée Fabre, à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la réception par le titulaire d'un ordre de service (OS) de démarrage des prestations émis par le maître d'ouvrage indiquant le démarrage de la mission et des délais d'exécution afférents. Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 18 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 9 855,00 € HT, réparti comme suit :

- Premier cotraitant (mandataire) Atelier d'Architecture Emmanuel Nebout : 6 075,00 € HT,
 - Second cotraitant BET Christophe Verda : 3 780,00 € HT.
- Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-116
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc M 1226 AU

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Baillargues dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°A2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Baillargues n°2016-02 en date du 20 janvier 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de Métropole, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Baillargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-117
Reçue en Préfecture le	22 FEV. 2016
Affichée le	22 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 111232-AV

Fait à Montpellier, le **22 FEV. 2016**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation de dommage
de travaux public - La Comtesse à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- VU la décision n°2015-676 du 23 novembre 2015, qui a proposé une indemnisation de 6 785 € pour la période de juillet à septembre 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016, qui propose d'accorder à Madame OLMOS Marie Véronique, gérante représentant la SARL LOLIGO exploitant le commerce « La Comtesse » au 7 Place Albert 1^{er} à Montpellier, une 2^{nde} indemnité provisionnelle correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet 2015 à novembre 2015, soit 5 mois, évaluée à 19 236 €, déduction faite de la somme de 6 785 € déjà versée, le solde s'élève à 12 451 € pour 2 mois (octobre et novembre 2015).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2^{nde} indemnisation à Madame OLMOS Marie Véronique pour le commerce « La Comtesse », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de la 2^{nde} indemnisation est fixé à **12 451 €** d'octobre à novembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-118
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lnc M1228-AU

Fait à Montpellier, le

26 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant N°1 au marché n°3841EA14 - Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les **avenants** aux **marchés Publics** qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les **crédits** sont **inscrits** au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la réalisation du renforcement du réseau d'eaux pluviales, et le renouvellement d'un collecteur d'eaux usées, chacun en ce qui le concerne,

CONSIDÉRANT le marché N°3841EA14 relatif aux travaux de réaménagement de la Rue Paul Rimbaud entre la Rue d'Alco et la Rue de l'Oasis, conclu avec le Groupement EIFFAGE TP (mandataire) / SOLATRAG / SOTEM et UPEE7 en sous-traitance,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3841EA14 de réaménagement de la Rue Paul Rimbaud entre la Rue d'Alco et la Rue de l'Oasis est passé avec le Groupement EIFFAGE TP (mandataire) / SOLATRAG / SOTEM et UPEE7 en sous-traitance.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne une indemnisation pour arrêt de chantier au profit des entreprises titulaires et sous-traitantes, et une plus-value financière liée aux sujétions techniques imprévues.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à un montant de 254 172,43 € HT réparti comme suit :
- Travaux de voirie, réseau pluvial et réseaux secs : 150 066,74 € HT
- Travaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement : 104 105,69 € HT

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 1 533 344,29 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEF Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-120
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc M1249-AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de constitution de partie civile

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03-12-2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud, dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire 14155000319 devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 909,92 € T.T.C (neuf cent neuf euros et quatre-vingt douze cents).

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-121
Reçue en Préfecture le	1 ^{er} FEV. 2016
Affichée le	1 ^{er} FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc111255-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1^{er} FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway
- Complément à la décision n°D2015-165 du 5 mai 2015**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANTEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANTEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la décision n°D2015-165 du 5 mai 2015 qui a attribué le marché n°8.642 des travaux de courants faibles au groupement d'entreprises ROIRET / SPIE Sud-Ouest, mandataire ROIRET de Rilleux la Pape (69), pour un montant de 799 008,07 € HT.
- **CONSIDERANT** qu'il convient de compléter cette décision n°D2015-165 et autoriser TaM mandataire à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 5 % du montant contractuel du marché, conformément et dans les conditions définies par la délibération n°11816 du 24 septembre 2013.

D E C I D E

ARTICLE 1 : TaM mandataire est autorisé à signer, dans le cadre de l'exécution du marché n°8.642 des travaux de courants faibles, toutes les décisions de poursuivre dans la limite de 5 % du montant contractuel du marché, conformément aux dispositions du contrat.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-122
Reçue en Préfecture le	1 5 MAR. 2016
Affichée le	1 5 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 11126 AU

Fait à Montpellier, le

1 5 MAR. 2016

Mme I. GIANDEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation des chemins ruraux dit « du Roué à Lansargues » et « n°24 » sur la Commune de Saint-Brès

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code rural et notamment ses Articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brès n°2016-106 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- VU la décision du Président n°D2015-813 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Brès dans le domaine public métropolitain
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que les chemins ruraux dits « du Roué à Lansargues » et « n°24 » sis sur la commune de Saint Brès ne sont plus utilisés par le public,
- **CONSIDERANT** que les travaux de la deuxième tranche de la ZAC de Cantausseil approuvée par délibération n°107-06 du 22 Novembre 2006, doivent débiter et que l'emprise de ces chemins est comprise dans le projet.
- **CONSIDERANT** qu'une enquête publique devra être organisée conformément aux dispositions des articles R161.25 à R 161.27 du Code Rural et de la Pêche Maritime,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le principe de désaffectation des chemins Ruraux dits « de Roué à Lansargues » et « n° 24 » est approuvé.

ARTICLE 2 : L'enquête publique sera organisée conformément aux articles L161.10 et R161.25 à R 161.27 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-123
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl 11297 AV

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Référé préventif - Médiathèque de Castelnau-le-Lez"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier en référé préventif afin de faire constater l'état des propriétés, jouxtant le chantier de construction de la médiathèque "Aimé Césaire" à Castelnau-le-Lez à savoir :

- la parcelle BC n°0324 sise à Castelnau-le-Lez, propriété de la commune de Castelnau-le-Lez,
- les parcelles BC n°0306 et BC n°0291 sises à Castelnau-le-Lez, copropriétés représentées par les syndics « Artémis Solution Immobilières » et « Nouveau Logis Méridional ».

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-124
Reçue en Préfecture le	19 FEV. 2016
Affichée le	19 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc 111303

Fait à Montpellier, le 19 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de co-utilisation du marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la commune de Cournonsec et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Cournonsec en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Cournonsec, Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché mentionné ci-dessous avec l'entreprise suivante:

Marché à prix unitaire n°4095TV15 (C2013-001) relatif à « l'Entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations », d'un montant estimé à 57 214, 00 € HT et conclu jusqu'au 31 mars 2017, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à SAINT-GELY DU FESC.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-125
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incm371-ec

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique, par la commune de Jacou et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Jacou en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Jacou, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4361AT16 (2014-01MO) relatif à la « Maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de travaux d'infrastructure, de voirie, de réseaux divers et d'hydraulique », conclu jusqu'au 20/03/2018, pour une durée d'un an reconductible trois fois, avec le Cabinet d'Etudes RENE GAXIEU à BEZIERS, sans montant minimum et pour un montant maximum de 180 000 € HT pour la durée du marché.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-126
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Une 111378-cc

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien - maintenance
- rénovation des installations d'éclairage public et des illuminations festives,
par la commune de Saint-Brès et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la Commune de Saint-Brès en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des **avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales.** Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant de co-utilisation est passé entre la Commune de Saint-Brès, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

- la société CEGELEC Languedoc à Saint Jean de Védas, pour le marché n°4092TV15 (34-06-2153) relatif à « l'Entretien – maintenance – rénovation des installations d'éclairage public et des illuminations festives », conclu jusqu'au 02/01/2017, pour une durée de dix ans, et pour un montant global de 762 092, 80 € HT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-127
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inclu11382cc

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

15 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession à titre onéreux d'un matériel agricole de type gyrobroyeur de marque JOPER

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François Audrin en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-64 du 23 avril 2015 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « la Valorisation, la protection animale et la biodiversité »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ce matériel dont l'utilisation est devenue sans objet,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un gyrobroyeur de marque Joper au Groupement agricole d'exploitation en commun Rojas, 12 Allée Gustave Eiffel, ZA St Michel, 34770 Gigean.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession est de 1 650 €.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-64 du 23.04.2015 portant délégation.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-128
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 111391-AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

- 4 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Prades-le-Lez en date du 31 décembre 2015,
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Prades-le-Lez, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1^o marché n°4267TV15 (20131129) relatif à la « Maintenance des réseaux d'éclairage public, des feux de signalisation tricolore et des éclairages sportifs – travaux de réparation », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée d'un an reconductible deux fois, et à prix mixte, soit pour un montant forfaitaire de 34 599 € HT par an et un montant annuel maximum de 50 000, 00 € HT, avec l'entreprise TRAVESSET CITEOS à TEYRAN.

2^o marché n°4265TV15 (20130708) relatif à la « Dératisation et désinsectisation des bâtiments communaux et du réseau pluvial de la ville de Prades-le-Lez », conclu jusqu'au 13/03/2017, pour une durée d'un an reconductible deux fois, pour un montant de 2 050, 00 € HT par an, avec l'entreprise AVIPUR HERAULT à VENDARGUES.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-129
Reçue en Préfecture le	1 1 MAR. 2016
Affichée le	1 1 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc MU394-CE

Fait à Montpellier, le 1 1 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations par la commune de Saint Georges d'Orques et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Saint Georges d'Orques en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Saint Georges d'Orques, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Bouygues Energies et Services à SAINT GELY DU FESC, pour le marché n°4325AT16 (GC2013-001) relatif à « l'Entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations », conclu jusqu'au 08/01/2017, pour une durée d'un an reconductible deux fois, et pour un montant de 42 018, 10 € HT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-131
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl111406-CC

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de constitution de partie civile

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue partie civile dans l'affaire n° 14100000286 devant le Tribunal pour Enfants de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 480 € TTC. (quatre cent quatre-vingt euros)

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-132
Reçue en Préfecture le	2 2 FEV. 2016
Affichée le	2 2 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc 111469-AV

Fait à Montpellier, le 22 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un avenant n° 1 au marché n°3712MG15 - Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis eux même à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocoles»,

CONSIDÉRANT la nécessité de signer un avenant n° 1 au marché n° 3712MG15 Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs afin compléter le cahier des charges pour pouvoir commander un produit supplémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n° 3712MG15 Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs est passé avec la société Canon Fac-Simile Grand sud, sise Le Millénaire, 550 rue Alfred Nobel à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant n°1 concerne le cahier des charges du marché afin de le compléter et de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de commander le produit suivant : Connexion carte fax, type super G3. Une ligne supplémentaire est rajoutée au BPU.

ARTICLE 3 : L'avenant n°1 n'a aucune incidence financière sur le montant du marché. Le plafond du marché fixé à 152 000 € H.T reste inchangé.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-135
Reçue en Préfecture le	03/03/16
Affichée le	03/03/16
Notifiée le	
Identifiant	INC M M 497-AU

Fait à Montpellier, le 01/03/16

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la résiliation, pour motif d'intérêt général, du marché N°4398 AT 16 portant sur une mission de Maîtrise d'oeuvre pour la PAE Marquerose - Ouvrages génie civil conception réalisation suite alignement

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celles :
 - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
 - de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords-cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole
- VU l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF, dans le domaine « Voirie et espace public »,

CONSIDÉRANT le marché N°4398AT16, relatif à une mission de Maîtrise d'œuvre pour la PAE Marquerose, ouvrages génie civil conception réalisation suite alignement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°4398AT16, conclu avec la Société INTERVIA Etudes, notifié le 4 février 2015, pour un montant de 21 280 € HT (tranche ferme) et 13 720 € HT (tranche conditionnelle), doit être résilié pour motif d'intérêt général en application de l'article 33 du CCAG PI.

ARTICLE 2 : La mission du maître d'œuvre est arrêtée à l'issue de l'exécution de la phase technique « PRO ».

ARTICLE 3 : Il convient de rémunérer le titulaire à hauteur des missions accomplies en tranche ferme (EP, AVP, PRO sur les parcelles EK 303, EK 305 et EK 307) et ce pour un montant total de 7 700 € HT. Viendront en déduction les acomptes déjà versés d'un montant de 1 540 € HT.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à procéder au solde du marché et, le cas échéant, à procéder au versement de l'indemnité contractuelle de résiliation, telle que définie à l'article 33 du CCAG-PI.

ARTICLE 5 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 6 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la résiliation du marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-18 du 26/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-137
Reçue en Préfecture le	- 7 MAR. 2016
Affichée le	- 7 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	ImcM1529-AV

Fait à Montpellier, le - 7 MAR. 2016

M. R. YOUSSEUS

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3912EA15 de travaux de réhabilitation
des réseaux d'assainissement par technique sans tranchée**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015/15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer la réhabilitation des réseaux d'assainissement par techniques sans tranchées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3912ea15 de travaux est passé avec le groupement EUREA/DPSM/SCAM TP, sur la base d'un montant estimatif annuel figurant au Détail Quantitatif et Estimatif de 324 046€ HT.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réhabilitation des réseaux d'assainissement par techniques sans tranchées.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour un an. Le marché peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de deux ans.

ARTICLE 4 : Le montant maximum annuel du marché s'élève à 450 000 € HT, soit 1 350 000 € HT sur la durée totale du marché. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-138
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/M/503AU

Décision n° D2016-138

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016

M. R. REMOL

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché de prestation de création chorégraphique avec la Cie HORS COMMERCE

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords - cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de permettre aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un enseignement pédagogique et artistique de qualité témoignant du haut niveau d'exigence requis au sein de l'établissement

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestation de service est passé avec la Cie HORS COMMERCE domiciliée 42 rue Adam de Craponne -34000 - MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la création d'une œuvre chorégraphique dont la restitution aura lieu lors du spectacle des élèves de danse classique et contemporaine du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, le 16 avril 2016 de 15h00 à 19h00 à l'Opéra Comédie de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prendra effet à la date de sa signature et se terminera à l'issue du spectacle le 16 avril à 19h00.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 4 549,76 € HT, soit 4 800 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-139
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/MASIS-CC

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances, des chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Murviel-lès-Montpellier dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°A2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Murviel-lès-Montpellier n° 01/2016 en date du 26 Janvier 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil Métropolitain, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de

Décision n° D2016-141

Murviel-lès-Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du premier janvier 2016.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Président, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-066 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-141
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc M1532 AV

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMAG dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire à Montpellier : la société SMAG, représentée par Monsieur Stéphane MARCEL a pour activité la création de logiciels innovants pour tous les acteurs du monde agricole et agro-industriels. Actuellement locataire du lot B10 représentant 169,30 m², elle est candidate au renouvellement de son bail jusqu'à démolition du bâtiment le 31/12/2017. SMAG emploie actuellement 80 personnes et projette d'atteindre 95 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SMAG représentée par Monsieur Stéphane MARCEL, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame, la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-142
Reçue en Préfecture le	11 MAR. 2016
Affichée le	11 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Insc 111543-AU

Fait à Montpellier, le 11 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société SCALEO dans la ZAC PARC 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PARC 2000 à Montpellier : la société SCALEO représentée par Monsieur Michel MALGOUYRES est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition de la parcelle cadastrée TY317 de 450 m² destinée aux aménagements paysagers dans le cadre de l'extension du lot 16 déjà propriété de la SCI SCALEO.
L'utilisateur final sera la société SCALEO MEDICAL, qui prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI SCALEO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-143
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc111/SS0-AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession à titre gratuit de vélos électriques
vétustes à l'association "Les amis et compagnons d'Emmaüs"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des vélos électriques vétustes à réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour réforme 3 vélos électriques vétustes de marque MATRA à l'association "Les Amis et Compagnons d'Emmaüs", ZAC Saint-Antoine, 34 130 Saint-Aunès.

ARTICLE 2 : Les vélos cédés sont les suivants :

- Vélo n°1, au n° de série MD06CN03BL03MFI GID11D3990,
- Vélo n°2, au n° de série MD06CN03BL03MFI GID11D4060,
- Vélo n°3, au n° de série MD06CN03BL03MFI GID11D3986

ARTICLE 3 : La cession est réalisée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-147
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1112775-AV

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4176DC15 de fourniture de produits frais et denrées sèches certifiés
issus de l'Agriculture Biologique - cuisine pédagogique à l'Ecolothèque**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-64 du 2 avril 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « la Valorisation, protection animale et biodiversité »,

CONSIDÉRANT la nécessité de fournir des denrées issues de l'Agriculture Biologique pour la mise en œuvre d'ateliers de cuisine pédagogique à l'Ecolothèque,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4176DC15 est passé avec la société BIOCOOP RESTAURATION, zone de Confortland, 6, CS 46851 Melesse, 35768 Saint Grégoire,

ARTICLE 2 : Ce marché à bons de commande, sans minimum et d'un maximum de 22 000 € HT par an, concerne la fourniture de denrées sèches et de produits frais certifiés AB.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, renouvelable trois fois par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant du marché est évalué, au regard du Détail Quantitatif Estimatif, à 14 023,78 € H.T./an. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-François AUDRIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-64 du 23 avril 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-149
Reçue en Préfecture le	- 7 MAR. 2016
Affichée le	- 7 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc M2776AU

Fait à Montpellier, le

- 7 MAR. 2016

M. J.-E. AUDRIN

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la
Valorisation et protection animales,
Biodiversité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre
Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier-Agglomération
Volley UC concernant un local situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que l'association Montpellier-Agglomération Volley Université Club est à la recherche d'un nouveau local pour y établir son siège social,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre de toute occupation sur la commune de Castelnau-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier-Agglomération Volley UC.

ARTICLE 2 : La convention porte sur un local propriété de la Métropole, situé au 345 Route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76 m².

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de la signature, et pourra être renouvelée une fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance annuelle est de 9 120 euros HT et hors charges, payable trimestriellement à terme à échoir.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-151
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Long 11 2794-AV

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au Fonds d'Aide à la Diffusion théâtrale pour le spectacle Lullinight

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Lullinight » diffusé du 9 au 13 mars 2016 au théâtre de la Vista à Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec le groupe Noces et le théâtre de la Vista diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1 400 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-154
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine M2818-AU

Fait à Montpellier le - 9 MAR. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'Association PÔLE EAU pour une extension de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU le décret n°2014-1605** du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU les délégations permanentes** accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **VU la convention** d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, et l'Association PÔLE EAU pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenant en date du 1^{er} mars 2014,
- **CONSIDERANT** que l'Association PÔLE EAU a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association PÔLE EAU pour une extension sur une surface de 12,20 m² constituée du module B2,34.

ARTICLE 2 : La surface occupée par l'Association PÔLE EAU passe de 99,70 m² à 111,90 m² au sein du bâtiment MIBI.

ARTICLE 3 : A compter de sa date de notification, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'Association PÔLE EAU pour la surface totale de 111,90 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1512,88

Décision n° D2016-155
euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARJON, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-155
Reçue en Préfecture le	11 MAR. 2016
Affichée le	11 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc M 2821-AJ

Fait à Montpellier, le

11 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Société SEDES et ARTEBA,
Société ATE, Société A+ Architecture - Cassation"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la **Métropole**, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de **défendre** la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts en cassation près le Conseil d'Etat contre l'arrêt n°14MA02146, 14MA02662 et 14MA02633 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 14 décembre 2015 condamnant les sociétés A+ Architectures, Sedes, Até et Arteba à verser solidairement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux droits de laquelle vient Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 373 566,66 euros, en réparation des désordres affectant le terrain du stade de rugby.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Garreau, Bauer-Violas, Feschotte-Desbois.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-158
Reçue en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affichée le	26 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc M2853-AU

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un fonds d'Aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « La tempête »

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat de deux représentations du spectacle « La tempête » diffusé du 17 au 20 mars 2016 au théâtre de la Vista à Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie des têtes de bois et, le théâtre de la Vista, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 8 600 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-159
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1112924 AV

Fait à Montpellier, le 9 MAR. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice 'occupation illicite - PORTALY'

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions **en justice** (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de **défendre la Métropole** dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de **Montpellier suite** à l'occupation illicite par des Gens du Voyage de la parcelle OM n°67 sise à **Montpellier** constituant la station de potabilisation de l'eau Portaly.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-160
Reçue en Préfecture le	2 6 FEV. 2016
Affichée le	2 6 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Eme M2932-AU

Fait à Montpellier, le 2 6 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de co-utilisation du marché de travaux d'entretien, de grosses réparations et de maintenance des réseaux d'éclairage public, sportif et prestations associées, par la commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Grabels en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de **co-utilisation portant sur des marchés initialement passés** par les communes membres de la Métropole, et dont l'**objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales**. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la Commune de Grabels, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

Marché n°4345AT16 (13TECLA1) relatif aux « Travaux d'entretien, de grosses réparations et de maintenance des réseaux d'éclairage public, sportif et prestations associées », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée d'un an reconductible trois fois, avec l'entreprise CESML, à prix mixte, pour un montant global forfaitaire d'entretien et maintenance s'élevant à 33 927, 94 € HT et un montant annuel maximum de travaux s'élevant à 80 000 € HT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-161
Reçue en Préfecture le	2 6 FEV. 2016
Affichée le	2 6 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 141971-cc

Fait à Montpellier, le 2 6 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant au marché de travaux "Programme de voirie 2014/2017" sur la commune de Restinclières

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les **crédits** sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT la nécessité de tirer les conséquences de la décision de refus du Département de l'Hérault pour la réalisation des travaux sur la voirie départementale à Restinclières,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant redistribuant les prestations de travaux sur les différentes tranches prévues au marché, afin, d'une part de reporter les travaux de voirie départementale en 2017 et, d'autre part de rééquilibrer financièrement les tranches entre elles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4248TV15 de Travaux « programme de voirie 2014/2017 » sur la commune de Restinclières est passé avec le groupement GIRAUD (mandataire)/LAUTIER.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la reventilation des tranches du marché pour intégrer les travaux de rénovation des routes départementales à la tranche conditionnelle 3, et rééquilibrer financièrement la tranche ferme et les tranches conditionnelles 1 et 2 en modifiant le programme des travaux comme suit :

Tranche Ferme : 2014/2016

- Route de Beaulieu : 144 850, 20 € HT (prestation réalisée et réceptionnée en avril 2015)
- Rue du Maréchal : 26 365, 50 € HT
- Rue du Parc : 20 947, 80 € HT

Tranche Conditionnelle 2 : 2016

- Rue des Chênes / Avenue Emile Mercier : 109 555, 50 € HT
- Rue des Yeuses : 30 524, 40 € HT

Tranche Conditionnelle 1 : 2016

- Rue des Andes : 23 737, 80 € HT
- Rue du stade / Lot. Les Combes : 35 751, 90 € HT
- Lotissement Le Vallon : 38 718, 60 € HT
- **Rue du clos du Village : 19 655, 70 € HT**
- Les Parêts : 34 172, 70 € HT

Tranche Conditionnelle 3 : 2017

- Grand'rue : 57 546, 60 € HT
- **Route de Montpellier 1 : 38 334, 90 € HT**
- Route de Montpellier 2 : 128 031, 00 € HT
- **Route de Sommières : 48 957, 90 € HT**

ARTICLE 3 : Le présent avenant ne modifie pas le montant global du marché. En revanche, le montant pour chaque tranche évolue comme suit :

	MONTANT HT INITIAL	MONTANT HT MODIFIE
Tranche ferme	193 808, 10 €	192 163, 50 €
Tranche conditionnelle 1	170 715, 90 €	152 036, 70 €
Tranche conditionnelle 2	129 211, 20 €	140 079, 90 €
Tranche conditionnelle 3	263 415, 30 €	272 870, 40 €
TOTAL	757 150, 50 €	757 150, 50 €

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-162
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/11 2984-cc

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition
des parcelles cadastrées AS n°15 et 28 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités
Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-I-1962 en date du 17 novembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc d'Activités Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone,
- VU l'avenant n°1 à la convention cadre économique entre l'EPF-LR et Montpellier Méditerranée Métropole signé le 2 juin 2015 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt métropolitain, parmi lesquels figure la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension,
- VU le bon pour accord en date du 6 janvier 2016 par lequel Monsieur Elie SAINT-PIERRE domicilié Chez Madame Sylvia TORRES 12 Rue Eugène Delacroix 91000 EVRY, accepte de céder à l'amiable à Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon intervenant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles cadastrées AS n° 15 et 28 situées Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-Lès-Maguelone, d'une contenance totale de 1 968 m²,
- VU l'avis de France domaine en date du 10 février 2016,
- CONSIDERANT que l'EPF LR est habilité par Montpellier Méditerranée Métropole à se substituer à cette dernière conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée,
- CONSIDERANT que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 29 142,40 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
 - 25 584 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;
 - 3 558,40 euros au titre de l'indemnité de remploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc...) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,

- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,

- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées AS n° 15 et 28 situées Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une contenance totale de 1 968 m².

ARTICLE 2 : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 29 142,40 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 25 584 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;
- 3 558,40 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par Montpellier Méditerranée Métropole, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-163
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc111996-AV

Fait à Montpellier, le 9 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition
de la parcelle cadastrée AS n° 24 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités
Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-I-1962 en date du 17 novembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc d'Activités Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone,
- VU l'avenant n°1 à la convention cadre économique entre l'EPF-LR et Montpellier Méditerranée Métropole signé le 2 juin 2015 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt métropolitain, parmi lesquels figure la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension,
- VU la promesse unilatérale de vente en date du 26 octobre 2015 par laquelle Madame Lucette MULA épouse MOURET domiciliée 72 Rue Azalais d'Altier 34080 MONTPELLIER, accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée AS n° 24 située Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-Lès-Maguelone, d'une contenance totale de 1 774 m²,
- VU l'avis de France domaine en date du 10 février 2016,
- CONSIDERANT que l'EPF LR est habilité par Montpellier Méditerranée Métropole à se substituer à cette dernière conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée, ce dans le strict respect des conditions de la promesse de vente,
- CONSIDERANT que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 26 368,20 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
- 23 062 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;
- 3 306,20 euros au titre de l'indemnité de remploi sur 2

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc...) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,
- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée AS n°24 située Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une contenance totale de 1 774 m².

ARTICLE 2 : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 15 035,55 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 23 062 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;
- 3 306,20 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par Montpellier Méditerranée Métropole, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-164
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	INC1113011-AV

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de prise de possession anticipée pour les parcelles cadastrées section AV n° 250 et 251 - Commune de Cournonterral

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de prise de possession anticipée consentie, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par Monsieur NOE Etienne, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Cournonterral, cadastrées section AV n°250 et 251, d'une contenance totale de 1 792m²,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse unilatérale de vente en date du 5 février 2016, Monsieur NOE Etienne s'est engagé à céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles précitées,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne qu'elle se substituerait, souhaite prendre possession des parcelles précitées avant la réitération, par acte authentique, de la promesse unilatérale de vente,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prise de possession anticipée des parcelles situées sur la commune de Cournonterral, cadastrées section AV n°250 et 251, d'une contenance totale de 1 792m², est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur NOE Etienne.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de quatre mille trente euros (4 030 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-165
Reçue en Préfecture le	- 7 MAR. 2016
Affichée le	- 7 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine 1113038 AV

Fait à Montpellier, le - 7 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux parcelle section AW n°247 - Commune de Castelnau-le-Lez

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux **consentie** au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Copropriétaires de la parcelle AW n°247 représentés par la société FLASH Immobilier, sur la parcelle située **sur la commune de Castelnau-le-Lez**, cadastrée section AW n°247, d'une contenance totale de 22 078m² et une emprise de 118m²,
- **CONSIDERANT** que la période des travaux relative à la pose de la canalisation d'eaux usées par micro tunnelier doit s'étendre sur 6 mois, en raison du délai d'instruction du dossier « Loi sur l'Eau »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de six mois, entre Montpellier Méditerranée Métropole les Copropriétaires de la parcelle AW247, représentés par la société FLASH Immobilier, sur la parcelle située sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrée section AW n°247, d'une contenance totale de 22 078m² et une emprise de 118m²,

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de douze mille neuf cent soixante euros (12 960 €).

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-168
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	IncM13035AU

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées
section AV n° 250 et 251 - Commune de Cournonferral**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les avis de France Domaine en date respectivement du 19 juin 2015 et du 23 février 2016,
- VU le projet de promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur NOE Etienne qui accepte de céder les parcelles lui appartenant, situées sur la commune de Cournonferral, cadastrées section AV n°250 et 251, d'une contenance totale de 1 792m²,

CONSIDERANT que cette acquisition amiable est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonferral,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur NOE Etienne qui accepte de céder les parcelles lui appartenant, situées sur la commune de Cournonferral, cadastrées section AV n°250 et 251, d'une contenance totale de 1 792m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de vingt et un mille neuf cent soixante-dix euros (21 970€) toutes indemnités confondues, régime de la TVA applicable en sus, les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,

Décision n°	D2016-170
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc M3056-AU

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de transfert, avenant n°1 du marché
4057GD15 conclu avec la société TERRA NOVA, à la société SYSOCO**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public »,
- VU le marché 4057GD15 concernant l'acquisition d'équipement de géo localisation et de guidage dynamique, avec maintenance, et fourniture de cartes GPRS pour la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole conclu avec la société TERRA NOVA,

CONSIDÉRANT la cession du marché 4057GD15 à la société SYSOCO immatriculée sous le RCS443 866 769,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4057GD15 doit être conclu pour le transfert à la société SYSOCO des prestations exercées jusqu'alors par la société TERRA NOVA.

ARTICLE 2 : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-172
Reçue en Préfecture le	14 MAR. 2016
Affichée le	14 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine1113080_AU

Décision n° D2016-172

Fait à Montpellier, le

14 MAR. 2016

M. C. MEUNIER



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition
des parcelles cadastrées AS n° 10, 13 et 29 - Larzat Nord - ZAC Parc
d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-I-1962 en date du 17 novembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc d'Activités Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU l'avenant n°1 à la convention cadre économique entre l'EPF-LR et Montpellier Méditerranée Métropole signé le 2 juin 2015 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt métropolitain, parmi lesquels figure la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension,
- VU le bon pour accord en date du 23 février 2016 par lequel les Consorts SICARD acceptent de céder à l'amiable à Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon intervenant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles cadastrées AS n°10, 13 et 29 situées Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une contenance totale de 6 351 m²
- VU l'avis de France domaine en date du 24 février 2016,
- CONSIDERANT que l'EPF LR est habilité par Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir pour son compte, conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée,
- CONSIDERANT que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 91 819,30 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
 - 82 563 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;
 - 9 256,30 euros au titre de l'indemnité de remploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc.) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,
- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées AS n°10, 13 et 29 situées Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone d'une contenance totale de 6 351 m².

ARTICLE 2 : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 91 819,30 € toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 82 563 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;
- 9 256,30 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par Montpellier Méditerranée Métropole, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-176
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	INC M3139-AU

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "occupation illicite - commune de Castelnau-le-Lez"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le TGI de Montpellier tendant à l'expulsion de gens du voyage occupant illicitement les parcelles cadastrées section AN n°38,40,50,82 et 83 sises sur la commune de Castelnau-le-Lez propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-177
Reçue en Préfecture le	29 FEV. 2016
Affichée le	29 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1113167AD

Fait à Montpellier, le 29 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonterral dans le domaine public métropolitain

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°A2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Cournonterral n°D2016-02 en date du 12 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de Métropole, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires,
- CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Cournonterral au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-179
Reçue en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affichée le	- 9 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	ImcM3188-AJ

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SYNDICAT
DES COPROPRIÉTAIRES dans la ZAC Euromédecine II à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Euromédecine II à Grabels : LE SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES représenté par la SCI IN FINE est candidate à l'acquisition du lot 35B de 351 m² pour la réalisation de 12 places de stationnements. Les utilisateurs finaux seront l'association A.P.A.R.D (association pour l'assistance et la réhabilitation à domicile) et la société FINIDÉV (expertise en finances publiques).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-180
Reçue en Préfecture le	11 MAR. 2016
Affichée le	11 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc113369-AU

Fait à Montpellier le 11 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite
- parkings du stade de rugby "Altrad stadium"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de gens du voyage occupant illicitement les parcelles sises sur la commune de Montpellier constituant les parkings du stade de Rugby "Altrad stadium".

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés »

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-185
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1114681A

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Bonnier de la Mosson - Occupation illicite"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°J2196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de gens du voyage occupant illicitement les parcelles cadastrées LN n°32, 33, 45 et 47 du Domaine "Bonnier de la Mosson" situé à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-186
Reçue en Préfecture le	- 4 MAR. 2016
Affichée le	- 4 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc114689 Av

Fait à Montpellier, le - 4 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 13 avril 2010 passée entre la Métropole et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2010, 21 juillet 2011, 17 octobre 2011, 23 janvier 2012, 21 mars 2013, 11 avril 2014, 20 mai 2014, 24 juin 2015, 12 novembre 2015 et 1^{er} mars 2016,
- CONSIDERANT que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2016 et que la société QUALTERA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 176,01m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 562,70 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-193
Reçue en Préfecture le	1 5 MAR. 2016
Affichée le	1 5 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc114800-AU

Fait à Montpellier, le 1 5 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TOUCHMODS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 4 avril 2013 passée entre la Métropole et la société TOUCHMODS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 mars 2016 et que la société TOUCHMODS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TOUCHMODS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TOUCHMODS pour la surface de 88,40 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 195,16 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

Décision n° D2016-194

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-194
Reçue en Préfecture le	1 5 MAR. 2016
Affichée le	1 5 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc M4801-AV

Fait à Montpellier, le 1 5 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRDYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Économique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 avril 2012 passée entre la Métropole et la société VIRDYS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1^{er} juillet 2014, 31 décembre 2014 et du 7 décembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2016 et que la société VIRDYS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VIRDYS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VIRDYS pour la surface de 74,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 089,08 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-197
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 114826-AJ

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession à titre gratuit d'un photocopieur vétuste

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens mobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°215-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un photocopieur du fait de sa vétusté,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le photocopieur vétuste de marque Toshiba e-studio 2820C, n° CWF 020328, est cédé à l'Association « Les Amis et Compagnons d'Emmaüs » ZAC Saint-Antoine, 34130 Saint-Aunès.

ARTICLE 2 : La cession visée à l'article 1 a lieu à titre gratuit, compte tenu de la vétusté du photocopieur et de la mission d'intérêt général exercée par l'association bénéficiaire.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les pièces relatives à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-207
Reçue en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affichée le	15 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ince114933AN

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Squatt, impasse du buffet d'eau"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à l'occupation illicite de la voirie communautaire, impasse du Buffet d'Eau sise à Montpellier, par une ou plusieurs personnes non identifiées.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-217
Reçue en Préfecture le	11 MAR. 2016
Affichée le	11 MAR. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc.1145005AU

Fait à Montpellier, le 11 MAR. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



PARTIE 3
ARRETES



1111111

Arrêté n°2016-57 : Arrêté modifiant l'arrêté N°2012-107 Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	634
Arrêté n°2016-93 : Désignation des personnalités compétentes siégeant au jury du marché n°3899EA15 de maîtrise d'œuvre multi-attributaire pour la réalisation de travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole	641
Arrêté n°2016-94 : Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°3899EA15 de maîtrise d'oeuvre multi-attributaire pour les travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole	643
Arrêté n°2016-95 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Grabels "Changement de véhicule" - Autorisation n°3	645
Arrêté n°2016-96 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Cournonsec "Changement de véhicule" - Autorisation n°1	647
Arrêté n°2016-97 : Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°4233EA16 de maîtrise d'oeuvre pour les aménagements de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues	649
Arrêté n°2016-99 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques du CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU Sites 1, 2) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	651
Arrêté n°2016-100 : Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est inférieur à 15 000 €	659
Arrêté n°2016-101 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €	661
Arrêté n°2016-102 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint Georges d'Orques "Changement de véhicule" - Autorisation n°1	663
Arrêté n°2016-103 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule" - Autorisation n°12	665
Arrêté n°2016-104 : Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €	667
Arrêté n°2016-105 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Action Territoriale	669
Arrêté n°2016-106 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €	671
Arrêté n°2016-107 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €	673
Arrêté n°2016-108 : Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €	675

Arrêté n°2016-109 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale quel qu'en soit le montant	677
Arrêté n°2016-110 : Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale	679
Arrêté n°2016-111 : Délégation de signature des accords techniques ainsi que des permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Action Territoriale	681
Arrêté n°2016-112 : Représentation de M. Le Président au sein de la Commission d'Appels d'Offres par Mme LLORET	683
Arrêté n°2016-113 : Saint-Brès - Désaffectation des chemins ruraux dits "Du Roué à Lansargues" et "n°24" - Arrêté prescrivant l'enquête publique avant aliénation	685
Arrêté n°2016-114 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Jean de Védas "Changement de véhicule" - Autorisation n°4	688
Arrêté n°2016-115 : ARRÊTÉ DE PÉRIL ORDINAIRE Commune de Montpellier sis au 7 rue des Etuves (parcelle HV 496) Logement n°24	690
Arrêté n°2016-116 : ARRÊTÉ DE PÉRIL IMMINENT Commune de Montpellier sis 7 rue des Etuves (parcelle HV 496)	692
Arrêté n°2016-118 : Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Jean-François AUDRIN	695
Arrêté n°2016-119 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Vendargues "Changement de véhicule" - Autorisation n°3	697
Arrêté n°2016-122 : Délégation de fonction et de signature à M. Rabii YOUSSEUS	699
Arrêté n°2016-123 : Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET	701
Arrêté n°2016-124 : Délégation de signature relative aux certificats de déclaration de cession de véhicules	703
Arrêté n°2016-125 : Délégation de fonction attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN	704
Arrêté n°2016-126 : Délégation de signature relative aux dépôts de plainte concernant les déchetteries	706
Arrêté n°2016-127 : Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire VEGAPOLIS : Jean-Luc Meissonnier	708
Arrêté n°2016-128 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Jacou "Changement de véhicule". Autorisation n°1	710
Arrêté n°2016-131 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°43	712
Arrêté n°2016-132 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°51	714
Arrêté n°2016-133 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°52	716

Arrêté n°2016-134 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°125	718
Arrêté n°2016-135 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°13	720
Arrêté n°2016-136 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°16	722
Arrêté n°2016-137 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°26	724
Arrêté n°2016-138 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°36	726
Arrêté n°2016-139 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°55	728
Arrêté n°2016-140 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Lattes "Changement de véhicule". Autorisation N°2	730
Arrêté n°2016-142 : Arrêté relatif à la C.D.A.C. en date du 05 avril 2016 à 15h00	732
Arrêté n°2016-143 : Arrêté relatif à la CDAC du 05 avril 2016 à 14h30	733
Arrêté n°2016-144 : Arrêté relatif à la CDAC du 05 avril 2016 à 14h30	734
Arrêté n°2016-145 : Arrêté relatif à la C.D.A.C. en date du 05 avril 2016 à 15h00	735
Arrêté n°2016-148 : Fonctionnement Parking du Prévost	736
Arrêté n°2016-150 : Représentation de l'autorité territoriale lors du tirage au sort pour constitution d'un conseil de discipline	738
Arrêté n°2016-151 : Représentation de l'autorité territoriale lors du tirage au sort pour constitution d'un conseil de discipline	739
Arrêté n°2016-159 : Délégation de signature à M. Max LEVITA relative aux pièces comptables	740
Arrêté n°2016-165 : Désignation des lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique unique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu et sur le projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié »	742
Arrêté n°2016-166 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu et sur le projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié »	744



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté modifiant l'arrêté N°2012-107 Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des communes ;
- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'arrêté d'autorisation de déversement de rejets autres que domestique n°2012-107 en date du 19 octobre 2012 ;
- **Vu** la demande de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU Site Euromédecine) ;
- **Vu** le permis de construire n°03411612M0077 portant sur la reconstruction du bâtiment de la restauration collective du 27 décembre 2012 ;
- **Vu** l'avis favorable des services de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 4 avril 2013 ;

- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 07/05/2012 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'autorité compétente concernée.

ARRETE MODIFIANT L'ARRETE N°2012-107

Article 1 : OBJET DE MODIFICATION DE L'ARRETE N°2012-107

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU); dont le siège social est situé au 191 av du doyen Gaston Giraud, Centre Administratif André Benech, à Montpellier 34295 Cedex 5, représenté par Monsieur BOURRET, en qualité de Directeur Général par intérim du CHRU, ci-après désigné « l'Etablissement »

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Site Euromédecine) comprend un site concerné par le présent arrêté qui comprend 4 entités :

- Blanchisserie,
- UCPA - Unité Centrale de Production Alimentaire,
- Plateforme logistique,
- DTBP Direction des Travaux, du Biomédical et du Patrimoine - Ateliers de maintenance (ex DTPDST),

situés respectivement au 165, 167 et 169 rue du Caducée, Parc Euromédecine à Grabels 34184, implantés sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AB 015, 014 et 013,

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU) détient un arrêté d'autorisation de déversement de rejets autres que domestiques n°2012-107 en date du 19 octobre 2012 qui l'autorise à déverser les effluents de ces différentes activités en 2 points de rejets distinct raccordés au réseau d'assainissement collectif situé rue du Caducée, Parc Euromédecine à Grabels. Cet arrêté a une validité de cinq (5) ans (2012-2017).

A la suite de la déconstruction et à la reconstruction de l'unité UCPA - Unité Centrale de Production Alimentaire réalisé en 2013 et 2014, les entités Blanchisserie et UCPA de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU) - Site Euromédecine – rejettent leurs effluents en un pont de rejet unique, sur le réseau collectif d'assainissement, situé rue du Caducée, Parc Euromédecine à Grabels.

Cet arrêté modificatif a pour objectif d'autoriser, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Blanchisserie, Cuisine centrale et une plateforme de Logistique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Seuls les articles des annexes 3 SITE Euromédecine BLANCHISSERIE et 3 SITE Euromédecine UCPA de l'arrêté 2012-107 sont modifiés :

3.1 Branchements

4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

4.5.2. Débits maxima autorisés :

4.5.3. Flux maxima autorisés

4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées

4.5.4. Auto-surveillance

5. Echancier de mise en conformité

Cet arrêté modifie les articles cités ci-dessus par les articles précisés dans l'ANNEXE 3 SITE Euromédecine BLANCHISSERIE – UCPR du présent arrêté.

Donc l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU) - Site Euromédecine – est autorisé, dans les conditions fixées par le présent avenant de l'arrêté n°2012-107, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Blanchisserie, Cuisine centrale et une plateforme de Logistique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

dans le réseau séparatif, via un branchement unique situé au 169 rue du Caducée, Parc Euromédecine à Grabels 34 184.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Blanchisserie :

Traitement de linge hospitalier : lavage, séchage, repassage, pliage de linge,

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2340	Buanderies, laveries de linge, blanchisseries	Autorisation
2910	Installations de combustion	Déclaration

- UCPA

Restauration : transformation de denrées alimentaires pour la production de repas pour la restauration collective,

Les entités Centre logistique Euromédecine et DTBP dont les activités sont les suivantes :

- Centre logistique Euromédecine

Stockage des commandes de tous types : matériau, matériel et équipements,

- DTBP

Ateliers des services techniques du site Euromédecine.

rejetent leurs effluents assimilés domestiques dans le réseau séparatif, via un branchement unique situé rue du Caducée, Parc Euromédecine à Grabels 34 184.

Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- de toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CHRU Site Euromédecine doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Site Euromédecine), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Les entités, de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Site Euromédecine), qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes :

- Blanchisserie,
- UCPA (Restauration).

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Site Euromédecine), dont les entités ont des déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir :

- Centre logistique Euromédecine,
- DTBP (Ateliers).

est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit, et reste, de type domestique.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CHRU Site Euromédecine désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la santé publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CHRU Site Euromédecine devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CHRU Site Euromédecine et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CHRU Site Euromédecine s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CHRU Site Euromédecine, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CHRU Site Euromédecine de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CHRU Site Euromédecine sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la santé publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-57
Transmis en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affiché le	15 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1109988-AR

Fait à Montpellier, le 15 MAR. 2016
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation des personnalités compétentes siégeant au jury du marché n°3899EA15 de maîtrise d'œuvre multi-attributaire pour la réalisation de travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13540 du 16 décembre 2015 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la désignation du maître d'œuvre pour les travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole,
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Métropole,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président de la Métropole de désigner des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur les travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole :

- Au titre des membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente que celle exigée des candidats :
 - Anne Boursiac, Chargée de mission au sein du bassin du Lez (Syble)
 - Christian Moreno, Directeur Général des Services du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-93
Transmis en Préfecture le	11/03/16
Affiché le	11/03/16
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1112781-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/03/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°3899EA15 de maîtrise d'oeuvre multi-attributaire pour les travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Métropole,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de la Métropole,
- VU la délibération n°13540 du Conseil de Métropole du 16 décembre 2015 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre pour le marché n°3899EA15 portant sur la réalisation de travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole,
-
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur René REVOL est désigné en qualité de représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur la réalisation de travaux d'hydraulique et d'assainissement sur le périmètre de la Métropole.

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur René REVOL est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-94
Transmis en Préfecture le	11/03/16
Affiché le	11/03/16
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1112783-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/03/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Grabels "Changement de véhicule" - Autorisation n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 257/R/14 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 25 juin 2012 ;
- CONSIDERANT que M William DEVIC, titulaire d'une autorisation de taxi à Grabels, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur William DEVIC né le 3 mai 1958 à Montpellier, domicilié Chemin du reclus à Grabels (34790), est autorisé à stationner avec le véhicule DACIA type Lodgy immatriculé DV-353-RX, sur le territoire de la commune de Grabels dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 25 juin 2012, n°109/R/12 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Grabels sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-95
Transmis en Préfecture le	- 1 MAR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lme M4 2824-AR

Fait à Montpellier, le - 1 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Cournonsec "Changement de véhicule" - Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté AR-101014-01 du 10 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 19 mai 2015 ;
- CONSIDERANT que M. Gregory GAYMAY de la SARL Taxi GT, titulaire d'une autorisation de taxi à Cournonsec, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : la SARL Taxi GT, dont le siège social est implanté 2 rue Belle Bouche à Marseillan (34 340), représenté par Monsieur Gregory GAYMAY, né le 3 mars 1982 à Tourcoing (59) est autorisée à stationner avec le véhicule Peugeot type 508 immatriculé BN-594-EM, sur le territoire de la commune de Cournonsec dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 19 mai 2015, n°AR-190515-02 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Cournonsec sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-96
Transmis en Préfecture le	- 1 MAR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Emc.MI 2999-AE

Fait à Montpellier le - 1 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché n°4233EA16 de maîtrise d'oeuvre pour les aménagements de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Métropole,
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Président de la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13569 du 27 janvier 2016 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure portant sur les aménagements de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Cyril MEUNIER est désigné en qualité de représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur les aménagements de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues,

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Cyril MEUNIER est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-97
Transmis en Préfecture le	11/03/16
Affiché le	11/03/16
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1113020-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/03/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques du CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU Sites 1, 2) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des communes ;
- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU); dont le siège social est situé au 191 av du doyen Gaston Giraud, Centre Administratif André Benech, à Montpellier 34295 Cedex 5, représenté par Monsieur BOURRET, en qualité de Directeur Général par intérim du CHRU, ci-après désigné « l'Etablissement »
Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 263 400 160 00382

L'Etablissement contient des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1220	Emploi et stockage de l'oxygène	Autorisation
2910-A	Installations de combustion	Autorisation
2920-2	Réfrigération, compression	Autorisation

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (CHRU) comprend trois sites concernés par le présent arrêté :

1) **Site 1** qui comprend 6 entités :

- l'Hôpital de Lapeyronie
- l'Hôpital Arnaud de Villeneuve
- l'Hôpital de la Colombière
- l'Hôpital Antonin Balmes
- l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE)
- le Centre Administratif André Benech

situées et implantées :

Entités	Adresse	N° Parcelles* de localisation
Lapeyronie		MW 248
Arnaud de Villeneuve		NP 176
André Benech		AX 54
Colombière	39 avenue Charles Flahaut	MV 99
Antonin Balmes	39, avenue Charles Flahaut	MV 99
IFE	1146, avenue du Père Soulas	MV 99

* Parcelles appartenant à l'établissement : NP 48, 150, 176 et 174, MV 34, 43, 97, 98, 99, 227, 231, 248, 249 et 250, MX 116, 118, 119 et 174, MT 54.

Les entités, Hôpital de Lapeyronie et Hôpital Arnaud de Villeneuve, sont autorisées, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via les branchements situés sur le collecteur traversant les parcelles cis nommées.

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins hospitaliers,

- La Médecine Nucléaire,
- L'Endocrino-métabolique,
- La Parasitologie,
- La Psychiatrie,
- Le Centre de secours,
- Le Laboratoire/activité de synthèse chimique,
- La Toxicologie /activité fabrication de médicaments,
- La Gériatrie,
- La Restauration (self),
- La piscine (internat), etc..

2) **Site 2** qui comprend 4 entités :

- l'Hôpital Saint Eloi,
- l'Hôpital Gui de Chauliac,
- l'Hôpital Bellevue,
- l'Ecole de Kinésithérapie,

situées et implantées :

Entités	Adresse	N° Parcelles*de localisation
Saint Eloi	2 avenue Bertin Sans	AX 54
Gui de Chauliac		
Bellevue	1 place Jean Baume	AN 223
Ecole de Kinésithérapie	1 place Jean Baume	AN 223

Les entités, Hôpital de Saint Eloi et Hôpital et Gui de Chauliac, sont autorisées, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins hospitaliers,
- La Biothérapie,
- L'Hématologie,
- Les Neurosciences,
- La Médecine Nucléaire,
- La biologie-pathologie,
- L'Immunologie,
- La Gériatrie,
- L'Enseignement,
- La Restauration (self), etc.

dans le réseau séparatif, via les branchements situés Avenue Bertin Sans et Rue du Truel à Montpellier.

3) **Site CSDT** qui comprend 1 entité : le Centre de Soins Dentaires (CSDT), situé rue du professeur Jean Louis Viala à Montpellier 34295, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TO 82, 86, 87 et 89, est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : centre de recherche et d'enseignement en soins dentaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent, notamment, les opérations suivantes :

- Les Soins dentaires
- La Fabrication de prothèse

dans le réseau séparatif, via un branchement situé à l'intersection de l'avenue de l'Europe et de l'avenue de Gimel à Montpellier.

4) **Site CAPE**, qui comprend 1 entité : le Centre d'Accueil Petite Enfance « l'Ostal des pichonets », situé 13 avenue du Professeur Grasset, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BTO 333 et 334, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté,

à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de centre d'accueil social dans le réseau séparatif, via les branchements situés rues Crova, Atgier Hazard de Forcrand, Pierre d'Adhémar et Professeur Grasset à Montpellier.

Les effluents de tous ces sites sont traités par la station d'épuration de Maëra à Lattes.

Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maëra (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- de toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site et entité dont les rejets sont classés autres que domestiques.

Pour les sites suivants :

- le Centre d'Accueil Petite Enfance : l'Ostal dels pichonets dénommé CAPE,
- l'Hôpital de la Colombière,
- l'Hôpital de Balmes,
- l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE),
- Centre Administratif André Benèch comprenant exclusivement des activités administratives,
- l'Hôpital Bellevue,
- l'Ecole de Kinésithérapie,

Il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques car ces entités ont des activités qui génèrent des rejets domestiques ou assimilés domestiques. Elles seront classées comme telles tant que la destination de ces locaux reste inchangée.

En cas de contrôle des rejets sur les entités nommées ci-dessus, si les résultats s'avéraient positifs (effluents classés autres que domestiques) l'arrêté serait modifié en conséquence avec des prescriptions particulières pour les entités concernées.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause

d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Les entités, de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2), qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes :

- sur le site 1 : l'Hôpital de Lapeyronie
l'Hôpital Arnaud de Villeneuve
- sur le site 2 : l'Hôpital Saint Eloi
l'Hôpital Gui de Chauliac

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE, dont les entités ont les déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir :

- sur le site 1 : l'Hôpital La Colombière,
l'Hôpital Antonin Balmés,
le Centre Administratif Benech,
l'Institut des Formations et des Ecoles (IFE),
- sur le site 2 : l'Hôpital Bellevue,
l'Ecole de Kinésithérapie,
le CSDT,
le CAPE,

est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique (la Colombière, Antonin Balmés, Centre Administratif Benech, IFE, Bellevue, Ecole de Pharmacie et CAPE) ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté (CSDT).

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la santé publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux. Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc., sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant,

Une réunion entre l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant la déclaration du dysfonctionnement. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL

UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Sites 1, 2, CAPE et CSDT) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la santé publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-99
Transmis en Préfecture le	15 MAR. 2016
Affiché le	15 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 113066-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

15 MAR. 2016

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est inférieur à 15 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-3 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les bons de commandes relevant de la Direction de l'Action Territoriale,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-3 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 15 000 €, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale,

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-100
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	IncM3075-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

29 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-4 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les bons de commandes relevant de la Direction de l'Action Territoriale,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-4 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est compris entre 15 000 et 50 000 €, est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée respectivement chacun pour leur pôle à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, Monsieur Thierry ALIS et Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation

visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Yves NURTE, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-101
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 113078 AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

29 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint Georges d'Orques "Changement de véhicule" - Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juillet 2014;
- CONSIDERANT que M. William DEVIC, titulaire d'une autorisation de taxi à Saint Georges d'Orques, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : William DEVIC né le 3 mai 1958 à Montpellier (Hérault), domicilié Chemin du Reclus à Grabels (Hérault), est autorisé à stationner avec le véhicule RENAULT type Mégane Scénie immatriculé DY-208-XZ, sur le territoire de la commune de Saint Georges d'Orques dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 23 juillet 2014 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Georges d'Orques sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-102
Transmis en Préfecture le	- 1 MAR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 1113085-AR

Fait à Montpellier, le - 1 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule" - Autorisation n°12

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du n°13-60 du 30 janvier 2013;
- **CONSIDERANT** que M. Olivier GAICHE, titulaire d'une autorisation de taxi à Pérols, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : M. Olivier GAICHE né le 18 juin 1976 à Montpellier, domicilié 3, rue d'Alsace à Pérols (34470), est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES type Classe E Break immatriculé DZ-740-YQ, sur le territoire de la commune de Pérols dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 12, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 30 janvier 2013, n°13-60 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-103
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 11 3087 AR

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-5 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les bons de commandes relevant de la Direction de l'Action Territoriale,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-5 susvisé est abrogé,

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les bons de commandes, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, dont le montant hors taxe est supérieur à 50 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Jean-Claude HEMAIN et Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Claude HEMAIN, Thierry ALIS et Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-104
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 113091 AR

Fait à Montpellier, le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits relevant de la Direction de l'Action Territoriale

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-6 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les attestations de services faits relevant de la Direction de l'Action Territoriale,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-6 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-105
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 113094-A2

Fait à Montpellier, le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-7 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-7 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est inférieur à 50 000 €, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, leur délégation respective visée à

l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-106
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc M13096.AR

Fait à Montpellier le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-8 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-8 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est compris entre 50 000 et 90 000 €, est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée respectivement chacun pour leur pôle à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, Monsieur Thierry ALIS et Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-107
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc113098-Aa

Fait à Montpellier, le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-9 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-9 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les ordres de services au sens des CCAG applicables, pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale relevant d'une procédure dont le montant hors taxe est supérieur à 90 000 €, est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Jean-Claude HEMAIN et Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Claude HEMAIN, Thierry ALIS et Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-108
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1113102-AR

Fait à Montpellier, le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT et admission de prestations pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale quel qu'en soit le montant

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-10 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant est inférieur ou égal à 50 000€ HT,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-10 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés de la Direction de l'Action Territoriale, relevant d'une procédure dont le montant est inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour tous les marchés relevant de la Direction de l'Action Territoriale, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Thierry ALIS à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée respectivement chacun pour leur pôle à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et Monsieur Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER, Monsieur Thierry ALIS et Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-109
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	ImcM13110 Ar

Fait à Montpellier, le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la législation et la réglementation en vigueur en matière de commande publique,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-11 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-11 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000€ HT et jusqu'aux seuils de procédure formalisée, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, délégation est accordée à Jean-Claude HEMAIN à l'effet de signer tout document relatif :

2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures

2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Jean-Claude HEMAIN et Thierry ALIS, la délégation visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Claude HEMAIN, Thierry ALIS et Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-110
Transmis en Préfecture le	22/03/16
Affiché le	23/03/16
Notifié le	
Identifiant	IMC M13109 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



montpellier
méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature des accords techniques ainsi que des permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Action Territoriale

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-49 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature pour les bons de commandes relevant de la Direction de l'Action Territoriale,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-49 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les accords techniques ainsi que les permissions de voirie non structurants, relevant de la Direction de l'Action Territoriale, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale,

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, leur délégation respective visée à l'article 2 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR, ou de Monsieur Eric LAUER, ou de Monsieur Philippe MAUGER, ou de Monsieur Pierre DABOSI, ou

de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-111
Transmis en Préfecture le	29 MAR. 2016
Affiché le	29 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	INC1113112 AR

Fait à Montpellier, le 29 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation de M. Le Président au sein de la Commission d'Appels d'Offres par Mme LLORET

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 22,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Mme Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération n°12205 du 22 avril 2014 relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO),
- VU la note de service 2010-04 -153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté n°A2016-58 du 21 janvier 2016 désignant Madame Eliane LLORET pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'Appel d'offres,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-58 du 21 janvier 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Eliane LLORET pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'Appel d'offres. Dans ce cadre, Madame Eliane LLORET est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Délégation est également accordée dans ce cadre à Madame Eliane LLORET, dans tous les domaines de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'exception de de la création, de l'aménagement, de l'entretien de voirie y compris la signalisation ; ainsi que la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés et leurs ouvrages accessoires pour lesquels délégation est donnée à Monsieur Rabii YOUSSEF, concernant les procédures dont le montant est supérieur ou égal au seuil défini à l'article 26,II.2° du Code des marchés publics, pour procéder :

- à l'ouverture et à l'enregistrement des plis* (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte,
- à l'ouverture et à l'enregistrement des offres* remises dans le cadre d'une procédure restreinte,

** (lorsque ces plis ou ces offres sont transmis sous forme dématérialisée, la direction adjointe de la commande publique, compte tenu du temps nécessaire au téléchargement des documents correspondants, procède, après la date et heure limites de réception, au déchiffrement de ces plis ou offres en amont de la réunion d'ouverture et d'enregistrement des plis prévues avec Madame Eliane LLORET ou Monsieur Rabii Youssous. Toutefois, lors de cette réunion, à laquelle participe des représentants de la direction maître d'ouvrage concernée et de la direction adjointe de la commande publique, les fichiers ainsi téléchargés et déchiffrés sont enregistrés).*

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET ou de Monsieur Rabii YOUSSEUS, les délégations prévues aux articles 2, 3 et 4, sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Max LEVITA et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier à Madame Isabelle GIANIEL.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-112
Transmis en Préfecture le	22/03/16
Affiché le	23 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	IX 1113125-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Saint-Brès - Désaffectation des chemins ruraux dits "Du Roué à Lansargues" et "n° 24" - Arrêté prescrivant l'enquête publique avant aliénation

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brès n° 2016-106 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- VU la décision du Président n°D2015-813 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Brès dans le domaine public métropolitain
- VU la décision n°D2016-123 en date du 26 Février 2016 approuvant le principe du déclassement du domaine public métropolitain des chemins ruraux dits « Du Roué à Lansargues » et « N° 24 » situés sur la Commune de Saint-Brès, définis dans les plans ci annexés, décidant de soumettre ce déclassement à enquête publique et autorisant Madame Stéphanie JANNIN à signer toutes les pièces nécessaires à cette procédure;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public
- Vu les pièces composant le dossier soumis à enquête publique;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de désaffectation du domaine public métropolitain de deux chemins ruraux dits « Du Roué à Lansargues » et « N°24 » sis sur

la commune de Saint-Brès tel que définis dans les plans ci annexés et dans le dossier soumis à enquête publique. Cette enquête se déroulera pendant une durée de quinze jours, du 14 Avril au 29 Avril 2016 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur Michel GRAFF, Ingénieur SNCF Retraité, demeurant à Castelnau-le-Lez (34170), est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire- Enquêteur sera déposé en Mairie de Saint-Brès, et au siège de la Métropole, du 14 Avril au 29 Avril 2016 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Saint-Brès, et du siège de la Métropole, du 14 Avril au 29 Avril 2016 inclus.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites au Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Désaffectation des Chemins ruraux – SAINT BRES
DFAO – Domanialité Publique
CS 39556 – 50 Place Zeus
34961 MONTPELLIER Cedex 2

ARTICLE 4 : Monsieur Michel GRAFF, Commissaire-Enquêteur, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Saint-Brès,

- le 14 Avril 2016, premier jour de l'enquête, de 09h00 à 12h00,
- et le 29 Avril 2016, dernier jour de l'enquête, de 14h00 à 17h00.

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra également sur rendez-vous, pris auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, Service Domanialité Publique.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 161-26 du Code Rural et de la Pêche Maritime, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, un avis au public devra paraître dans deux journaux régionaux ou locaux, en outre, quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée, le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole, en mairie de Saint-Brès, et sur les lieux. Ces mesures d'affichage seront justifiées par un certificat signé par Monsieur le Président et Monsieur le Maire de Saint-Brès.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos, paraphé et signé par Monsieur le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

ARTICLE 7 : Une décision sera prise par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, quant à la désaffectation et l'aliénation des chemins ruraux dits « Du Roué à Lansargues et « N°24 » sis à Saint-Brès, tel que définis dans les plans ci annexés. La décision et le dossier d'enquête seront adressés par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture. Si Monsieur le Président considérait infondées, le cas échéant, les observations présentées ou les conclusions défavorables du Commissaire enquêteur, Monsieur le Président pourra passer outre par une décision motivée.

ARTICLE 8 : Le rapport et les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire-Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Métropole pendant une durée de un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au Titre I de la Loi du 17 juillet 1978.

ARTICLE 9 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet du Département de L'Hérault,
- Monsieur Michel GRAFF, Commissaire-Enquêteur,

ARTICLE 10 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Saint-Brès et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-113
Transmis en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affiché le	- 9 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc M3266-AR

Fait à Montpellier, le - 9 MAR. 2016
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Jean de Védas "Changement de véhicule" - Autorisation n°4

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014-19 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 5 septembre 2013, n° 72-2013 ;
- **CONSIDERANT** que M. **Éric MARTINEZ**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Saint Jean de Védas**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Éric MARTINEZ** né le 16 juillet 1960 à Mostaganem (Algérie), domicilié au 15 rue Porte St Laurent à Villeneuve-lès-Maguelone (34750), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **Mégane Scénic** immatriculé **BN-169-QP**, sur le territoire de la commune de **Saint-Jean de Védas** dans l'un des emplacements réservé aux taxis,

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 5 septembre 2013, n°72-2013 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de **Saint Jean de Védas** sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-114
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Ine2114705-AI

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ARRÊTÉ DE PÉRIL ORDINAIRE

Commune de Montpellier sis au 7 rue des Etuves (parcelle HV 496)
Logement n°24

- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;
- Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative ;
- Vu l'article L2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- Vu le rapport dressé par Madame Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 24 février 2016, concluant à l'existant d'un péril ordinaire sur le logement n°24 du bâtiment sis au 7 rue des Etuves à Montpellier (34000) ;
- Considérant qu'en raison de la gravité de la situation, il convient d'engager la procédure de péril afin que la sécurité publique soit sauvegardée ;

AR R E T E

ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic Foncia Domitia demeurant au 9 boulevard Sarraïl à Montpellier (34000) et M. et Mme DUVAL, demeurant au 2 boulevard Victor Hugo à Nîmes (30000), propriétaires du logement n° 24 du bâtiment sis 7 rue des Etuves à Montpellier (34000), sont mis en demeure, à compter de la notification

du présent arrêté et sous un délai de 6 mois, d'effectuer les travaux de réparation du sol après contrôle de l'état du plancher support.

ARTICLE 2

Faute pour le syndicat des copropriétaires et les propriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à leurs frais, ou à ceux de leurs ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, tient à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié au syndicat des copropriétaires et aux propriétaires mentionnés à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département.

ARTICLE 5

Le présent arrêté est transmis, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, au Procureur de la République ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2016-115
Transmis en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Smc 114720-AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

- 9 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ARRÊTÉ DE PÉRIL IMMINENT

Commune de Montpellier sis 7 rue des Etuves (parcelle HV 496)

- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;
- Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative ;
- Vu l'article L2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- Vu le rapport dressé par Madame Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 24 février 2016, concluant à l'existant d'un péril ordinaire sur le logement n°24 du bâtiment sis au 7 rue des Etuves à Montpellier (34000) ;
- Vu le rapport dressé par Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 24 février 2016, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- Vu l'avertissement envoyé au syndicat des copropriétaires et aux copropriétaires de l'immeuble parcelle cadastrée HV 496 sis 7 rue des Etuves à Montpellier (34000),
- Vu la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 7 rue des Etuves à Montpellier (34000) concernant les logements n° 15, 19,20 et 25 (partie B du bâtiment).

ARRETE**ARTICLE 1**

Le syndicat des copropriétaires et les copropriétaires nommés ci-dessous :

Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndicat FONCIA DOMITIA demeurant au 9 boulevard Sarraill à Montpellier (34000)

Mme et M. BROUANT demeurant au 110 rue des Razeteurs – Bât. A – Appt 11 - à Montpellier (34070)

Mme et M. HOUILLON demeurant au 19 rue Bizet à Arles (13200)

Mme GAUTHIER demeurant au 4 impasse de la Garenne – Le Crès (34920)

M. PIBRE demeurant au 1114 chemin de la Guinguette Laugier à Nîmes (30000)

devront dans un délai **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant :

- A la fermeture de l'alimentation en eau des logements n° 19,20 et 25 ;
- Au contrôle de la présence éventuelle ainsi que les points de passages et état des canalisations d'alimentation et d'évacuation en eau, et autres gaines (électricité) de ces logements en particulier au droit du plancher R+2 afin de s'assurer de l'absence de désordre sur ces ouvrages (type cisaillement, fuite, écrasement,...) ;
- Au soutien et contrôle de tous les ancrages de solives dans la zone du plancher affaissé et les parois :
 - mitoyenne avec la parcelle,
 - de façade sur cour ;
- Au soutien et contrôle des ancrages des 2 poutres bois parallèles à la façade sur cour et la paroi séparative avec la parcelle HV 499 dans les parois perpendiculaires aux précédentes ;
- Au calage de toutes les parois en suspension dans les logements n° 20 et 19 en R+2 ;
- A la validation des travaux de reprise de la structure du plancher R+2 (les 2 poutres bois du plancher R+2 soutenues par la pose perpendiculaire de 2 poutres métalliques assemblées et boulonnées/contrôle des sections, assemblages, ancrages) par un bureau d'études techniques compétent sur ce type de structure et d'intervention.

Dans le mois qui suivra la remise du rapport du BET, de présenter les prescriptions d'intervention et le planning de travaux pour tous travaux permettant la reprise de la structure et de ses cloisonnements par un BET ou maître d'œuvre compétent dans ce type de travaux.

ARTICLE 2

Faute pour le syndicat des copropriétaires et des copropriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par Montpellier Méditerranée Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **tous travaux dans la partie B de l'immeuble doivent être arrêtés**. Les logements n° 15 (R+1), n° 19 et 20 (R+2) et n° 25 (R+3) doivent être entièrement évacués de ses occupants, immédiatement. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4

Les copropriétaires doivent avoir informé les services de Montpellier Méditerranée Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L 521-1 et L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour les copropriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par Montpellier Méditerranée Métropole, aux frais des copropriétaires.

ARTICLE 5

Les copropriétaires et le syndicat des copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation. Le non respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L 511-6 ainsi que par les articles L 521-4 et L 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6

Si les copropriétaires ou leurs ayants droit, ou le syndicat des copropriétaires, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le syndicat des copropriétaires ou les copropriétaires, tiennent à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de l'Hérault.

ARTICLE 9

Le présent arrêté est transmis au Président du Conseil Général de l'Hérault, à la Caisse d'allocations familiales, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et au Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 10

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délais de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2016-116
Transmis en Préfecture le	- 9 MAR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inc114723 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL - 9 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et
l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Jean-François AUDRIN**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12211 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,

- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de dix-huitième Vice-Président,

VU la délibération n°13676 du 24 février 2016 relative à l'approbation du principe d'exploitation par délégation de service public et au lancement d'une procédure de délégation de service public concernant l'aquarium Mare Nostrum,

- CONSIDERANT que le Président de la Métropole, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-François AUDRIN est désigné en qualité de représentant du Président de la Métropole à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente,

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Arrêté n°	A2016-118
Transmis en Préfecture le	30 MAR. 2016
Affiché le	30 MAR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Incl114775-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

30 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Vendargues "Changement de véhicule" - Autorisation n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 6691/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 17 septembre 2014, n°625/2014 ;
- **CONSIDERANT** que M. Michel SARAGOSSA, titulaire d'une autorisation de taxi à Vendargues, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Michel SARAGOSSA, né le 14 mars 1960 à Saint-Jean de Maurienne, domicilié au 392, Avenue Pierre Grasset-Morel à LANSARGUES (34130), est autorisé à stationner avec le véhicule PEUGEOT type 3008 immatriculé DT-406-WH, sur le territoire de la commune de Vendargues dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 17 septembre 2014, n°625/2014 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Vendargues sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-119
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Smc1114940-A5

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction et de signature à M. Rabii YOUSSEUS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2015-18 du 21 janvier 2015 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine de la Voirie et de l'Espace public,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2015-18 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Rabii YOUSSEUS est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Rabii YOUSSEUS est autorisé à signer toute décision concernant la préparation,

la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rabii YOUSSEF, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rabii YOUSSEF et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-122
Transmis en Préfecture le	22/03/16
Affiché le	23/03/16
Notifié le	
Identifiant	INC. 116280 - AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics 2006,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-38 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice MOURET,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-38 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Fabrice Mouret, Directeur adjoint de la Commande Publique, à l'effet de signer les demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures, à l'exception des procédures de commande publique susvisées qui émanent du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET).

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice Mouret, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Anne-Marie BLATIÈRE, chef du service procédure.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice Mouret et de Madame Anne-Marie BLATIÈRE, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe RENAUD, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Fabrice MOURET, de Madame Anne-Marie BLATIERE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Christel CÉLIE, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-123
Transmis en Préfecture le	22/03/16
Affiché le	23/03/16
Notifié le	
Identifiant	INC 116284 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux certificats de déclaration de cession de véhicules

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est accordée à Monsieur Frédéric Rico à l'effet de signer les certificats de déclaration de cession de véhicules. En cas d'absence ou d'empêchement Monsieur Frédéric RICO, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle LE VANNIER.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-124
Transmis en Préfecture le	22/03/2016
Affiché le	23/03/2016
Notifié le	
Identifiant	INC M22 193 AR

Fait à Montpellier, le 21 MAR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2015- 64 du 23 avril 2015 attribué à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Valorisation, la protection animale et la biodiversité,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2015-64 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Biodiversité et de la Culture Scientifique et technique notamment aquarium Mare Nostrum, Planétarium Galilée, complexe animalier Noé. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jean-François AUDRIN est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-125
Transmis en Préfecture le	28/03/16
Affiché le	28/03/16
Notifié le	
Identifiant	INC 1122285 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux dépôts de plainte concernant les déchetteries

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le Code de procédure pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exploitation du parc des déchetteries, délégation à l'effet de signer tout document permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de porter plainte, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale susvisé, afin d'obtenir réparation d'un préjudice subi est donnée à Monsieur Pascal DUSSEAU.

En cas d'absence ou d'empêchement Monsieur Pascal DUSSEAU, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier PRADEAU, et à défaut à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-126
Transmis en Préfecture le	22/03/16
Affiché le	23/03/16
Notifié le	
Identifiant	INC U 22315 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire VEGAPOLIS : Jean-Luc Meissonnier

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12210 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire VEGAPOLIS,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de dixième Vice-Président,

VU la délibération n°13677 du 24 février 2016 relative à l'approbation du principe d'exploitation par délégation de service public et au lancement d'une procédure de délégation de service public concernant la patinoire VEGAPOLIS,

- CONSIDERANT que le Président de la Métropole, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est désigné en qualité de représentant du Président de la Métropole à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire VEGAPOLIS,

ARTICLE 2 : Monsieur MEISSONNIER est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente,

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Arrêté n°	A2016-127
Transmis en Préfecture le	22/03/16
Affiché le	23/03/16
Notifié le	
Identifiant	INC1122SA-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 MAR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Jacou "Changement de véhicule". Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 041 R 2014 du 10 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 8 octobre 2015, n°A2015-207 ;
- **CONSIDERANT** que la SARL Ambulance 113 titulaire d'une autorisation de taxi à Jacou, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La SARL Ambulance 113, dont le siège est situé Le Mas de Marot – 1, chemin du Mas de Marot au Mas des Pères – 31 130 Maugio, est autorisée à stationner avec le véhicule SKODA type Super B Elégance immatriculé CT-3156GH, sur le territoire de la commune de Jacou dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 8 octobre 2015, n°A2015-207 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la commune de Jacou, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-128
Transmis en Préfecture le	5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1122565-AE

Fait à Montpellier, le 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°43

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 28 octobre 2013, n°2013/2673/T/N ;
- CONSIDERANT que la SARL TAXI DU ROMARIN, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La SARL TAXI DU ROMARIN, domiciliée au 320 chemin du Romarin – 34 170 Castelnau-le-Lez, est autorisée à stationner avec le véhicule FORD type S-MAX immatriculé DY-616-WT, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 43, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 28 octobre 2013, n°2013/2673/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-131
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 112816-AS

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°51

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 11 septembre 2013, n°2013/2153/T/N ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Hamed HARROU, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Hamed HARROU, né le 12 décembre 1966 à Akhissa (Maroc), domicilié au 50 chemin de la Plaine ~ 34990 Juvignac, est autorisé à stationner avec le véhicule VOLKSWAGEN type TOURAN immatriculé DY-087-AR, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **51**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 11 septembre 2013, n°2013/2153/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-132
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	EmcA22818 AS

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°52

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 2 avril 2009, n°112/2009 ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Pierre MARCHETTI, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Pierre MARCHETTI, né le 27 mars 1941 à Saint-Gilles, domicilié au 13, rue de la Figairasse – 34 070 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule RENAULT type Mégane Scénic immatriculé DY-515-XS, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis,

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 52, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 2 avril 2009, n°112/2009 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-133
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1121820 AS

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 5 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°125

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 26 septembre 2012, n°1975/2012 ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Frédéric PLANQUE, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Frédéric PLANQUE, né le 10 novembre 1965 à Lille, domicilié au 8, impasse du Petit Houx - 34 070 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule TOYOTA type Avensis immatriculé DH-855-MZ, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 125, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 26 septembre 2012, n°175/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-134
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1122822-AI

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°13

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 11 septembre 2013, n°2013/2154/T/N ;
- CONSIDERANT que l'EURL TAXI STEPHANE, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'EURL TAXI STEPHANE, domicilié au 3, rue des Iris – 34 110 Mireval, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **S-MAX** immatriculé **DY-561-ZE**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis,

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 13, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 11 septembre 2013, n°2013/2154/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-135
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc-M22824AE

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°16

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 13 février 2012, n°7/2012 ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Géraldine PROD'HOMME**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Madame Géraldine PROD'HOMME, née le 15 août 1956 à Paris, domiciliée au 31, Grand rue – 34 920 Le Crès, est autorisée à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **Mégane Scénic** immatriculé **DY-316-AV**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **16**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 13 février 2012, n°7/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-136
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Emc M28287-A1

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°26

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à Madame DEJEAGER Solange en date du 26 novembre 2002 ;
- VU la faculté donnée à Madame Solange de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par Monsieur Karl JEANNETTE pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis favorable de la commission communale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 9 novembre 2015;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Karl JEANNETTE, né le 25 mai 1972 à Cayenne (973), domicilié au 807, route de Brignac – 34 800 Canet, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ Classe C immatriculé AN-607-NF, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis,

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 26, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-137
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1121830-A2

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°36

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 20 novembre 2015, n°A2015-239 ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Moad BOUJLILAT, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Moad BOUJLILAT, né le 11 janvier 1978 à l'Aigle, domicilié au 18, rue Salvador Allende – 34 920 Le Crès, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ type Classe GLK immatriculé DN-712-CT, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 36, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 20 novembre 2015, n°A2015-239 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-138
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Emc M22834-A5

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL - 5 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°55

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 30 juillet 2014, n°2014/2539/T/N ;
- CONSIDERANT que Monsieur Gérard GAUFFIER, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Gérard GAUFFIER né le 15 novembre 1950 à Montpellier, domicilié au 40, route de Saussan – 34 570 Pignan, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ type Classe E immatriculé DV-899-EQ, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 55, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 30 juillet 2014, n°2014/2539/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-139
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Dnc112836 AS

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Lattes "Changement de véhicule". Autorisation N°2

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 20141393 du 10 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°20120302 du 30 mars 2012 ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean-Louis LORRAI, titulaire d'une autorisation de taxi à Lattes, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Jean-Louis LORRAI né le 8 avril 1958 à Constantine (Algérie), domicilié au Lotissement Le Trapèze, 15 impasse Emmanuel Chabrier 34970 Lattes, est autorisé à stationner avec le véhicule BMW immatriculé EA-196-TV, sur le territoire de la commune de Lattes dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 30 mars 2012, n°20120302 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Lattes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-140
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 1128011 AS

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la C.D.A.C. en date du 05 avril 2016 à 15h00

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le Mardi 05 avril 2016 à 15h00.

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Chantal Levy-Rameau, Conseillère Métropolitaine, pour siéger et voter le Mardi 05 avril 2016 à 15h00 en Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira salle Philippe Lamour – Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, pour l'examen d'un projet de création d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail, commandes par voie télématique organisé pour l'accès en automobile composé de 10 pistes de ravitaillement d'une emprise au sol de 505 m², situé Avenue Pablo Neruda à Montpellier;

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-142
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	- 5 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc1123243-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 5 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la CDAC du 05 avril 2016 à 14h30

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le Mardi 05 mars 2016 à 14h30.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Chantal Levy-Rameau, Conseillère Métropolitaine pour siéger et voter le Mardi 05 avril 2016 à 14h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira salle Philippe Lamour – Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen d'un projet d'extension d'un ensemble commercial par création d'un commerce spécialisé dans l'équipement de la personne de 201 m², situé Espace Bocaud- Lieu-dit les Bordes à Jacou.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-143
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	- 5 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 1123245AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 5 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la CDAC du 05 avril 2016 à 14h30

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le Mardi 05 mars 2016 à 14h30.

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Abdi El Kandoussi, Conseiller Délégué pour siéger et voter le Mardi 05 avril 2016 à 14h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira salle Philippe Lamour – Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen d'un projet d'extension d'un ensemble commercial par création d'un commerce spécialisé dans l'équipement de la personne de 201 m², situé Espace Bocaud- Lieu-dit les Bordes à Jacou.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-144
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	- 5 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1123272 AR

Fait à Montpellier, le - 5 AVR. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la C.D.A.C. en date du 05 avril 2016 à 15h00

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le Mardi 05 avril 2016 à 15h00.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Abdi El Kandoussi, Conseiller Délégué, pour siéger et voter le Mardi 05 avril 2016 à 15h00 en Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira salle Philippe Lamour – Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, pour l'examen d'un projet de création d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail, commandes par voie télématique organisé pour l'accès en automobile composé de 10 pistes de ravitaillement d'une emprise au sol de 505 m², situé Avenue Pablo Neruda à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-145
Transmis en Préfecture le	- 5 AVR. 2016
Affiché le	- 5 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Sinc 123377-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 5 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Fonctionnement Parking du Prévost

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et spécialement la compétence « parcs et aires de stationnement », et les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-3, L. 2213-2, L. 2213-3 et L. 2213-4,
- VU le Code de la Route, notamment ses articles R225, R285 et R417,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 1980 des Services Maritimes et de la Navigation du Languedoc Roussillon réglementant la circulation des véhicules de toute sorte sur le rivage de la mer,
- VU la fin de la convention conclue entre la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole en date du 31 décembre 2015,
- VU la délibération relative « Stationnement - Tarification appliquée aux parkings transférés – Approbation » adoptée en séance du Conseil de Métropole du 14 avril 2016,

Considérant qu'il convient d'assurer une meilleure gestion du stationnement des deux parkings payants de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone,

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement payant compte-tenu de la mise en place d'horodateurs permettant l'acquiescement du stationnement payant du parking dit du « Prévost »,

ARRETE

ARTICLE 1 : Un stationnement payant avec horodateur est mis en place durant la saison estivale, du 16 avril au 18 septembre 2016 inclus, 7 jours sur 7, pour une meilleure gestion du parking payant dit « du Prévost » sis CD62E2.

ARTICLE 2 : Les plages horaires du stationnement réglementé et la tarification, sont les suivantes :

- Plein tarif de 8h00 à 18h00,
- Demi-tarif de 18h00 à 20h00.

La tarification fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le ticket constatant le paiement et délivré par un horodateur doit être apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule.

ARTICLE 4 : Le parking payant sera matérialisé par panneaux réglementaires de type « C1e ».

ARTICLE 5 : Tout conducteur de véhicule ayant contrevenu aux dispositions susvisées du présent arrêté est passible des sanctions prévues par le Code de la Route. Tout stationnement de véhicule au-delà de 24 heures sur un emplacement géré par horodateur est considéré comme « abusif » au sens de Code de la Route.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté remplace les arrêtés antérieurs relatifs au stationnement payant sur le parking plage dit du « Prévost »

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-148
Transmis en Préfecture le	15/04/16
Affiché le	15/04/16
Notifié le	
Identifiant	IRC-124194-AR

Fait à Montpellier, le 14 Avril 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation de l'autorité territoriale lors du tirage au sort pour constitution d'un conseil de discipline

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Décret n°89-677 du 18 septembre relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** que la présence d'un représentant de l'autorité territoriale est nécessaire lors du tirage au sort désignant les représentants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au Conseil de discipline,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Chef de Service de la Gestion Administrative au sein de la Direction des Ressources Humaines de Montpellier Méditerranée Métropole pour représenter l'autorité territoriale lors du tirage au sort, qui se déroulera le jeudi 7 avril 2016, désignant les représentants au Conseil de discipline.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-150
Transmis en Préfecture le	- 7 AVR. 2016
Affiché le	- 7 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	IntC11243M-AR

Fait à Montpellier, le - 7 AVR. 2016
Mme C. DARDE

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation de l'autorité territoriale lors du tirage au sort pour constitution d'un conseil de discipline

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Décret n°89-677 du 18 septembre relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** que la présence d'un représentant de l'autorité territoriale est nécessaire lors du tirage au sort désignant les représentants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au Conseil de discipline,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est attribuée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Chef de Service de la Gestion Administrative au sein de la Direction des Ressources Humaines de Montpellier Méditerranée Métropole pour représenter l'autorité territoriale lors du tirage au sort, qui se déroulera le jeudi 7 avril 2016, désignant les représentants au Conseil de discipline.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-151
Transmis en Préfecture le	- 7 AVR. 2016
Affiché le	- 7 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1424317 AA

Fait à Montpellier, le 07/04/16
Mme C. DARDE

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à M. Max LÉVITA relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2014-97 du 25 avril 2014 relatif aux pièces comptables,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-97 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Monsieur Christian FINA, Monsieur Yves NURIT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, Madame Christel CELIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA, de Monsieur Yves NURIT et de Madame Christel CELIE, Monsieur Franck OLIVIER reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-159
Transmis en Préfecture le	19 AVR. 2016
Affiché le	19 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1124928AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

19 AVR. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation des lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique unique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu et sur le projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié »

- **VU** le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 décembre 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu et au projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre Dame de la Pitié » ;
- **VU** la décision n°E15000212/34 en date du 8 janvier 2016 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Bernard CORDIER en qualité de Commissaire Enquêteur et M. René AUGLANS en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRETE

Article 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Beaulieu et sur le projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié », pour une durée de 31 jours consécutifs, du mercredi 25 mai 2016 9H au 24 juin 2016 17H inclus.

Article 2 : L'avis au public sera publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Article 3 : Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Beaulieu, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique unique et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 4 : L'avis au public concernant l'enquête publique unique relative à la modification n°1 du PLU de la Commune de Beaulieu et au projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié » fera également l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Beaulieu, sur les lieux d'affichage suivants :

- au niveau de la mairie, Avenue du Stade ;
- au niveau du groupe scolaire, Rue des Ecolières ;
- avenue de Saint-Geniès, à proximité de l'Avenue de Restinclières ;
- au niveau de la Chapelle Notre-Dame de la Pitié, Chemin de Notre-Dame.

Article 5 : L'avis au public sera, en outre, publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Beaulieu à l'adresse : <http://www.mairiedebeaulieu.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-165
Transmis en Préfecture le	28 AVR. 2016
Affiché le	28 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1125253 AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

28 AVR. 2016
Pour le Président
Par délégué

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu et sur le projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié »

- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-1 à L.153-60 ;
- **VU** le Code du patrimoine et notamment l'article L.621-30 ;
- **VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L.123-6 et R. 123-1 à R. 123-27 ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Beaulieu n°14.11.04 du 17 novembre 2014 portant engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de Beaulieu en vue d'apporter des adaptations et corrections mineures à certaines dispositions réglementaires ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Beaulieu n°15.11.09 du 17 novembre 2015 portant avis favorable au projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié » ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la décision n°E15000212/34 en date du 8 janvier 2016 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Bernard CORDIER en qualité de Commissaire Enquêteur et M. René AUGLANS en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant ;
- **VU** l'arrêté de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°A2016-165 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- **VU** les pièces du dossier destiné à être soumis à enquête publique unique ;
- **VU** l'arrêté n° A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de modification du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu et sur le projet de modification du périmètre de protection institué autour du monument historique de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié », pour une durée de 31 jours consécutifs, du mercredi 25 mai 2016 9heures au vendredi 24 juin 2016 17heures inclus.

ARTICLE 2 : Par décision n°E15000212/34 en date du 8 janvier 2016, M. Bernard CORDIER, Directeur Général des Services de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, retraité, et M. René AUGLANS, ingénieur retraité, ont été respectivement désignés en qualité de Commissaire Enquêteur et de Commissaire Enquêteur suppléant par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi que le registre d'enquête publique unique, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur, seront déposés à la Mairie de Beaulieu. Durant toute la durée de l'enquête, du mercredi 25 mai 2016 9H au vendredi 24 juin 2016 17H inclus, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de Beaulieu aux heures habituelles d'ouverture, à savoir lundi / mardi / mercredi de 10h à 12h; jeudi / vendredi de 9h à 12h ; lundi / mardi / jeudi / vendredi de 14h à 18h30.

ARTICLE 4 : Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

ARTICLE 5 : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Beaulieu les :

- mercredi 25 mai de 9H à 12H ;
- lundi 13 juin de 9H à 12H ;
- vendredi 24 juin de 14H à 17H.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Beaulieu et projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est Montpellier Méditerranée Métropole.

Le public pourra également recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification du PLU et sur le projet de modification du périmètre de protection de la Chapelle « Notre-Dame-de-la-Pitié » auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante :

Direction de l'urbanisme et de l'Habitat
50 place Zeus CS 39556
34961 MONTPELLIER CEDEX 2

Le périmètre de protection modifié (PPM) est présenté dans le cadre d'une procédure conjointe à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles R.123-7 du Code de l'environnement et L.621-30 du Code du patrimoine, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France. Les coordonnées du maître d'ouvrage de ce périmètre de protection modifié sont les suivantes :

Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon (DRAC)
Service territorial de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault (STAP)
Architecte des bâtiments de France (ABF)
5, rue salle l'Evêque 34967 Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête mentionné à l'article 1, le registre d'enquête unique sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Ce dernier communiquera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, le registre unique ainsi qu'un rapport unique et ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Le rapport unique et les conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Beaulieu, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport unique et les conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>). L'ensemble de ces documents sera consultable pendant une durée d'un an.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Beaulieu, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, par voie d'affiches sur les secteurs géographiques plus particulièrement concernés par la modification n°1 du PLU (définies par l'arrêté n°A2016-165) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Beaulieu (à l'adresse <http://www.mairiedebeaulieu.fr>).

ARTICLE 9 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique auprès des responsables du projet dès la parution de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 10 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Cette approbation emportera modification du périmètre de protection de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié conformément aux dispositions de l'article L.621-30 du Code du patrimoine.

ARTICLE 11 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Beaulieu, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Beaulieu.

Arrêté n°	A2016-166
Transmis en Préfecture le	28 AVR. 2016
Affiché le	28 AVR. 2016
Notifié le	
Identifiant	Dmcc/125255-AR

Fait à Montpellier, le

28 AVR. 2016

Mme S. JANNIN

Pour le Président

Par déléguation



C. Dando

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.